

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

DIRE LA NATION HONGROISE À L'ÈRE DE VIKTOR ORBÁN : LE NATIONALISME DU
SENS COMMUN CHEZ LES HABITANTS DE MARTFŰ

THÈSE

PRÉSENTÉ(E)

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN COMMUNICATION
ET DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

BÁLINT DEMERS

JUILLET 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Cette thèse a été réalisée grâce aux concours des bourses doctorales du *Fonds de recherche du Québec – Société et culture* et du *Conseil de recherche en sciences humaines*, des bourses à la mobilité de l'IDEXLYON et de l'UQAM, et de la bourse d'excellence de 3^{ème} cycle du CELAT.

Elle n'aurait pu voir le jour sans le soutien, les conseils et les nombreuses relectures de mes co-directeurs Mouloud Boukala et Dorota Dakowska. Leur regard à la fois honnête, exigeant et bienveillant a constitué un point d'appui de chaque instant. Je voudrais aussi remercier Willy Beauvalet, Anouk Bélanger, Sophie Bérout, Hugo Bonin, Magdalena Dembińska, Oumar Kane, Marie Lucchi, Laure Neumayer, Diane Poitras, Cécile Robert, Martin Robert et Michelle Stewart, qui à diverses étapes ont grandement contribué à ce parcours doctoral. Dans ce même esprit, merci aux personnels et aux collègues du *Centre de recherche Cultures-Arts-Sociétés* et de *Triangle – UMR5206 – Action, discours, pensée politique et économique*, qui m'ont généreusement accueilli dans des environnements de travail stimulants.

Merci aux citoyens de Martfű qui m'ont accordé du temps et se sont généreusement prêtés à l'exercice des entretiens. Un immense merci à Hornyák Miklós et Horváth Irén qui ont rendu toutes ces rencontres possibles, et avec qui la vie est un bonheur long comme la Tisza. Un grand merci également à Ariane Aubin-Cloutier, Marion Bérubé, Jean-Jacques Demers et Ève-Laurence Hébert de s'être prêtés à la corvée de la relecture.

À moins d'être égayée par une compagnie joyeuse, la tanière du thésard peut se révéler un endroit propice à la grisaille, particulièrement en temps de pandémie. Merci donc à Antony, Attila, Béci, Erzsébet, Éva, Gabi, Jean-Luc, Julie, Johanne, Laurie, Pascale et Samuel d'avoir rendu mon quotidien enlevant des deux côtés de l'océan, et à Annah d'avoir été là pendant toutes ces années.

Merci à mon frère Gabriel Váradi de continuer à me faire rire aux éclats. Merci à mes parents, Jean-Jacques Demers et Tünde Váradi, de m'avoir donné tout jeune le goût de la chose commune, avec ce qu'il faut d'exigence. Merci, finalement, à ma grand-mère, Mészáros Jolán « Ómama », disparue alors que j'entamais cette thèse, et à qui celle-ci est dédiée. Malgré la tourmente, elle m'aura rendu la Hongrie délectable, et appris qu'on peut aimer en désaccord.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
RÉSUMÉ.....	viii
ABSTRACT	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 PROBLÉMATIQUE – L'ÈRE ORBÁN ET L'HÉGÉMONIE DU <i>FIDESZ</i>	8
1.1 Le « moment populiste » et la Hongrie	9
1.1.1 Le cas hongrois	9
1.1.2 Le populisme de droite en Hongrie et la reconfiguration du champ politique.....	11
1.2 Les facteurs de l'hégémonie du <i>Fidesz</i> dans la littérature scientifique	14
1.2.1 La faiblesse des alternatives.....	14
1.2.2 L'instabilité du système politique partisan	15
1.2.3 L'intégration européenne	16
1.2.4 Les conséquences du néolibéralisme	16
1.2.5 Le rejet du libéralisme.....	18
1.3 Le nationalisme comme élément structurant	20
1.4 Le choix du sujet de recherche : le nationalisme hongrois dans le sens commun.....	23
1.5 La question et les objectifs de recherche	26
1.6 La pertinence communicationnelle de la thèse	27
CHAPITRE 2 CADRE D'ANALYSE – HÉGÉMONIE, SENS COMMUN ET NATIONALISME.....	29
2.1 La perspective discursive.....	29
2.2 La théorie du discours.....	31
2.2.1 Politique, antagonisme et hégémonie.....	31
2.2.2 La construction des identités collectives.....	33
2.2.3 Le sens commun.....	34
2.3 Le nationalisme comme discours.....	36
2.3.1 Le nationalisme	36
2.3.2 Comment catégoriser les discours nationalistes ?.....	37
2.3.3 Les signifiants structurants du nationalisme	39
2.3.4 Nationalisme, hégémonie et sens commun	41
2.3.5 Populisme et nationalisme.....	43
2.4 L'opérationnalisation du cadre d'analyse	45
CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE – LE NATIONALISME SUR LE TERRAIN	47

3.1	L'organisation de la recherche et la contextualisation préalable.....	47
3.1.1	La contextualisation par la revue de la littérature scientifique	48
3.1.2	Les axes et les objectifs de la revue de littérature scientifique	49
3.2	La méthode de constitution du corpus.....	50
3.2.1	Choix d'échelle : du local au global.....	51
3.2.2	Une approche narrative du terrain : le choix de l'entretien semi-directif	52
3.3	La constitution du corpus.....	53
3.3.1	Circonscrire un milieu.....	54
3.3.2	Corpus ouvert et sélection des participants.....	55
3.3.3	La grille d'entretien.....	57
3.3.4	Le déroulement des entretiens.....	58
3.4	Analyser le sens commun nationaliste : la méthode d'analyse du corpus.....	59
3.4.1	Théorie du discours et analyse thématique	60
3.4.2	L'analyse discursive.....	62
3.5	Considérations réflexives sur le travail de terrain	64
CHAPITRE 4 LE NATIONALISME HONGROIS, SON HISTOIRE, SES COURANTS ET SES SIGNIFIANTS		67
4.1	La Hongrie avant le nationalisme	68
4.1.1	<i>Hónfoglalás</i> (l'occupation du territoire)	68
4.1.2	<i>Allamalapítás</i> (la fondation de l'État).....	69
4.1.3	Invasions et effondrements	70
4.1.4	La noblesse hongroise face à l'occupant.....	73
4.1.5	L'étincelle Joseph II.....	74
4.2	Le nationalisme en courants : le nationalisme hongrois de l'Ère des réformes au <i>Rendszerváltás</i>	75
4.2.1	Face à l'Empire et aux minorités nationales : le nationalisme libéral.....	75
4.2.1.1	Le « nous » libéral et son « dehors ».....	76
4.2.1.2	De la Révolution de 1848 au Compromis de 1867	79
4.2.1.3	Césure dans le nationalisme libéral : l'opposition <i>polgári</i>	83
4.2.2	L'entre-deux-guerres et la segmentation du nationalisme hongrois	85
4.2.2.1	Le traité de Trianon et la chute du nationalisme libéral	85
4.2.2.2	Face à Trianon : les courants nationalistes à l'ère Horthy	87
4.2.2.3	L'alliance avec l'Allemagne nazie et ses conséquences	94
4.2.3	De l'éclipse au renouveau	95
4.2.3.1	Le rákosisme et l'usage tactique du nationalisme.....	95
4.2.3.2	Face au totalitarisme : la Révolution de 1956	97
4.2.3.3	Face à 1956 : le régime Kádár et le nationalisme	99
4.2.3.4	<i>Rendszerváltás</i> (changement de régime) : un renouveau aux airs de déjà-vu.....	100
4.3	Synthèse : les signifiants structurants du nationalisme hongrois.....	102
4.3.1	Frontières et souveraineté	102
4.3.2	Le peuple-nation et ses « dehors »	104

4.3.3	Une place dans le monde entre Orient et Occident	106
4.4	Conclusion du chapitre	109
CHAPITRE 5 LA NATION DU <i>FIDESZ</i>		111
5.1	Le <i>Fidesz</i> des débuts : une « jeunesse » nationale-libérale	111
5.2	De l'opposition au gouvernement : l'hégémonie à droite	113
5.3	Défaite électorale, victoire culturelle.....	115
5.4	Des <i>polgárok</i> aux <i>emberek</i> : le virage populiste.....	116
5.5	Au centre de l'échiquier : face au <i>Jobbik</i>	119
5.6	Un nouveau régime : révolution et continuité	121
5.7	Cautériser Trianon : la réforme de la citoyenneté	125
5.8	« La Hongrie d'abord » : nationaliser la question sociale	127
5.9	Les figures du « dehors » : visages du libéralisme	129
5.10	Une place sur le continent : pour l'Europe, contre Bruxelles.....	132
5.11	Synthèse et conclusion du chapitre.....	135
CHAPITRE 6 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS – LE RAPPORT À LA POLITIQUE		138
6.1	La politique.....	138
6.1.1	L'État et la démocratie	141
6.1.2	Synthèse de la section	144
6.2	L'échelle politique de référence	144
6.2.1	Le lieu de l'identification.....	144
6.2.2	Le lieu de la politique.....	145
6.2.3	Synthèse de la section	147
6.3	La politique hongroise	147
6.3.1	Le vote.....	148
6.3.2	Les identités politiques partisans.....	150
6.3.2.1	Le <i>Fidesz</i>	150
6.3.2.2	L'opposition	152
6.3.2.3	Identité négative et identité positive.....	153
6.3.3	L'hégémonie du <i>Fidesz</i>	154
6.3.4	Bipolarisation	155
6.3.4.1	Gauche/droite	156
6.3.4.2	Libéralisme/conservatisme.....	157
6.3.5	Synthèse de la section	158
6.4	Conclusion du chapitre	158
CHAPITRE 7 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS – LE RAPPORT À LA NATION.....		160
7.1	La communauté nationale.....	160

7.1.1	La nation.....	161
7.1.2	La patrie	163
7.1.3	Le peuple.....	164
7.1.4	Être membre d'une nation.....	165
7.1.5	Traditions	168
7.1.6	Synthèse de la section	169
7.2	Être hongrois.....	170
7.2.1	En pensant à la Hongrie	170
7.2.2	<i>Magyarság</i>	175
7.2.3	Devenir hongrois	180
7.2.4	Minorités	182
7.2.4.1	Les roms	182
7.2.4.2	Les locuteurs hongrois des pays voisins	184
7.2.5	Synthèse de la section	186
7.3	La Hongrie dans le temps et l'espace	187
7.3.1	L'Histoire	187
7.3.1.1	Trianon	192
7.3.1.2	Communisme	193
7.3.1.3	<i>Rendszerváltás</i> et libéralisation.....	195
7.3.2	Le dehors.....	198
7.3.2.1	Ennemis.....	199
7.3.2.2	Immigration.....	200
7.3.2.3	Union européenne	201
7.3.3	Avenir.....	204
7.3.4	Synthèse de la section	206
7.4	Conclusion du chapitre	207
CHAPITRE 8 NATIONALISME ET LIEN SOCIAL À MARTFŰ		209
8.1	Nationalisme en soi et nationalisme pour soi	209
8.1.1	Un sens commun nationaliste.....	212
8.1.2	Construction et contours de la nation dans le corpus.....	214
8.1.2.1	Modes transversaux.....	214
8.1.2.2	Thèmes transversaux	217
8.1.3	Nation et nationalismes dans le corpus, en Hongrie et chez les <i>Fidesz</i>	222
8.1.3.1	Les signifiants structurants du nationalisme hongrois	222
8.1.3.2	<i>Fidesz</i> : politique et nation	227
8.2	Le lien social.....	232
8.2.1	Liens nationaux, traditionnels, politiques et locaux.....	233
8.2.2	Le <i>Fidesz</i> et la nationalisation du lien social	237
8.3	Synthèse et conclusion du chapitre: nationalisme et lien social en Hongrie	239
CONCLUSION		244
ANNEXE A LA VILLE DE MARTFŰ SITUÉE SUR UNE CARTE DE LA HONGRIE		253

ANNEXE B LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DES PARTIS POPULISTES DE DROITE À MARTFÚ EN PARALLÈLE AVEC LES RÉSULTATS NATIONAUX EN POURCENTAGE DES VOIX EXPRIMÉES SUR LES LISTES NATIONALES (2009-2019).....	254
ANNEXE C GRILLE D'ENTRETIEN	255
ANNEXE D ARBRE THÉMATIQUE	261
APPENDICE A CITATIONS EN VERSION ORIGINALE	265
RÉFÉRENCES.....	280

RÉSUMÉ

Cette thèse a pour sujet le nationalisme hongrois tel qu'il se construit dans le cadre de l'hégémonie du *Fidesz* de Viktor Orbán, le parti de droite nationaliste et conservateur au pouvoir en Hongrie depuis 2010. Elle prend pour objet le nationalisme du sens commun tel que produit et vécu au jour le jour par les habitants du pays. En approchant le nationalisme comme un discours qui construit la nation sur le temps long, elle s'appuie sur 28 entretiens semi-directifs réalisés dans la petite ville industrielle de Martfű, située au sud-est de la Hongrie. Leur analyse discursive vise à dégager les contours qu'y prennent la nation et le nationalisme et la manière dont ils s'insèrent dans l'hégémonie du *Fidesz*. Dans un premier temps, une revue de la littérature scientifique centrée sur le nationalisme hongrois identifie ses grands courants (libéral, radical-civique, ethnique, conservateur, racial et socialiste) et leurs signifiants structurants (frontières et souveraineté, le peuple-nation et ses « dehors », une identité géopolitique entre Orient et Occident). Dans un deuxième temps, le dialogue entre ces éléments et les attributs du nationalisme du *Fidesz* montre que si celui-ci défend une conception conservatrice et élitiste de la nation, il y articule des signifiants hétérogènes renvoyant aux divers courants du nationalisme hongrois. Dans un troisième temps, l'analyse du corpus d'entretiens dégage des conceptions hétérogènes de la nation renvoyant aux grands courants du nationalisme hongrois et mobilisant des signifiants de type racial, ethnoculturel, politico-culturel, historique, politique ou civique. Par rapport à ces diverses conceptions, le nationalisme du *Fidesz* occupe une position qui, sans être consensuelle, est « centrale », et ce sur plusieurs enjeux (définition de la nationalité, immigration, rapport aux locuteurs hongrois des pays voisins, rapport à l'Union européenne, etc.). En parallèle, les participants pensent la politique d'un point de vue nationaliste, tout en associant des thèmes comme la collectivité et l'inscription de limites à la droite conservatrice, alors que l'individualisme et l'absence de limite sont associés à la gauche libérale. Ils accordent également de l'importance à la question du lien social dont ils regrettent l'effritement depuis la transition postcommuniste. En s'appuyant sur cette analyse, cette thèse doctorale montre que tout en étant assez ample pour s'adresser à de larges pans de la population, le nationalisme du *Fidesz* parvient à porter la demande de lien social à travers la valorisation des liens nationaux (nationalisme et « illibéralisme »), traditionnels (conservatisme) et locaux (néolibéralisme hétérodoxe et nationalisation de la question sociale).

Mots clés : Hongrie, nationalisme, sens commun, hégémonie, *Fidesz*

ABSTRACT

The subject of this thesis is the construction of Hungarian nationalism in the context of the hegemony of Viktor Orbán's *Fidesz*, the right-wing nationalist and conservative party ruling Hungary since 2010. Its object is common sense nationalism, as produced and lived each day by the country's inhabitants. By approaching nationalism as a discourse built in the long term, it relies on 28 semi-directed interviews conducted in the little industrial town of Martfű, in south-eastern Hungary. This body's discursive analysis aims to outline how nation and nationalism are shaped and how they fit into *Fidesz*' hegemony. Firstly, a review of the scientific literature centred on Hungarian nationalism aims to identify its great trends (liberal, civic-radical, ethnic, conservative, racial and socialist) and their structuring signifiers (borders and sovereignty, the people-as-nation and its "outside", a geopolitical identity between East and West). Secondly, the dialogue between these elements and the attributes of *Fidesz*' nationalism indicates that Orbán's party promotes a conservative and elitist conception of the nation, which is articulated with heterogeneous signifiers originating from the diverse trends of Hungarian nationalism. Thirdly, the interviews' analysis outlines heterogeneous conceptions of the nation which refer back to the great trends of Hungarian nationalism, mobilising racial, ethnocultural, political-cultural, historical, political, and civic signifiers. Compared with these diverse conceptions, *Fidesz*' nationalism occupies a position which is, if not consensual, "central" on many issues (the definition of nationality, immigration, the relationship with the Hungarian speakers of the neighbouring countries, the relationship with the European Union, etc.). Meanwhile, the interviewees conceive politics from the standpoint of national interest while linking themes like collectivity and the inscription of boundaries to the conservative right, and individualism and the lack of boundaries to the liberal left. They also attach importance to social ties, of which they regret the erosion since the post-communist transition. On the basis of this analysis, this thesis shows that while being wide enough to reach out to broad segments of the population, *Fidesz*' nationalism manages to carry the demand for social ties through the promotion of national (nationalism and "illiberalism"), traditional (conservatism) and local (heterodox neoliberalism and the nationalisation of social issues) ties.

Keywords : Hungary, nationalism, common sense, hegemony, *Fidesz*

INTRODUCTION

Au printemps 2010, j'étais de passage en Hongrie alors que se préparait le second tour des élections législatives. La victoire du *Fidesz* de Viktor Orbán, un parti de droite nationaliste et conservateur, s'annonçait déjà dans toute son amplitude. *A posteriori*, elle était prévisible depuis des mois, voire des années. Durant l'automne précédent, dans son appartement de Debrecen, je regardais chaque soir ma grand-mère s'installer devant *Hír TV*, la chaîne d'information en continu pilotée par le *Fidesz*. Celle-ci semblait préparer méthodiquement le retour au pouvoir d'Orbán, dans une version radicalisée de son passage au gouvernement une décennie plus tôt (1998-2002). Une animatrice demandait à ses invités en quoi, sous le gouvernement de la majorité socialiste-libérale, la Hongrie était encore une démocratie. Dans une ligne ouverte, une téléspectatrice s'opposait à ce que les politiques d'austérité de cette majorité soient qualifiées de « gauche », et l'animateur lui répondait que ce clivage n'avait plus d'importance, entendant que désormais, c'était la « droite » qui incarnait les idéaux de la gauche d'autrefois. Et lorsqu'Orbán apparaissait à l'écran dans le cadre d'une conférence de presse, ma grand-mère s'exclamait : « ça c'est un véritable hongrois¹ ! ».

Au cours de ce mois d'avril 2010, j'ai été rapidement confronté au matériel de propagande électorale du *Fidesz*. Pour cette élection décisive, le slogan de campagne s'affichait en grosses lettres blanches sur un fond orange, la couleur du parti. L'on y lisait : « Itt az idő ! », ce qui signifie « c'est l'heure ! » ou encore « c'est le moment ! ». Sur le coup, ce slogan m'a semblé constituer une trouvaille de *marketing* politique assez insipide. De retour au Québec, j'ai fait part de cette observation à ma mère, qui m'a aussitôt contredit : loin de dénoter un manque d'inspiration, ces mots faisaient référence au second vers d'un poème de Sándor Petőfi, le poète national hongrois. Dans ce *Chant national (Nemzeti dal)* écrit à l'aube de la Révolution hongroise

¹ Suivant les exemples d'Emmanuel Debono (2019) et de Gérard Noiriel et Stéphane Beaud (2021), cette thèse prend pour parti d'écrire en lettre minuscule les noms désignant des groupes, des nationalités ou d'autres formes d'identification (par exemple, en écrivant « les hongrois » plutôt que « les Hongrois »), afin d'« éviter de présupposer l'existence d'une communauté constituée, ce que véhicule l'usage de la majuscule » (Beaud et Noiriel, 2021, p. 9). Les citations textuelles n'ont cependant pas été modifiées en ce sens, conservant leur forme originelle.

de 1848 et de la guerre d'indépendance contre l'empire des Habsbourg, celui-ci exaltait la soif de révolte et de liberté de la jeunesse.

Cet incident m'est resté en tête au fil des années. Étant né et ayant grandi au Québec, j'ignorais la référence historique portée par le slogan du *Fidesz*. À l'inverse, ma mère, qui a passé toute sa jeunesse en Hongrie et dont l'imaginaire politique reste marqué par le « patriotisme socialiste » de l'ère Kádár, l'a immédiatement décodé. Ainsi, en placardant ce slogan, le parti d'Orbán s'adressait au sens commun de la population en se présentant comme l'héritier des grandes luttes de libération de l'histoire hongroise. Que la Révolution de 1848 et la figure de Petőfi aient incarné les idéaux démocratiques, républicains et libéraux de leur époque ne semblait pas gêner ce parti pourtant ultraconservateur, et qui ne tarderait pas à manifester un certain penchant pour l'autoritarisme. Au contraire, en se drapant dans les souvenirs et les sentiments collectifs suscités par ces trois mots – l'espoir, la liberté, l'esprit de résistance et d'insoumission, le patriotisme –, le *Fidesz* cherchait à s'inscrire en continuité avec l'histoire du pays, tout en incarnant une volonté de rupture.

Sur ce dernier point du moins, le parti d'Orbán n'allait pas tarder à tenir ses promesses. Durant les années qui ont suivi son retour au pouvoir, l'atmosphère politique hongroise a pris une tournure bien différente, du moins du point de vue du visiteur occasionnel que j'étais. Pendant les années 2000, famille et amis semblaient perpétuellement animés par un débat politique souvent incandescent opposant deux « camps » : la gauche libérale du *Parti socialiste hongrois* (MSZP) et de l'*Alliance des démocrates libres* (SZDSZ) et la droite conservatrice du *Fidesz*. Ce débat s'incarnait dans le duel homérique opposant les chefs de file de chaque « camp », Ferenc Gyurcsány et Viktor Orbán. *A contrario*, la décennie suivante était marquée par l'installation d'une nouvelle « normalité » façonnée par les vainqueurs de l'élection de 2010. Alors que ceux-ci changeaient en profondeur les institutions du pays, la gauche libérale était en déroute, et parmi mes proches même ses partisans les plus fervents l'évoquaient sans enthousiasme. Pour eux, l'objectif des élections subséquentes serait moins de faire triompher leur « camp » que d'empêcher le *Fidesz* d'obtenir une nouvelle fois la majorité de 2/3 des députés qui lui laissait les mains libres pour transformer le pays. Objectif qui se solda par des échecs, puisqu'aux élections de 2014 puis de 2018 le parti d'Orbán renouvela à chaque fois sa « super-majorité » à l'Assemblée nationale.

Tout indiquait que dans cette bataille qui l’opposait depuis le milieu des années 1990 à la gauche libérale, le *Fidesz* avait remporté la partie, et pour longtemps. En décembre 2014, j’écrivais à ce propos à une amie québécoise : « la droite a remporté une victoire écrasante dont le pays ne se relèvera pas avant des décennies [...]. Suffit d’écouter parler mes cousins [...], mes tantes ou les amies de ma mère. [...] [C]e conservatisme aussi réactionnaire que combatif allié à un capitalisme débridé qui se pare d’un air d’intérêt national, représente désormais un projet commun hégémonique. Ils et elles y croient ».

Ce constat constitue le point de départ de cette thèse doctorale, prolongeant la réflexion qu’a suscitée le slogan *Itt az idő !* et sa place dans le sens commun. Trois postulats théoriques conduisent à effectuer un rapprochement avec le pouvoir du *Fidesz*. Premièrement, celui du constructivisme : la réalité sociale est contingente et conflictuelle et un ordre sociopolitique est toujours susceptible d’être remis en question. Le pouvoir du *Fidesz*, pouvoir que dans cette thèse nous désignerons par le concept d’hégémonie, n’avait rien d’inévitable, s’agissant plutôt d’une construction politique découlant d’un contexte et d’évènements particuliers.

Deuxièmement, considérer que la réalité sociale est construite n’implique pas pour autant que celle-ci soit acquise dans l’immédiat et qu’elle puisse être déconstruite tout aussi immédiatement. Temps long et temps court s’y mêlent inextricablement, et des échos du passé que l’on croyait depuis longtemps révolu ne manquent pas de resurgir dans le présent pour marquer durablement l’avenir. Dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1851), Marx écrivait :

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d’un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c’est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu’ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu’ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d’ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l’histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. (Marx, 1969, p. 13)

Malgré qu'ils évoquent une tradition politique en grande partie étrangère à la sienne, le *Fidesz* a mobilisé les mots *Itt az idő!* parce que leur poids continue à « peser sur le cerveau des vivants » et qu'en évoquant ainsi les « esprits du passé », ce parti pouvait apparaître sur la « nouvelle scène de l'histoire » sous un « déguisement respectable ». Ainsi, la politique n'est que rarement création *ex nihilo*, mais plutôt récupération et mutation de traditions et de symboles subsistant dans le sens commun.

Troisièmement, ce sens commun n'est pas une production hors-sol, mais ancrée dans un contexte géographique et politique particulier. À la suite de l'anthropologue Maurice Godelier (2010), nous considérons que les êtres humains font société lorsqu'ils délimitent un territoire et y exercent une forme de souveraineté ; en d'autres mots, il n'y a de société que dans le cadre de communautés politiques (pp. 39-42). L'on ne saurait donc comprendre le fonctionnement d'une société et du pouvoir qui y règne sans analyser sa construction en tant que communauté politique. Le slogan *Itt az idő!* n'est compréhensible que parce qu'il s'adresse au sens commun de la communauté politique particulière qu'est la nation hongroise, qui constitue le cadre au sein duquel l'hégémonie du *Fidesz* doit être appréhendée. S'intéresser à ce cadre et à cette hégémonie implique de comprendre comment le premier structure la seconde, mais aussi comment la seconde reconstruit le premier, de la même manière qu'*Itt az idő!* structure le message du parti d'Orbán et trouve un sens nouveau à travers celui-ci.

Plusieurs événements ayant bouleversé la scène politique mondiale des dernières années – le Brexit, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, la guerre en Ukraine, etc. – soulèvent de près ou de loin la question de la nation et du nationalisme. Celle-ci dépasse la simple tactique électorale dont témoigne un slogan comme *Itt az idő!* pour toucher à des questions cruciales comme la géopolitique, l'économie, la citoyenneté et, incidemment, la démocratie. En effet, le rapport que les citoyens entretiennent avec leur communauté politique, et la vision qu'ils ont de celle-ci sont susceptibles d'influer sur leurs choix politiques, comme la sortie de l'Union européenne, l'élection d'un président se voulant « antisystème » ou l'appui à l'invasion militaire d'un pays voisin. En Hongrie, l'action du *Fidesz*, tant par ses mots que par ses gestes, est ancrée dans une certaine vision de la communauté politique nationale, vision que le parti d'Orbán s'emploie à perpétuer. Comprendre cette vision, comprendre la manière dont elle s'inscrit ou non dans le sens commun, et plus encore comprendre le rapport à la nation et à la

politique des citoyens dans un tel contexte, constitue alors un chemin privilégié pour appréhender les ressorts de l'hégémonie du *Fidesz*.

Cette thèse doctorale se penche sur cette relation entre hégémonie, sens commun et nation. Elle a pour sujet la manière dont la nation et le nationalisme sont reproduits dans le sens commun dans le contexte de l'hégémonie du *Fidesz*. Sans ignorer le nationalisme formulé par le parti d'Orbán, elle prend pour objet le nationalisme du sens commun, celui qui au jour le jour organise le regard que les hongrois – ou du moins ceux qui ont un point de vue nationaliste – portent sur leur pays. Pour ce faire, elle analyse 28 entretiens semi-directifs réalisés dans la ville de Martfű, dans l'est de la Hongrie², où les participants s'expriment sur leur rapport à la nation hongroise, sur leur conception de celle-ci et sur la politique telle qu'elle s'exerce en Hongrie. Cet ensemble de propos est considéré comme une porte d'entrée vers ce nationalisme du sens commun. Leur analyse et leur interprétation visent à dégager les contours qu'y prennent la nation et le nationalisme hongrois et la manière dont ils s'insèrent dans l'hégémonie du *Fidesz*.

Les pages qui suivent sont organisées en huit chapitres. Le premier se propose de problématiser les différents facteurs de l'hégémonie du *Fidesz* à partir d'une revue de littérature scientifique. En prenant pour point de départ l'inscription de cette hégémonie dans un « moment populiste » et en examinant ses divers « symptômes » (Wodak, 2001a, p. 64) (faiblesse des alternatives, intégration européenne, néolibéralisme, etc.), ce chapitre montre le rôle qu'y joue le nationalisme. Il aborde cette problématique sous l'angle du nationalisme du sens commun, et se conclut par la formulation d'une question, de sous-questions et d'objectifs de recherche. Le deuxième chapitre présente le cadre conceptuel mobilisé au long de la thèse. Découlant d'une perspective discursive, ce cadre conceptuel s'inscrit dans le sillage de la théorie du discours élaborée par Laclau et Mouffe et de leur approche de l'hégémonie, de la construction des identités collectives et du sens commun. Dans cette optique, le nationalisme est considéré comme un discours produisant et reproduisant la nation, le type de communauté politique spécifique à la modernité. Le troisième chapitre s'interroge sur la manière d'approcher le nationalisme du sens commun sur le terrain. Il présente pour ce faire une démarche méthodologique en deux étapes. Une revue de la littérature

² Voir en Annexe A la ville de Martfű située sur une carte de la Hongrie.

scientifique expose l'histoire, les courants et les signifiants structurants du nationalisme hongrois et les fait dialoguer avec le nationalisme du *Fidesz*. Cette première étape vise à dégager un bassin de signifiants et d'articulations susceptibles d'être mobilisés par le nationalisme du sens commun, nourrissant ainsi la deuxième étape de la démarche méthodologique. Celle-ci consiste en la réalisation et l'analyse thématique et discursive des 28 entretiens semi-directifs qui constituent le cœur de cette thèse doctorale.

Les chapitres subséquents épousent la structure de la démarche méthodologique. Le quatrième et le cinquième chapitre sont consacrés à une mise en contexte politique, historique et discursive approfondie visant à situer et nourrir l'analyse subséquente des entretiens. Le chapitre 4 expose dans ses grandes lignes l'histoire du nationalisme hongrois, depuis la construction d'un État pré-national jusqu'à la transition post-communiste. Il s'attarde en particulier à décrire et analyser les grands courants du nationalisme hongrois (libéral, radical-civique, ethnique, conservateur, racial et socialiste) ainsi que les signifiants structurants (frontières et souveraineté, le peuple-nation et ses « dehors », et une identité géopolitique entre Orient et Occident) qu'ils ont en commun. Le chapitre 5 se focalise sur le nationalisme du *Fidesz*, depuis les débuts du parti à la fin des années 1980 jusqu'à son exercice du pouvoir dans les années 2010, en analysant des prises de paroles de ses dirigeants et des textes programmatiques, mais aussi ses évolutions stratégiques et ses politiques publiques. Ces divers aspects sont par la suite synthétisés et mis en dialogue avec les éléments saillants dégagés au chapitre 4.

Les trois chapitres suivants sont consacrés à l'analyse thématique et discursive des entretiens. Le sixième chapitre présente le rapport des participants à la politique, au sens large (le rôle qu'ils attribuent à l'État, à la démocratie et à la politique et l'échelle à partir de laquelle ils pensent celle-ci) comme du point de vue de l'actualité de la politique hongroise (leurs regards sur les deux « camps » de la politique hongroise et sur les clivages gauche/droite et libéralisme/conservatisme). Le septième chapitre porte sur leur rapport à la nation, à travers leur définition de celle-ci et d'autres concepts connexes (la patrie, le peuple, les traditions), leur vision de la nation hongroise (qu'est-ce que la Hongrie ? Qu'est-ce qu'un hongrois ou une hongroise ?) et de l'évolution de celle-ci à travers le temps et l'espace (son histoire, son rapport avec l'extérieur, son avenir). Le huitième chapitre effectue quant à lui la synthèse et l'interprétation des résultats, faisant ressortir deux grandes thématiques : la tension entre nationalisme en soi et

nationalisme pour soi et le rôle du nationalisme comme producteur de lien social. Les résultats sont également analysés à partir de la mise en contexte effectuée aux chapitres 4 et 5, de manière à proposer une interprétation de la relation entre le nationalisme et l'hégémonie du *Fidesz*. Finalement, la conclusion revient sur la réélection du parti d'Orbán en avril 2022 et, aux vues des résultats de cette recherche, sur les perspectives que cela implique pour la politique et le nationalisme hongrois.

Tout au long des pages qui suivent, l'usage du terme « magyar » désigne les hongrois en tant que groupe ethnoculturel, et l'adjectif « hongrois » qualifie tout ce qui se rapporte à la Hongrie. Dans cette même logique, les « hongrois » désignent les citoyens de la Hongrie. Les citations non francophones extraites de la littérature ou des entretiens sont toutes traduites en français et suivies d'un chiffre romain, qui renvoie aux versions en langue originale présentées dans l'Appendice A.

CHAPITRE 1

PROBLÉMATIQUE – L'ÈRE ORBÁN ET L'HÉGÉMONIE DU *FIDESZ*

En 1987, Viktor Orbán achève un mémoire d'étude de second cycle en droit et sociologie ayant pour objet la lutte anticommuniste en Pologne dans les décennies 1970-1980. Il y mobilise les outils théoriques développés par Antonio Gramsci (Kovács et Trencsényi, 2020a, p. 406; Orbán, 1987). Trente-cinq ans plus tard, l'approche gramscienne, et plus particulièrement le concept d'hégémonie, est tout indiquée pour analyser la nature du pouvoir qu'Orbán et son parti ont mis en place en Hongrie. Pour Laclau et Mouffe, qui ont prolongé et approfondi la démarche de Gramsci, l'hégémonie désigne la relation « par laquelle une particularité assume la représentation d'une universalité qui lui est parfaitement incommensurable » (2009, p. 26). Il y a hégémonie lorsqu'une formation discursive, c'est-à-dire une « régularité » unissant et organisant des discours hétérogènes, voire contradictoires (Foucault, 1996, p. 53 ; 153), en vient, au sein d'un espace politique donné, à incarner un universel, condensant un ensemble de symboles, d'affects, de pratiques et de revendications particulières en une identification collective. En d'autres mots, l'hégémonie signifie la capacité à construire une vision du monde qui intègre et structure le sens commun au point où celle-ci semble « aller de soi ». Pour Laclau et Mouffe, le populisme est une avenue par laquelle une force politique construit son hégémonie. Il s'agit également de l'un des traits saillants de l'ascension du *Fidesz* de Viktor Orbán.

L'un des traits politiques marquants de la période actuelle est d'ailleurs ce que Mouffe (2018a) a désigné comme un « moment populiste ». En parallèle à la croissance du populisme de gauche³, les deux dernières décennies ont effectivement vu l'émergence et la progression électorale rapide de partis ou de figures politiques dits « populistes de droite⁴ » à travers l'Europe et le monde occidental (Gueorguieva, 2017; Kaltwasser et al., 2017; Kriesi et Pappas, 2015a), comme en témoignent l'influence acquise par la *Lega* de Matteo Salvini dans la vie politique italienne aux

³ Puissant, voire dominant en Amérique latine, mais également présent en Espagne ou en France.

⁴ Cette expression, bien qu'insuffisamment précise, est largement utilisée dans la littérature scientifique récente et permet de qualifier à la fois les deux partis qui seront traités dans les pages suivantes, tant du point de vue de leur stratégie politique que des idées qu'ils mettent de l'avant (Ádám et Bozóki, 2016; Brubaker, 2017; Enyedi, 2015; Gueorguieva, 2017; Mouffe, 2018; Pirro, 2015; Stanley, 2017).

élections législatives de 2018 ou l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis (2016). À partir des années 2000, dans les pays d'Europe centrale et orientale (c'est-à-dire les États situés à l'est du « rideau de fer » avant 1989), la progression des ces partis a été particulièrement importante, davantage qu'ailleurs sur le continent (Pirro, 2015; Rupnik, 2017b). Le cas de la Hongrie, qui a porté au pouvoir le *Fidesz* dès l'année 2010, est en ce sens emblématique. Davantage que d'une série de victoires électorales, il témoigne d'une reconfiguration du champ politique et de l'émergence d'une formation discursive hégémonique.

1.1 Le « moment populiste » et la Hongrie

Bien que le débat académique se poursuit (Mudde, 2017, p. 27) quant à savoir si le populisme doit être défini comme une « idéologie », une « stratégie » (Kriesi et Pappas, 2015b, pp. 4-6), un discours (Brubaker, 2017, p. 360; De Cleen, 2017, p. 345) ou une « logique politique⁵ » (Laclau, 2008, p. 141), ces différentes conceptions convergent pour considérer que sa spécificité est de structurer le champ politique en une opposition entre « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut », autrement dit entre un peuple et ses élites. Cet antagonisme n'est cependant pas porteur en lui-même d'une orientation politique ou idéologique particulière (Kriesi et Pappas, 2015b, p. 4). Ce sont plutôt les définitions données à « ceux d'en bas » et à « ceux d'en haut » qui permettront de situer *a posteriori* un parti politique de ce type sur l'axe gauche-droite, puisque le populisme a justement pour caractéristique de sortir de ce type de latéralisation (Mouffe, 2018a, pp. 23-24; Weyland, 2017, p. 52). Dans le cas du populisme de droite, ses différentes manifestations ont généralement en commun de construire un peuple à travers l'exclusion de certaines minorités, tout en adoptant un discours critique de la mondialisation et une forme de conservatisme social (Bustikova, 2017; Enyedi, 2016).

1.1.1 Le cas hongrois

Le *Fidesz*, fondé en 1988 par Viktor Orbán, qui demeure à ce jour le principal dirigeant du parti – et, incidemment, premier ministre de la Hongrie – était issu d'un mouvement de jeunes se

⁵ Le choix du qualificatif est ici d'une grande importance et témoigne en partie de la perspective théorique, voire ontologique, des chercheurs. La perspective théorique adoptée dans le cadre de cette thèse est davantage en phase avec une conceptualisation du populisme qui le considère comme un discours susceptible d'être traduit en stratégie politique.

définissant comme anticommuniste et libéral (Batory, 2002, p. 533). Après un virage vers la droite de l'échiquier politique, un mandat gouvernemental (1998-2002) et un revers électoral lors des élections de 2002, le *Fidesz* s'engage dans une stratégie populiste, se posant comme défenseur d'un peuple enraciné dans la communauté politique nationale et spolié par une élite financière cosmopolite (Enyedi, 2015, pp. 238-240).

En parallèle, le *Jobbik*, un parti populiste d'extrême droite fondé en 2002, s'est fortement développé dans le sillage des grands mouvements de protestation anti-gouvernementaux de septembre et octobre 2006 (Varga, 2014, p. 795), avant d'obtenir 14,77% des voix aux élections européennes de 2009 (Bureau national électoral, 2019). À cette époque, ce parti oppose, dans une logique similaire au *Fidesz*, les masses populaires à une élite et des partis politiques « multinationaux » (Enyedi, 2015, pp. 241-243). Il adopte cependant un positionnement plus extrême, se présentant comme antieuropéen (Ablonczy, 2012, p. 50) et prenant directement pour cible les roms (Pytlas, 2015, pp. 38-42) tout en entretenant un discours antisémite (Enyedi, 2015, p. 241). Dans un même temps, le *Jobbik* développe aussi une critique radicale du capitalisme globalisé (Varga, 2014, p. 791)⁶.

Aux élections législatives d'avril 2010, le *Fidesz* et le *Jobbik* ont cumulé 69,4% des voix (52,73% pour le premier et 16,67% pour le second) et 80% des sièges au Parlement. Lors des élections de 2014, ces proportions sont restées globalement semblables, le *Fidesz* reculant dans les suffrages, mais le *Jobbik* gagnant du terrain (respectivement 44,87% et 20,22%). Puis, en 2018, la domination électorale des populistes de droite s'est encore maintenue, cette fois au profit du parti au pouvoir, le *Fidesz* et le *Jobbik* ayant respectivement obtenu 49,27% et 19,06% des suffrages avec un fort taux de participation s'élevant à 69,73% des inscrits (Bureau national électoral, 2019).

Ces résultats peuvent cependant être nuancés par deux développements subséquents. D'une part, le *Jobbik*, dont des éléments du discours et du programme ont été en partie repris par le *Fidesz* lorsque celui-ci est parvenu au gouvernement (Enyedi, 2016, p. 12; Palonen, 2018, p. 317), a, en

⁶ Les parcours et les discours du *Fidesz* et du *Jobbik* sont présentés plus en détail au chapitre 5.

vue des élections de 2018, considérablement modéré son orientation politique⁷ : le parti se présente désormais simplement comme « conservateur » et « nationaliste » et renie ses prises de position les plus sulfureuses, adoptant, pour reprendre l'analyse de Szombati, le positionnement qui était celui du *Fidesz* durant la seconde moitié des années 1990 (Leotard, 2019; Szombati, 2019). Il a ensuite vu ses résultats électoraux s'effondrer lors des élections européennes de 2019, ne récoltant que 6,34% des voix (Bureau national électoral, 2019). D'autre part, lors des élections municipales de l'automne 2019, le *Fidesz* a connu un certain recul face à un front très large de l'opposition (incluant le *Jobbik*), perdant au passage la mairie de Budapest (Id.).

Malgré l'affaiblissement du *Jobbik* et l'échec – très partiel – du *Fidesz* aux élections municipales de 2019, les résultats électoraux des dernières années⁸ n'en dessinent pas moins un paysage électoral largement dominé par les partis populistes de droite, qui, en 2018, totalisaient près de 70% du suffrage populaire et près de 80% des sièges du Parlement. Après les élections municipales de 2019, le *Fidesz* contrôle 13 des 23 plus grandes villes du pays et a accru son emprise sur les communes rurales (Szombati, 2019), demeurant une force politique dominante. Quant au *Jobbik*, sa stagnation en 2018, puis son effondrement en 2019, ne signifient pas nécessairement une perte d'influence des idées autrefois portées par ce parti. En effet, dans le cas hongrois, il semble que les succès ou les échecs des partis populistes de droite pris séparément comptent moins que leur participation conjointe à une même reconfiguration de la scène politique.

1.1.2 Le populisme de droite en Hongrie et la reconfiguration du champ politique

Une partie de la littérature sur le populisme relève que la montée en puissance des partis populistes au cours de la dernière décennie s'inscrit dans le sillage de la crise économique de 2008. Kriesi et Pappas (2015a) avancent en effet que ce contexte a été susceptible d'entraîner l'ascension de partis populistes à l'image du *Fidesz* et du *Jobbik*, et ce à travers toute l'Europe.

⁷ Bien qu'ayant un positionnement semblable à celui du *Fidesz* tout en étant plus radical, le *Jobbik* s'est placé, dès l'élection de 2014, en opposition frontale au parti de Viktor Orbán, entre autres en adoptant un profil davantage « social » sur les questions économiques (qui s'inspirait par ailleurs de celui du Front national en France). Cette logique d'opposition l'a progressivement mené à modérer ses orientations et à s'entendre avec le reste de l'opposition (Leotard, 2019).

⁸ Cette thèse doctorale ayant été en grande partie réalisée avant les élections législatives hongroises d'avril 2022, les résultats de celles-ci ne seront abordés qu'en conclusion. Ceux-ci confirment cependant les présentes observations.

Ils soulignent toutefois que ce type de crise est parfois insuffisant pour entraîner un bouleversement politique de l'ordre de celui qu'a connu la Hongrie à partir de 2006. Selon eux, un phénomène de ce genre peut aussi découler d'une crise de la représentation politique, situation dans laquelle le système politique ou le parti qui dirige le gouvernement perd sa légitimité aux yeux de l'électorat (Kriesi et Pappas, 2015a, pp. 7-9). Le populisme apparaîtrait alors comme un recours. La crise fournirait ainsi aux partis populistes (ou encore à des partis qui jusque-là n'étaient pas clairement populistes, mais ont opéré résolument ce virage stratégique) l'opportunité d'unifier un ensemble de revendications sociales rendues insatisfaites par un système politique ayant perdu sa légitimité (Laclau, 2008, pp. 91-92 ; 115-117) dans le but de renverser l'ordre ancien (Ibid, p. 146) et de reconfigurer l'ensemble de la scène politique.

Kriesi et Pappas notent en ce sens qu'en Hongrie, la crise économique a précédé celle de 2008 (Kriesi et Pappas, 2015b, p. 10). À travers un récapitulatif historique, Ablonczy (2012) montre, quant à lui, comment cette crise s'est doublée d'une crise de la représentation politique. En septembre 2006, la diffusion publique d'un enregistrement de Ferenc Gyurcsány, premier ministre de la coalition socialiste-libérale réélue quelques mois plus tôt, a en effet provoqué une crise politique majeure. Gyurcsány y admettait que son gouvernement avait menti sur la situation économique réelle du pays afin de gagner les élections, ce qui entraîna des manifestations dans tout le pays et une importante répression policière (Ablonczy, 2012, p. 48).

Les crises économique et politique ainsi que l'impopularité du gouvernement de la coalition socialiste-libéral et de ses mesures d'austérité ont donc créé un climat propice à des résultats électoraux largement favorables au *Fidesz* et au *Jobbik*, qui ont adopté une stratégie populiste qui se prêtait fort bien au contexte du moment. Toutefois, selon Enyedi, un changement plus profond était à l'œuvre, le succès des deux formations politiques s'étant prolongé bien au-delà de la période de crise :

le fait que quatre ans plus tard, en 2014, [les partis populistes] aient obtenu virtuellement les mêmes résultats indiquait que, plus qu'une simple protestation contre des mesures d'austérité, leur succès était le symptôme d'une transformation plus profonde de la politique hongroise¹. (Enyedi, 2015, p. 243)

Le succès persistant du *Jobbik*, et plus particulièrement du *Fidesz* après son arrivée au gouvernement, est donc l'indicateur, selon Enyedi, d'une reconfiguration profonde du champ politique hongrois qui, par-delà un épisode de crise conjoncturelle, a largement bénéficié aux partis ayant adopté une stratégie populiste. Dans cette logique, cette reconfiguration ne serait pas réductible à l'habileté électorale des partis populistes de droite, mais plus largement attribuable à leur capacité à construire, en concomitance avec un ensemble d'acteurs qui ne prennent pas nécessairement part à la politique partisane, une formation discursive devenue hégémonique, car capable de réorganiser autour d'elle l'ensemble de la politique nationale.

En ce sens, si le *Jobbik* et le *Fidesz* se sont opposés frontalement, en particulier à partir du premier mandat de ce dernier (Leotard, 2019), ceux-ci s'insèrent dans la même formation discursive. Enyedi remarque ainsi que le *Fidesz* a fréquemment puisé dans les idées du *Jobbik* au moment de la mise en place de politiques gouvernementales emblématiques (voir chapitre 5) (2016, p. 12). Cette formation discursive est donc dominante dans le paysage politique et électoral hongrois et s'incarne, aujourd'hui plus que jamais, dans le *Fidesz* et dans la figure de Viktor Orbán.

Le populisme décrit-il pour autant adéquatement ce processus de reconfiguration politique et de construction hégémonique ? Si le concept permet de rendre compte en partie des stratégies électorales du *Fidesz* et du *Jobbik*, son contenu idéologique étroit consistant essentiellement en la mise en opposition du peuple et des élites ne suffit pas pour saisir les succès de ces partis, qui, précisément pour cette raison, devaient aussi s'appuyer sur d'autres contenus programmatiques (Ádám et Bozóki, 2016). Dans un même temps, la définition du concept lui donne une portée si vaste qu'elle ne permet pas d'examiner les positionnements de ces partis dans leurs détails (Dakowska, 2017, p. 29). En effet, le populisme a été observé dans plusieurs pays, mais n'a pas forcément conduit à un succès équivalent à celui du populisme de droite hongrois. À la suite de Wodak, il apparaît plus pertinent d'expliquer un phénomène politique contemporain par l'analyse des relations entre un ensemble de « symptômes », plutôt qu'à travers une relation de cause à effet (Wodak, 2001a, p. 64). Afin de décrire adéquatement la reconfiguration du champ politique dans le contexte des gouvernements du *Fidesz*, il ne suffit donc pas d'établir une relation linéaire entre crise politique et économique, populisme et nouvelle hégémonie : d'autres facteurs doivent être examinés.

Avant de conclure cette section, il convient de préciser la raison pour laquelle, dans les pages qui suivent, les termes « hégémonie du populisme de droite » ou « hégémonie du *Fidesz* » seront utilisés alternativement. D'une part, le populisme de droite désigne ici une formation discursive à laquelle prennent part nombre d'acteurs, dont les partis *Fidesz* et *Jobbik*, dans un ensemble hétérogène dont les éléments constitutifs peuvent fort bien être contradictoires. D'autre part, la focalisation de cette recherche sur le *Fidesz*, qu'exprime le terme « hégémonie du *Fidesz* », découle du fait que – comme le démontre d'ailleurs l'effondrement du *Jobbik* – c'est le parti de Viktor Orbán qui constitue la force politique centrale de cette formation hégémonique.

1.2 Les facteurs de l'hégémonie du *Fidesz* dans la littérature scientifique

La littérature académique portant sur les populismes de droite en Hongrie et plus largement en Europe centrale et orientale mobilise plusieurs facteurs complémentaires pour décrire la construction de l'hégémonie du *Fidesz*. Ils sont ici regroupés en cinq catégories : la faiblesse des alternatives politiques, la faiblesse du système politique partisan, l'intégration européenne, les conséquences des politiques néolibérales et le rejet du processus de libéralisation politique entamé au début des années 1990.

1.2.1 La faiblesse des alternatives

Une caractéristique notable de la domination électorale des partis populistes de droite en Hongrie est la faiblesse des alternatives qui leur font face. En effet, au moment où le *Fidesz* parvient au pouvoir, la gauche radicale, incarnée par un Parti des travailleurs hongrois (MM) héritier de l'ancien parti unique communiste et encore en partie engoncé dans la tradition stalinienne, est très marginale et ne dispose pas de représentation parlementaire (Racz, 2003, p. 763 ; Bureau national électoral, 2019). Le souvenir encore récent du régime de parti unique ayant dominé la Hongrie pendant 40 ans n'y est pas étranger, comme en atteste une loi interdisant le port de symboles communistes, par exemple l'étoile rouge (1993) (Holubec, 2015, pp. 129-130). Quant à la gauche sociale-démocrate, incarnée par le *Parti socialiste hongrois* (MSZP) (lui aussi héritier de l'ancien parti unique), elle s'est convertie aux politiques néolibérales (Musto, 2017, p. 4) à partir de son retour au pouvoir en 1994, dans le contexte de son adhésion à l'Internationale socialiste et au *Parti socialiste européen* (Dakowska, 2014, pp. 150-166) et des exigences formulées par l'Union européenne (UE) et par le Fonds monétaire international (FMI) quant à la libéralisation

économique et aux politiques d'austérité (Ziblatt, 1998, p. 126). Ce parti a ensuite été incapable de se relever de sa défaite électorale de 2010.

L'on peut également souligner le cas du *Mouvement pour la Quatrième République (4K!)*, petit parti fondé en 2012, se définissant comme social-démocrate, républicain et patriote, qui formulait une critique des politiques libérales, mais aussi des gouvernements du *Fidesz*. Cette initiative, lancée après le retour au pouvoir du *Fidesz* et l'émergence du *Jobbik*, n'est toutefois pas parvenue à s'imposer électoralement et a fini par se dissoudre en octobre 2016 (*Feloszlatja magát a 4K!, és ezt javasolja a többi ellenzéki pártnak is*, 2016). L'émergence de *La politique peut être autrement (Lehet más a politika - LMP)*, de tendance écologiste et altermondialiste, a été plus fructueuse dans un premier temps, le parti faisant son entrée à l'Assemblée nationale dès 2010 (7,48% des voix) (Bureau national électoral, 2019). Le parti s'est cependant rapidement fracturé entre partisans d'une autonomie stratégique et ceux d'une alliance avec les autres partis d'opposition pour contrer le *Fidesz* (Tóth et Török, 2015, pp. 486-493), jusqu'à ce que la seconde ligne l'emporte. D'autres partis politiques, du centre libéral (*Coalition démocratique - DK*) ou encore un populisme « centriste » et libéral (*Momentum*) (Stanley, 2017, p. 151) ont émergé au courant de la décennie 2010, mais ont été incapables de rassembler assez largement les électeurs pour se poser comme véritable alternative (Bureau national électoral, 2019).

1.2.2 L'instabilité du système politique partisan

La relative faiblesse du système politique hongrois – celui-ci avait après tout à peine vingt ans d'existence au moment de la victoire du *Fidesz* en avril 2010 – est un autre facteur mis de l'avant pour expliquer le succès électoral écrasant du populisme de droite en Hongrie. Un système aux partis politiques encore peu enracinés, et donc sans électorats stables, offre l'opportunité aux partis populistes de construire plus facilement une majorité électorale par l'articulation d'une série de revendications éparses (Korkut, 2012, p. 31; Kovács, 2013, p. 224; Stanley, 2017, pp. 141-142). Cependant, si ce facteur permet d'expliquer en partie le succès de la stratégie populiste pour emporter une victoire électorale, il ne peut être mobilisé pour traiter du maintien au pouvoir du *Fidesz* durant deux mandatures supplémentaires.

1.2.3 L'intégration européenne

Un autre facteur qui doit être pris en compte dans la construction de l'hégémonie du *Fidesz* est la question de l'intégration européenne. Cet enjeu révèle un paradoxe : le *Fidesz*, parti très critique de l'UE, est élu et réélu dans un pays où les électeurs sont favorables au processus d'intégration (Dakowska, 2017, p. 3). En fait, si au fil des années il s'est montré de plus en plus critique de l'Union européenne, le *Fidesz* ne s'est jamais formellement opposé à y adhérer (Batory, 2002, pp. 531-533). Durant la période cruciale où cet enjeu était débattu en Hongrie, il a adopté une posture ambiguë, à la fois nationaliste et modérée, insistant par exemple pour que la question soit tranchée par référendum et que les modifications constitutionnelles requises ne remettent pas en question la souveraineté nationale (Batory, 2010, p. 44). Cela lui a d'une part permis de ne pas se mettre en porte-à-faux avec les fluctuations de l'opinion publique hongroise sur cet enjeu, celle-ci passant de 63% d'opinions favorables à l'UE en 2003, soit un an avant l'adhésion, à 49% un an plus tard⁹ (Neumayer, 2005, pp. 74-75). D'autre part, en reprochant au gouvernement de la coalition socialiste-libérale alors au pouvoir sa mollesse dans les négociations avec Bruxelles, le *Fidesz* était en mesure de « jouer la carte de "l'intérêt national" » (Batory, 2002, p. 534).

En ce sens, le cas hongrois s'inscrit adéquatement dans l'analyse de Dechezelles et Neumayer, qui veut que, s'il n'y a pas de lien évident entre intégration européenne et montée en puissance des partis populistes, celle-ci a été utilisée par ces partis pour se positionner politiquement à l'échelle nationale (Dechezelles et Neumayer, 2010, p. 232). Du côté du *Fidesz*, cette stratégie a continué à être mise en pratique après 2010, Orbán critiquant toujours plus féroce l'Union européenne sans jamais proposer d'en sortir (Rupnik, 2017a, p. 798).

1.2.4 Les conséquences du néolibéralisme

D'autres contributions soulignent, quant à elles, un facteur plus structurel que conjoncturel, en pointant l'autonomisation de l'économie par rapport au politique dans le cadre du néolibéralisme (Jacquemain, 2000; Neyrat, 2014). Elles reprennent ainsi la thèse que Polanyi (2011) avait déjà développée à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à savoir que l'émergence de régimes de forte

⁹ Cet infléchissement de l'opinion ne doit toutefois pas masquer que les citoyens « favorables » à l'UE étaient encore largement plus nombreux que ceux qui y étaient « défavorables » (10%).

intervention étatique en matière économique, y compris dans des formes autoritaires comme le nazisme ou le stalinisme, était une réaction à l'expansion du libre marché et à l'ascendant accru de cette logique économique sur la prise de décision publique. La position semi-périphérique de la Hongrie dans l'économie mondiale pointe également en ce sens : à l'image des autres pays de la région, elle reste ancrée dans son rôle traditionnel de fournisseur de main-d'œuvre bon marché (principalement dans les secteurs de l'automobile et de l'informatique), avec des travailleurs faiblement syndiqués et peu protégés par les législations nationales, au profit des entreprises d'Europe occidentale. Dans un même temps, l'écart économique-culturel s'approfondit entre Budapest et les provinces dévastées par la désindustrialisation (Wilkin, 2018, p. 7). Celle-ci constitue une conséquence directe de la « restructuration » économique néolibérale (privatisations massives, libre-échange, recul des services publics) lancée avec la transition postcommuniste (Melegh, 2020, p. 163), sans bénéficier de soutien populaire (Wilkin, 2018, p. 19). Par la suite, à partir de 2008, le pays a été soumis à une cure d'austérité drastique imposée par le gouvernement de la coalition socialiste-libérale dans le cadre d'un plan de sauvetage du FMI, de la Banque Mondiale et de l'UE (Lendvai, 2012, pp. 198-205).

Dans cette optique, Gueorguieva (2017) souligne qu'en Hongrie et dans les autres pays de la région, les partis populistes de droite adoptent un discours prenant explicitement pour cible le néolibéralisme (pp. 118-119). Dans la période qui marque le second mandat de la coalition socialiste-libérale, le *Fidesz* (Enyedi, 2015, p. 239) et le *Jobbik* (Bustikova, 2017, p. 5) mettaient en effet de l'avant des programmes économiques centrés sur l'intervention étatique, la défense des programmes sociaux et dénonçant « le poids des capitaux étrangers dans l'économie du pays » (Dakowska, 2017, p. 23). Le *Fidesz* et le *Jobbik* associaient en outre le contexte de crise économique aux privatisations effectuées par le gouvernement socialiste-libéral, suggérant que celles-ci bénéficiaient aux « oligarques anciennement communistes ». En d'autres mots, la critique du néolibéralisme était articulée à celle du « vieux monde » communiste (Ádám et Bozóki, 2016, p. 104). Du point de vue de la stratégie populiste, ce discours avait en outre l'avantage de rompre le consensus qui existait entre les différents partis politiques – incluant le *Fidesz* lors de son premier passage au gouvernement (Bohle et Husz, 2005, p. 92) – depuis les années 1990 quant à la libéralisation économique (Batory, 2002, p. 529). Les partis populistes de droite se différenciant ainsi clairement du MSZP, complètement engoncé dans ce type de

politiques. Dans un même temps, à l'élection de 2010, les deux partis (le *Forum démocratique hongrois* – MDF et l'*Alliance des démocrates libres* – SZDSZ) portant explicitement un projet néolibéral ont perdu leurs sièges à l'Assemblée nationale (Korkut, 2012, p. 55).

Cependant, une fois au gouvernement, le *Fidesz* n'a pas accompagné sa critique du néolibéralisme d'une politique de redistribution des richesses. Au contraire, des mesures comme le taux d'imposition unique, les déductions fiscales favorisant surtout la classe moyenne supérieure ou l'augmentation de la taxe de vente ont plutôt conduit à un transfert des richesses des plus pauvres aux plus fortunés, ce qui s'est traduit par une augmentation du taux de pauvreté de 17,9% en 2008 à 26,8% en 2013, c'est-à-dire trois ans après que Viktor Orbán soit devenu premier ministre. En fait, la critique du néolibéralisme pratiquée par le *Fidesz* ne découle pas d'un souci de lutter contre les inégalités sociales, mais bien de son rejet de l'économie de marché telle qu'elle se pratique dans la mondialisation libérale et de sa préférence pour une politique économique étatiste et interventionniste visant à protéger les entreprises nationales et plus particulièrement ses « secteurs productifs » (voir chapitre 5). En ce sens, d'un point de vue économique, l'hégémonie du *Fidesz* ne doit pas être appréhendée à l'aune d'une lutte – inexistante – menée contre les inégalités engendrées par le néolibéralisme, mais plutôt dans sa capacité à combiner des mesures favorables aux classes moyennes supérieures à une politique économique soutenant l'économie nationale. Cette dernière en particulier recueillerait le soutien des plus fortunés, mais aussi des plus pauvres (Ádám et Bozóki, 2016, p. 104; Enyedi, 2016, pp. 15-16; Korkut, 2012, p. 168).

1.2.5 Le rejet du libéralisme

Selon Korkut (2012), l'ascension du populisme de droite n'est pas seulement due aux conséquences des politiques économiques néolibérales, mais à la manière dont le libéralisme a été implanté en Hongrie. Il avance que le consensus porté par les différentes forces politiques hongroises dès les années 1990, qui associait démocratie libérale et néolibéralisme, s'est mis en place sans l'implication des masses populaires et sans proposition alternative, étant piloté par des technocrates et apparatchiks issus de l'ancien parti unique. Ceux-ci ont d'ailleurs le plus souvent profité des privatisations des années 1990, ce qui a contribué à les disqualifier aux yeux de la population. En parallèle, la hausse des investissements étrangers a diffusé l'impression que la

libéralisation n'était qu'un prétexte pour insérer les élites locales dans la mondialisation libérale. Par conséquent, toujours selon Korkut, le principal clivage politique structurant la politique hongroise a porté sur la question de la libéralisation politique et culturelle (Korkut, 2012, p. 25), un clivage dans lequel le *Fidesz* et le populisme de droite en sont venus à incarner le camp « illibéral », s'opposant au néolibéralisme et au libéralisme politique (Ibid, p. 37). Par conséquent, les ratés de la libéralisation économique ont été associés à l'extension des libertés individuelles et des droits civiques, incluant ceux des minorités (Ibid, p. 78).

En ce sens, toute une série d'analyses met en parallèle la prégnance du populisme de droite en Europe centrale et orientale avec un climat d'angoisse suscité par les crises migratoires (Rupnik, 2017b) ou encore à un racisme historiquement ancré (Löwy, 2014) et adroitement mobilisé par les populismes de droite (Szombati, 2018). En effet, un parti comme le *Jobbik* a particulièrement ciblé la minorité rom et a su tirer politiquement profit de quelques faits divers sordides ayant défrayé la chronique entre 2006 et 2009 (Ablonczy, 2012, p. 49). Par la suite, le *Fidesz* a fait un usage similaire de la crise des migrants (Palonen, 2018; Stein, 2017). Toutefois, en s'appuyant sur une large compilation de données électorales, Bustikova (2014) montre que le sentiment xénophobe tel qu'il est utilisé par les populistes de droite doit être considéré davantage comme un symptôme que comme une cause, et doit être replacé dans le contexte plus large du processus de libéralisation politique¹⁰. Celui-ci a présidé à l'émergence des « politiques de l'identité », à travers lesquelles les minorités ethniques, sexuelles ou religieuses ont fait irruption sur les scènes politiques nationales et ont conquis de nouveaux droits (Bustikova, 2014, p. 1739; 2017, p. 2). En parallèle, le consensus qui existait entre les différentes forces politiques quant aux enjeux économiques a fait en sorte que le débat public des années 1990 s'est focalisé sur des désaccords portant sur des questions identitaires (Batory, 2002, p. 529). Les changements alors provoqués dans le « statu quo » auraient amené, à terme, une réaction de l'électorat face aux politiques publiques qui semblaient favoriser les minorités (Feischmidt, 2014, p. 41) : « [e]n ce sens, la mobilisation de droite radicale prend racine dans l'hostilité envers des politiques publiques plutôt

¹⁰ En s'appuyant sur des études statistiques d'Enyedi et Erős (1999) et de Kopecky et Mudde (2003), Bustikova note que le niveau de xénophobie n'est dans la partie orientale du continent que « relativement plus élevé » que dans sa partie occidentale : la seule xénophobie ne saurait donc expliquer la montée en puissance électorale des populismes de droite dans certains pays.

qu'envers des groupes [minoritaires]¹¹ » (Bustikova, 2017, p. 8). D'autant plus que ces politiques ont dans plusieurs cas été menées par des politiciens considérés comme corrompus, ce qui a pu contribuer à construire une relation d'équivalence entre corruption et politiques publiques favorables aux minorités (Ibid, p. 9).

Les contributions de Korkut et Bustikova ajoutent ainsi un facteur supplémentaire à ceux que nous avons identifiés jusqu'ici, d'autant plus que sur la scène électorale hongroise, le rejet du libéralisme politique est une caractéristique du *Fidesz* et du *Jobbik* (Egedy, 2009, p. 49; Varga, 2014, p. 792). Le vote des électeurs pourrait alors être interprété comme une réaction à un sentiment de déclassement politique et économique dans un espace social et politique élargi aux minorités, sentiment qui aurait été habilement exploité par les partis populistes de droite. Ce facteur peut cependant également être analysé à l'aune d'un élément plus large, qui se profilait déjà dans les sections précédentes : la question du nationalisme.

1.3 Le nationalisme comme élément structurant

En effet, tant sur l'intégration européenne, que sur les enjeux économiques et identitaires, les populistes de droite hongrois ont pour point commun de s'inscrire dans une certaine forme de nationalisme. En fait, davantage que le populisme, le nationalisme constitue un élément qui structure leur positionnement sur un ensemble d'enjeux. Par exemple, sur la question des politiques économiques du *Fidesz*, à la fois interventionnistes *et* inégalitaires, Ádám et Bozóki (2016), ainsi qu'Enyedi (2016), notent que celles-ci parviennent à rassembler des votes de l'électorat paupérisé *et* de la classe moyenne supérieure entre autres parce qu'elles ont une dimension nationaliste. Effectivement, en favorisant les entrepreneurs hongrois au profit des investisseurs étrangers ou en encadrant le marché et les institutions financières, le *Fidesz* met en avant la priorité des intérêts économiques nationaux par rapport aux principes de la mondialisation néolibérale (Ádám et Bozóki, 2016, p. 104; Enyedi, 2016, p. 16). Ainsi, ces politiques contribueraient à la popularité du gouvernement parce qu'elles impliquent une réhabilitation de la souveraineté et de l'intérêt national ; en d'autres mots, une forme de nationalisme.

En outre, le nationalisme, parce que profondément ancré dans le sens commun hongrois, constituerait un recours en période de crise (Szabó, 2005, p. 96). En témoigne l'analyse effectuée par Barta (2011) à partir de quarante récits de vie collectés auprès d'ouvriers de l'usine de machine-outil Rába, à Győr, privatisée en 1997. En effet, face à l'instabilité socioéconomique instituée par le néolibéralisme et en l'absence d'une alternative de gauche critique du capitalisme, ces travailleurs formulent un besoin de protection adoptant une perspective nationaliste :

Les travailleurs ne se sont pas seulement retrouvés dans une situation financière de plus en plus difficile, mais ils ont aussi dû apprendre à vivre avec la peur constante du chômage [...]. Ces expériences douloureuses ont effectivement remis en question la chimère néolibérale du développement à travers les privatisations [...], conduisant à rechercher des « ennemis » et à demander un État fortement protecteur abritant le capital des hongrois des prédatons transnationales [...]. [Les] expériences de classe – en l'absence d'une critique de gauche articulée – sont « ethnicisées », et [...] les travailleurs en sont venus à croire à des antagonismes comme « les gens pauvres et honnêtes » opposés aux « vieux communistes exploités » et « à la nouvelle élite multinationale », les rendant susceptibles d'adhérer au populisme néonationaliste^{III}. (Barta, 2011, pp. 96-97)

Dans cette optique, la contestation du néolibéralisme est articulée au « cadre discursif de la nation » (Halmai, 2011, p. 119), celui-ci étant par ailleurs à même de porter des doléances qui dépassent le cadre socioéconomique. En effet, dans les zones désindustrialisées, les anciennes populations ouvrières, en proie à l'instabilité et à une perte de repères, seraient rendues sensibles à des discours portant « la promesse [...] que le monde peut redevenir intelligible, et que leur place dans celui-ci est assurée et sécuritaire^{IV} » (Feischmidt, 2014, p. 18), ce à quoi l'identification nationale apporte une réponse.

Dans cette même optique, une analyse similaire du rejet des « politiques de l'identité » par les populismes de droite peut être proposée. En effet, ces politiques ne se contentent pas de reconfigurer les rapports de forces politiques, mais transforment, par l'intégration des minorités et la mise en place de politiques publiques particulières, la représentation même de la nation hongroise, celle-ci n'étant alors plus seulement définie à travers les caractéristiques d'une majorité conçue comme homogène, mais comme l'agrégation de plusieurs groupes placés sur un pied d'égalité. Dans cette optique, en s'opposant à ces politiques, les partis populistes de droite ne défendent pas seulement la présence de la majorité, mais aussi une certaine représentation de

la nation hongroise, de la même manière qu'ils revendiquent la prédominance des intérêts de celle-ci dans le champ économique. De même, sur la question de l'intégration européenne, un positionnement critique – sans être anti-européen – permet au *Fidesz* de se poser comme un défenseur de la souveraineté nationale.

En outre, le nationalisme occupe une place particulière dans la politique hongroise depuis le 19^e siècle, une place qu'a examinée le politologue István Bibó à travers deux articles canoniques : *La misère des petits États d'Europe de l'Est* (1946) et *La déformation du caractère hongrois et les impasses de l'histoire de la Hongrie* (1948). Bibó avance que la Hongrie, à l'image d'autres États d'Europe centrale et orientale, a été limitée dans son développement étatique, national et démocratique par les invasions et dominations étrangères successives (Ottomans, Habsbourg, etc.) encourues tout au long de son histoire (Bibó, 1993, p. 134). Héritant d'un territoire divisé et ethniquement hétérogène, et marquées par l'échec de la Révolution de 1848, les élites nationalistes hongroises, largement issues de la noblesse, ont progressivement détaché de leur nationalisme l'idéal de démocratisation, mettant de l'avant un nationalisme « de caste », antidémocratique, élitiste, ethnicisant et marqué par la peur de voir la nation disparaître (Ibid, pp. 144-145 ; 156-160 ; 392). Le nationalisme a ainsi occupé un rôle central dans une communauté politique à la fois inachevée, dominée ou se considérant comme menacée, sans toutefois dégager de consensus minimal quant à la définition de la nation (Gyurgyák, 2007, p. 28) et sans permettre l'ancrage d'une culture démocratique.

Récemment, Krakovsky (2019) a prolongé cette réflexion en appréhendant les populismes d'Europe centrale et orientale à l'aune de l'histoire particulière de cette région. Dans des sociétés longtemps dominées, fragilisées par la transition postcommuniste et se percevant comme menacées (Krakovsky, 2019, p. 235), « le populisme proposerait de reconstruire la notion de "peuple" [...] à partir des groupes marginalisés ou qui se perçoivent ainsi [...] une manière de créer du lien social et de construire les communautés politiques » (Ibid, p. 16). Il y aurait donc un lien étroit entre le populisme et le nationalisme hongrois, l'un et l'autre façonnant la communauté politique. Nous reviendrons au chapitre 2 sur le rapport entre ces deux concepts, mais d'ici là, retenons que l'histoire particulière de la Hongrie, ainsi que l'instabilité et la déliquescence socioéconomique et sociopolitique entraînées par la transition postcommuniste ont constitué un contexte propice à la mobilisation du nationalisme par le populisme de droite. En effet, selon

Szabó (2005), les situations de conflit, de changements brusques ou d'instabilité suscitent une mise en valeur des appartenances communautaires, parmi lesquelles l'identification nationale prend une importance particulière au point de devenir un enjeu structurant de la scène politique. Cela est particulièrement prégnant dans des sociétés où, à l'image de la Hongrie, il n'existe pas de consensus sur la définition de la nation, mais où elle n'en fonctionne pas moins comme un repère identitaire primordial (pp. 89-90 ; 97). En ce sens, appréhender la politique hongroise à l'ère de Viktor Orbán implique nécessairement de se pencher sur la question de la nation et du nationalisme.

D'ailleurs, il apparaît que si le populisme du *Fidesz*¹¹ doit être assimilé à un choix stratégique conjoncturel, son nationalisme, lui, est un des éléments clés structurant l'identité et les orientations du parti (Enyedi, 2016). Ce nationalisme donne un contenu au populisme du parti de Viktor Orbán qui, pris en lui-même, est un discours relativement peu élaboré (Halikiopoulou dans Bonikowski *et al.*, 2019, pp. 74-75; De Cleen, 2017, p. 349). Il s'agit également d'un point de convergence de nombreux éléments importants (posture par rapport à l'intégration européenne, politiques économiques, rejet du libéralisme, etc.) relevés dans la revue de littérature présentée plus haut. Envisager le nationalisme comme l'un des aspects de l'hégémonie du *Fidesz* et du populisme de droite hongrois suggère toutefois de ne pas uniquement se focaliser sur les acteurs de la politique partisane, mais bien d'interroger la manière dont ce nationalisme *s'incarne dans le sens commun*.

1.4 Le choix du sujet de recherche : le nationalisme hongrois dans le sens commun

Dans son ouvrage canonique, Billig (1995) a montré que le nationalisme ne survient pas uniquement dans des moments historiques particuliers ou lorsqu'il est porté par des formations politiques ouvertement nationalistes, mais qu'il est au contraire produit et reproduit quotidiennement. Il imprègne ainsi ce que Gramsci désignait comme étant le sens commun, c'est-à-dire la conception du monde à la fois hétérogène et contradictoire d'une population (Gramsci, 1975, p. 187). Ce sens commun est certes travaillé par le discours des élites dirigeantes, mais il est aussi composé « d'éléments exprimant les véritables expériences et intérêts du peuple^V » (Snir,

¹¹ Un constat similaire peut être fait en ce qui concerne le *Jobbik*.

2016, p. 271). Ainsi, les contours que prend la nation – qui est toujours une construction contingente et hétérogène¹² – ne dépendent pas uniquement de grands événements fondateurs ou des débats se déroulant dans la sphère de la politique partisane (bien que ceux-ci jouent un rôle crucial), mais aussi du nationalisme du sens commun qui est essentiel à leur reproduction au jour le jour. Comme tout discours imprégnant le sens commun, le nationalisme intègre des éléments pluriels et contradictoires qui peuvent être mobilisés par des formations discursives à visée hégémonique.

Appréhender le nationalisme sous cet angle permet d’approcher de manière quelque peu décentrée cette dimension importante du populisme de droite hongrois en s’intéressant à la manière dont elle s’incarne dans le sens commun. Il s’agit en effet d’une condition *sine qua non* pour parler d’hégémonie, celle-ci n’étant pas seulement quelque chose que l’on produit, mais aussi que l’on reçoit et que l’on vit. Cette thèse a donc pour objet la manière dont le nationalisme s’incarne au jour le jour dans le sens commun, et ce dans le contexte de l’hégémonie du *Fidesz*. Ce nationalisme du sens commun fait-il écho au nationalisme du *Fidesz* ? Est-il travaillé ou retravaillé par celui-ci ? Réarticule-t-il les éléments signifiants mis de l’avant par le parti d’Orbán pour leur donner une nouvelle signification ? Que nous dit-il sur son hégémonie ? Voilà quelques questions que suscite d’emblée ce sujet de recherche.

Cette approche n’a pas été mobilisée pour étudier le nationalisme hongrois durant la période actuelle. Dans un ouvrage récent, Szombati (2018) s’est penché, à travers une enquête ethnographique, sur la manière dont le populisme de droite hongrois a construit son hégémonie en intégrant à son discours le sentiment anti-rom déjà présent dans le sens commun. Si cette thèse doctorale emprunte une démarche comparable, sa focalisation sur le nationalisme permettra d’aborder un autre aspect du populisme de droite. En outre, dans son étude, Szombati s’est attaché spécifiquement à décrire « les stratégies des activistes racistes et des "entrepreneurs politiques" d’extrême droite^{VI} » pour désigner les roms comme un « ennemi » (Szombati, 2018, p. xiv). Les objectifs de notre recherche diffèrent : il ne s’agit pas d’étudier les tactiques déployées par les militants du *Fidesz* pour diffuser le nationalisme de leur parti, mais bien d’appréhender le

¹² Nous reviendrons plus en détail sur ce point au chapitre 2.

nationalisme tel qu'il est abordé pas des citoyens et la manière dont il fait écho à l'hégémonie du parti au pouvoir. En ce sens, plutôt que de s'intéresser aux militants ou aux responsables politiques, cette thèse vise à entrer en contact avec des citoyens « ordinaires » qui ne sont pas des militants réguliers¹³ de partis politiques hongrois. Il s'agit ainsi d'éviter de s'adresser à des participants dont les perceptions ou les propos pourraient être partiellement formatés par le cadre militant. L'étude de Szombati s'insère en outre dans un projet de recherche dont Feischmidt et *al.* ont exposé les résultats dans un ouvrage publié en 2014. Celui-ci est centré sur le « nouveau nationalisme », qui renvoie à un nationalisme émergent en réaction à la mondialisation, et qui, dans le contexte hongrois, est essentiellement associé à l'extrême droite du *Jobbik* (Feischmidt, 2014, p. 15). L'étude comporte un volet constitué d'entretiens semi-dirigés menés avec des jeunes de 18 à 30 ans, mais ceux-ci sont centrés sur les trajectoires menant à l'adhésion au « nouveau nationalisme », et non au contour de celui-ci tel que formulé par les participants (Ibid, pp. 10-11). De plus, comme le souligne Feischmidt, le « nouveau nationalisme » est un discours contestataire qui, durant la période couverte par l'étude (2008-2009), se développe indépendamment de l'État (Ibid, p. 8), le gouvernement étant à l'époque dirigé par la coalition socialiste-libérale. Puisque cette thèse doctorale s'intéresse au nationalisme du sens commun, il est à l'inverse nécessaire d'y prendre en compte le nationalisme d'État. En effet, au pouvoir depuis 2010, le *Fidesz* a inscrit sa vision de la nation dans les institutions politiques tout en récupérant des éléments portés par le *Jobbik*, de sorte que le « nouveau nationalisme » décrit par Feischmidt et *al.* ne peut plus être considéré comme relevant strictement de la contestation. Plus largement, notre démarche implique de se pencher sur les courants nationalistes des périodes précédentes puisque des éléments renvoyant à ceux-ci sont susceptibles d'avoir sédimenté dans le sens commun. En somme, cette thèse doctorale a également pour spécificité d'aborder, depuis le sens commun, le nationalisme hongrois dans toute son hétérogénéité, tout en accordant une place particulière à celui porté par le *Fidesz*, puisque ce parti constitue la force politique dominante de la période.

¹³ Par militants « réguliers », nous entendons des citoyens dont l'implication dans la politique partisane structure minimalement le quotidien de manière constante. Ainsi, ne sont pas exclus les citoyens ayant déjà milité dans un parti politique ou le faisant occasionnellement (par exemple lors de certaines échéances électorales).

Pour ce faire, l'objet d'étude est constitué au sein d'un milieu bien localisé, c'est-à-dire Martfű, une petite ville industrielle située dans une région à forte vocation agricole de l'est du pays. Une des façons d'appréhender concrètement ce sujet de recherche – et qui serait en adéquation directe avec l'ouvrage de Billig – aurait été de prendre pour objet d'étude les symboles et les pratiques de la vie quotidienne (monuments, toponymie, cérémonies officielles, etc.). Ceux-ci auraient cependant d'emblée porté la marque des institutions officielles qui les ont mis en place, là où une étude du sens commun chercherait plutôt – autant que faire se peut –, à s'en éloigner¹⁴. Afin d'y parvenir, cette recherche doctorale a visé, à travers une démarche inductive fondée sur des entretiens de terrain, à amener les participants qui y prennent part à exprimer, avec les mots qui sont les leurs, leur propre rapport au nationalisme hongrois. Parce qu'elles cristallisent un aspect ou un autre du nationalisme du sens commun, ces paroles prononcées par des habitants de Martfű constituent l'objet d'étude de cette thèse.

1.5 La question et les objectifs de recherche

La question de recherche de cette thèse se lit comme suit :

- Dans le contexte de l'hégémonie du *Fidesz*, comment s'exprime le nationalisme du sens commun dans les paroles d'habitants de la ville de Martfű qui ne sont pas des militants réguliers de partis politiques hongrois ?

Elle s'accompagne en outre des sous-questions de recherche qui suivent. Celles-ci visent à ouvrir la recherche à l'éventualité que le nationalisme du *Fidesz* ou le nationalisme au sens large aient une connotation négative dans le sens commun, ou en soient tout simplement absents :

- Quels éléments issus du nationalisme du *Fidesz* ou contradictoires avec celui-ci sont articulés dans les paroles enregistrées, et de quelle manière ?
- Ces paroles témoignent-elles d'un sens commun indifférent ou hostile au nationalisme ?

¹⁴ Cela ne signifie pas pour autant que ces éléments ne soient pas abordés avec les participants, tout comme certains aspects de la politique partisane, d'ailleurs. Toutefois, cela implique que cette démarche s'intéresse à la prise de parole des participants par rapport à ces éléments, et non ces derniers pris en eux-mêmes.

Ces questions de recherches visent les objectifs suivants :

- Décrire les différents contours que prend le nationalisme hongrois dans le sens commun, tel qu'il est exprimé par des habitants de Martfű.
- Comprendre la manière dont ce nationalisme s'inscrit ou non dans l'hégémonie du *Fidesz* et du populisme de droite hongrois.

1.6 La pertinence communicationnelle de la thèse

Cette thèse répond aux trois¹⁵ principaux objectifs du programme de Doctorat en communication de l'Université du Québec à Montréal : l'approfondissement des connaissances théoriques et méthodologiques en communication, l'intégration des apports d'autres disciplines à l'approche des phénomènes communicationnelles et une contribution originale au champ des communications. Premièrement, comme détaillé dans le chapitre 2, elle adopte une approche discursive, approfondissant ainsi une approche théorique et méthodologique pertinente au champ de la communication. En effet, les approches discursives s'intéressent « à la manière dont, dans une société déterminée, l'ordre social se construit à travers la communication » (Maingueneau, 2014, p. 28). Elles s'inscrivent dans une perspective ontologique qui considère la réalité sociale non pas comme quelque chose qui est donnée comme telle, mais qui est perpétuellement construite ou encore instituée (Castoriadis, 1975) à travers un système de relations produisant des significations qui s'incarnent dans des formes langagières ou symboliques (Cassirer, 1972, pp. 16-18). Dans cette logique, la communication est centrale à la production de la réalité sociale et le nationalisme est conçu comme un discours qui contribue à construire cette dernière. Deuxièmement, cette thèse doctorale établit un lien avec une autre discipline, ici la science politique. En effet, la perspective discursive permet d'appréhender le nationalisme à la fois du point de vue des sciences de la communication *et* du point de vue de la science politique. En ayant pour objectif « de maintenir un équilibre entre la réflexion sur le fonctionnement du discours et la compréhension de phénomènes d'ordre sociohistorique » (Maingueneau, 2014, p. 28), elle rejoint les objectifs de la sociologie politique, de par la place que cette approche accorde

¹⁵ Le quatrième objectif, visant une participation active au milieu d'étude, concerne davantage le parcours académique que la thèse doctorale.

à l'étude des représentations, des croyances, et de la production du sens (Lecomte, 2005, p. 22). Troisièmement, cette thèse apporte une contribution originale au champ de la communication à travers son sujet de recherche et l'analyse discursive d'un corpus éminemment communicationnel, puisque constitué de paroles enregistrées et retranscrites.

CHAPITRE 2

CADRE D'ANALYSE – HÉGÉMONIE, SENS COMMUN ET NATIONALISME

Cette thèse adopte une perspective discursive s'inscrivant dans la théorie du discours. À travers celle-ci, le concept central de nationalisme est appréhendé et défini, le rendant ainsi mobilisable dans le cadre de l'analyse des entretiens. Ce chapitre expose dans un premier temps les contours de la perspective discursive, avant de détailler la théorie du discours et les outils conceptuels qui en sont issus et qui seront mobilisés dans cette thèse. Dans un deuxième temps est présentée une conception discursive du nationalisme et dans un troisième temps la manière dont ce cadre conceptuel est opérationnalisé.

2.1 La perspective discursive

Les approches discursives s'inscrivent dans le courant socioconstructiviste des sciences humaines, dont la caractéristique centrale est de mettre de l'avant une conception anti-essentialiste du social. Dans une perspective discursive, cette réalité est, totalement ou en partie¹⁶, le produit de discours. Ceux-ci sont des productions permanentes des collectivités humaines, par lesquels ces dernières donnent un sens aux objets et aux phénomènes qui les entourent et auxquels elles prennent part. Elles les inscrivent dans une vision partagée du monde qui n'est jamais complètement stabilisée, mais au contraire constamment renégociée et qui dépend entièrement du contexte temporel et spatial dans lequel elle est produite (Jørgensen et Phillips, 2002, p. 5).

Le discours peut être défini comme « un ensemble de règles historiques » qui organise des éléments signifiants et leur confère une signification à un moment et dans un lieu donné (Maingueneau, 1984, p. 5). Il est d'abord constitué dans et par le langage, qui est le canal par lequel les acteurs constituent et accèdent à la réalité sociale (Jørgensen et Phillips, 2002, pp. 8-9). Toutefois, précisons que, contrairement à ce qui était le cas dans le structuralisme hérité de Saussure, le langage lui-même n'a pas un sens unifié du fait de l'instabilité du lien entre signifiant et signifié (Hall, 2013b, pp. 16-17). Il est, au contraire, imbriqué dans des discours (ou des formations discursives) qui retravaillent son sens d'un contexte à l'autre, ce qui implique

¹⁶ Le degré de centralité accordé au discours dans la production du social varie en fonction des approches théoriques.

qu'une analyse discursive doit prendre en compte le contexte particulier dans lequel le sens est produit, afin de déterminer comment il « connecte avec le pouvoir, régule la conduite, compose ou produit des identités et des subjectivités, et définit la manière dont certaines choses sont représentées, pensées, pratiquées ou étudiées^{VII} » (Hall, 2013a, p. xxii).

Cette thèse doctorale s'inscrit dans les approches discursives qui sont héritières du poststructuralisme, courant faisant du discours l'instance fondamentale et déterminante du social. Dans cette conception, le discours n'est pas considéré comme une unité fermée et stabilisée, mais comme un flux qui entre perpétuellement en lutte avec d'autres discours, dans une bataille pour la production du sens. Mais puisque la production de la réalité sociale est un phénomène discursif, l'instabilité inhérente au langage et au discours se traduit en une instabilité du social lui-même (Laclau, 2007, p. 92). Cette instabilité est suscitée par ce qui est en fait la condition même de la production du sens : la relation de différence. En effet, c'est la différenciation entre deux signes qui construit dans un premier temps leur sens respectif et les dote d'une identité propre (Hall, 2013b, pp. 16-17). La relation à l'« autre » étant la condition de la constitution de l'identité du « soi », l'identité d'un signe garde toujours en elle les « traces » de la différenciation qui a produit son sens (Maingueneau, 1991, p. 20; Mouffe, 2018b, p. 30). Et puisque cette relation est susceptible d'évoluer en fonction du signe « autre » avec lequel s'effectue la différenciation, le sens du signe « soi » lui-même obéira à un mouvement perpétuel.

Le choix d'inscrire cette recherche doctorale dans une perspective discursive permet de penser le nationalisme comme un discours hétérogène qui se construit certes dans les cercles de la politique partisane, mais aussi dans le sens commun. Il est ainsi possible de penser la circulation de ce discours entre divers acteurs et positions sociales, et son intégration à une formation discursive hégémonique. La réalité sociale est saisie dans sa dimension dynamique et contingente, dans un lieu et un moment donnés, sans pour autant nier son inscription sur le temps long. La théorie du discours permet quant à elle de préciser le concept d'hégémonie et son rapport avec le nationalisme.

2.2 La théorie du discours

La théorie du discours a été principalement élaborée par Laclau et Mouffe, à partir de leur ouvrage *Hégémonie et stratégie socialiste* (1985), qui réinvestissait les innovations théoriques de Gramsci avec les postulats du poststructuralisme. Certains aspects de cette théorie ont cependant été détaillés et approfondis à travers d'autres contributions. Ces dernières seront également mobilisées pour développer un outillage conceptuel adapté à cette recherche.

Parmi les approches discursives, la théorie du discours est probablement celle donnant à ce concept la place la plus centrale dans la constitution du social (Jørgensen et Phillips, 2002, p. 19). Alors que, à titre d'exemple, Fairclough circonscrit le domaine du discours à la parole, au texte ou à d'autres formes d'expression symboliques (2005, pp. 77-80), Laclau et Mouffe y ajoutent un ensemble d'éléments comme les institutions et les pratiques sociales, qui sont tous producteurs de sens (Laclau et Mouffe, 2009, p. 196). En d'autres mots, « tout objet se présente comme un objet de discours, dans la mesure où aucun objet n'est donné en dehors de toute condition d'émergence discursive » (Ibid, p. 198). Par exemple, lorsque, à l'été 2015, le *Fidesz* fait ériger une clôture sur la frontière sud de la Hongrie, cet acte n'acquiert sa réalité sociale particulière que dans la mesure où il s'inscrit dans un discours du gouvernement hongrois ouvertement hostile aux migrants (Laclau et Mouffe, 1990, pp. 100-101; Leotard, 2019). Dans cette optique, la théorie du discours est matérialiste : la réalité sociale étant constituée discursivement, les éléments matériels de cette réalité, comme les institutions et les pratiques, ne sont rien d'autre que les formes matérielles prises par le discours et contribuant à sa production et à sa reproduction (Laclau et Mouffe, 2009, p. 201). De ce fait, le discours fait peser concrètement contraintes et limitations sur la vie idéale et matérielle des individus (Jørgensen et Phillips, 2002, p. 6). Dans la politique, une de ces limitations prend la forme de l'inscription de frontières politiques, ce concept constituant le point de rencontre entre discours et hégémonie.

2.2.1 Politique, antagonisme et hégémonie

Dans la théorie du discours, l'antagonisme est au cœur de ce qui fait le politique (Mouffe, 2005, p. 9). Le social est ainsi traversé par une relation de conflictualité indépassable entre l'ensemble des acteurs qui le constituent, qu'ils soient des individus ou des groupes, ou qu'ils soient dominants ou dominés. Toutefois, le caractère non substantiel de la réalité sociale s'applique aussi aux

identités des acteurs, qui se construisent à travers une relation de différenciation avec un *autre*. Tout comme le langage, leur identité est instable. Ainsi, les acteurs sont certes perpétuellement en conflit, mais ils ont aussi besoin d'être en relation les uns avec les autres pour se définir. De ce fait, l'antagonisme qui les oppose ne se solde pas nécessairement par des chocs frontaux.

La politique entre alors en jeu : là où *le* politique est le lieu de l'antagonisme, *la* politique désigne les pratiques et les institutions par lesquelles les conflits sont traités et stabilisés (Ibid, pp. 8-9). Cette stabilisation est rendue possible par l'usage, d'abord discursif, de l'antagonisme lui-même : il consiste à le déplacer et à l'inscrire dans une frontière politique, de manière à fédérer derrière elle, du fait de leur opposition commune à un « extérieur », des acteurs qui autrement pourraient entrer en conflit. La construction de ce type de frontière constitutive est une « opération hégémonique » (Laclau, 2000, pp. 10-11). Le discours est le lieu au sein duquel ces opérations d'exclusion prennent place et elles se cristallisent d'abord dans le langage, système de différence et d'exclusion par excellence. Les « jeux de langage » sont ainsi partie intégrante du « jeu de l'hégémonie » sans lequel aucune politique n'est possible.

La construction d'un antagonisme est donc l'acte premier de la construction de l'hégémonie, cette relation « par laquelle une particularité assume la représentation d'une universalité qui lui est parfaitement incommensurable » (Laclau et Mouffe, 2009, p. 26). En effet, l'hégémonie suppose nécessairement une relation constante avec un « dehors » antagonique afin de produire une identité collective. Mais elle a également besoin de ce « dehors » afin d'en intégrer les unités signifiantes, de manière à les investir de ses propres significations (Laclau et Mouffe, 2009, p. 250). L'opposition frontale entre le *Fidesz* et le *Jobbik*, évoquée précédemment, constitue un exemple en ce sens, puisque ces deux formations politiques peuvent être inscrites dans la même formation discursive hégémonique. Dans cette logique, l'on pourrait avancer que le discours du *Jobbik* a longtemps fonctionné comme un « dehors » du *Fidesz*, mais un « dehors » qui en nourrissait le discours à plusieurs égards. Et, lorsque ces deux partis désignaient tous deux les élites mondialisées comme adversaire, ils construisaient un « dehors » foncièrement antagonique qui venait solidifier les frontières de la formation discursive du populisme de droite hongrois. C'est à partir de ce point que peut être pensée la construction d'identités collectives.

2.2.2 La construction des identités collectives

Pour se constituer, l'hégémonie a besoin de construire une forme ou une autre d'identité collective, qui lui permet de regrouper un ensemble d'acteurs hétérogènes dans ce que Gramsci désignait comme une « volonté collective » (1975, p. 259). Comme nous l'avons vu plus haut, la construction d'une frontière politique est la première étape de ce processus, parce qu'elle permet d'établir une relation d'équivalence entre les acteurs et leurs identités particulières. Celles-ci, opposées à un même « dehors », constituent alors une amorce d'identité collective, qui réside dans leur opposition à ce même dehors. Elles sont unies par une *chaîne d'équivalence* qui rassemble ces identités malgré leurs différences, voire leurs contradictions.

Toutefois, pour constituer une identité collective, la chaîne d'équivalence doit encore franchir une étape supplémentaire: un de ses éléments constitutifs doit s'en détacher pour la représenter dans sa totalité, afin de représenter l'unité pourtant inatteignable de la chaîne. Pour cela, cet élément doit devenir un *signifiant vide*, c'est-à-dire un signifiant tendanciellement vidé de son signifié, qui de ce fait est à même de produire un sens plus large et ambigu, auquel les acteurs de la chaîne d'équivalence seront à même de s'identifier. À titre d'exemple, dans le champ politique hongrois, la « révolution » et les autres signifiants qui peuvent y être associés ont, dans certaines circonstances, joué ce rôle. Viktor Orbán a ainsi mobilisé le terme « révolution » suite à sa victoire électorale de 2010, ce qui lui permettait à la fois de poser son action en rupture avec les gouvernements précédents, et de marquer une continuité avec les épisodes révolutionnaires (1848, 1956, 1989) qui ont jalonné l'histoire hongroise (Palonen, 2011, p. 3 ; 7). En ce sens, ce signifiant construisait un antagonisme, tout en condensant l'électorat hétérogène du *Fidesz* en un « nous ». Le signifiant vide permet ainsi d'établir un *lien d'équivalence* liant l'ensemble des demandes de la chaîne d'équivalence, constituant temporairement une identité collective (Laclau, 2008, pp. 91-92 ; 115-117).

Quelques concepts supplémentaires de la théorie du discours sont mobilisés dans le cadre de cette thèse. D'abord, un *signifiant flottant* est en quelque sorte l'inverse d'un signifiant vide : il s'agit d'un signifiant qui, disputé entre divers discours à vocation hégémonique, ne représente pas une relation antagonique unique, mais bien une multiplicité de significations concurrentes (Laclau, 2008, p. 155). En fait, une des clés de la construction de l'hégémonie est la capacité d'un

discours à récupérer des signifiants flottants et à les réinvestir temporairement d'une nouvelle signification, qui, elle, a une dimension antagonique (Laclau et Mouffe, 2009, pp. 245-246). Pour revenir à l'exemple précédent, en Hongrie le signifiant « révolution » a, durant la transition postcommuniste, été flottant parce qu'il était utilisé par un large éventail de forces politiques qui cherchaient à lui injecter des significations concurrentes (Palonen, 2011, pp. 2-5). Ensuite, un *point nodal* est un signifiant qui a une place centrale dans un discours, au point d'organiser ses autres signifiants constitutifs autour de lui et de contribuer à produire leur signification (Laclau et Mouffe, 2001, p. 112). Il s'agit donc d'un signifiant qu'il est prioritaire d'analyser si l'on cherche à décrire un discours particulier. Finalement, la théorie du discours accorde une place importante à l'*affect* dans le processus de construction des identités collectives (Laclau, 2008, pp. 133-134). Celui-ci peut être défini comme ce qui est ressenti par un acteur lorsqu'il entre en relation avec quelqu'un ou quelque chose qui est extérieur à lui (Lordon, 2016, pp. 16-17). La politique est ainsi indissociable des affects, car c'est en les associant avec des idées, des arguments ou des raisonnements qu'un discours est à même d'affecter les individus ou les groupes (Mouffe, 2018a, pp. 94-95).

2.2.3 Le sens commun

Le concept de sens commun décrit un effet de *sédimentation* par lequel un discours ou encore certains éléments signifiants isolés (un signifiant ou l'articulation particulière de plusieurs signifiants) parviennent à durer dans le temps au point de faire oublier leur caractère contingent (Jørgensen et Phillips, 2002, pp. 36-37; Laclau, 1990, pp. 33-36) et sembler « banals » (Sutherland, 2005, p. 194). Nous verrons dans la section suivante que le nationalisme est une forme de discours qui, plus que d'autres, vise la sédimentation et l'inscription dans le sens commun. Foncièrement hétérogène et disparate, le sens commun n'en constitue pas moins la « philosophie » ou la vision du monde implicite d'un groupe dans un contexte particulier¹⁷ :

¹⁷ Ce concept apparaît proche de celui de « doxa » élaboré par Bourdieu (1997), qui définit celle-ci comme un « ensemble de croyances fondamentales qui n'ont même pas besoin de s'affirmer sous la forme d'un dogme explicite et conscient de lui-même » (p. 26). Le premier a cependant l'avantage d'être dénué de la connotation péjorative qui pourrait être associée au second. Par ses racines gramsciennes, il s'insère également de manière plus cohérente dans notre cadre conceptuel s'inspirant de la théorie du discours.

Le sens commun n'est pas une conception unique, identique dans le temps et dans l'espace : c'est le « folklore » de la philosophie et, comme le folklore, il présente des formes innombrables : son trait fondamental et le plus caractéristique est d'être (même au niveau de chaque cerveau) une conception fragmentaire, incohérente, inconséquente, conforme à la situation sociale et culturelle de la multitude dont il est la philosophie. (Gramsci, 1983a, p. 89)

Le sens commun permet en outre de penser, dans le cadre d'une formation hégémonique, la circulation du discours entre les instances dirigeantes et l'ensemble de la population. En effet, là où le discours produit par les premières peut évoluer avec les différentes conjonctures, le sens commun, tout en intégrant sans cesse de nouveaux éléments, demeure imprégné des signifiants et des articulations des formations hégémoniques des périodes précédentes, continuant ainsi à alimenter la « philosophie » de la seconde. En ce sens, pour devenir hégémonique, un discours doit être en mesure d'intégrer le sens commun, de manière à tenir « ensemble la communauté politique et à rendre possible une autorité légitime^{VIII} » (Snir, 2016, p. 270). Pour ce faire, il doit cependant puiser dans

des discours élaborés historiquement de longue date, qui se sont agrégés [*accreted*] au fil des années, au sein desquels toute l'histoire d'une formation sociale a sédimenté, et qui constituent maintenant un réservoir de thèmes et de prémisses [...]^{IX}. (Hall, 1982, pp. 68-69)

L'inscription dans le sens commun, donc la mobilisation et l'articulation de signifiants, d'affects, d'idées, de thèmes et de significations hérités du passé et ancrés dans la vie quotidienne apparaît ainsi comme une condition *sine qua non* de l'élaboration d'une formation hégémonique (Snir, 2016, p. 275). Cela n'implique pas pour autant que le sens commun est entièrement dominé par la formation hégémonique du moment. De par son hétérogénéité, et parce qu'il est le « réservoir » d'un ensemble de signifiants y ayant sédimenté, il y subsiste des éléments susceptibles d'entrer en contradiction avec le discours dominant et d'être mobilisés par un projet contre-hégémonique (Ibid, p. 271).

La théorie du discours a donc permis de dégager les concepts qui seront mobilisés dans l'analyse de l'objet de recherche. Ceux-ci doivent toutefois être complétés par une conceptualisation de ce qui constitue un point clé du sujet de cette thèse, c'est-à-dire le nationalisme. Dans la mesure où

le nationalisme peut être appréhendé comme un discours visant à construire une identité collective, la théorie du discours peut aussi être utile pour définir ce concept.

2.3 Le nationalisme comme discours

La littérature sur le nationalisme comporte différentes approches dont les désaccords les plus importants peuvent être plus largement rapportés à des conceptions différentes de la constitution du social. Ainsi, les approches modernistes (excepté celle d'Anderson, sur laquelle nous reviendrons) sont incompatibles avec la perspective discursive adoptée dans le cadre de cette thèse, parce qu'elles conçoivent le nationalisme comme un phénomène déterminé par des structures sociales sous-jacentes, qu'elles soient de nature économique, ethnoculturelle ou sociopolitique (Gellner, 1989; Hobsbawm, 1992; Smith, 2009). *A contrario* et en cohérence avec l'approche discursive adoptée, cette thèse envisage le nationalisme comme un discours contingent qui contribue à construire la réalité sociale (Sutherland, 2005, pp. 185-186).

2.3.1 Le nationalisme

Les travaux de Brubaker portant sur le nationalisme s'inscrivent dans cette perspective discursive. Selon ce dernier, le nationalisme est une « pratique » politico-discursive et institutionnelle qui, à travers des « événements » « cristallisent » une manière particulière de penser et d'agir politiquement, construisant et organisant une forme particulière de communauté politique, la nation (1996, pp. 18-19). Cependant, le nationalisme, comme tout discours, n'est pas quelque chose qui existe en et par lui-même ; il est construit, produit et reproduit par des acteurs politiques dans le cadre de luttes de pouvoir (Brubaker, 2002, p. 166).

Les travaux de Billig sur le « nationalisme banal » permettent d'affiner davantage cette définition. Le nationalisme y est défini comme étant « les moyens idéologiques par lesquels les États-nations sont reproduits^X » (Billig, 1995, p. 6) et qui conduisent à la localisation « physique, légale, sociale et émotionnelle » des membres d'une société hétérogène dans un territoire et un groupe donnés (Ibid, p. 8). Il ne se résumerait ainsi pas seulement à ses manifestations les plus extrêmes, mais inclurait aussi les procédés discursifs mis en œuvre par différents acteurs dans des nations déjà bien constituées et qui contribuent tous les jours à la reproduction de celles-ci, par exemple les noms topographiques, les drapeaux installés devant les édifices publics, l'enseignement de

l'histoire nationale, etc. Dans cette logique, toute parole qui confère une certaine légitimité à la nation ou à un système international construit autour d'États-nations serait considérée comme nationaliste et, *a contrario*, seule une parole qui rejetterait ou ignorerait complètement ces principes pourrait être désignée comme antinationaliste ou non-nationaliste.

En d'autres mots, le nationalisme peut être simplement défini comme un discours dont le point nodal est le signifiant « nation » (De Cleen, 2017, p. 344; Torfing, 1999, p. 192). Comme d'autres discours à vocation hégémonique (Billig, 1995, p. 27), il construit des identités collectives en traçant des frontières et en formant des chaînes d'équivalence. Son hégémonie a cependant une forme particulière, qui s'ancre sur un territoire et dans le temps long (Dembńska, 2018, p. 73). Une telle forme de discours a donc fréquemment besoin de mobiliser des signifiants ayant atteint un certain degré de sédimentation dans le sens commun, de manière à faire apparaître comme « objective » l'existence même de la nation. Il mobilise pour cela des éléments qui peuvent être de nature différente, voire contradictoire : politique, civique, sociale, historique, ethnique, religieuse, etc. Les discours nationalistes peuvent donc prendre des formes variées en fonction des signifiants qui les constituent et évoluer au fil des différentes « batailles » discursives que se livrent des acteurs politiques visant à en construire et en déplacer le sens.

2.3.2 Comment catégoriser les discours nationalistes ?

Décrire les formes variées qu'emprunte le nationalisme exige un exercice de catégorisation qui cependant doit rester suffisamment souple, de manière à témoigner de l'hétérogénéité des discours en question. En ce sens, l'argumentaire de Brubaker remettant en question la catégorisation traditionnelle opposant nationalisme civique et ethnique doit être retenue. D'abord, un discours ou un mouvement nationaliste n'est la plupart du temps pas adéquatement décrit par cette catégorisation étanche, puisqu'il mobilise à la fois des signifiants de type civique et ethnique. Ensuite, comme le confirme l'interprétation des résultats de cette recherche (voir chapitre 8), un même signifiant peut revêtir alternativement une signification civique ou ethnique, en fonction des contextes. Par exemple, Brubaker souligne que les revendications linguistiques peuvent avoir une dimension aussi bien civique qu'ethnique, selon qu'elles impliquent la construction d'une sphère publique ou la valorisation d'une appartenance ethnoculturelle. Finalement, le jugement normatif sous-jacent à cette catégorisation, voulant que le nationalisme

civique soit inclusif et le nationalisme ethnique exclusif, ne résiste pas à l'analyse, puisque la citoyenneté est en soi un principe exclusif impliquant un « dedans » et un « dehors », et ce peu importe la manière dont elle est définie (1999, pp. 58-64).

À la place, Brubaker propose une catégorisation alternative, distinguant un nationalisme centré sur l'État (*state-framed*), qui construit une nation « congruente » à des contours étatiques, et un nationalisme s'opposant à l'État (*counter-state*), qui se construit par-delà les frontières d'un État ou en opposition avec celui-ci (Ibid, p. 67). Si cette avenue à l'avantage de s'abstraire de la dimension normative présente dans l'opposition civique/ethnique, elle reproduit des problèmes soulignés par Brubaker lui-même, au premier rang desquels une étanchéité qui témoigne mal du caractère hétérogène du discours nationaliste. Par exemple, comme nous le verrons tout au long de ce travail, plusieurs courants du nationalisme hongrois se réclament d'une nation construite autour d'un État *et s'étendant* par-delà ses frontières officielles. En ce sens, cette thèse doctorale prend le parti de reconnaître l'utilité de catégoriser les discours nationalistes, évitant toutefois de se limiter à l'opposition civique/ethnique en intégrant d'autres catégories (nationalisme racial, culturel, politico-culturel, politique) afin d'apporter un niveau de précision supplémentaire. Surtout, ces catégories ne doivent pas servir à cataloguer des discours nationalistes en eux-mêmes (puisque ceux-ci sont la plupart du temps hétérogènes), mais bien à décrire les signifiants qu'ils mobilisent et la manière dont ils les articulent. Par la suite, la catégorisation du nationalisme hongrois en différents « courants » (voir chapitre 4) prend en compte ces éléments, mais également le contexte historique et sociopolitique dans lequel ceux-ci se développent. De la sorte, il est possible d'envisager qu'au sein d'un même courant puissent se côtoyer diverses tendances mobilisant différents types de signifiants et d'articulations.

Dans cette optique, lorsque, dans le cadre de ce travail, il est question « du » nationalisme hongrois, celui-ci n'est pas conçu comme une unité substantielle existant indépendamment des acteurs qui le produisent, mais bien comme un discours regroupant un ensemble d'énoncés et de courants hétérogènes et potentiellement contradictoires, qui ont en commun d'avoir le signifiant « nation hongroise » comme point nodal, et donc de contribuer à la construction et à la légitimation de cette communauté politique. Toutefois, dans la mesure où l'on considère le nationalisme comme un discours qui construit une forme spécifique d'identification collective, il

apparaît nécessaire, afin de le distinguer d'autres discours du même genre, de dégager dans quels signifiants structurants il puise pour construire la nation.

2.3.3 Les signifiants structurants du nationalisme

En effet, le nationalisme « n'est pas déterminé par la nature [*character*] de ses éléments, mais par certains principes organisateurs qui font de ses éléments une unité et leur impartissent une signification particulière^{XI} » (Greenfeld cité dans Sutherland, 2005, p. 194). C'est à partir de ses « principes organisateurs » – ou, comme nous les nommerons dans cette thèse doctorale, ses signifiants structurants – qu'un discours nationaliste travaille à hégémoniser une communauté politique donnée. À la suite de De Cleen (2017, p. 344), la définition canonique de la nation établie par Anderson (2002) peut servir de point de départ. Les signifiants structurants du nationalisme y sont au nombre de trois. Anderson décrit la nation comme « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » (Anderson, 2002, p. 19). Chacune des caractéristiques balisant les contours de cet « imaginaire » (ou, dans nos propres termes, de ce discours) demande cependant à être précisée davantage, puisque dans l'état elles pourraient fort bien être appliquées à d'autres types de communauté politique : tribu, cité, empire, royaume. Or, une des spécificités historiques de la nation est qu'elle est une « caractéristique structurelle » de la modernité (Freitag, 2018, p. 68), se construisant en conjonction avec celle-ci (Wimmer, 2002, p. 57) : les termes « limité », « communauté » et « souveraine » et ce à quoi ils renvoient doivent donc être compris dans leur formulation moderne.

D'abord, le caractère « limité » renvoie aux frontières des états modernes, qui ont pour spécificité d'être nettement délimitées et de distinguer clairement un « dedans » d'un « dehors » (Ibid, p. 32). Le « eux » du nationalisme est donc d'abord constitué des autres nations (De Cleen, 2017, p. 344), et ce sont les frontières géopolitiques qui permettent de tracer cette délimitation. Celles-ci, ainsi que d'autres signifiants qui s'y rapporteraient, sont donc des signifiants structurants du nationalisme.

Ensuite, la relation nous/eux construite par le nationalisme ne dépend pas uniquement des frontières géopolitiques. En définissant la nation comme une communauté qui « indépendamment des inégalités et de l'exploitation qui peuvent y régner[,] [...] est toujours conçue comme une

camaraderie profonde, horizontale » (Anderson, 2002, p. 21), Anderson met en son centre un « peuple-nation¹⁸ », qui est au fondement de ce qui fait l'identité nationale depuis la Révolution française (Ibid, p. 90). Le nationalisme construit donc un peuple-nation, c'est-à-dire l'acteur politique collectif présenté comme le « cœur » de la communauté politique et au fondement de sa légitimité. Les frontières tracées à cette occasion construisent une relation nous/eux différente de celle que dessinent les frontières géopolitiques, puisque les limites du peuple-nation ne recourent pas *nécessairement* celles de l'État-nation. Suivant cette logique, des groupes vivant physiquement sur le territoire de la nation peuvent être exclus de celle-ci, car étant considérés comme « étrangers » au peuple-nation (Balibar, 1997, pp. 75-76; Hermet, 1996, p. 93; Wimmer, 2002, pp. 3-4). Ainsi, le peuple-nation est un autre signifiant structurant du nationalisme.

Enfin, en « construisant la nation comme souveraine » (De Cleen, 2017, p. 344), le nationalisme l'associe à l'État moderne, la souveraineté comprise en son sens moderne étant inséparable de ce dernier (Schmitt, 1988, pp. 15-22). Cela implique, d'une part, que dans le nationalisme la nation ou encore le peuple donnent sa légitimité à l'État (De Cleen, 2017, p. 344), les deux premiers signifiants étant donc étroitement associés au troisième, et aussi à celui de souveraineté. D'autre part, cela signifie que dans un discours nationaliste, la souveraineté – même partielle – est quelque chose à quoi la nation doit « naturellement » aspirer d'une manière ou d'une autre. S'il existe des nationalismes ne contrôlant pas un État souverain, tous aspirent au moins partiellement à cette condition. En ce sens, la souveraineté comme signifiant structurant constitue un horizon ou une vision de soi-même comme communauté politique (par opposition à la communauté culturelle que serait l'ethnie, par exemple), une nation pouvant s'imaginer souveraine sans l'être nécessairement.

¹⁸ La dénomination « peuple-nation » est mobilisée à plusieurs reprises par Gramsci dans ses *Cahiers de prison* pour désigner l'équivalence construite entre masses populaires et nation par les mouvements nationaux-populaires (par exemple, voir §82 du cahier 3, 1995, pp. 314-315). De Cleen (2017) mobilise aussi un concept similaire pour décrire le peuple tel que construit par le nationalisme : « *people-as-nation* » (p. 345). Cette dénomination a l'avantage de souligner la différence – mais aussi les potentielles équivalences – avec le « peuple-demos » construit par le populisme (un point sur lequel nous reviendrons dans la section 2. 3. 5).

2.3.4 Nationalisme, hégémonie et sens commun

Afin d'apprécier comment interagissent nationalisme et hégémonie, il importe d'abord de distinguer le nationalisme porté par une force politique dans une conjoncture particulière du nationalisme s'inscrivant dans le temps long, qui imprègne et reproduit la communauté politique tout en étant constamment retravaillé par les formations hégémoniques du moment. Ce dernier, par son inscription dans le sens commun, fait apparaître la nation comme une entité permanente, banale, qui semble « aller de soi » (Crehan, 2011, pp. 274-277). En ce sens, afin de devenir hégémonique, une force politique nationaliste doit être en mesure de mobiliser et de re-signifier des éléments qui, dans le sens commun, produisent déjà la nation (Sutherland, 2005, p. 195). Ces signifiants flottants « sont transmis dans la conscience collective par l'école, la lecture des classiques de la littérature, et les médias [et] [l]eur place dans la société rend possible la manipulation de leur signification par les régimes successifs » (Horel, 2006, p. 199).

Par exemple, dans l'histoire du nationalisme hongrois, le drapeau national tricolore relève typiquement de ce nationalisme du temps long, banal, qui imprègne en profondeur le sens commun au point d'être un symbole connu et consensuel, par-delà les contingences politiques particulières. Néanmoins, durant la Révolution de 1956, les insurgés découpent la partie centrale du drapeau sur laquelle le régime stalinien avait inscrit ses propres armoiries, « reformulant » ainsi l'étendard national via les objectifs du mouvement populaire en cours (Gyurgyák, 2007, p. 527) et transformant un signifiant flottant en signifiant vide. Cet exemple illustre l'interaction entre un sens commun nationaliste hégémonique depuis des décennies et des forces politiques qui, dans un contexte particulier, luttent pour s'en approprier les symboles, cherchant à hégémoniser la nation dans le sens de leurs options politiques.

Cette « bataille » pour le sens commun soulève la question de la circulation du nationalisme entre les instances dirigeantes et la population. À la suite de Nagy et Sahin-Tóth (2006), cette thèse doctorale considère que la population est productrice de la nation et du nationalisme, aussi bien que les instances dirigeantes ou les élites nationales. Elle l'est cependant dans une moindre mesure, les leviers du pouvoir politique, économique, culturel ou médiatique lui étant de manière générale beaucoup moins accessibles :

Certes, rien de plus artificiel que de séparer « porteurs » et « agents » des identités collectives quand on sait bien que les deux rôles se superposent dans la mesure où chaque porteur réinterprète et influe en quelque sorte sur l'identité collective – même si cet apport individuel varie considérablement selon le temps, les lieux et les conditions sociales, et si sa véritable influence reste incertaine. Néanmoins, lorsqu'on considère ses effets, la nécessité de cette distinction s'impose. L'inégalité dans la « visibilité » des identités collectives correspond à des clivages sociaux. Les « constructeurs » des identités collectives sont issus majoritairement des élites ou, au moins, sont en rapport étroit avec les élites de la société dont ils entendent « gérer » la mémoire et l'identité. (Nagy et Sahin-Tóth, 2006, p. 215)

En ce sens, les signifiants nationalistes qui ont sédimenté dans le sens commun relèvent d'une interaction perpétuelle entre les instances dirigeantes et la population, généralement à l'avantage des premières.

Dans cette logique, quel concept permet de cerner le processus par lequel hégémonie et sens commun construisent, au sein d'une population, le sentiment de faire partie d'une nation, et la conscience – parfois concrète, d'autres fois fugaces – des limites de celle-ci ? Selon Wimmer, le processus d'exclusion, qui est inhérent à la construction de la nation (il y a ceux qui font partie de la nation et ceux qui n'en font pas partie) produit une forme d'« ethnicité », qui est héritée d'un groupe ethnique préexistant ou produit en cours de route dans le processus d'édification de l'État-nation (Wimmer, 2002, p. 3). En découle un processus de « politisation de l'ethnicité » par lequel est construit le peuple-nation (Ibid, p. 2) :

La modernité politique, c'est-à-dire la démocratie, le régime constitutionnel et la citoyenneté, avait son prix, à l'image de toute forme d'organisation sociale basée sur des droits forts attribués à ses membres. L'inclusion dans la communauté nationale des égaux impliquait l'exclusion de ceux qui n'étaient pas considérés comme des membres authentiques de la famille : ceux qui furent classés comme étrangers, comme des minorités ethniques ou religieuses, comme des travailleurs temporaires ou comme des apatrides^{XII}. (Ibid, p. 4)

L'ethnicité décrirait donc ce processus par lequel le nationalisme inscrit dans le sens commun des définitions ou des impressions quant à ce que signifie être membre de la nation. Il faut cependant formuler une réserve quant à la terminologie de Wimmer. Le concept d'ethnicité apparaît en effet problématique, puisqu'il tend à se confondre avec l'ethnie telle qu'elle existe en dehors du contexte national. Cela d'autant plus que Wimmer lui-même avance que des nations construisent

parfois de toute pièce « leur » ethnie ; l'usage d'un terme permettant de distinguer ce phénomène apparaît alors nécessaire. La contribution de Wimmer contient elle-même un tel terme, qu'il use de manière indifférenciée par rapport à l'ethnicité : la « nationalité ». Ce terme apparaît plus pertinent à retenir que ceux d'« ethnie » ou d'« ethnicité » puisqu'il renvoie clairement à la spécificité de la nation comme communauté politique, tout en accordant un certain degré d'indétermination aux contours que peut prendre le phénomène qu'il désigne. En effet, comme nous le verrons tout au long de cette thèse, la nationalité est toujours l'objet de débats et de définitions hétérogènes, et n'est pas uniquement définie par des signifiants de type ethnoculturel, mais aussi par des signifiants de type racial, civique, politique, etc.

Comme l'indiquent la littérature scientifique et l'analyse du corpus d'entretiens, dans le cas spécifique de la Hongrie, la nationalité hongroise est souvent désignée par le terme *magyarság*. Celui-ci pourrait être traduit par le terme « hongrité » qui serait l'équivalent du terme anglais *hungarianness*, qui est utilisé dans la littérature scientifique anglophone. Cependant, la traduction officielle française de la *Loi fondamentale hongroise* de 2011 utilise plutôt le terme « magyarité ». Le choix de traduction est ici important puisqu'en français le terme *magyar* a une connotation ethnoculturelle, ce qui est moins le cas du terme « hongrois ». Toutefois, en langue hongroise cette distinction n'existe pas, le terme *magyar* désignant alternativement l'ethnie et la nationalité, d'où son ambiguïté. Du fait de son usage fréquent et hétérogène dans le corpus d'entretiens, les termes *magyarság* et sa traduction « magyarité » sont donc mobilisés tout au long de cette thèse comme synonymes de la nationalité hongroise.

2.3.5 Populisme et nationalisme

Le nationalisme fonctionne rarement de manière « chimiquement pure », c'est-à-dire sans intégrer d'autres enjeux politiques (socioéconomiques, culturels, etc.) dont les signifiants peuvent être eux-mêmes articulés à la définition de la nationalité. En fait, la spécificité du nationalisme consiste plutôt à articuler ces éléments connexes au cadre national, de sorte que le signifiant « nation » demeure le point nodal du discours (Sutherland, 2005, p. 195). En ce sens, un discours nationaliste peut fort bien être intégré à d'autres logiques de construction des identités collectives, par exemple le populisme. Dans cette optique, il convient de clarifier plus nettement ce qui distingue le nationalisme du populisme, le second concept ayant été massivement mobilisé au

moment de définir la problématique (voir chapitre 1) et étant fréquemment confondu avec le premier dans la littérature (De Cleen, 2017, p. 342). Première différence notable : si, dans la perspective de la théorie du discours, le populisme est aussi défini comme un discours qui construit un « peuple » (qu'on pourrait désigner, à la suite de De Cleen, comme « peuple-*demos* »), cette identité collective est ici constituée à travers une frontière antagonique opposant ce peuple à des élites (De Cleen, 2017, p. 345; Laclau, 2008; Mouffe, 2018a). La relation nous/eux du populisme est verticale (« ceux d'en haut » contre « ceux d'en bas »), là où celle du nationalisme est horizontale (une nation par rapport à l'autre ou contre l'autre, le peuple-nation contre un groupe exclu de la nation) (Rooduijn dans Bonikowski *et al.*, 2019, p. 73; De Cleen, 2017, p. 346).

Seconde différence, là où le populisme émerge, ou du moins se renforce, dans une conjoncture particulière (crise économique, crise de la représentation politique), le nationalisme est un discours qui s'inscrit dans la durée, tout en connaissant, en fonction des circonstances, des fluctuations qui le font osciller entre ses manifestations les plus extrêmes et les plus banales. Là où le populisme travaille le champ politique d'une communauté nationale, le nationalisme, lui, produit et reproduit cette communauté nationale¹⁹. En effet, si toutes les nations répondent aux caractères généraux que nous avons décrits, elles n'en prennent pas moins des formes variées héritées de la multiplicité des contingences historiques et des nationalismes – voire du choc des courants nationalistes concurrents – qui les ont produites²⁰ (Dembińska, 2018, pp. 76-77). L'identité nationale, comme toute identité collective, est le résultat d'une bataille hégémonique qui implique l'articulation d'éléments contradictoires et ne peut être entièrement stabilisée. Mais parce que ces éléments sont produits sur le temps long, ils sont aussi davantage susceptibles de connaître un processus de sédimentation. Cela explique en partie pourquoi nombre d'acteurs au

¹⁹ Ce qui ne signifie pas pour autant que ces catégories soient mutuellement exclusives, puisque, comme nous le verrons un peu plus bas, il n'est pas rare que populisme et nationalisme soient associés. En ce sens, dans certaines circonstances, un mouvement populiste qui aurait adopté une posture nationaliste pourrait transformer la représentation de la nation, tout comme un mouvement nationaliste pourrait reconfigurer le champ politique national. Cette distinction permet cependant de différencier nettement ces deux concepts en posant leur espace de fonctionnement premier.

²⁰ À titre d'exemple, voir l'analyse proposée par Walzer de l'identité nationale américaine : Michael Walzer, «What Does It Mean to Be an «American»?», *Social Research* 71, no. 3 (2004).

discours populiste mobilisent dans un même temps le nationalisme (De Cleen, 2017, p. 342), ce discours leur fournissant un ancrage dans l'histoire et dans l'espace de la communauté politique.

La superposition entre populisme et nationalisme, que Gramsci observait déjà à travers son concept de « national-populaire » (1983b), peut prendre des formes multiples. Celles-ci ont en commun de construire une relation antagonique verticale entre un peuple-nation et un « eux » qui nuit d'une manière ou d'une autre aux intérêts de la nation, ces derniers étant fondus avec ceux du peuple (De Cleen, 2017, p. 349-353). Cette configuration peut cependant donner lieu à des discours hétérogènes, en fonction des signifiants qui sont mobilisés pour définir la relation nous/eux.

2.4 L'opérationnalisation du cadre d'analyse

Le cadre d'analyse ici présenté a été mobilisé de trois manières durant la réalisation de cette thèse. D'abord, l'approche discursive a guidé l'élaboration de la démarche méthodologique. Les entretiens ont en effet été conçus de manière à susciter chez les citoyens interrogés une prise de parole laissant pleinement cours à la production de sens, ce qui impliquait une technique particulière de constitution du corpus d'entretiens.

Ensuite, l'outillage conceptuel issu de la théorie du discours a servi principalement à guider l'analyse du corpus d'entretiens. En effet, des concepts comme les points nodaux, les chaînes d'équivalence, les signifiants vides ou flottants, le sens commun et la sédimentation, les frontières et les antagonismes ou encore les affects, permettent de décrire adéquatement la structure d'un discours et la construction d'identités collectives. Ils ne construisent toutefois pas des catégorisations porteuses de significations déjà fixées, et à travers lesquelles les éléments du corpus se verraient d'emblée attribuer un sens. Au contraire, ces concepts ont servi à dégager le sens produit par les paroles recueillies.

Finalement, comme mentionné plus haut, la conceptualisation du nationalisme ici dégagée a évité autant que faire se peut de s'attacher aux catégories souvent binaires qui sont répandues dans la littérature (nationalisme ethnique ou civique, exclusif ou inclusif, nationalisme d'État ou patriotisme, etc.), les mobilisant essentiellement pour qualifier certains signifiants, plutôt qu'un regard porté sur la nation dans sa globalité. Non pas que ces catégories ne soient pas pertinentes

en elles-mêmes, mais elles risquaient encore une fois de donner au corpus analysé un sens *a priori*. Les concepts retenus (frontière, peuple, souveraineté, État) sont plutôt appréhendés comme les signifiants structurants d'un discours qui peut par ailleurs leur donner des significations variées.

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE – LE NATIONALISME SUR LE TERRAIN

La démarche méthodologique de cette thèse résulte de la combinaison de diverses approches, que l'on peut regrouper en deux pôles correspondant à deux phases de la recherche : les entretiens semi-directifs et l'analyse discursive. Cette démarche a donc pour parti pris d'adapter sa méthodologie à sa question de recherche, plutôt que de la calquer sur un modèle préexistant (Jørgensen et Phillips, 2002, p. 76; Kaufmann, 1996, p. 15). Elle prend également soin de mobiliser des outils méthodologiques compatibles d'un point de vue épistémologique et cohérents avec le choix d'une démarche inductive, qui est à privilégier aussi bien dans le cadre de l'entretien de terrain que dans celui de l'analyse du discours (Bertaux, 2010, p. 20; Giroux, 2013, p. 347). Dans les pages qui suivent sont présentées l'organisation générale de la recherche, suivie des méthodes de constitution et d'analyse du corpus, puis de la présentation des critères de construction de ce dernier. Finalement, ce chapitre s'achève sur quelques considérations réflexives concernant la démarche méthodologique.

3.1 L'organisation de la recherche et la contextualisation préalable

D'un point de vue méthodologique, cette thèse prend pour point de départ le précédent important que constitue, tant pour les travaux sur le nationalisme que pour l'Analyse critique du discours (CDA), *The Discursive Construction of National Identity* (2009²¹) de Wodak, de Cillia, Reisigl et Liebhart. L'ouvrage a pour sujet la construction de l'identité nationale autrichienne et procède à travers une démarche méthodologique à trois volets alliant revue de littérature scientifique à des fins de contextualisation, analyse de prises de parole de politiciens et entretiens de terrain avec des citoyens autrichiens. Une telle configuration permet une « triangulation méthodologique » entre les angles historique, sociopolitique et discursif, tout en construisant un objet d'étude à la fois ample et hétérogène, car composé des diverses dimensions du nationalisme (contexte historique, discours partisans et discours de citoyens qui ne sont pas des militants) (Wodak *et al.*, 2009, p. 9).

²¹ L'édition allemande originale fut publiée en 1998, suivie de la première édition anglaise en 1999, puis d'une seconde en 2009. C'est cette dernière qui est mobilisée dans le cadre de cette thèse.

La reproduction de ces trois volets aurait toutefois dépassé les balises fixées par notre question de recherche et posé problème du point de vue de la faisabilité de la thèse. L'approche de Wodak et *al.* est cependant mobilisée afin de nourrir la structuration de notre démarche méthodologique. La question de recherche, centrée sur le nationalisme hongrois tel qu'il s'exprime dans le sens commun, amène ainsi à focaliser la constitution du corpus sur les entretiens de terrain, entretiens dont les matériaux seront par la suite l'objet d'une analyse discursive.

Si le second volet de la méthode de Wodak et *al.* (l'analyse des prises de parole des politiciens) est mis de côté puisqu'il concerne des acteurs qui ne sont pas visés par notre question de recherche, le premier volet, à savoir une revue de la littérature scientifique visant à une contextualisation sociopolitique et historique, est quant à lui pleinement intégré, car il constitue l'étape préalable incontournable d'une analyse discursive (Wodak, 2001a, p. 70).

3.1.1 La contextualisation par la revue de la littérature scientifique

La revue de la littérature scientifique vise à dégager des thèmes qui, par la suite, contribueront à guider les étapes ultérieures de la recherche. Comme nous l'avons vu dans le cadre d'analyse, un discours tire toujours ses divers éléments constitutifs d'un bassin d'éléments flottants qui sédimentent dans le temps long, et qui constituent une part du sens commun. Cela doit être pris en compte dans le cadre d'une analyse discursive. Il s'agit ainsi de replacer les divers éléments discursifs étudiés dans un contexte historique et temporel plus large, afin de dégager des phénomènes de circulation et d'articulation à travers le temps (Jäger, 2001, p. 51; St-Louis, 2018, pp. 51-54).

Wodak et *al.* utilisent ainsi la littérature portant sur la construction de l'identité nationale autrichienne comme « point de départ » pour construire des « blocs thématiques » qui seront par la suite mobilisés dans les autres étapes de la recherche (Wodak *et al.*, 2009, p. 6). Dans le cadre de cette thèse, le travail de terrain n'est toutefois pas basé sur des catégories construites *a priori*. Certes, dans une démarche de constitution du corpus centrée autour d'entretiens, la contextualisation doit servir à préparer la présence sur le terrain, contribuer à l'analyse en amont et en aval (Kaufmann, 1996, p. 9; Weber et Beaud, 2010, p. 56) et nourrir l'analyse discursive effectuée ultérieurement, de manière à ce que le corpus d'entretiens lui-même vienne éclairer la

théorie et la contextualisation (Ibid, p. 56). Mais celle-ci ne doit pas pour autant installer un cadre qui amènerait le chercheur à préjuger à l'avance des résultats et de leur analyse (Giroux, 2013, p. 347). En ce sens, dans la logique d'une démarche inductive, la revue de littérature scientifique ne vise pas à construire des catégories et des concepts. Elle nourrit certes la construction des entretiens, mais ne contribue pas à construire des catégories structurant la technique de constitution du corpus. Par la suite, à l'étape de l'analyse, les éléments de contexte sont mobilisés comme des références *a posteriori* et non comme des catégories organisant la réflexion dès le départ.

3.1.2 Les axes et les objectifs de la revue de littérature scientifique

Cette thèse porte sur le nationalisme du sens commun en Hongrie dans le contexte de l'hégémonie du *Fidesz*. Cet énoncé permet d'emblée d'identifier les principaux axes de la revue de littérature scientifique. Dans une perspective discursive, il faut considérer que le sens commun nationaliste n'est pas produit en vase clos, mais que les éléments signifiants qui le constituent découlent du nationalisme hongrois tel qu'il a sédimenté depuis le début du 19^e siècle (Törnquist-Plewa, 2000, pp. 184-192). Ce volet de la recherche accorde donc une place particulière à une revue de la littérature scientifique produite depuis la fin du régime communiste et portant sur la construction de la nation et du nationalisme hongrois à travers l'histoire. Circonscrire cette démarche aux travaux des trois dernières décennies (à l'exception de quelques ouvrages canoniques) a ainsi permis de limiter, dans une optique de faisabilité, l'ampleur de cette phase de la recherche.

Dans cette même logique, le nationalisme du sens commun s'inscrit dans un contexte bien particulier, qui est celui du nationalisme du gouvernement du *Fidesz* et du populisme de droite. En ce sens, une revue de la littérature scientifique portant sur la dimension nationaliste du populisme de droite hongrois a également été effectuée. Celle-ci ne visait pas seulement à dresser un portrait de ce discours tel qu'il est construit par les prises de paroles des dirigeants du *Fidesz*, mais aussi tel qu'il est produit par les choix politiques concrets de ce parti et du gouvernement qui en est issu. En effet, le nationalisme n'étant pas uniquement une construction langagière, mais aussi géopolitique et institutionnelle, les positionnements du *Fidesz* par rapport à des enjeux comme l'Union européenne, l'immigration ou la réforme constitutionnelle sont autant d'éléments

construisant le nationalisme hongrois et pouvant avoir des échos – littéraires, déformés ou inversés – dans le nationalisme du sens commun. De même, s’il ne constitue pas le point central de cette revue de littérature, le nationalisme du *Jobbik* est également abordé, puisque ce parti est aussi un acteur important, bien que secondaire, du populisme de droite hongrois.

À travers ces deux revues de littérature scientifique sont dégagés deux groupes d’éléments qui sont ultérieurement mobilisés dans le cadre de l’analyse du corpus. Premièrement, dans la revue de la littérature scientifique portant sur le nationalisme hongrois, il s’agit d’identifier les thèmes et signifiants structurants constitutifs du nationalisme en Hongrie, ainsi que leur évolution et leurs modes d’articulation successifs. Deuxièmement, dans la revue de littérature scientifique portant sur le *Fidesz* et le populisme de droite hongrois, il s’agit de dégager les contours de leur nationalisme ainsi que son mode de fonctionnement, mais aussi d’examiner la manière dont ils s’inscrivent dans le nationalisme hongrois précédemment contextualisé. Dans les deux cas, l’analyse est menée à partir des outils conceptuels qui ont été présentés dans le cadre d’analyse. Comme dit précédemment, les divers éléments dégagés au cours de cette étape de la recherche sont par la suite mobilisés dans le cadre de l’analyse du corpus d’entretiens.

Les deux revues de littérature scientifique mobilisent des écrits en langues française, anglaise et hongroise. Les travaux de chercheurs magyarophones directement publiés en anglais ou en français ont été consultés dans ces langues. D’autres ouvrages de référence ne sont disponibles qu’en hongrois, et ont donc été consultés dans cette langue, entre autres dans le cadre d’un séjour de recherche dans la Bibliothèque métropolitaine Ervin Szabó de Budapest.

3.2 La méthode de constitution du corpus

Les entretiens de terrain à travers lesquels le corpus a été constitué s’inscrivent, en cohérence avec la perspective théorique précédemment exposée, dans une approche narrative, qui a été mise en œuvre au moyen d’entretiens semi-directifs. Le choix d’une telle approche se bute cependant d’emblée à une réserve : comment une étude menée à l’échelle locale – car cela est forcément le cas avec les entretiens de terrain – est-elle en mesure d’éclairer un discours qui porte à l’échelle d’une société globale, c’est-à-dire une nation ?

3.2.1 Choix d'échelle : du local au global

Dans ses travaux sur la micro-histoire, Revel (1996) a souligné la pertinence de l'étude du local pour appréhender des phénomènes globaux. Celle-ci vise à

rendre compte de la logique et de la signification de ces expériences dans leur singularité. Non pour céder à nouveau au vertige de l'individuel, voire de l'exceptionnel, mais avec la conviction que ces vies minuscules participent elles aussi, à leur place, de la « grande » histoire dont elles livrent une version différente, discrète, complexe. Le problème n'est pas tant ici d'opposer un haut et un bas, les grands et les petits, que de reconnaître qu'une réalité sociale n'est pas la même selon le niveau d'analyse – ou [...] l'échelle d'observation – où l'on choisit de se situer. (Revel, 1996, p. 12)

Il s'agit donc de refuser d'opposer les échelles d'analyse et de considérer que, d'une part, les acteurs « locaux » participent aussi à leur manière aux phénomènes globaux, et que, d'autre part, ils en incarnent à leur manière l'une des facettes. En effet, comme l'explique Bertaux (2010),

ce qui se joue au niveau sociétal ou « macro-social » diffuse dans toute la société, et on peut en retrouver les traces un peu partout. [...] On peut donc partir du local, d'à peu près n'importe quel « lieu », et à partir de là chercher à remonter en généralité. (Bertaux, 2010, p. 9)

L'on peut donc considérer, dans le sillage de Robin (1986), que la parole collectée dans le cadre d'entretiens de terrain est au moins partiellement alimentée et structurée par les signifiants et les pratiques articulatoires de la formation hégémonique dans laquelle elles s'inscrivent. Le « fonctionnement discursif » de la parole recueillie peut ainsi être analysé dans « le cadre d'une approche globale du discours social dans un état de société », un discours que cette parole va « incorporer » d'une manière particulière, par déplacement, déformation, voire inversion (Robin, 1986, p. 104).

Un postulat que l'ethnographie, pratique avec laquelle la démarche méthodologique de cette thèse partage certains traits, permet de préciser davantage. L'accent mis en ethnographie sur les *processus* et les *relations*, plutôt que sur les individus ou les structures, permet en effet de considérer que « les situations échappent aux individus et, [que] pour autant, aucun *deus ex machina* ne tire les ficelles » (Weber et Beaud, 2010, p. 283). Weber et Beaud définissent le processus comme « le déroulement d'une situation [...] où les actes de chacun comptent, où rien

n'est joué d'avance et qui, pour autant, échappe à chacun des participants » (Id.). Une telle définition est cohérente avec notre cadre d'analyse : le nationalisme est considéré comme un discours qui découle d'une multiplicité de relations discursives, et qui, de manière processuelle, structure un champ politique en permanence livré à la contingence. De même, le sens commun n'est pas une structure – et encore moins une production individuelle –, mais bien un ensemble « confus » d'où des « éléments systématiques » ne peuvent être dégagés qu'à travers une observation empirique menée à l'échelle locale (Crehan, 2011, p. 282). Dans cette optique, les entretiens menés sur le terrain visent à relier un ensemble de cas particuliers de manière à dégager un point de vue d'ensemble sur un discours qui l'est tout autant. Le corollaire de cette perspective est l'adoption d'une approche narrative de l'entretien.

3.2.2 Une approche narrative du terrain : le choix de l'entretien semi-directif

L'approche narrative des entretiens désigne des méthodes de collecte de la parole très adaptables, qui visent une interaction relativement souple (c'est-à-dire dans un cadre semi-directif ou non directif) entre le chercheur et le participant (Nossik, 2011, p. 121). Caillaud (2009) souligne la pertinence de ce type d'entretien pour l'analyse du discours. En effet, le mode « narratif » (par opposition au mode « logique »), c'est-à-dire l'organisation de la pensée sous forme d'histoires (plutôt que de raisonnements), est la forme de prise de parole que l'approche narrative des entretiens vise à collecter (Caillaud, 2009, p. 2). Celle-ci amène les participants, à travers l'évocation des souvenirs et du passé, à mettre en mots des phénomènes et des événements, et donc à leur donner une forme et un sens (Ibid, p. 8; Nossik, 2011, p. 125). Par conséquent, « le matériau offert [...] est précisément la reconstruction des réalités sociales dans les discours : c'est la re-configuration des histoires vécues qui révèle la substance » (Nossik, 2011, p. 125). Effectivement, en se prêtant à ce type de mise en récit, les participants mobilisent les croyances et les lieux communs à travers lesquels ils perçoivent et organisent leur propre vie et qui sont autant de portes d'entrée vers le sens commun du moment (Crehan, 2011, p. 286).

De même, la mise en narration, parce qu'elle invite les participants à puiser dans leur vécu et dans leur ressenti, ouvre la porte à l'expression de leurs affects (Caillaud, 2009, p. 8) qui sont des composantes essentielles des conceptualisations du nationalisme et de la politique que nous avons mobilisées. Celle-ci a également l'avantage d'amener les participants à associer souvenirs, idées,

phénomènes et événements bien plus librement que si la grille d'entretien était construite sur le mode du raisonnement « logique ». En découle un corpus de paroles protéiformes, mais en cela potentiellement plus représentatif du nationalisme qui, comme tout discours, est foncièrement hétérogène.

Bien que découlant de l'ethnographie, l'entretien semi-directif s'en distingue en se centrant sur l'analyse de la parole plutôt que sur l'observation (Kaufmann, 1996, p. 8). Il est donc compatible avec les approches narratives, ainsi qu'avec nos objectifs de recherche. Du fait de sa nature extrêmement souple, l'entretien semi-directif se traduit par la construction d'une grille d'entretien structurée et assimilée au préalable par le chercheur, de manière à ce que ce dernier puisse plus facilement en faire abstraction une fois sur le terrain (Ibid, p. 44). Les thèmes et les points importants à être abordés structurent ainsi la manière dont le chercheur mène l'entretien, sans toutefois préjuger de la forme exacte du déroulement de celui-ci. L'entretien semi-directif vise alors à explorer les thèmes abordés en profondeur, de sorte que « [l]es avis susceptibles d'être recueillis par entretiens sont multiples pour une même question, voire contradictoires » (Ibid, p. 17). En privilégiant les questions ouvertes et les échanges longs, l'entretien semi-directif laisse au participant tout l'espace pour « élaborer son point de vue par ses propres moyens », suscitant des « associations d'idées » ou des digressions susceptibles de faire émerger des éléments imprévus (Gaxie et Rowell, 2010, p. 51), de sorte que les participants sont amenés à « raconter » ou à « dire » le nationalisme plutôt qu'à l'expliquer ou à l'analyser.

3.3 La constitution du corpus

Le corpus d'entretiens, composé de 28 entretiens individuels, a été constitué en s'inspirant de certains principes de l'enquête ethnographique. Dans ce contexte, la délicate question de la représentativité du corpus par rapport à la population hongroise en général ne se pose pas de la même manière que dans une démarche à visée statistique. En effet, l'enquête ethnographique comme l'entretien semi-directif ne visent pas à établir des « données quantifiées » et n'ont « pas vocation d'être "représentatifs" », mais bien de révéler un « point de vue singulier », assimilable à un « cas », qui pourra ensuite être mis en relation avec d'autres cas (Weber et Beaud, 2010, pp. 156-157). Si l'échantillon doit se fixer pour cadre certains critères de diversification, il ne devrait pas pour autant « pousser cette pondération à l'extrême », l'intérêt de l'entretien résidant dans la

parole exprimée et non dans la catégorie sociale qu'elle devrait représenter (Kaufmann, 1996, p. 41). En ce sens, la diversification des participants ne visait pas à atteindre une quelconque validité statistique, mais bien à enregistrer des variations suffisantes des paroles captées (Bertaux, 2010, pp. 26-29; Weber et Beaud, 2010, p. 156) pour atteindre une certaine hétérogénéité discursive. Cette diversification a ainsi été poussée jusqu'à atteindre une « saturation progressive » du corpus, c'est-à-dire en arriver à un point où le nombre de « récurrences » entre les prises de parole indique que l'éventail de ce qui peut être dit sur un sujet a été enregistré (Bertaux, 2010, p. 33). Lorsqu'il est question de discours, ce degré de saturation est rapidement atteint, l'éventail de ce qui est dicible étant relativement restreint (Jäger, 2001, p. 51).

3.3.1 Circonscrire un milieu

L'enquête ethnographique a pour spécificité d'être menée dans un « milieu d'interconnaissance », où les participants partagent une forme de relation. Ce critère, et non un critère statistique, a présidé à la constitution du corpus (Weber et Beaud, 2010, p. 12). Certes, l'on pourrait arguer que les membres d'une nation partagent bien des relations politiques, institutionnelles et culturelles, et donc une forme d'interconnaissance, mais cela n'aurait guère contribué à circonscrire un milieu appréhendable dans le cadre de cette thèse. À l'inverse, la sélection d'une localité de taille modeste permettait de répondre au critère de l'interconnaissance, tout en satisfaisant celui de la faisabilité. Certes, les liens d'interconnaissance partagés par les membres de ce milieu sont à première vue de l'ordre du « local », mais cela ne signifie pas pour autant que d'autres liens, relevant du « national », ne s'y superposent pas. En ce sens, la grille d'entretien a mis l'accent sur le « national », en approchant les participants non pas comme des membres de la localité sélectionnée, mais comme des citoyens hongrois.

Le choix du milieu s'est donc porté sur Martfű²², une petite ville qui comptait 6 169 habitants en 2017 (Kovács, 2017, p. 26) et qui est située dans le comté de Jász-Nagykun-Szolnok, c'est-à-dire à l'est du Danube, dans la portion centrale de la Grande plaine hongroise. Localisée dans une région à forte vocation paysanne, Martfű s'est développée à partir du 15^e siècle comme une extension des grands domaines seigneuriaux environnants. À partir du 19^e siècle, la localité a

²² Voir en Annexe A la ville de Martfű située sur une carte de la Hongrie.

connu un tournant vers le développement industriel avec l'émergence d'une industrie de fabrication de matériaux de construction. En 1940 s'est ajoutée une usine de chaussures, puis s'y sont implantées des usines de fabrication de bière, d'huile végétale, de lessive, etc. (Kalmár, 2011). D'un point de vue politique, la ville a connu au cours des dernières années des résultats électoraux qui la mettent en relative concordance avec la moyenne nationale. En effet, aux élections européennes, le *Fidesz* y remporte la majorité des suffrages depuis 2009 (cette majorité a toutefois décliné, passant de 56,67% à 38,14% en 10 ans), comme il le fait aux élections législatives de 2010, 2014 et 2018 (il est, en 2014 et en 2018, suivi d'assez près par le *Jobbik*)²³. Au niveau municipal, les citoyens de Martfű ont élu depuis 2010 des maires non partisans et une très vaste majorité – sinon une totalité – de conseillers municipaux indépendants (Bureau national électoral, 2019).

La ville de Martfű a donc plusieurs caractéristiques qui en ont fait un milieu propice pour mener des entretiens. D'abord, il s'agit d'une localité à la taille appréhendable dans le cadre de cette thèse et dont les habitants étaient susceptibles d'avoir développé des liens d'interconnaissance relativement étroits, facilitant la prise de contact avec les participants. Ensuite, du fait de son statut de ville industrielle étroitement imbriquée dans un milieu agricole, Martfű offre un cadre propice à la constitution d'un corpus divers, allant d'individus issus de milieux paysans à d'autres, issus de milieux ouvriers, ou encore à un mélange des deux. Finalement, si les résultats électoraux qui y sont enregistrés depuis dix ans rendent la ville relativement proche de la scène électorale hongroise de manière générale, le relatif affaiblissement qu'y a enregistré le *Fidesz* en 2018 et en 2019 et les résultats électoraux supérieurs à la moyenne nationale enregistrés par les partis qui ne sont pas populistes de droite sont aussi les marques d'une fluctuation électorale qui est pertinente du point de vue de la diversification du corpus.

3.3.2 Corpus ouvert et sélection des participants

Toujours dans la logique de l'entretien semi-directif, la constitution du corpus a pris la forme d'un « corpus ouvert » (Nossik, 2011, p. 131) dont la construction a été progressive (Bertaux,

²³ Voir en Annexe B un tableau présentant des résultats électoraux des partis populistes de droite à Martfű mis en parallèle avec les résultats nationaux en pourcentage de voix exprimées sur les listes nationales (2009-2022).

2010, p. 27; Kaufmann, 1996, p. 22). Deux séjours sur le terrain²⁴ ont permis de le constituer par « effet boule de neige », chaque nouvel entretien menant, grâce au lien d'interconnaissance, à d'autres entretiens (Weber et Beaud, 2010, pp. 162-163).

Les premiers participants ont été suggérés par des contacts sur place, qui eux n'ont pas pris part aux entretiens. Quatre critères minimaux ont été appliqués dans la sélection des participants. Premièrement, la parité homme-femme devait être respectée aussi scrupuleusement que possible, parce qu'il s'agit d'un critère de diversification minimal. Au final, certains aléas ont fait en sorte que 15 hommes et 13 femmes ont pris part à la recherche. Deuxièmement, dans un même ordre d'idées, le corpus devait témoigner d'une certaine diversification socioprofessionnelle des participants. Ceux-ci répondent aux profils suivants : 6 enseignants (dont deux retraités), 1 agronome (retraité), 3 étudiants de premier cycle universitaire ou en école professionnelle et 1 étudiant aux cycles supérieurs, 4 employés, 2 ouvriers (dont un retraité), 1 militaire, 1 membre du clergé, 1 pompier (retraité), 1 informaticien, 1 bibliothécaire, 2 éducatrices, 1 médecin, et respectivement 1 cadre dans le secteur public, dans le secteur privé et dans le secteur culturel. Troisièmement, les participants devaient avoir au moins dix-huit ans, âge légal de la majorité et de l'obtention du droit de vote en Hongrie. Quatrièmement, la Hongrie ayant été un pays marqué, au cours du 20^e siècle, par d'importantes ruptures politiques, depuis le régime ultraconservateur de l'avant-guerre à la libéralisation des années 1990 et 2000, en passant par quatre décennies de communisme, il importait de rencontrer des participants ayant des rapports différents à ces périodes, le regard porté sur chacune d'entre elles étant susceptible d'influer sur les conceptions de la nation exprimées au moment des entretiens²⁵. En ce sens, des entretiens ont été réalisés à la fois avec des participants ayant vécu à l'époque du régime ultraconservateur des années 1930-1940 (2 participants), des participants ayant grandi sous le régime communiste (19 participants), et d'autres n'ayant connu que la libéralisation des années 1990 et 2000, puis les gouvernements de Viktor Orbán (7 participants).

²⁴ Quatre mois à l'automne 2020 et trois mois au printemps 2021.

²⁵ Au moment de réaliser les entretiens, 5 participants avaient entre 18 et 30 ans, 2 entre 30 et 40 ans, 2 entre 40 et 50 ans, 6 entre 50 et 60 ans, 8 entre 60 et 70 ans, 3 entre 70 et 80 ans et 2 de 80 ans et plus.

Après les critères de sélection des participants se pose l'enjeu de la taille du corpus. Tout comme les critères de sélection, celle-ci a été déterminée à travers le processus même de réalisation des entretiens : le corpus a été considéré comme complété lorsqu'a été atteint un point de saturation dans les variations entre les paroles enregistrées (Bertaux, 2010, p. 9).

3.3.3 La grille d'entretien

Dans la logique de l'approche narrative, la grille d'entretien a été conçue de manière à susciter des réponses sur un mode narratif plutôt que sur celui du raisonnement logique, et à amener les participants à s'exprimer depuis leur propre point de vue, avec leur propre vocabulaire. À titre d'exemple, plutôt que de demander aux participants de définir ce qu'est la nation hongroise, ils étaient invités à raconter quand et comment ils ont pris conscience de vivre dans un pays s'appelant la Hongrie, ou encore ce qui leur vient en tête en entendant le mot « nation ».

La grille d'entretien a été construite autour de deux axes correspondant aux deux aspects de la question de recherche : le nationalisme hongrois et l'hégémonie du populisme de droite. Le premier axe, central à cette thèse doctorale, constituait le cœur de la grille d'entretien²⁶. Les questions formulées y amenaient les participants à aborder leur propre conception de ce qui fait la nation hongroise. De façon complémentaire, cet axe visait en outre à questionner les participants sur la place qu'occupent la nation et le nationalisme dans leurs convictions ou leurs choix politiques. Le second axe découlait quant à lui du premier : il amenait le participant à établir un lien entre ses propos sur le nationalisme hongrois et le discours du *Fidesz* ou, plus largement, avec l'hégémonie du populisme de droite hongrois.

Cependant, si les deux axes qui viennent d'être présentés structurent la grille d'entretien, ils n'ont pas été mobilisés explicitement dans la formulation des questions posées aux participants. En effet, mentionner directement à ces derniers des éléments pourtant centraux à la recherche, comme le « nationalisme » ou l'« hégémonie du *Fidesz* », risquait de fausser les propos des participants, en introduisant des concepts qu'ils n'aborderaient pas nécessairement de cette manière. Cela nous aurait éloignés d'une démarche axée sur l'analyse du sens commun et aurait

²⁶ La grille d'entretien est présentée en Annexe C.

pu pousser des participants à accorder de l'importance à ces concepts dans leurs réponses, sans que ceux-ci ne fassent nécessairement partie de leurs propres préoccupations politiques.

Plusieurs tactiques ont été mobilisées afin de remédier à cet écueil. D'abord, la première partie de l'entretien était consacrée au participant lui-même, avec des questions portant sur sa propre histoire de vie et son quotidien. À partir de ces éléments, l'entretien glissait doucement vers des questions pointant vers des enjeux politiques. En seconde partie, la situation politique hongroise était abordée en se collant autant que faire se peut à la perspective du participant, et sans aborder les deux axes susmentionnés dans les questions posées. Il s'agissait ainsi d'amener le participant à exprimer quel rapport il entretient avec la politique et de déterminer si le nationalisme fait d'emblée partie de ses préoccupations. Ce n'est que dans les parties subséquentes que les axes concernant le nationalisme hongrois et l'hégémonie du populisme de droite étaient introduits.

Ensuite, les questions posées évitaient de mentionner directement les concepts centraux de la recherche, et visaient plutôt à aborder ces enjeux avec des termes et des formulations indirectes. À titre d'exemple, plutôt que de parler d'« identité nationale », il était question de ce en quoi consiste « être hongrois ». Finalement, le cadre semi-directif permettait un passage subtil d'un axe à l'autre, de manière que le participant intègre progressivement de nouveaux éléments à sa prise de parole, en évitant ainsi de donner l'impression de « sauter » entre les axes de recherche selon un schéma préétabli.

3.3.4 Le déroulement des entretiens

Les entretiens, dont la durée a varié entre 50 minutes et quatre heures, se sont tenus dans des lieux choisis par les participants. Ceux-ci étaient encouragés à sélectionner des endroits où ils se sentaient les plus à l'aise possible pour s'exprimer. Partant du postulat que tous les participants n'étaient peut-être pas familiers avec des procédés comme le consentement écrit et craignant qu'une telle procédure puisse être considérée trop formelle et entraver le naturel des entretiens, l'obtention d'un consentement verbal a été privilégiée, comme suggéré par l'article 3.12 de *l'Énoncé politique des trois conseils : L'Éthique de la recherche avec les êtres humains (EPTC2)* (2018, pp. 51-52) publié par le gouvernement du Canada. Les conversations qui ont suivi ont été sauvegardées grâce à un enregistreur numérique et conservées sur un disque dur externe protégé,

afin de garantir la confidentialité et l'anonymat des matériaux. Par la suite, aux fins de l'analyse discursive, ces conversations ont été retranscrites en langue originale. Ces *verbatim* ont eux-mêmes été conservés sur un disque dur externe protégé. En outre, aucune donnée permettant d'identifier personnellement les participants n'a été sauvegardée ou utilisée dans le cadre de la recherche, ce dont les participants ont été informés au préalable. Les participants n'ont pas été indemnisés pour leur participation.

3.4 Analyser le sens commun nationaliste : la méthode d'analyse du corpus

Le corpus constitué dans le cadre des entretiens semi-directifs menés sur le terrain a fait l'objet d'une analyse discursive. À la suite de Carassik (1996), la parole analysée est considérée comme

aussi hétérogène et complexe que le sujet peut bien l'être. Et on posera que la parole est ce lieu, ou plutôt cet instant créateur, totalement éphémère, où le sujet réalise son unité indispensable, unité aussitôt dite aussitôt évanouie, parfois démentie au moment même de son énoncé, et qui est toujours à reconstruire. (Carassik, 1996, p. 109)

La parole des participants, sous condition qu'elle réponde aux caractéristiques du discours nationaliste, est ainsi appréhendée comme un moment – toujours contingent, temporaire et instable – de la construction du nationalisme hongrois dans le sens commun. Dans cette optique, ces paroles doivent être considérées comme des productions singulières, hétérogènes et uniques sans toutefois être originales et indépendantes, car reproduisant potentiellement des signifiants et des pratiques articulatoires de discours (partisans, institutionnels, etc.) qui sont, eux, des productions collectives. Les paroles collectées servent ainsi de porte d'entrée vers les éléments signifiants et les modes d'articulation qui constituent et reconstituent le discours nationaliste hongrois. Par conséquent, le choix d'une approche d'analyse du discours doit non seulement être cohérent avec le cadre d'analyse précédemment posé, mais aussi avec cette conception du rapport entre parole et discours. Les différentes approches et méthodes de l'analyse du discours ont, en effet, des implications théoriques et méthodologiques divergentes (Jørgensen et Phillips, 2002, p. 1). Si elles ont pour point commun de s'inscrire dans une partie des postulats ontologiques et épistémologiques de la perspective discursive, et de toujours chercher à inscrire le corpus étudié dans son contexte (Maingueneau, 2005, p. 66), les orientations méthodologiques qu'elles mettent de l'avant peuvent connaître d'importantes variations. Ainsi, dans le cadre de cette thèse, les orientations générales et l'outillage conceptuel de la théorie du discours de Laclau et Mouffe (tels

que présentés dans le cadre d'analyse) sont adaptés à une structure méthodologique inspirée de l'analyse thématique telle que présentée par Paillé et Mucchielli (2016).

3.4.1 Théorie du discours et analyse thématique

L'ouvrage canonique de Wodak *et al.* sur l'identité nationale autrichienne, menée dans une optique de CDA, suggère d'emblée d'envisager sérieusement cette avenue méthodologique du fait de la proximité de son sujet d'étude avec celui de cette thèse. Cela d'autant plus que les auteurs y conçoivent l'identité nationale comme une construction discursive (Wodak *et al.*, 2009, p. 22) et que la CDA prône l'inclusion d'une démarche de terrain dans sa méthodologie (Wodak, 2001a, pp. 69-70). Or, cette avenue se bute aux présupposés théoriques de la CDA qui, eux, sont incompatibles avec la perspective adoptée par cette thèse. Ainsi, pour la CDA, l'entretien vise moins à saisir dans la parole le moment éphémère et particulier d'un discours, que de « comprendre l'impact du discours des élites^{XIII} » (Wodak *et al.*, 2009, p. 3), ce qui implique que le nationalisme ne pourrait qu'être une création de ces mêmes élites. De même, le découpage de grands axes thématiques à partir de la revue de littérature scientifique préalable (Ibid, p. 30) court le risque de conduire à donner au corpus un sens existant *a priori* et à adopter une approche statique du discours, en considérant celui-ci comme « une totalité » achevée et donc d'emblée déjà catégorisable, là où il devrait plutôt être conçu comme « un système de règles » en perpétuelle transformation (Maingueneau, 1984, p. 9). En ce sens, l'objectif de l'analyse discursive menée dans le cadre de cette thèse est moins d'établir une nomenclature ou une grille des stratégies discursives déployées au sein des discours nationalistes (Wodak *et al.*, 2009, pp. 36-42), que de comprendre « comment chaque discours constitue le savoir et la réalité, les identités et la réalité sociale^{XIV} » et entre en relation avec d'autres éléments signifiants (Jørgensen et Phillips, 2002, p. 51).

Cette différenciation s'ancre dans des conceptions différentes de la relation entre discours et pouvoir. La CDA considère le pouvoir comme quelque chose que l'on détient et que l'on utilise ; le discours n'est en ce sens pas en lui-même porteur de pouvoir, mais un élément qui est mobilisé par ses détenteurs pour construire des relations de domination (Wodak, 2001b, pp. 10-11), ce qui en fait de l'idéologie (Chouliaraki et Fairclough, 1999, p. 26). Dans cette logique, l'un des objectifs la CDA est de révéler les relations de domination telles qu'elles sont voilées par les

discours idéologiques (Wodak, 2001b, p. 2). Il existerait donc, par-delà le discours, une réalité qui existe indépendamment de celui-ci et que le discours peut contribuer à maquiller (Fairclough, 2001, p. 122). Dans cette optique, il pourrait être aisé de glisser vers une conception du nationalisme comme une idéologie élitare visant à camoufler de « vraies » relations de domination.

Au contraire, dans la perspective de la théorie du discours, le pouvoir n'est pas quelque chose que l'on détient, mais qui circule à travers le discours et est producteur du social (Jørgensen et Phillips, 2002, p. 14). Les relations de pouvoir sont donc inhérentes au langage et au politique, de sorte que la notion de voile idéologique n'a pas sa place, pas plus que le présupposé selon lequel il existerait une « vraie » réalité sociale par-delà le discours. En ce sens, le nationalisme n'est pas approché comme une idéologie ou une mystification, mais comme une manière de construire le social (Torfing, 1999, pp. 195-196), et l'analyse discursive doit précisément servir à cerner cette « manière ».

La théorie du discours de Laclau et Mouffe souffre cependant de ne pas avoir été formellement traduite en une méthode d'analyse et d'être centrée sur l'analyse des discours des grandes figures ou mouvements politiques (Jørgensen et Phillips, 2002, pp. 20-24). Jørgensen et Phillips ont cependant fait la démonstration que l'outillage conceptuel développé par cette théorie peut être mobilisé dans le cadre d'autres méthodes d'analyse (Ibid, pp. 50-54), à condition d'adapter celle-ci à la spécificité de la recherche en question. L'analyse thématique décrite par Paillé et Mucchielli est apparue comme jumelable à l'outillage conceptuel de la théorie du discours. Elle consiste en « la transposition d'un corpus donné en un certain nombre de thèmes représentatifs du contenu analysé et ce, en rapport avec l'orientation de recherche » dans le but de « relever tous les thèmes pertinents » et de « tracer des parallèles ou de documenter des oppositions ou divergences entre les thèmes » afin de « construire un panorama au sein duquel les grandes tendances du phénomène à l'étude vont se matérialiser » (Paillé et Mucchielli, 2016, p. 236).

Du point de vue de l'analyse discursive, cette méthode a deux avantages. D'une part, elle épouse le caractère hétérogène du discours : en effet, chez un même participant, une même prise de parole, voire une même phrase contient parfois des éléments contradictoires. En appliquant un découpage par thème faisant abstraction de la structure syntaxique des phrases (une même phrase

pouvant être découpée en plusieurs thèmes), les unités de sens sont détachées de leurs émetteurs et inscrites dans un « tout » discursif qui ne perd rien de son hétérogénéité tout en soulignant le caractère collectif des significations produites, l'objectif étant d'analyser les thèmes, les signifiants et leurs articulations, et non les paroles en tant que propos individuels²⁷. D'autre part, l'analyse thématique, parce qu'elle vise non seulement à identifier des thèmes, mais aussi à les mettre en relation par l'élaboration d'un arbre thématique, permet de dégager les « éléments systématiques » du sens commun produit par les participants, à travers des récurrences, des mises en équivalence, des oppositions, etc.

Dans le cadre de cette recherche, le processus d'analyse thématique a été réalisé en recourant au logiciel d'analyse qualitative Nvivo. Une première phase a consisté à découper l'ensemble du corpus en une série de thèmes qui étaient générés au fil de sa lecture. À ce stade, la fonction du thème est simplement de « cerner ce qui est abordé dans l'extrait du corpus correspondant » (Paillé et Mucchielli, 2016, p. 246). Une seconde phase de l'exercice a ensuite consisté à regrouper tous ces thèmes disparates en un nombre restreint de catégories, de sous-catégories, de thèmes et de sous-thèmes de manière à constituer un arbre thématique qui donne une vue d'ensemble sur le corpus et les liens qui unissent les différents éléments le composant (Paillé et Mucchielli, 2016, p. 261). Par la suite, l'analyse discursive a été réalisée en parallèle à la rédaction des chapitres de présentation des résultats, autorisant ainsi une synthèse progressive de ceux-ci.

3.4.2 L'analyse discursive

Les outils conceptuels utilisés dans l'analyse thématique découlent de la théorie du discours présentée précédemment dans le chapitre 2. Ils ont été mobilisés afin d'analyser les différents éléments signifiants, de dégager les relations qui les unissent l'un à l'autre et à l'ensemble des propos du participant, et de comprendre comment ils produisent du sens.

²⁷ Certes, dans certains cas, il peut être pertinent de se rapporter à un propos soulignant une trajectoire ou une opinion individuelle, par exemple lorsque vient le temps de déterminer les orientations politiques des participants. Pour ce faire, des catégories séparées – et non intégrées à l'arbre thématique – ont été créées dans le logiciel utilisé pour effectuer l'analyse thématique.

Au cours de l'analyse a également été portée une attention particulière à deux points soulevés par Myers et Abell (2008) quant à l'analyse discursive des entretiens menés sur le terrain. D'une part, l'analyse a pris en compte le « co-texte », c'est-à-dire non seulement les signifiants en eux-mêmes, mais aussi l'ordre de leur agencement. En d'autres mots, cela consiste à analyser l'usage d'un signifiant particulier, mais aussi d'examiner par quel autre signifiant il est précédé ou suivi (Abell et Myers, 2008, pp. 152-153). D'autre part, il s'agit de prêter attention aux « liens intertextuels », c'est-à-dire à la citation ou à la paraphrase d'éléments signifiants produits par d'autres acteurs. Une attention particulière a également été portée aux lieux communs employés par les participants, c'est-à-dire des raisonnements ou des faits qui semblent pris pour acquis sans qu'il ne semble nécessaire de développer ou d'argumenter davantage parce qu'ils « vont de soi » (Ibid, pp. 153-154), ce qui constitue une porte d'entrée pour accéder au sens commun.

L'analyse discursive a conduit à dégager des modes et thèmes transversaux qui sont communs à l'ensemble des branches de l'arbre thématique. Les modes transversaux désignent différents types de pratiques discursives par lesquelles les participants construisent la nation au fil des entretiens, et renvoient à l'outillage conceptuel de la théorie du discours : frontières, antagonisme, identité collective, relation nous/eux, affects, etc. Les thèmes transversaux désignent quant à eux des thèmes qui traversent plusieurs catégories et sous-catégories de l'arbre thématique. Ils sont alors considérés comme des signifiants structurant le sens commun nationaliste produit par les participants.

Les résultats de l'analyse ont ensuite été mis en dialogue avec la revue de littérature scientifique exposée aux chapitres 4 et 5, en prenant pour point de départ les questions suivantes :

- Les paroles enregistrées présentent-elles des éléments signifiants et des modes d'articulation renvoyant aux différentes tendances du nationalisme hongrois mises en évidence par la littérature, et si oui de quelle manière ?
- Les paroles enregistrées portent-elle des éléments signifiants et des modes d'articulation renvoyant au nationalisme du *Fidesz* et du populisme de droite hongrois tel que mises en évidence dans la littérature, et si oui de quelle manière ?

Outre de répondre à nos questions de recherche, cette analyse a également visé à dégager des éléments nourrissant la réflexion autour du point de départ de notre problématique, c'est-à-dire l'hégémonie du populisme de droite en Hongrie. En ce sens, le lien entre le nationalisme hongrois et l'hégémonie du *Fidesz* a été particulièrement scruté, mais également d'autres thématiques renvoyant à la politique hongroise en général. Les résultats se rapportant à celles-ci, regroupés sous la catégorie « rapport à la politique », sont l'objet d'un chapitre séparé, avant d'être mobilisés dans l'interprétation des résultats.

3.5 Considérations réflexives sur le travail de terrain

Concluons la présentation de cette démarche méthodologique avec quelques réflexions quant à notre propre position de chercheur, et ce dans une posture réflexive (Weber et Beaud, 2010, p. 14) qui invite à écrire ce passage à la première personne du singulier. D'abord, il me faut ici souligner mes propres relations avec le milieu d'étude sélectionné. Je suis d'origine hongroise, et ma famille dans ce pays est originaire du village de Rákóczifalva, situé à quelques kilomètres de Martfű. Plusieurs parents éloignés habitent d'ailleurs à Martfű, et c'est à travers eux que j'ai appris à connaître l'endroit. Dans le cadre du travail de terrain, cela a présenté des avantages et des inconvénients. Au premier chef, et c'est là un avantage non négligeable, mes contacts me garantissaient une entrée relativement aisée et rapide dans ce milieu d'interconnaissance. D'ailleurs, je connaissais certains participants préalablement à la réalisation de la thèse. À la suite de Gaxie et *al.*, je postule que cette configuration n'est pas problématique d'un point de vue méthodologique, puisque d'une part il n'existe pas de situation d'entretien parfaitement « neutre », et que d'autre part une relation de confiance mutuelle entre chercheurs et participants peut favoriser la franchise de ces derniers (2010, p. 55). Au rayon des inconvénients toutefois, il m'a fallu prendre garde à ce que ces relations ne m'amènent pas à me cantonner à des individus ou à un réseau déjà balisé. Les critères de sélection préliminaires énumérés plus haut, parce qu'ils visent à une diversification minimale du profil des participants, ont en partie fonctionné comme une garantie contre cet écueil. À cet effet, le recrutement par « effet boule de neige » a cependant montré certaines limites : les participants ayant conscience que l'entretien portait sur la politique hongroise, ils avaient tendance à me diriger vers des contacts qu'ils savaient être intéressés par ces sujets. Le corpus porte en ce sens un biais, étant composé très majoritairement de citoyens

relativement politisés²⁸, ce qui semble par ailleurs être un défi au sein des études qualitatives de manière générale (Ibid, p. 54).

Ensuite, la question de l'équilibre à trouver entre « distanciation et proximité », un enjeu qui est toujours présent sur des terrains potentiellement « difficiles » (Boumaza et Campana, 2007, p. 9), peut également être soulevée. Compte tenu des thématiques abordées dans les entretiens, les opinions formulées pouvaient parfois venir heurter ma propre sensibilité politique. Avanza (2008) a souligné le dilemme auquel fait face le chercheur lorsqu'il se retrouve dans une situation où il « n'aime pas ses indigènes ». Elle soutient qu'une distance critique par rapport aux participants est possible, voire dans certains cas nécessaire, mais que cela implique des présences moins intensives sur le terrain, les limitant à une durée de deux mois (p. 55). Si de telles précautions sont pertinentes à prendre, il est cependant nécessaire de garder en tête qu'elles ne s'appliquaient que partiellement à ma propre démarche. D'une part, et contrairement aux enquêtes sur lesquelles Avanza s'appuie pour mener sa réflexion, cette recherche procède uniquement par entretien et sans observation participante : l'implication sur le terrain était donc moins intensive, car elle n'exigeait pas que je me « fonde » dans le milieu d'étude, mais plutôt que j'ouvre un dialogue avec les participants. D'autre part, cette thèse n'étudie pas le fonctionnement d'un parti politique ; si certains propos entendus et analysés pouvaient se révéler choquants, cela n'en fait en aucun cas une expérience comparable à celle d'être confronté, tous les jours, à une organisation avec laquelle l'on est en désaccord de manière globale. La recherche d'un juste équilibre entre distanciation et proximité était toutefois un souci constant durant les entretiens. Il s'agissait en ce sens d'adopter une attitude suffisamment souple et ouverte pour mettre en confiance les participants, sans toutefois tomber dans l'approbation systématique de leurs propos (Boumaza et Campana, 2007, p. 12).

Finalement, un autre écueil méthodologique aurait consisté à être entraîné dans un individualisme méthodologique centré sur la subjectivité des acteurs étudiés et prenant parti pour celle-ci (Revel, 1996, p. 24). La réponse à ce problème résidait encore une fois dans la pratique d'une distanciation critique, mais aussi dans le cadre d'analyse adopté par cette thèse. Il s'agissait en

²⁸ Ce qui explique aussi en partie la forte présence des enseignants parmi les participants.

effet de garder en tête qu'une identité individuelle n'existe pas en elle-même, mais qu'elle découle toujours « d'identités sociales plurielles » qui se construisent « à travers un réseau serré de relations » (Ibid, p. 24). La clé consistait alors à appréhender la parole en tant qu'expression individuelle d'un ensemble de relations discursives.

CHAPITRE 4

LE NATIONALISME HONGROIS, SON HISTOIRE, SES COURANTS ET SES SIGNIFIANTS

Le présent chapitre vise à analyser les manières dont les différents courants du nationalisme hongrois ont, au fil de leur histoire, construit la nation hongroise. Répertoire ceux-ci vise à nourrir l'analyse du corpus d'entretiens, qui leur fait d'ailleurs largement écho. Cette contextualisation a été constituée à partir de deux revues de la littérature scientifique, la première consacrée au nationalisme hongrois et la seconde au nationalisme du *Fidesz* (qui est l'objet du chapitre 5). Ces deux revues ne sont pas exhaustives : pour en assurer la faisabilité, elles ont d'emblée été limitées aux travaux produits depuis la fin du régime communiste (1989), à l'exception de quelques ouvrages canoniques. L'objectif était moins d'établir un portrait global de la littérature consacrée à ces objets que de dégager les signifiants structurants du nationalisme hongrois et de celui du *Fidesz*, et d'en esquisser une synthèse. À cet effet, comme c'est le cas pour le corpus d'entretiens, ce processus a été circonscrit à l'atteinte d'une « saturation progressive » des éléments identifiés.

Le tour d'horizon ici proposé fait la part belle aux diverses interventions de figures historiques, politiques ou intellectuelles qui ont contribué à construire le nationalisme hongrois depuis le 19^e siècle. D'une part, la plupart des courants du nationalisme hongrois peuvent être rattachés à l'une ou l'autre de ces figures. D'autre part, comme le souligne Bibó, les nationalismes d'Europe centrale et orientale doivent beaucoup à l'action de leurs intelligentsias, qui jouent un rôle important auprès des populations dans la légitimation et la caractérisation des « cadres nationaux » alors en construction (Bibó, 1993, pp. 162-163). L'histoire du nationalisme hongrois dépasse toutefois les écrits et les prises de paroles des intellectuels et des responsables politiques. Il est aussi le résultat de contextes géopolitiques, de politiques publiques, d'institutions, d'évènements, de mobilisations et de pratiques collectives, etc. Le présent chapitre fait donc également une large place à l'analyse discursive de ces différents aspects.

La première section de ce chapitre est consacrée à l'histoire de la Hongrie d'avant le nationalisme (du 9^e au 19^e siècle). La seconde à celle du nationalisme hongrois depuis son émergence au 19^e

siècle jusqu'à la transition post-communiste (1989-1994). La troisième section reprend les signifiants structurants identifiés dans les sections précédentes et regroupés par thèmes, afin d'en esquisser une synthèse.

4.1 La Hongrie avant le nationalisme

Peut-on parler, en Hongrie, de nation avant l'avènement des courants et des mouvements nationalistes ? À partir de quand un royaume féodal devient-il une nation ? Il s'agit là de vastes interrogations qui animent les études du nationalisme. Dans tous les cas, l'on ne peut appréhender le nationalisme hongrois sans évoquer ces signifiants hérités des siècles par lesquels il se construit et se légitime. Que l'on considère que l'histoire du *Hónfoglalás* (l'occupation du territoire par les magyars) ou celle du couronnement du roi István soient les moments fondateurs d'une histoire nationale ou des mythes posés comme tels *a posteriori*, il n'en demeure pas moins qu'ils constituent des signifiants importants du nationalisme hongrois, et ce jusqu'à aujourd'hui. Comprendre celui-ci nécessite donc de jeter un regard sur un passé plus ancien, qu'on le considère comme prénational ou prénationaliste.

Un tel parti pris requiert toutefois de résumer en quelques pages près de mille ans d'histoire. Afin d'aller à l'essentiel de notre démarche, nous nous limiterons à évoquer les grands thèmes associés à l'histoire du pays par le nationalisme hongrois, nécessaires pour comprendre son fonctionnement et ses différentes formulations.

4.1.1 *Hónfoglalás* (l'occupation du territoire)

Le nationalisme hongrois, lorsqu'il se pose la question des « origines », situe généralement celles-ci quelque part dans les steppes asiatiques, ce qui est conforme aux connaissances historiques. Le point d'origine exact des migrations qui ont mené les tribus magyares jusqu'au bassin des Carpates demeure toutefois sujet à débat entre historiens (et aussi entre nationalistes) qui pointent l'Asie centrale (Balogh, 2015, p. 197) ou plus vraisemblablement les deux versants de l'Oural (Kontler, 2002, p. 36; Molnár, 1996, pp. 11-12). Les magyars ont pour particularité de parler une langue de la famille linguistique finno-ougrienne qui la met à part (aux côtés de l'estonien et du finnois) des autres langues parlées en Europe (principalement indo-européennes) (Horel, 2021, pp. 63-66; Kontler, 2002, p. 34). Se dégage déjà ce qui deviendra un thème

important du nationalisme hongrois : le caractère à la fois fragile et unique d'une culture nationale dont la langue est isolée dans son aire géographique.

En 896, sous la pression d'autres tribus asiatiques, les sept tribus magyares alliées à des tribus kabares (d'origine turque) et menées par leurs chefs Arpád et Kurszán conquièrent et occupent le bassin des Carpates (Horel, 2021, pp. 43-44). Les magyars se sédentarisent dans ce nouveau territoire, qui est idéal pour l'agriculture (Molnár, 1996, p. 11). Ce processus, véritable mythe fondateur dans le nationalisme hongrois, est désigné comme le *Hónfoglalás*, c'est-à-dire littéralement « l'occupation de la patrie ». Il est ainsi étroitement associé à un signifiant structurant sur lequel nous n'aurons cesse de revenir : le territoire. Car c'est en cela que comme événement fondateur, le *Hónfoglalás* a sa spécificité : il raconte la rencontre entre un peuple distinct et un espace géographique qui sera considéré comme le sien.

4.1.2 *Államalapítás* (la fondation de l'État)

Il faut plusieurs décennies marquées par des raids violents à travers l'Europe occidentale pour que la situation des magyars soit fixée dans le bassin des Carpates. La paix avec le Saint-Empire romain germanique ouvre un processus de consolidation de l'État, se confondant avec celui de rattachement à l'Occident chrétien (Hanák, 1991, pp. 20-22; Horel, 2021, p. 140; Molnár, 1996, pp. 24-29). Néanmoins, la Hongrie ne se détache pas entièrement du monde oriental : en témoigne l'influence prégnante de l'Empire byzantin, qui va de l'introduction de la monnaie à celle de l'orthodoxie grecque (Horel, 2021, p. 86; Molnár, 1996, pp. 30-32). En effet, le règne du prince Géza (972-997) est marqué par une politique d'équilibre entre l'Est et l'Ouest que l'on retrouvera chez nombre de dirigeants hongrois, et ce jusqu'à Viktor Orbán. Par-delà les intérêts et doctrines politiques du moment, une telle pratique est suggérée par la situation géopolitique du pays, qui, dès le 10^e siècle, est situé au centre de l'Europe et encadré par deux empires. Une condition géopolitique qui alimentera le nationalisme hongrois et les oppositions entre ses courants internes, souvent déchirés entre identification orientale ou occidentale.

Le couronnement de l'an mil a donc tout d'un deuxième mythe fondateur, tant par son poids symbolique et affectif que par les transformations politiques qu'il vient ainsi « couronner » : centralisation et modernisation étatique, christianisation à marche forcée, etc. (Horel, 2021, pp.

123-124; Kontler, 2002, pp. 55-56; Molnár, 1996, pp. 29-30). À l'an mil, le pape Sylvestre II fait parvenir au prince István (975-1038) une couronne qui fait de ce dernier le premier roi « officiel » de la Hongrie (Ibid, p. 34). Reconnu par la chrétienté, István devient ainsi « Saint István », la figure mythique « fondatrice de l'État hongrois ».

Arrêtons-nous un moment sur ce qu'implique ce signifiant « couronnement de l'an mil », souvent désigné en hongrois comme l'*Államalapítás* (« fondation de l'État »). La construction de l'« État²⁹ » hongrois, et d'une certaine manière le « progrès », sont associés à une reconnaissance par l'Occident *via* l'adhésion au christianisme, cette relation étant représentée par le couronnement lui-même. Mais la signification de celui-ci ne s'arrête pas là. En effet, au moment d'être couronné, István n'a prêté allégeance ni au pape, ni à l'Empereur du Saint-Empire romain germanique, ce qui fait dire à Molnár que « l'indépendance du nouveau royaume est préservée en même temps que la Hongrie est ancrée dans la chrétienté occidentale » (1996, p. 34). Ainsi, si la Hongrie rejoint l'Occident, si elle obtient sa reconnaissance, le couronnement ne signifie pas pour autant qu'elle s'y soumette entièrement : elle adhère certes à une tradition historique et religieuse et à une aire géopolitique, mais son autonomie politique, elle, est maintenue. Désormais, le diptyque regroupant « l'adhésion à l'Occident » et l'autonomie du pays (qui avec le temps deviendra l'indépendance nationale) traversera l'histoire hongroise jusqu'à aujourd'hui.

4.1.3 Invasions et effondrements

Le *Hónfoglalás* et de l'*Államalapítás* sont ainsi porteurs des trois signifiants clés de l'imaginaire national théorisés par Anderson, et que bien des siècles plus tard le nationalisme hongrois mettra, sous une forme moderne, au centre de son discours : une communauté nationale distincte par sa langue, un territoire national dans le bassin des Carpates et un « État souverain » avec les symboles qui lui sont associés (la couronne, le roi István). Les siècles suivants seront cependant porteurs d'évènements à dimension antagonique, eux aussi structurant pour la construction de la nation.

²⁹ Du moins, c'est ainsi que la chose est perçue *a posteriori* dans l'histoire nationale – et, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, dans le corpus –, même s'il n'est pas question d'un État au sens moderne du terme.

En effet, en 1241 s'est constituée en Hongrie une société féodale cherchant à épouser le modèle occidental (Kontler, 2002, p. 66) et qui bénéficie d'une expansion territoriale avec les conquêtes de la côte Dalmate, de la Croatie et d'une partie de la Serbie d'aujourd'hui (Horel, 2021, p. 87; Molnár, 1996, p. 43). Toutefois, l'invasion mongole qui gagne le pays cette année-là a des effets dévastateurs (Hanák, 1991, p. 27). Ce bouleversement laissera des traces dans le nationalisme hongrois : la frontière orientale apparaît maintenant comme la source de menaces réelles, susceptibles de mettre en danger l'existence même du pays. En ces circonstances, cet Occident auquel la Hongrie a adhéré n'a été d'aucun secours. Cette relation d'équivalence (Hongrie, pays frontalier - menace existentielle - Occident indifférent) sera mobilisée par certains courants du nationalisme hongrois, et ce jusqu'à Viktor Orbán.

La reconstruction menée par le roi Béla IV (1206-1270) marque aussi une diversification ethnique et confessionnelle du pays. Lors de la conquête et de l'occupation du territoire trois siècles plus tôt, les magyars avaient assimilé les populations qui vivaient dans le bassin des Carpates. Cette fois, ils sont rejoints par des populations musulmanes, juives, orthodoxes et païennes, allemandes, wallonnes, cumanes, russes, roumaines, polonaises, etc. (Ibid, p. 29; Kontler, 2002, p. 81). Si, des siècles plus tard, la tension entre hétérogénéité et homogénéité ethnoculturelle et l'enjeu de l'assimilation seront l'objet de bien des batailles politiques, dans le contexte de l'époque, celui d'une société féodale stratifiée où il n'existe pas d'identification nationale, une telle diversification ne pose pas de problème, étant même reconnue par l'État (Molnár, 1996, p. 137). Il s'agit d'un autre signifiant central du nationalisme hongrois : l'affirmation, fort consensuelle encore aujourd'hui (Balogh, 2015, p. 197), du caractère ethniquement hétérogène de la nation.

La reconstruction du pays conduit également, à travers la décentralisation et la délégation de grands domaines seigneuriaux, à un renforcement du pouvoir de la noblesse (Hanák, 1991, pp. 29-30; Molnár, 1996, p. 51). Cela pèsera longtemps sur le nationalisme hongrois, traversé jusqu'à aujourd'hui par une tension entre nationalisme des élites et nationalisme démocratique. Les luttes constantes entre pouvoir royal, grands seigneurs et petite et moyenne noblesses conduiront à l'élaboration de la doctrine de la Sainte Couronne (Ibid, p. 71). Cette doctrine stipule que la

couronne – l’institution du pouvoir royal, mais aussi l’objet³⁰ en lui-même – est la source de la souveraineté du pays. Dans cette optique, le roi n’est pas détenteur de la souveraineté, mais se contente de l’exercer. À partir du Moyen Âge tardif, il est désigné par l’assemblée des nobles : en d’autres mots, la Sainte Couronne n’appartient pas à la fonction royale, mais au pays en entier, incarné par la noblesse (Jakab et Sonnevend, 2012, p. 4; Kovács, 2015, p. 2; Péter, 2003, pp. 433 ; 445-446). Au 16^e siècle, le *Tripartitum* rédigé par le juriste István Werbőczy vient asseoir cette interprétation : les nobles (et le clergé), parce qu’ils possèdent des parcelles du territoire, sont considérés comme « membres de la couronne » et d’une *natio Hungarica*, et ce peu importe leurs origines ethniques. En revanche, la majorité des habitants du pays, qu’ils soient paysans ou bourgeois, en sont exclus (Gyurgyák, 2007, p. 26; Kovács, 2015, p. 2; Molnár, 1996, p. 141; Péter, 2003, p. 451). La *natio* n’équivaut pas encore à la nation au sens moderne du terme, mais elle n’en constitue pas moins un « nous », une communauté politique ancrée dans un territoire et délimitée selon la position sociale.

La même période voit aussi un retour de l’expansionnisme hongrois, qui aura pour conséquence d’affaiblir les états balkaniques voisins au moment où une nouvelle menace se profile à l’est (Horel, 2021, p. 215; Molnár, 1996, p. 76). En 1526, à la bataille de Mohács, l’armée hongroise subit une défaite décisive face à l’Empire ottoman. L’événement entraîne la division du territoire hongrois en trois provinces sous domination étrangère, et ce pour un siècle et demi : la Grande Plaine centrale et Budapest sont sous contrôle direct de l’envahisseur, l’ouest du Danube est mis sous tutelle des Habsbourg et la Transylvanie devient une région relativement autonome de l’Empire ottoman (Horel, 2021, pp. 97-99; Kontler, 2002, pp. 141-142). Les conséquences pour le développement de la Hongrie, en particulier pour la province centrale, sont catastrophiques : la natalité s’effondre et l’économie stagne, poussant le pays à la périphérie de l’Europe. Dans un même temps, dans ce territoire divisé dont l’État s’est effondré, l’assimilation à la majorité magyare des groupes ethnoculturels (serbes, roumains, etc.) dont ottomans et Habsbourg encouragent l’immigration, est bloquée (Kontler, 2002, pp. 166-167; Molnár, 1996, pp. 134-137).

³⁰ Celle-ci est censée avoir été portée autrefois par le roi István. Dans les faits, il y a consensus chez les historiens pour affirmer que la couronne a plutôt assemblée *a posteriori* quelque part entre le 11^e et le 15^e siècle (Péter, 2003, pp. 224-225).

4.1.4 La noblesse hongroise face à l'occupant

Les invasions mongoles et ottomanes sont ainsi porteuses d'autres signifiants structurants du nationalisme hongrois : la fragilité de la nation et son corollaire, c'est-à-dire les menaces venues de l'étranger. Face à elles va se dégager un autre signifiant structurant : la résistance et la lutte contre l'envahisseur, par lesquelles la nation s'affirme et se constitue (Horel, 2021, p. 61). Durant cette période, la noblesse se présente toujours comme gardienne des intérêts de la *natio Hungarica* face au pouvoir étranger (Molnár, 1996, pp. 141-142). L'occupation ottomane est cependant marquée par des évolutions importantes pour le développement ultérieur du nationalisme. Ainsi, dans le contexte de la Réforme sont publiés les premiers livres (dont une encyclopédie) écrits en langue magyare (Hanák, 1991, p. 71; Horel, 2021, pp. 64-65) : c'est le début d'un lent processus qui s'accélérera au début du 19^e siècle et qui fera du hongrois la langue de la nation ; d'ici là, la langue officielle, la langue des élites, demeure le latin (Törnquist-Plewa, 2000, pp. 187-188). Puis, une alliance entre la noblesse hongroise et les Habsbourg parvient, en 1699, à repousser les ottomans hors du pays (Molnár, 1996, pp. 182-184). Mais cette victoire a un prix : l'intégration à l'empire des Habsbourg, une situation à laquelle la noblesse « patriote » va s'opposer.

En 1703 éclate la révolte menée par le prince Rákóczi contre le pouvoir impérial. S'y répand l'usage des termes *kuruc* et *labanc*, désignant respectivement les partisans de Rákóczi et ceux de l'empire (Horel, 2021, p. 27; Molnár, 1996, pp. 186-189). Ces deux termes et la frontière politique qu'ils dessinent résonneront dans les décennies et siècles à venir. Cependant, après huit ans de combats, la révolte de Rákóczi est brisée, dans une défaite aux airs de victoires, puisqu'elle comporte des gains certains pour les insurgés, comme le respect de la « constitution » de la noblesse (Hanák, 1991, p. 77; Molnár, 1996, pp. 187-191). Au courant de 1722-1723, la mise en place d'une Diète de la noblesse hongroise, « gardienne de la Constitution nationale », est officialisée par la loi impériale. La Hongrie se retrouve dans une situation de double pouvoir, avec d'un côté l'État impérial et de l'autre la noblesse hongroise, celle-ci bénéficiant désormais d'une importante autonomie (Kontler, 2002, p. 189; Molnár, 1996, pp. 194-195). Les institutions qui seront le foyer du nationalisme hongrois au siècle suivant sont alors en place.

4.1.5 L'étincelle Joseph II

Le 18^e siècle voit ainsi le territoire hongrois presque réuni³¹ (Ibid, pp. 193-194). Sa population est quant à elle plus hétérogène que jamais, une tendance que les politiques d'immigration habsbourgeoises ne font que renforcer. En fait, plus de la moitié de la population n'est pas magyare (Kontler, 2002, p. 192). La langue magyare gagne toutefois en influence dans les couches éduquées de la population : la proportion de livres publiés dans cette langue monte à 33%, alors que ceux en latin baissent de 50 à 36% (Molnár, 1996, p. 211). Divisée ethniquement et linguistiquement, la population l'est aussi socialement : une masse de 80% de paysans est soumise à une noblesse représentant 5% de la population (cinq fois plus qu'en France à la veille de la Révolution), qui elle-même tend à se diviser entre un groupe majoritairement pauvre et une minorité qui s'enrichit. Une bourgeoisie très faible (1,5 à 2% de la population) complète le tableau (Krakovsky, 2019, p. 21; Molnár, 1996, pp. 205-208). Cherchant à rejoindre les voies de la modernisation ouvertes par les Lumières européennes, la Hongrie reste donc enlisée, à la veille de grands bouleversements, dans une configuration socioéconomique moyenâgeuse.

C'est cette situation qui est remise en question par les réformes modernisatrices et centralisatrices de l'empereur Joseph II, causant des conflits avec la noblesse hongroise. Dans cette entreprise, les privilèges de la noblesse hongroise sont des obstacles tout comme les particularités culturelles et linguistiques de l'ancien royaume. Joseph II veut abolir le découpage territorial en comitats (les fiefs de la noblesse) et mettre en place un impôt universel tout en refusant d'être couronné roi de Hongrie afin de ne pas être responsable devant la Diète hongroise. Il fait également de l'allemand l'unique langue officielle de l'empire. Si la plupart des réformes sont abolies à la veille de la mort de l'empereur, elles n'en suscitent pas moins une résistance farouche de la noblesse hongroise qui mobilise Rousseau et son *Contrat social* aux côtés du *Tripartum* de Werbőczy pour revendiquer la « souveraineté du peuple privilégié ». Cette articulation très particulière entre l'élitisme de la noblesse et les idées révolutionnaires sera, quelques années plus tard, caractéristique du nationalisme hongrois (Ibid, pp. 214-216).

³¹ La Transylvanie demeure administrativement séparée du pays.

La soudaine menace représentée par la réforme linguistique éphémère de Joseph II donne lieu à un élan culturel et linguistique autour de la langue magyare. En tentant d'investir l'allemand comme seule langue de l'État, l'empereur a fait de la question linguistique un enjeu de pouvoir, qui cristallise le conflit qui oppose la noblesse hongroise aux Habsbourg (Törnquist-Plewa, 2000, pp. 187-188). Cette dernière, parce qu'elle se confond avec la *natio Hungarica*, voit dans ses intérêts ceux de celle-ci, et inversement. Objet de l'affirmation du pouvoir étranger qui menace celui de la noblesse, la langue devient ainsi un signifiant représentant toute la *natio* et la frontière politique qui l'oppose à l'empire. Le rôle politique attribué à la langue entraîne un vaste mouvement de réappropriation, de modernisation et de standardisation de celle-ci. Entre 1790 et 1830, en parallèle aux conflits entre la Diète nobiliaire et Vienne, un courant intellectuel et littéraire né dans les salons de la noblesse pose les bases culturelles et linguistiques à partir desquels le nationalisme hongrois va prendre son envol, contribuant à cristalliser une identification commune de la population magyarophone et des autres groupes qui la rejoindront autour de ce qui sera bientôt appelé la « nation hongroise ». (Gyurgyák, 2007, p. 26; Horel, 2021, pp. 67-68; Molnár, 1996, pp. 225-227; Trencsényi, 2011, p. 300).

4.2 Le nationalisme en courants : le nationalisme hongrois de l'Ère des réformes au *Rendszerváltás*

Après un 19^e siècle dominé par un nationalisme libéral plus hétérogène qu'il n'y paraît à première vue, le nationalisme hongrois se divise dans la première moitié du 20^e siècle en divers courants. La taxinomie des courants nationalistes utilisée ici, qui a le mérite de la précision et de la concision, est reprise de celle établie par Gyurgyák (2007) dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'histoire du nationalisme hongrois. Les pages qui suivent sont donc structurées en fonction de ces courants, tout en s'efforçant de respecter autant que faire se peut la chronologie.

4.2.1 Face à l'Empire et aux minorités nationales : le nationalisme libéral

Le nationalisme libéral peut être qualifié de formation hégémonique, au sens où il organise l'ensemble du champ politique hongrois jusqu'à la première décennie du 20^e siècle, parvenant à produire une vision globale de la société hongroise tout en intégrant des tendances hétérogènes, voire contradictoires (Gyurgyák, 2007, p. 22; Trencsényi, 2011, p. 298). Cette hégémonie est porteuse d'idées qui balaient alors toute l'Europe. Elle doit aussi beaucoup à une configuration

géopolitique particulière, celle d'une « grande » Hongrie plus imaginée que concrète, qui se serait étendue de la côte dalmate à la Transylvanie et qui reste dominée par une noblesse anachronique, du moins au vu des standards du nationalisme occidental. Le nationalisme libéral s'effondre dans le sillage de la Première Guerre mondiale, en même temps que la configuration historique qui l'a vu naître. S'il est rejeté par ses successeurs, son empreinte sur ceux-ci demeure indéniable, tant demeurent vivaces les événements, les institutions, et les personnages qui y sont associés, les enjeux et conflits qu'il a eus à traiter, et les frontières politiques et les signifiants qu'il a articulés.

4.2.1.1 Le « nous » libéral et son « dehors »

L'Ère des réformes succède à l'élan culturel et linguistique suscité par le règne de Joseph II et aboutit à la Révolution de 1848. À la Diète nobiliaire réunie à partir de 1825 pour traiter spécifiquement des contentieux opposant le pouvoir impérial à la noblesse hongroise, des figures de la noblesse libérale comme Széchenyi, Kossuth ou Eötvös proposent des réformes démocratiques, fiscales, sociales et culturelles : liberté d'expression et liberté religieuse, autonomie accrue de la Diète et expansion de l'usage du magyar, voire même l'amélioration du statut des paysans hongrois (Hanák, 1991, p. 100; Molnár, 1996, pp. 228-232). C'est dans ce contexte que le nationalisme hongrois se cristallise véritablement. Les signes sont nombreux : composition d'un *Hymne national* par Kölcsey, développement du théâtre national avec la construction d'une première scène de langue hongroise à Pest en 1837, émergence d'une société civile où se multiplient clubs et associations en tout genre (Kontler, 2002, pp. 238 ; 242-243). Tout cela contribue à la construction d'une identification nationale dans une population jusque-là fortement divisée, que ce soit par la stratification sociale ou par la séparation administrative entre une Transylvanie protestante et le reste du pays majoritairement catholique (Molnár, 1996, p. 227).

Le nationalisme libéral qui domine toute la période n'est cependant pas homogène. Les désaccords opposant ses deux figures politiques emblématiques, Lajos Kossuth (1802-1894) et István Széchenyi (1791-1860), sont représentatifs des débats qui traversent ce courant (Molnár, 1996, pp. 234-236; Trencsényi et Kopeček, 2007, p. 226). D'une part, Kossuth accorde une place centrale à l'État et à l'indépendance nationale, faisant de l'empire des Habsbourg son « dehors », puisque c'est celui-ci qui priverait la nation de sa souveraineté (Gyurgyák, 2007, pp. 29-31). Sa

conception de la nation est ainsi marquée par le nationalisme de la Révolution française, tout en s'ancrant dans les traditions politiques de la noblesse hongroise. En effet, loin de rompre avec le concept traditionnel de *natio Hungarica*, le nationalisme de Kossuth est une entreprise de modernisation de celui-ci (Gyurgyák, 2007, pp. 23-24; Trencsényi et Kopeček, 2006, pp. 40-41). La nation hongroise nouvellement revendiquée entend rassembler tous les groupes ethnoculturels du pays au sein d'une même communauté politique. Pour ce faire, Kossuth postule que l'attribution de droits politiques à tous les individus – qu'ils soient magyars, slovaques, roumains, serbes, allemands – etc., amènerait naturellement ceux-ci à adhérer à la nation. (Gyurgyák, 2007, p. 22; Hofer, 1991, p. 154; Trencsényi et Kopeček, 2007, p. 226).

D'autre part, Széchenyi définit la nation en accordant une place importante aux signifiants de type ethnoculturels. Soutenant que chaque nation a un « génie national », il avance que le « génie » hongrois découle de son passé asiatique, ce qui est fait une nation orientale (Gyurgyák, 2007, p. 48; Trencsényi, 2011, p. 317). Les traits de ce « génie national » auraient leur source dans la langue, au point où un hongrois qui abandonnerait sa langue maternelle oublierait « tout ce qui lie un honnête homme à sa patrie^{XV} » (cité dans Trencsényi et Kopeček, 2007, p. 227). En contrepartie, Széchenyi craint l'acculturation et l'érosion de la nation sous l'influence des peuples voisins, considérant les hongrois comme vulnérables, entourés qu'ils sont par des peuples slaves et germaniques (Gyurgyák, 2007, p. 49; Trencsényi et Kopeček, 2007, p. 227), renvoyant au signifiant de la « menace existentielle ». Par conséquent, Széchenyi se montre très prudent quant à l'assimilation des minorités ethnoculturelles, reprochant à Kossuth son assimilationnisme radical (Molnár, 1996, p. 235; Trencsényi et Kopeček, 2007, pp. 224-226). Il réfute l'idée selon laquelle l'apprentissage de la langue hongroise suffirait à l'assimilation, la nationalité impliquant une identification plus profonde : « le battement de la langue n'est nullement la palpitation du cœur, et ainsi le locuteur hongrois même le plus éloquent n'est pas encore hongrois^{XVI} » (cité dans Gyurgyák, 2007, p. 50).

Dans un contexte où l'opinion publique s'enflamme contre la domination impériale, Kossuth, habile à mobiliser les masses, voit sa popularité l'emporter face à celle de Széchenyi, qui refuse la rupture avec Vienne. La vision du premier, propulsée par la Révolution de 1848, pénètre en profondeur le sens commun (Ibid, p. 36; Molnár, 1996, p. 236). La prégnance de ces deux figures doit certes aux événements qu'ils symbolisent, mais également à la marque qu'ils laissent sur les

débats au sein du nationalisme hongrois. Réunies dans une même formation hégémonique, les conceptions de Kossuth et Széchenyi nourriront, des années plus tard, des courants nationalistes opposés. Les années post-révolutionnaires verront ainsi ressurgir les idées de Széchenyi qui seront par la suite mobilisées par le nationalisme conservateur des années 1920-1930. Quant à la conception de Kossuth, l'on en retrouvera des traces dans les nationalismes antisystèmes de la première moitié du 20^e siècle. Ces deux figures dessinent déjà les lignes de fractures qui s'approfondiront après la Première Guerre mondiale : nationalisme démocratique et antisystème contre nationalisme conservateur, conception politique contre conception ethnoculturelle, etc. En attendant, dès l'Ère des réformes, le débat Széchenyi/Kossuth est révélateur des limites auxquelles le nationalisme libéral s'apprête à se heurter.

En effet, la Diète réformatrice devient le théâtre de conflits entre les députés se revendiquant de la nation hongroise et ceux issus des minorités ethnoculturelles. Ces nationalismes roumains, slovaques, serbes ou croates se revendiquent de groupes qui étaient jusque-là intégrés à l'empire des Habsbourg et à la Hongrie sans toutefois détenir d'institutions étatiques ni de territoire propre, à l'exception des croates (Molnár, 1996, pp. 230 ; 240-244). Par conséquent, à l'image de plusieurs peuples de la région, ils font de la langue et de la culture les signifiants privilégiés de leur identification nationale (Bibó, 1993, p. 137). Le choc avec le nationalisme hongrois est d'autant plus teinté d'incompréhension que deux conceptions radicalement divergentes de la nation se font face. En effet, là où le nationalisme libéral croit voir des revendications ethniques illégitimes, car sans ancrage dans une tradition étatique (Trencsényi et Kopeček, 2006, pp. 40-41), émergent en fait des revendications nationales tirant leur légitimité de la différenciation linguistique et culturelle. Cependant, l'affrontement n'a pas seulement une base théorique : les intérêts de toute une classe sociale sont en jeu. En effet, les revendications des minorités nationales impliquent une remise en question de l'intégrité territoriale de la Hongrie (Kontler, 2002, p. 242), chose inenvisageable pour les élites hongroises (Gyurgyák, 2007, pp. 41-42) qui depuis le Moyen-Âge se conçoivent comme membres de la couronne sur la base de leurs possessions foncières. Ces élites partageaient en outre une mentalité propre à leurs origines aristocratiques, qui était teintée d'un fort mépris de caste, et dont les minorités nationales faisaient les frais (Bibó, 1993, p. 384). Aux yeux de Kossuth et de ces camarades, l'assimilation à

la nation hongroise constituerait pour ces dernières un véritable « cadeau » transcendant leurs revendications nationales particulières (Gyurgyák, 2007, pp. 29-30).

Le nationalisme libéral est ainsi largement marqué par l'origine sociale d'une élite politique qui pendant des siècles constituait la *natio* elle-même. Dans un pays à la bourgeoisie très faible, mais à la noblesse nombreuse, le processus de modernisation a été pris en charge par cette dernière, sans toutefois conduire à une transformation des structures sociales remettant en question les privilèges nobiliaires (Korkut, 2012, p. 83). Ainsi, tout en initiant des réformes à portée universelle et à caractère démocratique, la noblesse, face aux revendications des minorités qui la contredisent tant dans ses aspirations (la nation politique à la française) que dans ses intérêts (l'intégrité d'un territoire national dont elle serait l'héritière « historique ») a pour réflexe de les balayer du revers de la main. En cette veille de révolution, le nationalisme libéral se déploie ainsi à travers une synthèse très particulière de ce que Bibó désigne comme le nationalisme démocratique et le nationalisme de caste (1993, p. 387). Son « dehors » est constitué à la fois par l'Empire et par les minorités nationales. Quant à son « nous », il articule la *natio* de la noblesse dirigeante et la nation rassemblant la population du pays dans son ensemble.

4.2.1.2 De la Révolution de 1848 au Compromis de 1867

La Révolution de 1848 éclate dans un pays où seulement 41,5% de la population est magyare³² et où le pouvoir impérial, soucieux de diviser pour mieux régner, soutient en sous-main les revendications des minorités nationales (Kontler, 2002, p. 252; Molnár, 1996, pp. 241-242). La Hongrie est donc très loin de cette France de 1789 que les nationalistes libéraux prennent majoritairement pour modèle : sa bourgeoisie est faible, ses clivages linguistiques sont exacerbés, et elle ne dispose pas d'un État souverain s'étant engagé dans un processus de centralisation (Gyurgyák, 2007, p. 36).

C'est la nouvelle des flambées révolutionnaires en France et en Autriche qui enclenchent les événements en Hongrie. Alors que Kossuth présente à la Diète de Pozsony (Bratislava) les

³² On compte en outre 24,4% de minorités de langue slave (slovaques, serbes, croates, ukrainiens, etc.), 19,3% de roumains, 11,6% d'allemands et 4% de juifs (Molnár, 1996, p. 241).

Revendications de la nation hongroise formulées en 12 propositions³³, le 15 mars la foule défile à Budapest. Les 12 points ainsi que le *Chant national* du jeune poète Sándor Petőfi sont massivement diffusés (Horel, 2021, pp. 179-181; Molnár, 1996, p. 248). Petőfi (1823-1849), né d'une mère slovaque, mourra au combat durant la Guerre d'indépendance avant de devenir le poète national hongrois (Ibid, p. 240; Trencsényi et Kopeček, 2007, pp. 440-441). Il est emblématique de cette jeunesse qui s'apprête à radicaliser le nationalisme de Kossuth, inspiré en cela par les travaux de l'historien Mihály Horváth. Celui-ci mettait de l'avant une conception populaire et démocratique de la nation, opposant une ancienne Hongrie rongée par le « colonialisme » et les inégalités à une Hongrie nouvelle émergeant de l'émancipation des masses populaires (Ibid, pp. 58-62). Cette conception de la nation alimentera les nationalismes antisystèmes du 20^e siècle.

La Révolution ne tarde pas à prendre un tournant radical. Aux prises avec ses propres troubles internes, Vienne commence par jeter du lest en entérinant les 12 propositions, mais l'accalmie est de courte durée. Les révolutionnaires hongrois se confrontent aux revendications des minorités nationales, qui sont rejetées (Hanák, 1991, pp. 111-112; Horel, 2021, pp. 182-186; Molnár, 1996, pp. 248-251). Le pouvoir impérial engage ensuite ses troupes contre le gouvernement hongrois. Dans ce qui est devenu la Guerre d'indépendance, Kossuth parvient à rallier autour de lui une vaste partie de la population, incluant les masses paysannes. Le 13 avril 1849, la rupture est assumée alors que l'Assemblée nationale vote la déchéance des Habsbourg. Après quelques succès militaires, vient la défaite : à l'été 1849, les armées du Tsar de Russie interviennent en appui aux Habsbourg, sonnant la déroute de l'armée hongroise et la fin de la Révolution (Hanák, 1991, pp. 112-115; Kontler, 2002, pp. 253-259).

Le souvenir de 1848 reste extrêmement vivace, s'inscrivant dans le sens commun, y compris auprès de la paysannerie (Horel, 2021, p. 192; Molnár, 1996, pp. 266-271). L'évènement aura contribué à intégrer socialement et politiquement, mais aussi symboliquement et affectivement, la

³³ Pleine liberté de la presse avec la suppression de la censure, égalité civique et religieuse, libération des prisonniers politiques, gouvernement responsable devant une Assemblée nationale siégeant à Budapest, réforme de la justice, fondation d'une Banque et d'une armée nationale, intégration de la Transylvanie au territoire national, impôt et taxation universels et abolition des redevances seigneuriales (Molnár, 1996, 248).

masse de la population à la communauté politique, du fait de ses réformes émancipatrices, de l'expérience populaire des combats dans l'armée nationale et du souvenir partagé de figures désormais mythiques comme Kossuth et Petőfi (Péter, 2003, pp. 466-467). La défaite bouleverse cependant les rapports de force au sein du nationalisme libéral. Les affrontements avec les minorités nationales et le soutien que Vienne apporte à celles-ci persuadent les élites nationalistes qu'elles représentent un danger existentiel pour la nation. Par conséquent, les minorités nationales en viendront à constituer le principal antagonisme du nationalisme libéral post-1848, au point de construire une frontière politique qui supplantera celle représentée par l'empire des Habsbourg et par les vieilles structures féodales. En 1848, l'influence de la dimension démocratique et populaire du nationalisme libéral a atteint son zénith ; avec la défaite c'est le pôle conservateur et son « réflexe » de caste qui prendront le dessus.

Durant les années 1860, une série de défaites militaires amènent les Habsbourg à tenter d'apaiser leurs relations avec les élites hongroises. En parallèle, des nationalistes réformistes menés par Ferenc Déák convainquent leurs collègues de s'engager dans une voie de compromis (Ersoy *et al.*, 2010a, p. 74; Molnár, 1996, pp. 273-276). Face à l'échec de 1848 et aux nationalismes minoritaires, ils affirment que l'insertion de la Hongrie dans l'empire des Habsbourg est la meilleure garantie du maintien de son intégrité territoriale, et que par conséquent la sauvegarde du lien impérial est dans l'intérêt national (Bibó, 1993, p. 392). Les efforts de Déák portent fruit avec le *Kiegyezés* (Compromis) de 1867. L'empire des Habsbourg, devenu Empire austro-hongrois, est partagé en deux monarchies constitutionnelles ayant en commun un même « Empereur-roi » aux domaines réservés (affaires étrangères et militaires) et une monnaie commune. Pour le reste, le Royaume de Hongrie est indépendant de l'Autriche et réintègre la Transylvanie à son territoire. L'année suivante, une nouvelle Loi sur les nationalités, l'une des plus « progressistes » en Europe, entérine le hongrois comme langue officielle, mais accorde aux minorités nationales le droit de pratiquer leur langue à l'école primaire et secondaire, dans les administrations locales, etc. (Molnár, 1996, pp. 275-281; Prigent, 2000, p. 8). La loi définit en outre la Hongrie comme une « nation politique unitaire et indivisible » dont tous les citoyens sont membres à parts égales nonobstant leurs affiliations linguistiques et culturelles. Elle reprend ainsi partiellement la vision d'une nation hongroise construite sur le modèle français tout en

prolongeant l'héritage de la *natio Hungarica* et de sa « constitution historique » (Gyurgyák, 2007, pp. 75-76).

Cependant, les représentants des minorités nationales ne tardent pas à rejeter le Compromis (Ibid, p. 23), celui-ci les laissant effectivement à la marge d'une architecture qui continue à les inféoder à la nation hongroise et qui insère celle-ci dans le camp impérial (Bibó, 1993, p. 407; Molnár, 1996, pp. 279-280). D'ailleurs, les élites nationalistes se distancient progressivement des politiques conciliatrices de Déák et adoptent une posture de plus en plus dominatrice, sans pourtant renoncer à l'ambition d'assimiler les minorités nationales (Hofer, 1991, pp. 155-156; Trencsényi, 2011, p. 345). Cette mutation du nationalisme libéral doit être mise en parallèle avec le processus de dé-démocratisation qu'il connaît durant la même période. En effet, de 1867 à la Première Guerre mondiale,

[é]tape par étape, le libéralisme hongrois en est venu à ne signifier rien de plus qu'un parlementarisme formel des classes supérieures, la préservation formelle de diverses libertés définies de manière restreinte [...] et la sanctification des doctrines économiques du laissez-faire^{XVII} (Hanák, cité dans Korkut, 2012, p. 84).

En effet, les élites hongroises craignent que l'extension des libertés démocratiques ne bénéficie aux revendications des minorités nationales et nuise à leurs intérêts de caste (Bibó, 1993, pp. 159-160). Par conséquent, le recul du projet de démocratisation et d'émancipation porté par l'Ère des réformes et la Révolution de 1848 ne peut que s'accompagner d'un rabougrissement d'une citoyenneté hongroise conçue comme identification commune par-delà les origines ethnoculturelles, celle-ci étant désormais réduite à un statut civique et juridique « co-impérial ». La conception politique de la nation hongroise jusque-là dominante tant alors à intégrer des signifiants ethnoculturels (Trencsényi, 2011, p. 343) déjà largement mobilisés par les nationalismes de la région et en continuité avec la conception de Széchenyi décrite plus haut. Désormais, il ne suffit plus que les minorités nationales adhèrent à une sphère publique hongroise : il faut qu'elles *deviennent* hongroises, ce qui se confond avec le fait de devenir magyares (Bauquet, 2006, pp. 162-163). Cette évolution, qui annonce l'émergence des nationalismes ethnique et conservateur de l'entre-deux-guerre, approfondira les conflits avec les minorités et contribuera à la première véritable césure du nationalisme libéral.

4.2.1.3 Césure dans le nationalisme libéral : l'opposition *polgári*

Le Compromis de 1867 ouvre la voie à une phase de modernisation très inégalitaire, où le développement du capitalisme côtoie le maintien de structures féodales (Hanák, 1991, p. 125; Molnár, 1996, pp. 280-286). Durant cette période, la population hongroise est ainsi divisée entre une minorité très riche (0,3% de la population) où se côtoient ancienne noblesse, grands industriels et propriétaires agricoles, une classe moyenne faible (5,2%), et le reste de la population composé à très vaste majorité de petits paysans, de paysans pauvres et de travailleurs agricoles (Ibid, pp. 289-300). Le terme hongrois *polgárosodás* traduit bien cet état de fait. Celui-ci signifie un « embourgeoisement », mais sans la connotation négative renvoyant à la *gentrification* ou encore à la définition marxiste du terme. En fait, le *polgár* est aussi bien un citoyen que le résident d'un bourg (« bourgeois »), c'est-à-dire un citadin appartenant à une classe éduquée, voire aisée, peu ou prou équivalente à la classe moyenne (Enyedi, 2015, p. 238; Fowler, 2007, pp. 104-105). Il peut donc avoir une connotation aussi bien progressiste que conservatrice.

Durant les années 1903-1906, une crise portant sur l'organisation de l'armée impériale (et entre autres sur l'usage du hongrois dans la troupe) oppose le gouvernement hongrois à l'Empereur, ce qui conduit à l'élection d'une majorité de députés résolument indépendantistes. Afin de dénouer l'impasse, l'Empereur propose d'élargir le droit de vote à tous les citoyens masculins maîtrisant la lecture et l'écriture du hongrois, ce qui inclut des pans entiers de la paysannerie et des minorités nationales, menaçant ainsi directement le monopole des élites dirigeantes sur le pouvoir politique (Bauquet, 2006, p. 169; Molnár, 1996, pp. 307-310). La situation fait écho à ce qui s'était passé plus d'un siècle plus tôt, du temps des réformes inabouties de Joseph II : « la volonté modernisatrice émane d'un souverain jugé hostile à l'idée nationale hongroise, alors que la défense des libertés de cette nation est le fait d'une aristocratie attachée au maintien de structures sociales archaïques » (Bauquet, 2006, p. 169). Face à ce dilemme, les élites politiques hongroises choisissent de préserver leurs privilèges et se plient aux conditions de l'Empereur (Id.). Les gouvernements subséquents, dominés par la figure d'István Tisza, vont être marqués par un « raidissement social, [une] crispation nationale[,] [une] surenchère verbale », des conflits exacerbés avec les minorités nationales (Karady, 2000, pp. 55-56) et une fidélité renouvelée au pouvoir impérial (Prigent, 2000, p. 11).

Dans ce processus, échaudés par le rejet de la réforme électorale proposée par l'Empereur, se sont détachés du nationalisme libéral les partisans du nationalisme démocratique hérité de 1848 (Ersoy *et al.*, 2010b, p. 275). Le courant dit des *polgári* ou *polgári radikális* (radicaux ou radicaux-civiques) émerge dans la crise de 1903-1906 en soutenant l'extension du droit de vote (Bauquet, 2006, pp. 169-170). Nourris d'idéaux démocratiques, socialistes et marxistes, ses partisans radicalisent le libéralisme hongrois tout en le détachant de sa dimension nationaliste. En effet, le nationalisme hongrois, apanage d'une élite dirigeante de plus en plus conservatrice et autoritaire, apparaît à leurs yeux comme le point d'appui de structures sociales archaïques (Id.). Cependant, deux de ses figures de proue, le politologue et homme politique Oszkár Jászi et le poète Endre Ady, portent un nationalisme radical-civique qui se fixe pour tâche principale de parvenir à lier patriotisme et socialisme, mais qui restera minoritaire au sein de ce mouvement politique (Gyurgyák, 2007, p. 188). Jászi rejette la prétention des nationalistes libéraux indépendantistes voulant qu'une nation hongroise devenue indépendante puisse faire abstraction des revendications des nationalismes minoritaires et poursuive son entreprise de domination (Jászi cité dans Ersoy *et al.*, 2010a, p. 330). Au contraire, il prône un front commun avec les minorités nationales en vue d'une ample démocratisation de l'Europe centrale. Dans cette optique, ce nationalisme *polgári* construit une frontière politique réunissant les masses populaires hongroises et les autres peuples de la région contre l'alliance « chauviniste » du féodalisme hongrois, du capitalisme financier et du pouvoir impérial (Ibid, pp. 319-322 ; 330).

Les nationalistes *polgári*, et leur mouvement de manière générale, sont l'objet d'une réaction brutale des élites dirigeantes nationalistes qui va culminer après la Première Guerre mondiale avec une virulente campagne du régime Horthy les blâmant des maux du pays et plus particulièrement de son démantèlement territorial (Gyurgyák, 2007, p. 157; Trencsényi, 2011, p. 356). Pour ce dernier et son antisémitisme bientôt institutionnalisé, les *polgári* et leurs nombreux dirigeants d'origine juive constituent une cible de choix (Ersoy *et al.*, 2010a, p. 322; Gyurgyák, 2007, p. 162). Ce mouvement en est donc venu à être une part constitutive de la frontière antagonique construite par le régime durant l'entre-deux-guerre.

4.2.2 L'entre-deux-guerres et la segmentation du nationalisme hongrois

La fin de la Première Guerre mondiale marque en Hongrie l'effondrement du pouvoir impérial et, après une brève, mais intense période révolutionnaire, la restauration de l'élite dirigeante traditionnelle. Celle-ci revient au pouvoir débarrassée du nationalisme libéral auquel elle s'identifiait depuis l'Ère des réformes. Le régime Horthy qui dirige la Hongrie jusqu'en 1944 met de l'avant un nationalisme conservateur « officiel », mais est aussi influencé – et concurrencé – par le nationalisme ethnique, et éventuellement par le nationalisme racial. En parallèle, les mouvements d'opposition des *népi* et des *urbánus* et le nationalisme de la gauche marxiste oscillent entre l'intégration plus ou moins assumée d'éléments tirés de ces courants et la franche opposition à ces derniers. La politique de la période est en outre structurée par un événement qui va marquer en profondeur le nationalisme hongrois, et ce jusqu'à aujourd'hui : le traité de Trianon.

4.2.2.1 Le traité de Trianon et la chute du nationalisme libéral

La Hongrie prend part à la Première Guerre mondiale en tant que membre de l'Empire (Kontler, 2002, p. 319). La situation donne un net avantage aux nationalismes des minorités nationales : les représentants de ceux-ci, présents dans les capitales adverses, peuvent faire entendre leurs arguments et peser sur les plans d'après-guerre, ce qui n'est pas le cas des nationalistes hongrois. En 1918, les pays membres de l'Entente entérinent les revendications indépendantistes des minorités nationales et la « reconnaissance de l'autodétermination des roumains de Transylvanie » (Molnár, 1996, pp. 318-323).

Quelques semaines avant la fin de la guerre éclate à Budapest la Révolution dite des reines-marguerites. Est mise en place une coalition gouvernementale dirigée par le comte « rouge » Mihály Károlyi et rassemblant le Parti de l'indépendance, le Parti social-démocrate et le Parti *polgári*. Au départ très populaire, la coalition proclame la République, réclame une paix séparée et l'indépendance nationale et lance un ambitieux programme de réformes démocratiques et sociales (suffrage universel, réforme agraire, droit à l'autodétermination des minorités nationales, etc.) qui braque les élites dirigeantes temporairement écartées du pouvoir. Au même moment, les Comités nationaux réunis par les représentants des nationalismes minoritaires proclament leur indépendance. C'est ainsi qu'est entamé le démantèlement de la Hongrie « historique », choquant

profondément l'opinion publique hongroise (Ibid, pp. 327-334; Prigent, 2000, pp. 12-13). En réaction, le gouvernement Károlyi est remplacé par un gouvernement révolutionnaire formé par le Parti communiste (Kontler, 2002, p. 334). Pendant 133 jours, l'éphémère République des conseils est, ironie de l'histoire, le seul régime à défendre concrètement le territoire de la Hongrie « historique » face au démantèlement décidé par l'Entente (Gradvohl, 2007a, p. 75). Ce bilan est cependant mis en péril par la politique intérieure menée au même moment : Terreur rouge, pénuries entraînées par la nationalisation de l'économie, blocage de la réforme agraire au profit de la collectivisation, etc. La défaite face à l'armée roumaine entraîne finalement la chute du régime (Krakovsky, 2019, pp. 111-112; Molnár, 1996, pp. 334-338).

L'armée blanche du contre-amiral Horthy, soutenue par les armées roumaines, s'empare du pouvoir et lance une vague de terreur sans précédent contre les militants de gauche et les juifs, cristallisant ainsi l'antisémitisme qui émergeait en Hongrie depuis quelques décennies et l'articulant à l'anticommunisme (Gradvohl, 2007a, p. 75). La République est abolie le 1^{er} mars 1920 et le parlement élit Horthy régent du Royaume de Hongrie, royaume qui restera dépourvu de monarque. Le 4 juin de la même année Horthy signe le traité de Trianon, qui entérine le démantèlement du territoire (Hanák, 1991, p. 180). Les conséquences du Traité affectent plus durement la Hongrie que ses alliés déçus. Elle perd les 2/3 de sa superficie, une part supérieure ou équivalente de ses infrastructures et de ses ressources naturelles, cinq de ses dix plus grandes villes et 3 millions et demi de magyars (il y en a alors 8 millions sur le territoire hongrois redessiné). La Transylvanie passe aux mains de la Roumanie, la Haute-Hongrie et la Ruthénie à la Tchécoslovaquie et d'autres sous-régions peuplées de magyars au royaume Serbe-Croate-Slovène et à l'Autriche (Ferwagner, 2015, pp. 2-3; Molnár, 1996, pp. 339-341).

Les contrecoups sur la politique hongroise sont immédiats et durables. Mentionnons-en trois. Premièrement, le régime Horthy oriente sa politique étrangère en réaction au traité, ce qui isole la Hongrie des autres pays de la région (Ferwagner, 2015, pp. 2-3; Molnár, 1996, p. 341) avant de la précipiter de nouveau dans la guerre. Deuxièmement, la représentation de la nation est modifiée. Comme le souligne Ferwagner, le traité de Trianon marque la « perte » d'un signifiant central du nationalisme hongrois : l'intégrité d'une unité territoriale imaginée comme « historique » (2015, pp. 1-2). À la suite de Bibó, il faut toutefois ajouter que la signification de cet événement dépasse sa dimension territoriale. Ce qui pénètre en profondeur le sens commun, c'est un amalgame entre

les territoires perdus peuplés par les anciennes minorités nationales et ceux peuplés par des magyars, le démantèlement du territoire *et* la cassure dans le peuple lui-même. L'injustice subie par les populations arrachées à la Hongrie se confond avec la nostalgie pour *tous* les territoires dits « historiques » (Bibó, 1993, p. 145). Ainsi, avec la « perte » de la « Hongrie historique » comme signifiant central, ce sont les contours de la nation qui se transforment. Dorénavant, celle-ci est associée à un nouvel espace territorial qui tend à être mis en contraste avec la « grande » Hongrie perdue et l'injustice subie par les populations magyares, injustice qui est vécue comme affectant toute la nation.

Troisièmement, Trianon enclenche une bifurcation dans le nationalisme hongrois. En effet, en Hongrie comme ailleurs en Europe, les affres de la guerre ont érodé la foi libérale dans un progrès universel (Korkut, 2012, pp. 94-95). De plus, avec l'effondrement de la Hongrie « historique », l'idée d'une communauté politique rassemblant divers groupes ethnoculturels est caduque (Hofer, 1991, pp. 153-157). Le groupe restant, les magyars, se pose désormais comme référence, d'autant plus qu'il autorise presque « naturellement » à établir un lien avec les locuteurs hongrois rattachés aux pays voisins. Dans cette nouvelle configuration, le nationalisme libéral et son articulation entre droits civiques et identification nationale sont décrédibilisés, et pris de vitesse par des courants nationalistes dont les conceptions apparaissent à la fois plus « simples », plus « naturelles » et plus « effectives » (Korkut, 2012, p. 93).

4.2.2.2 Face à Trianon : les courants nationalistes à l'ère Horthy

Si ces nouveaux courants nationalistes se nourrissent mutuellement sur certains points et s'opposent sur d'autres, ils ont en commun d'apporter des réponses au bouleversement que représente le traité de Trianon. Le premier d'entre eux, le **nationalisme ethnique**, redessine en profondeur le nationalisme hongrois, influençant de nombreuses forces politiques jusqu'à aujourd'hui (Gyurgyák, 2007, p. 219). Émergeant dans les années 1890 et inspiré de ses équivalents allemands et français (Ibid, p. 218; Hofer, 1991, p. 157; Krakovsky, 2019, p. 182), il associe la nation à l'ethnie. En fait, ses partisans usent du terme hongrois *faj*, qui traduit littéralement signifie « race ». Dans les faits, ce terme est polysémique et peut aussi bien signifier à une appartenance biologique qu'ethnoculturelle. Si, comme nous le verrons plus bas, le nationalisme racial mobilise la première signification, le nationalisme ethnique s'attache à la

seconde. La nation hongroise est ainsi conçue comme une « race unitaire historiquement formée » dans le bassin des Carpates et chrétienne depuis le roi István. Outre les signifiants ethniques et confessionnels, le nationalisme ethnique mobilise donc des éléments hérités du nationalisme libéral renvoyant à la continuité historique et étatique de la nation. Une proximité avec le nationalisme libéral s'observe également sur le plan de l'ouverture à l'assimilation. En effet, les nationalistes ethniques considèrent que la « race » hongroise n'est pas « pure » et que s'y assimiler est possible, à condition de s'engager à préserver la nation (Gyurgyák, 2007, pp. 220-222; Trencsényi, 2011, p. 373).

Toutefois, dans le nationalisme ethnique la nation ne se définit plus à travers la souveraineté, l'État ou les institutions, mais par un fond culturel substantiel (Ibid, p. 356) qui s'incarne dans un groupe social, la paysannerie. La mise à l'avant-plan de cette dernière témoigne de la place prépondérante qu'elle occupe alors dans les débats politiques, de par son poids démographique, sa condition miséreuse et les défis qu'elle pose à l'industrialisation (Krakovsky, 2019, p. 89). En plus d'être considéré comme le gardien de la culture nationale ancestrale, le paysan est aussi porteur d'un projet politique et social, cherchant à répondre au désenchantement suscité par la guerre et par un processus de modernisation foncièrement inégalitaire (Trencsényi, 2011, pp. 357-358). Dans cette optique, la paysannerie avec ses vertus de « simplicité, d'honnêteté et d'authenticité » constitue un modèle susceptible de conduire à une « régénération » morale de la nation (Krakovsky, 2019, pp. 99-100). La centralité politique des paysans contribue en outre à dessiner une frontière politique. À cet effet, le nationalisme ethnique opère une nette rupture d'avec le nationalisme libéral : la noblesse perd sa place comme cœur de la communauté nationale pour être remplacée par la paysannerie. Ce nouveau « nous » acquiert ainsi une dimension antisystème, ce qu'exprime cette citation de Dezső Szabó, écrivain et l'une des figures les plus en vue du nationalisme ethnique :

Son [le paysan] œuvre de conservation bénie a sauvé pour nous la langue hongroise lorsque ceux qui se maquillent en classe historique eurent extirpé tout mot hongrois, et ce même de la bouche de leurs domestiques. Son travail a été pendant mille ans à la base de toute fortune, de tout pouvoir : de toute vie. [...] [I]l est la classe historique hongroise^{XVIII}. (cité dans Gyurgyák, 2007, p. 236)

Szabó ne met pas seulement la paysannerie en opposition avec une noblesse qui l'a exploitée pendant des siècles, ce qui aurait limité le discours à sa dimension populiste. Il affirme que contre une noblesse qui se serait acculturée en rejetant la langue magyare, la paysannerie aurait préservé l'essence de la nation. Au déplacement radical du « nous » opéré par le nationalisme ethnique répond un mouvement parallèle du « eux » : le « dehors » n'est plus l'empire des Habsbourg qui empêchent la nation d'être souveraine ni les minorités nationales qui mettent en danger son unité, mais bien cette classe dirigeante acculturée qui en exploite le cœur et est étrangère à sa substance.

Dans le « dehors » du nationalisme ethnique, la noblesse est rejointe par la figure du capitaliste, qui est associée à celle du juif (Ablonczy, 2012, p. 39; Gyurgyák, 2007, p. 225). À cette époque les juifs sont très présents parmi les classes supérieures visées par les nationalistes ethniques : capitaux agricoles, milieux industriels et bancaires, professions libérales, etc. (Karady, 2000, pp. 67-68). Dans un contexte d'antisémitisme virulent, la figure du juif sert de liant aux divers signifiants antagoniques : elle est assimilée au système d'exploitation dont sont victimes les masses populaires *et* à « l'étranger » (Gyurgyák, 2007, p. 228). Ainsi, la frontière qui délimite la communauté politique est ethnicisée, comme la nation elle-même.

En somme, le nationalisme ethnique propose une alternative à la modernisation libérale, une « critique de la modernité depuis la modernité » (Trencsényi *et al.*, 2014, p. 3). Son projet de refondation de la nation autour des masses paysannes et de la « race » hongroise n'exclut pas les réformes sociales radicales ; en cela, il se confronte avec les intérêts des élites dirigeantes autrefois libérales et désormais conservatrices (Gyurgyák, 2007, pp. 217-218). Toutefois, si le nationalisme ethnique contribue durant l'ère Horthy à mettre de l'avant la question sociale, c'est surtout la dimension antisémite de son projet qui va être mise en œuvre (Ibid, p. 219 ; 253). En effet, ce courant n'a pas réussi à constituer une formation politique unitaire et autonome, et s'est divisé en quantité de micropartis, ou encore a tenté d'investir le parti au pouvoir (Ibid pp. 253-255). C'est à travers celui-ci que certaines de ses revendications – essentiellement des mesures antisémites et conservatrices – vont être mises en place.

Face à la subversion représentée par le nationalisme ethnique, les élites dirigeantes du régime Horthy vont rapidement comprendre la nécessité de construire un nationalisme d'État officiel, le **nationalisme conservateur**. En effet, si le régime Horthy est parfois associé au fascisme, il

s'agit surtout d'une tentative des élites dirigeantes hongroises de maintenir leurs privilèges face aux bouleversements entraînés par la chute de l'Empire. Ultraconservateur, autoritaire et antisémite, le régime ne s'appuie pas moins sur un parlement (élu au suffrage censitaire) et une forme d'État de droit (Krakovsky, 2019, p. 153; Molnár, 1996, pp. 343-344), ce qui marque une certaine continuité avec le régime libéral précédent, même s'il adopte une posture critique par rapport à celui-ci et présente le libéralisme comme « étranger » à la nation hongroise (Prigent, 2000, pp. 16-17; Trencsényi *et al.*, 2014, p. 36).

Cette continuité s'observe à d'autres égards. L'un des principaux théoriciens du nationalisme conservateur, l'historien Gyula Szekfű (Ibid, p. 251), considère que le traité de Trianon a périmé la conception libérale de la nation. Puisqu'elle a cessé d'exister dans sa forme « originelle » et que la nation est désormais divisée entre plusieurs États, la « grande » Hongrie ne peut plus servir de ferment de l'identification nationale. Par conséquent, le nationalisme conservateur articule des signifiants d'ordre politico-institutionnel comme la « nation unitaire » ou « l'État historique » à des signifiants culturels (Gyurgyák, 2007, p. 292 ; 327). Le nationalisme conservateur puise dans une tendance du nationalisme libéral (dont on trouve déjà des traces chez Széchenyi) qui s'était affirmée durant les années 1890 avec des contributions comme celles de l'historien Zsolt Beöthy ou du philosophe Gyula Kornis (Ibid, pp. 315-316). Ceux-ci développent une conception de la nation fondée sur un « caractère » hongrois substantiel, qui traverserait le temps tout en étant façonné par l'histoire, les institutions et le territoire (Beöthy cité dans Trencsényi *et al.*, 2014, p. 32). Forgé dans le passé nomade et prédanubien des magyars, ce « caractère hongrois » serait marqué par des vertus civiques comme le patriotisme, l'esprit de survie et de résistance ou l'engagement politique, ce qui expliquerait ses grandes capacités à assimiler les minorités ethnoculturelles (Gyurgyák, 2007, p. 316 ; 319; Trencsényi *et al.*, 2014, pp. 27-30). Ainsi, le projet de Szekfű consiste à élaborer un nationalisme qui, comme le nationalisme ethnique, prend acte de la rupture engendrée par le traité de Trianon, mais qui dans un même temps légitime les revendications irrédentistes du régime Horthy. En effet, malgré le démantèlement de la « grande » Hongrie, la nation continue d'exister par-delà les nouvelles frontières du pays du fait de ses particularités culturelles : sa reconstitution peut donc être légitimement revendiquée par le gouvernement hongrois (Trencsényi, 2011, pp. 363-364).

Là où son concurrent construit un « nous » antisystème autour de la paysannerie, le nationalisme conservateur construit donc une nation homogène et atemporelle étroitement associée à la chrétienté et à l'Europe (Gyurgyák, 2007, p. 292; Prigent, 2000, pp. 16-17) et prenant la forme d'une « âme » hongroise dont la « survie » passe par l'État (Gyurgyák, 2007, p. 315 ; 327). De même, l'opposition au traité de Trianon, qui est constitutive du régime Horthy (Krakovsky, 2019, pp. 162-163; Prigent, 2000, pp. 16-17), dessine une frontière politique horizontale. À ce point sont associés d'autres signifiants antagoniques : les mouvements de gauche et la République des conseils, présentés comme responsables du traité. En parallèle, en pointant l'origine juive de nombreux dirigeants communistes et *polgári*, l'antisémitisme est articulé au rejet de la gauche, de la révolution, et de Trianon (Molnár, 1996, p. 339). D'ailleurs, l'antisémitisme du régime Horthy dépasse la propagande et prend une forme institutionnelle. En 1920, l'introduction du *numerus clausus* réduit drastiquement l'inscription des juifs à l'université. Puis, à la fin des années 1930 et au début des années 1940, des lois antijuives d'inspiration nazie font des juifs des citoyens de seconde zone afin de préserver la « pureté raciale » (Karady, 2000, p. 58; Krakovsky, 2019, p. 165; Molnár, 1996, p. 343). Si ces dernières découlent du rapprochement entre la Hongrie et l'Allemagne nazie, celle de 1920 peut être en partie attribuée à l'influence des nationalistes ethniques : l'antisémitisme institutionnel est pour le régime une manière d'intégrer leurs revendications (Gyurgyák, 2007, p. 242).

Face au régime Horthy, le gauche marxiste est depuis ses débuts sociaux-démocrates étrangère au nationalisme. Essentiellement alignée sur des doctrines importées (de l'Ouest pour la sociale-démocratie, de l'Est pour les communistes), elle n'est pas outillée théoriquement pour appréhender le nationalisme, incluant les revendications des minorités nationales (Ibid, pp. 467-470). Néanmoins, sociaux-démocrates et communistes ne peuvent faire abstraction d'un enjeu aussi central que les conséquences du traité de Trianon. Dès sa signature, la presse sociale-démocrate le dénonce au nom du droit à l'autodétermination des peuples, déplorant la perte de « millions de prolétaires hongrois » aux mains de « puissances étrangères », et prônant la restauration de la « grandeur ancienne » du pays au nom de son « passé millénaire » (cité dans Ibid p. 473). En cette matière, l'on constate que les signifiants mobilisés par la gauche marxiste se distinguent à peine de ceux utilisés par les nationalismes libéraux et irrédentistes. D'ailleurs, la presse sociale-démocrate applaudit les reconquêtes territoriales de 1938 (Id.). À la même époque,

des théoriciens sociaux-démocrates tentent, sans grand succès, d'intégrer le nationalisme à la doctrine de leur parti (Ibid, p. 469), construisant un **nationalisme marxiste**. Parmi ceux-ci, Illés Mónus avance que « la culture et la vie commune propres à un peuple sont des valeurs dont on ne peut désapprouver la considération et l'attachement qu'elles suscitent^{XIX} » (Mónus cité dans Ibid p. 474). Il défend donc l'idée qu'un patriotisme des travailleurs peut contribuer à « l'élévation culturelle du peuple » (Id.), opposant verticalement un peuple de travailleurs aux capitalistes qui l'exploite. Cette configuration sera remobilisée par les communistes une fois au pouvoir.

Les différentes manières dont la gauche marxiste et le nationalisme ethnique construisent un clivage peuple/élite nourrit les deux mouvements d'opposition emblématique de l'ère Horthy, les *népi* et les *urbánus*. Si ceux-ci n'ont pas produit de courant nationaliste qui leur est propre, leur antagonisme a durablement marqué le champ politique hongrois. Ces deux mouvements, dont les partisans sont de la même génération, ont des racines géographiques et sociales différentes et clivantes (Ersoy *et al.*, 2010a, p. 451). En effet, la Hongrie de l'époque témoigne d'un profond fossé entre une Budapest modernisée et l'archaïsme d'un monde rural paupérisé (Molnár, 1996, pp. 350-352). Politisée dès le conflit entre nationalistes libéraux et *polgári*, la différence Budapest/province devient un clivage que les nationalismes ethnique et conservateur vont approfondir (Krakovsky, 2019, p. 104; Molnár, 1996, p. 353) et qui structure l'opposition entre *népi* et *urbánus*.

Traduit littéralement, le terme *népi*, signifie « du peuple » ou « populaire », mais dans le contexte il renvoie surtout au peuple des campagnes, d'où sont originaires les partisans de ce mouvement. Ces derniers seront d'ailleurs bien plus perméables aux thèses du nationalisme ethnique, bien que celles-ci soient concurrencées par des influences diverses venues de la gauche (Gyurgyák, 2007, pp. 812-814). Entre ces deux influences opposées, le mouvement *népi* va se révéler profondément hétérogène : s'y côtoient la recherche d'une troisième voie entre capitalisme et socialisme, des revendications paysannes, l'antisémitisme, le projet d'une « Confédération danubienne », la méfiance envers l'Allemagne, etc. (Ibid, pp. 389 ; 412-413; Prigent, 2000, p. 18; Trencsényi *et al.*, 2014, p. 234). Le mouvement *népi* se rassemble toutefois autour de la volonté commune de construire une « autre Hongrie » qui romprait radicalement avec la nation héritée des élites libérales et conservatrices (Gyurgyák, 2007, pp. 389-392). Dans cette optique, ses partisans se conçoivent comme les continuateurs de 1848 et prônent une révolution démocratique censée faire

émerger, en remplacement de la vieille culture aristocratique et de la culture « étrangère » de la capitale, une nouvelle culture nationale ancrée dans le monde rural (Ibid, pp. 393-395). Toutefois, par-delà ces points communs, les *népi* seront toujours partagés entre de multiples conceptions de la nation (Trencsényi *et al.*, 2014, p. 234) : ethnosocialiste, culturaliste, indépendantiste et anti-impérialiste, nationale-populaire, démocratique et égalitaire, etc. (Gyurgyák, 2007, pp. 399-455).

Quant à lui, le terme *urbánus*, qui signifie « urbain », décrit fort bien l'origine sociale des membres de ce mouvement, ancrée de la capitale. C'est également du côté des mouvements politiques « urbains » qu'il faut chercher ses racines : tant sur le plan des idées que d'un point de vue sociologique, les *urbánus* sont les héritiers directs du mouvement *polgári* auquel s'adjoignent des influences libérales, sociales-démocrates, marxistes, humanistes, etc. (Ibid, p. 198). Ces tendances hétérogènes ont pour point commun de porter peu d'intérêt aux enjeux du nationalisme, voire de les rejeter, et de se rassembler d'abord dans leur opposition commune au régime Horthy. Toutefois, leurs conflits avec les *népi* fait en sorte que la frontière politique construite par les *urbánus* tend à mettre en équivalence le régime Horthy, la défense du libéralisme, le combat contre l'antisémitisme et l'opposition aux *népi* (Ersoy *et al.*, 2010a, pp. 451-452; Gyurgyák, 2007, p. 198 ; 200).

Finalement, en parallèle avec la montée en puissance du nazisme dans les années 1930, émerge en Hongrie un **nationalisme racial**. Là où les nationalistes ethniques associent la race à l'ethnie, les nationalistes raciaux lui donnent un contenu biologique. De leur point de vue, seuls sont hongrois les citoyens ayant des origines aryennes ou touraniques³⁴ et les vagues d'assimilation et de métissage, loin de témoigner de l'attractivité de la nation, ont conduit à l'affaiblissement de celle-ci (Gyurgyák, 2007, pp. 261-264). Ainsi, si le nationalisme racial reprend en partie le projet antisystème des nationalistes ethniques (rejet de la « juiverie féodale-capitaliste »), c'est pour y adjoindre une dimension directement inspirée du nazisme, dans laquelle une Hongrie nationale-socialiste entreprendrait de reconquérir, de la mer Noire à la côte dalmate, sa « Terre ancestrale » (Ibid, pp. 259-260; Krakovsky, 2019, pp. 171-172). Cohérents avec leur conception biologique de

³⁴ Le touranisme, une doctrine qui attribue à la nation hongroise des origines turciques, est présent tant dans le nationalisme ethnique que dans le nationalisme racial, mais seul ce dernier lui donne une dimension biologique.

la race/nation, les nationalistes raciaux rompent la tradition du nationalisme hongrois, ne prônant pas l'assimilation des populations non hongroises éventuellement annexées. Quant aux juifs, ils seraient privés de leur statut légal et déportés, étant « étrangers à la Grande patrie » (Id.). Dans l'esprit des nationalistes raciaux, une telle entreprise doit être menée en alliance avec l'Allemagne nazie (Gyurgyák, 2007, pp. 259-260). Contrairement aux nationalistes ethniques ou aux *népi* et *urbánus*, les nationalistes raciaux parviennent à construire un parti politique, le Parti des Croix fléchées. Celui-ci, sous la gouverne de Ferenc Szálasi, est populaire en milieu urbain (autre point de divergence avec le nationalisme ethnique), dans les classes moyennes inférieures et chez les ouvriers, et obtient un score impressionnant de 16% des voix en 1939, et ce malgré la répression opérée par le régime (Ablonczy, 2012, p. 41; Krakovsky, 2019, pp. 171-172). Il va ainsi peser dans la radicalisation du régime Horthy sur la voie de l'antisémitisme et de l'alliance avec l'Allemagne nazie.

4.2.2.3 L'alliance avec l'Allemagne nazie et ses conséquences

Au cours des années 1930, la montée en puissance du nazisme et les revendications territoriales du régime Horthy entraînent progressivement ce dernier dans le camp de l'Allemagne nazie et dans la Deuxième Guerre mondiale (Molnár, 1996, pp. 359-363). L'alliance qui en découle fait en sorte que de 1938 à 1941, la Hongrie récupère des pans entiers des territoires perdus en 1920 (le sud de la Tchécoslovaquie, la Ruthénie subcarpatique, le nord de la Transylvanie et des territoires yougoslaves) et 2,3 millions de locuteurs hongrois (Kontler, 2002, p. 372 ; 376; Trencsényi *et al.*, 2014, p. 149). Le régime cherche à se dégager de la guerre à partir de 1942-1943, mais tergiverse jusqu'à ce que le Reich occupe le pays en mars 1944 et force Horthy, qui reste en poste malgré tout, à nommer un gouvernement inféodé à l'Allemagne. Sont alors lancées la déportation et l'extermination des hongrois d'origine juive, et ce avec la complicité active de l'État, décimant la moitié d'entre eux, soit plus d'un demi-million de morts (Hanák, 1991, p. 213; Kontler, 2002, pp. 384-386).

En octobre, alors que l'Armée rouge progresse dans l'est du pays, Horthy demande l'armistice. Les allemands organisent alors un coup de force auquel se joint l'armée hongroise, de sorte qu'Horthy donne son accord à la nomination d'un gouvernement dirigé par le parti des Croix fléchées (Molnár, 1996, pp. 366-373). Ceux-ci relancent la déportation des juifs que Horthy et

son entourage étaient parvenus à interrompre l'été précédent : l'importante population juive de Budapest est décimée. Puis, à la mi-février 1945, la capitale est libérée par les troupes soviétiques et le reste du pays suit en avril de la même année (Kontler, 2002, pp. 385-386). Une ère s'achève : celle d'un pouvoir qui avait tenté coûte que coûte de maintenir la Hongrie dans son ancien régime, au point de la conduire de nouveau à la guerre et au désastre. Mais aussi celle d'une période – resserrée si on la compare à l'ère du nationalisme libéral – durant laquelle, face à la conjoncture, le nationalisme hongrois s'est transformé en profondeur et s'est scindé en plusieurs courants. À cet égard, les quatre décennies qui vont suivre ne seront en rien comparables.

4.2.3 De l'éclipse au renouveau

Avec l'intégration de la Hongrie dans le camp soviétique, le nationalisme hongrois entre dans une ère de glaciation. Officiellement interdit, il fait parfois figure d'ennemi du régime. Le pouvoir communiste tente à certaines occasions de construire son propre nationalisme, mais ces tentatives demeureront superficielles. Le nationalisme rejaillit cependant le temps d'une révolution, puis à la chute du Rideau de fer.

4.2.3.1 Le rákosisme et l'usage tactique du nationalisme

En 1945, alors que l'Armée rouge progresse sur le territoire hongrois, les soviétiques président à la formation d'un gouvernement provisoire d'unité nationale intégrant des communistes (Molnár, 1996, pp. 380-381). L'heure est aux grandes réformes politiques et sociales (Krakovsky, 2019, p. 199) : réforme agraire radicale qui brise le pouvoir de la noblesse, reconstruction industrielle et culturelle, etc. (Kontler, 2002, pp. 394-395; Krakovsky, 2019, pp. 207-208; Molnár, 1996, p. 387). En parallèle les communistes téléguidés par Moscou orchestrent une marche progressive vers le pouvoir à travers ce qui sera appelé la « stratégie du salami » (Ibid, pp. 380-384).

Soucieux de contredire la propagande de droite antisémite qui depuis plus de vingt ans peint leur parti et ses dirigeants – dont plusieurs ont des origines juives – en ennemis de la nation, la direction communiste et son chef, Mátyás Rákosi, opèrent une inflexion nationaliste (Gyurgyák, 2007, p. 504). Dans la rhétorique de Rákosi, cela se traduit par une articulation entre le travail, la mobilisation des masses populaires et la lutte pour l'indépendance nationale, lutte qui après les combats de Rákóczi, Kossuth, Petőfi, Ady et de la République des conseils, est censée être menée

à terme sous l'égide du Parti (Ibid, pp. 507-508). S'ils déplorent les conséquences du traité de Trianon pour lesquels ils blâment le régime Horthy, les communistes ne reconduisent pas l'irréductibilité et appellent à renoncer à cette « manie des grandeurs » (Ibid p. 513). C'est donc la masse des travailleurs hongrois que les communistes mettent au centre d'un « nous » national qui est opposé à l'exploitation capitaliste et à la confiscation de la souveraineté du pays. Depuis le traité de Trianon, c'est la première fois qu'un nationalisme officiel circonscrit le « nous » de la communauté nationale aux frontières de la « petite » Hongrie.

Le nationalisme communiste ne fait pas long feu, Rákosi l'abandonnant une fois parvenu au pouvoir (Ibid pp. 507-508; Hofer, 1991, p. 165). En 1948, son Parti achève d'écarter ses adversaires et, seul aux manettes, soumet la Hongrie à une stalinisation brutale et traumatique : nationalisation de l'économie, collectivisation agricole qui bouleverse le monde paysan, industrialisation à marche forcée, terreur et répression féroces. Les conditions de vie des travailleurs redeviennent aussi misérables que sous le régime Horthy (Molnár, 1996, pp. 385-391). En outre, le pays se trouve désormais inféodé à l'URSS (Macher, 2011, p. 82). La rhétorique officielle désigne le nationalisme comme l'ennemi le plus dangereux et prône l'internationalisme et l'amour d'une Union soviétique « libératrice » (Gyurgyák, 2007, pp. 507-508). En parallèle, le régime construit une identification alternative, associant socialisme, culture folklorique et appartenance au « camp de la paix » en les opposant au « camp de la guerre » et de l'Occident capitaliste (Hofer, 1991, p. 165; Krakovsky, 2019, pp. 212-215).

Mais ce stalinisme hongrois ne dure pas. Dès 1953, la mort de Staline enclenche un processus de « dégel » qui amène les dirigeants soviétiques à remplacer Rákosi par Imre Nagy. Dès sa première intervention radiophonique, dans un parler à la fois populaire et patriotique, celui-ci annonce l'inversion des politiques de Rákosi : ralentissement de l'industrialisation, augmentation du niveau de vie, libération des prisonniers politiques, possible retour sur la collectivisation agricole, etc. La popularité de Nagy monte en flèche, mais dans les deux années qui suivent les staliniens au sein de l'appareil d'État mènent une guerre larvée contre ses tentatives de réforme. Cet affrontement conduit au retour des staliniens à la tête du gouvernement en avril 1955. En réaction un large mouvement de contestation aux accents populistes se développe, encouragé en sous-main par le leader déchu : Nagy condamne désormais le régime de Parti unique et prône la souveraineté nationale. Intellectuels, organisations de la jeunesse, fonctionnaires, couches

populaires et même policiers se rassemblent dans leur rejet du rákosisme et la demande du retour de Nagy au pouvoir (Molnár, 1996, pp. 393-401; Prigent, 2000, p. 23).

4.2.3.2 Face au totalitarisme : la Révolution de 1956

Le 23 octobre 1956, des étudiants anciennement communistes et un groupe nommé le « Cercle Petőfi » organisent une nouvelle manifestation à Budapest. Clin d'œil aux événements de mars 1848, celle-ci commence aux pieds de la statue de Petőfi, où est déclamé le *Chant national* et sont présentées 14 revendications : retrait des troupes russes, indépendance nationale, retour de Nagy comme chef de gouvernement, tenue d'élections libres, etc. La manifestation, rejointe par les travailleurs d'usine, grossit jusqu'à atteindre 300 000 participants. L'insurrection éclate lorsque le gouvernement déclare qu'il ne cédera rien à la « contre-révolution ». En quelques heures, la police est désarmée et le régime s'effondre. Dès le 24 octobre, Nagy est nommé premier ministre et le 28 octobre il ordonne un cessez-le-feu et forme un gouvernement de coalition avec des figures sociales-démocrates et des membres du Parti des petits propriétaires. Après cinq jours de combats, les tanks soviétiques se retirent – temporairement – de Budapest (Kontler, 2002, pp. 427-428; Molnár, 1996, pp. 401-406).

Les revendications des révolutionnaires de 1956 ont une dimension socioéconomique, qui pointe vers la recherche d'une « troisième voie » entre capitalisme et communisme (Ibid p. 409) : contrôle des travailleurs sur les industries nationalisées, libéralisation de l'agriculture, limite à la concentration des propriétés agricoles, etc. (Váli, 1961, pp. 333-335). Surtout, le mouvement a pour dénominateur commun le rejet d'un régime totalitaire imposé de l'extérieur, auquel répondent les aspirations à l'indépendance nationale et à la démocratisation du pays (Molnár, 1996, p. 408; Váli, 1961, pp. 332-333). La dimension nationaliste s'exprime nettement dans des symboles comme le drapeau tricolore dont on a découpé l'emblème communiste ou encore le mot d'ordre « qui est hongrois nous soutient » (*aki magyar, velünk tart*³⁵) (Gyurgyák, 2007, p. 527). Pour les révolutionnaires de 1956, être hongrois signifie donc s'engager dans la lutte pour la libération du pays contre un pouvoir étranger et tyrannique (Váli, 1961, pp. 493-494). Ici, le

³⁵ Le terme *tart* a une signification plus forte que le verbe être/avoir (*van*), auquel cas l'on traduirait par « qui est hongrois est avec nous ». Dans ce cas-ci *tart* renvoie à « prendre part », « accompagner » ou « soutenir », et implique donc un véritable engagement.

« nous » de la nation est mis en équivalence avec le « nous » du peuple en révolte, construisant une frontière antagonique qui superpose les ennemis de la révolution au « dehors » de la nation. En ce sens, ce nationalisme issu de l'action des masses revêt une configuration nationale-populaire, logiques populiste et nationaliste s'y superposant dans la construction d'un seul « nous ».

Déjà à l'époque, des analystes externes comme Raymond Aron ou Hannah Arendt ont dressé un parallèle entre cette révolution « antitotalitaire » et les révolutions démocratiques du 19^e siècle, où demandes nationalistes et démocratiques étaient articulées (Kende, 2000, p. 44; Molnár, 1996, p. 404). Ces événements, par-delà les enjeux socioéconomiques ou institutionnels conjoncturels, marquaient des tentatives de refondation de la communauté politique, avec l'inscription des masses populaires au centre de la nation (Gramsci, 1983b). Dès son lancement au pied de la statue de Petőfi, l'évènement se trouve associé avec un jalon, à la fois populaire et consensuel, de l'histoire nationale (la Révolution de 1848), choix révélateur par ce qu'il laisse derrière lui : les références au nationalisme post-1848, et plus particulièrement au régime Horthy, à l'irrédentisme, à l'antisémitisme, ou le cléricisme³⁶ (Kende, 2000, p. 45; Váli, 1961, p. 335). Le nationalisme de 1956 a donc une dimension refondatrice comme autrefois celui de 1848.

Les révolutionnaires de 1956 n'ont cependant pas le temps de mener bien loin ce processus de refondation nationale et de démocratisation. Le 4 novembre, face à un Imre Nagy poussé à sortir du Pacte de Varsovie par la pression populaire, les troupes soviétiques envahissent la Hongrie, comme autrefois les armées du Tsar (Kende, 2000, p. 34; Molnár, 1996, pp. 401-410). Derechef, les hongrois peuvent se concevoir comme la frontière orientale de l'Occident, Occident qui de nouveau n'est pas intervenu en leur faveur (Prigent, 2000, p. 23). Le 7 novembre, János Kádár est porté au pouvoir par les soviétiques, et après une répression sans précédent (Hanák, 1991, p. 221; Molnár, 1996, pp. 416-417), inaugure une nouvelle phase du communisme hongrois.

³⁶ Les choses auraient pu évoluer différemment si les populations rurales s'étaient faites entendre. En effet, durant ces journées révolutionnaires ce sont surtout les grandes villes qui s'expriment (Kende, 2000, p. 45 ; Váli, 1961, p. 335).

4.2.3.3 Face à 1956 : le régime Kádár et le nationalisme

Même défaite, la Révolution de 1956 ne reste pas sans effet. Dès 1963 une amnistie libère les prisonniers politiques, puis, en 1968, l'implantation du Nouveau mécanisme économique, toléré par Moscou, introduit des mécanismes de marché dans l'économie. Les coopératives agricoles gagnent en autonomie et leurs membres sont autorisés à cultiver leurs propres parcelles sur une base privée. Résultat d'une politique unique dans le bloc de l'Est, le niveau de vie de la population s'améliore considérablement. Ces politiques ont cependant pour conséquence de mener à un fort endettement du pays (Molnár, 1996, pp. 418-422; Prigent, 2000, p. 27), de sorte que le régime fait appel au FMI dès les années 1980 (Gradwohl, 2007b, p. 43), une ouverture marquée envers les institutions de l'Occident. Pendant ce temps, la population regagne un certain degré de liberté privée : la Hongrie est sortie de l'ère de la terreur et de la répression, sans pourtant entrer dans celle de la citoyenneté (Korkut, 2012, p. 102; Molnár, 1996, p. 425). Cela dit, le régime Kádár est parvenu à desserrer l'étau que la Révolution de 1956 n'a pu briser : le pays, sans être indépendant, a gagné en autonomie.

Le nationalisme est pourtant officiellement condamné, d'abord en 1959 puis dans les années 1970, comme obstacle à la construction du socialisme (Macher, 2011, p. 86) et comme principal responsable de la « contre-révolution » de 1956 (Gyurgyák, 2007, p. 523). Toutefois, le régime va construire sa propre formulation du nationalisme hongrois sous la forme d'un « patriotisme socialiste » (Ibid, pp. 521-522; Szabó, 2005, p. 91). Le théoricien communiste György Aczél soutient que « la lutte contre le nationalisme est l'intérêt national primordial de la Hongrie » (Aczél cité dans Macher, 2011, p. 87). En d'autres mots, le nationalisme doit être combattu parce qu'il nuit à la nation, là où le patriotisme, lui, agit dans ses intérêts, ce qui implique qu'il existe bel et bien des intérêts nationaux et que ceux-ci sont légitimes. Ce n'est donc pas le nationalisme *en lui-même* qui est condamné par le régime Kádár, mais bien ses formulations passées, et plus particulièrement celle de 1956. Par conséquent, le patriotisme socialiste n'est que le nom donné par le régime à un nationalisme officiel modeste, qui ne cherche pas à construire une nouvelle identité politique.

4.2.3.4 *Rendszerváltás* (changement de régime) : un renouveau aux airs de déjà-vu

Dans les années 1980, le régime Kádár fait face à des difficultés économiques, le niveau de vie de la population commence à chuter (Molnár, 1996, pp. 418-422; Szende, 2000, p. 27) et l'opposition s'organise (Kontler, 2002, pp. 461-463). Celle-ci se divise en deux camps. D'un côté, le noyau dur du futur MDF (*Forum démocratique hongrois*, conservateur) regroupe des héritiers du nationalisme ethnique, de l'aile droite du mouvement *népi*, mais aussi des conservateurs « patriciens » (Korkut, 2012, p. 164) plus modérés, qui prendront la tête du parti. De l'autre, le groupe qui formera plus tard le SZDSZ (*Alliance des démocrates libres*, libéral) rassemble l'opposition urbaine et libérale, héritière des mouvements *polgári* et *urbánus* (Ablonczy, 2012, pp. 43-44). Si les deux camps revendiquent l'indépendance nationale et l'instauration d'une démocratie libérale, leurs priorités sont distinctes, le premier insistant davantage sur la dimension nationaliste et le second sur le respect des droits humains.

La dissolution du régime Kádár se déroule de manière quasi organique : ouverture de la frontière entre la Hongrie et l'Autriche le 2 mai 1989, négociations réunissant le gouvernement et l'opposition en juin, réhabilitation et réenterrement d'Imre Nagy (Molnár, 1996, pp. 426-430). Finalement, le 18 octobre 1989 une version amendée de la constitution de 1949 entre en vigueur et 5 jours plus tard, à l'anniversaire de la Révolution de 1956, la République populaire est remplacée par une Troisième République (Prigent, 2000, p. 27). Si les signifiants mobilisés (la figure d'Imre Nagy, la date du 23 octobre) construisent une filiation entre la Révolution de 1956 et ce *Rendszerváltás* (« changement de régime³⁷ »), une différence majeure sépare les deux événements. Alors que le premier est le fruit d'un véritable mouvement populaire, le second en est dénué, et ce sont les négociations entre élites au pouvoir et élites de l'opposition qui dictent l'ordre du jour³⁸ (Korkut, 2012; Wilkin, 2018, p. 17). Le MDF dirigé par József Antall remporte les élections du printemps 1990 et forme un gouvernement de coalition avec le Parti des petits

³⁷ En hongrois le terme *rendszer* veut aussi bien dire « système » que « régime », aussi le terme *Rendszerváltás* pourrait aussi bien se traduire par « changement de système ».

³⁸ Ce qu'exprimera fameusement József Antall, le premier premier ministre de la Hongrie post-communiste, en déclarant « *Tetszettek volna forradalmat csinálni !* », formule que l'on pourrait traduire par : « il vous aurait fallu faire une révolution ! » (Uitz, 2020, p. 13).

propriétaires (Molnár, 1996, pp. 426-434). Le processus de libéralisation économique s'accélère avec le gouvernement suivant (Korkut, 2012, pp. 52 ; 135-136).

À l'image du clivage qui divise déjà l'opposition, la vie politique hongroise se polarise (Palonen, 2009, p. 323) autour d'une frontière politique qui rappelle à plusieurs égards celle des années 1920-1930, comme si 40 ans de communisme et une Révolution – certes défaite – n'avaient pas produit des signifiants susceptibles de produire des identifications politiques nouvelles. La victoire électorale du MSZP (*Parti socialiste hongrois*, issu de l'ancien Parti unique) dès 1994 et son alliance gouvernementale avec les libéraux du SZDSZ y contribuent également, puisqu'elles normalisent la principale force politique pouvant être associée à l'ancien régime en l'inscrivant de fait dans le camp de la gauche libéral. Désormais, les antagonismes se creusent autour des clivages nationalisme/cosmopolitisme et conservatisme/libéralisme (Fowler, 2007, pp. 98-103), et ce d'autant plus que sur les plans géopolitique (adhésion rapide à l'OTAN et à l'Union européenne) et socioéconomique (libéralisation économique), les objectifs des principaux partis sont convergents (Batory, 2002, p. 529; Wilkin, 2018, pp. 11-17).

Pour illustrer cette frontière politique, attardons-nous à un débat qui a été initié à l'intérieur de l'opposition démocratique avant de se poursuivre dans les années 1990 et 2000 : le rapport aux minorités magyares vivant dans les pays limitrophes. À travers cette question se dessine déjà un clivage quant à la conception de la nation. Là où le camp libéral/*urbánus* y voit une lutte pour les droits des minorités nationales (qu'elles soient magyares ou non), le camp conservateur/*népi* considère que les magyars des pays voisins font partie de la nation (Batory, 2010, pp. 36-37). D'une part, en cohérence avec le nationalisme de l'ère Kádár, l'on prône une « petite » nation solidaire des hongrois de l'étranger en tant que minorités. De l'autre, l'on défend une « grande » nation qui est responsable de tous ces membres par-delà les frontières, en continuité avec le nationalisme de l'entre-deux-guerres. À ce jeu, l'opposition libérale est en position de faiblesse, puisqu'elle s'appuie sur une position similaire à celle du régime communiste honni (Macher, 2011, p. 96), face à celle, ancrée dans la tradition du nationalisme hongrois depuis l'Ère des réformes, de l'opposition conservatrice. Au moment d'entrer en fonction, Antall déclare « se sentir » le premier ministre de 15 millions de hongrois, alors que la population du pays est d'une dizaine de millions d'habitants. Quatre ans plus tard, son successeur socialiste Gyula Horn restreint, quant à lui, son mandat à la seule population de la Hongrie (Batory, 2010, pp. 39-40;

Palonen, 2018, p. 313). À l'époque, ces positionnements ne se traduisent pas par des politiques publiques fondamentalement différentes : à titre d'exemple, les deux partis signent des traités actant « l'intangibilité » de leurs frontières avec celles des pays voisins, ce qui facilite l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne (Batory, 2010, pp. 39-40). Ils expriment cependant une absence de consensus minimal dans un débat qui continuera à polariser dans les années qui suivent.

Effectivement, ce débat affirme une frontière politique porteuse de conceptions irréconciliables de la nation, qui recoupe en partie celle des années 1920-1930. Passées les liesses consensuelles du *Rendszerváltás*, le jeu politique conduit le signifiant « nation » à être associé au conservatisme et plus largement à la droite de l'échiquier politique. La gauche libérale ne se désintéresse pas pour autant des enjeux du nationalisme, puisqu'elle prend bel et bien parti au débat que nous avons précédemment exposé. Néanmoins, alors que les partisans ou les éléments programmatiques plus nationalistes du MSZP et du SZDSZ sont marginalisés (Gyurgyák, 2007, pp. 542-546), c'est la droite qui mène l'offensive, faisant de ces enjeux ses champs de bataille, y introduisant ses affects, sa vision de la nation et son héritage historique. Dans ces débats, c'est la droite qui creuse un antagonisme auquel la gauche libérale ne fait que réagir, ce que les déclarations d'Antall et Horn (« premier ministre » de 10 ou 15 millions de hongrois) illustrent avec clarté.

4.3 Synthèse : les signifiants structurants du nationalisme hongrois

Au chapitre 2, nous avons retenu que le nationalisme constitue un discours dont le point nodal est la « nation » et dont les signifiants structurants sont les formulations modernes des frontières géopolitiques, de la communauté politique et de la souveraineté. La présente section vise à synthétiser la manière dont ces signifiants ont été mobilisés dans le nationalisme hongrois, en soulignant les points de continuité et de rupture.

4.3.1 Frontières et souveraineté

En hongrois, *határozni* signifie « décider ». Ce verbe a pour racine le mot *határ*, qui veut dire « limite », mais aussi « frontière ». En d'autres mots, la langue hongroise construit une équivalence entre la prise de décision, qui est l'acte essentiel de la souveraineté, et l'inscription

d'une limite, d'une frontière. Cette association est aussi au cœur du nationalisme hongrois, où frontières géopolitiques et souveraineté sont étroitement articulées. Ce dernier se réclame d'une tradition étatique ancienne, qu'il fait remonter au couronnement du roi István. Nous avons vu plus haut comment la doctrine construite autour de la Sainte Couronne a progressivement conduit à faire de celle-ci le symbole de la souveraineté du pays et de la *natio Hungarica* constituée par la noblesse hongroise. À partir de 1790, c'est-à-dire au moment où les réformes de Joseph II enclenchent l'avènement du nationalisme hongrois, la relique royale en vient à représenter la souveraineté du pays sur tous les territoires de la couronne, y compris ceux qui sont administrativement séparés de la Hongrie, comme la Transylvanie (Péter, 2003, pp. 458-459).

En ce sens, la doctrine de la Sainte Couronne illustre le lien étroit établi par de larges pans³⁹ du nationalisme hongrois entre souveraineté et frontières géopolitiques ou « historiques ». En effet, les aléas de l'histoire ont régulièrement perturbé la relation entre l'État hongrois et son territoire, jusqu'à la rupture traumatique du traité de Trianon. Celui-ci a entraîné une importante bifurcation du nationalisme hongrois et ses usages perdurent d'ailleurs jusqu'à aujourd'hui par la profusion d'illustrations représentant la Hongrie « historique » : affiches, affichettes adhésives pour réfrigérateurs ou voitures, etc. La question territoriale est d'ailleurs liée à un sentiment de fragilité existentielle qui traverse le nationalisme hongrois : la crainte de voir la nation disparaître est liée à la peur d'une submersion par les peuples voisins, mais aussi à l'effritement territorial (Gyurgyák, 2007, p. 251; Hofer, 1991, p. 158).

La place considérable qu'occupe Trianon dans le discours nationaliste à partir des années 1920 peut en partie être attribuée à cet état de fait : pour le nationalisme hongrois, il y a corrélation entre souveraineté, territoire et survie nationale, et l'atteinte à l'une de ces composantes met en péril les autres. Alors, la réaction des différents courants nationalistes est de chercher les causes de ce péril, qui s'incarnent généralement dans des responsables. Dans les débats entourant Trianon, cette question s'avère primordiale : les *polgári* blâment les élites de l'ancien régime, la gauche marxiste les capitalistes, les nationalistes ethniques et conservateurs les juifs et les

³⁹ Le « patriotisme socialiste » des communistes rompt avec cette tradition, tout comme la gauche libérale des années 1990 et 2000. Notons toutefois que c'est le régime Kádár qui organise en 1978 le retour au pays de la couronne, qui était détenue par les américains depuis la Seconde Guerre mondiale (Péter, 2003, 500-501).

« traîtres » (Ferwagner, 2015, pp. 3-7). Les « responsables » de Trianon sont ainsi constitués en « dehors » antagonique de toute la nation. Pour circonscrire la communauté nationale, les frontières géopolitiques du pays comptent alors moins que les frontières politiques construites à l'interne.

4.3.2 Le peuple-nation et ses « dehors »

En effet, le territoire ne suffit pas à construire un peuple-nation, d'autant plus que la population de la Hongrie n'est avant Trianon nullement homogène culturellement, linguistiquement et confessionnellement. Selon Karady, la Hongrie serait parmi les nations européennes « le seul État-nation moderne qui a été dépourvu d'une véritable majorité nationale tout au long du processus historique de sa constitution » (2000, p. 50). Par conséquent, outre d'accorder une place centrale à la langue hongroise et à son caractère unique, les différents courants du nationalisme hongrois construisent le peuple autour de frontières politiques internes que les bouleversements historiques n'auront de cesse de déplacer. Passé l'Ère des réformes et surtout la Révolution de 1848, durant lesquelles frontières politiques et géopolitiques se recourent pour opposer la nation au pouvoir impérial, ce sont les nationalismes des minorités nationales qui sont aussi construites comme le « dehors » d'une communauté nationale dont elles menaceraient l'unité, même si le nationalisme libéral a pour ambition de les assimiler.

L'effondrement de la « grande » Hongrie signifie toutefois que la population hongroise devient fortement homogène sur le plan linguistique. La question des minorités nationales perdra sa prédominance, les roms constituant désormais la seule minorité ethnoculturelle d'importance⁴⁰ (Karady, 2000, p. 51). En parallèle émergent des constructions plus rigides de la frontière séparant le peuple-nation de son « dehors » (Gyurgyák, 2007, p. 166). Dans les nationalismes antisystèmes (chez les *polgári* puis chez les *urbánus* et les *népi*, chez les nationalistes ethniques et les théoriciens nationalistes de la gauche marxiste), elles opposent une nation populaire (citoyenne, paysanne, travailleuse, etc.) à une élite qui lui est étrangère et doit être renversée.

⁴⁰ Nous verrons plus loin (voir chapitre 5) qu'elle sera constituée comme « dehors » par le *Jobbik* au moment où celui-ci émerge sur la scène politique des années 2000.

C'est toutefois l'antisémitisme des nationalismes ethniques et conservateurs qui construira le « dehors » central de la scène politique de l'époque.

L'antisémitisme renvoie plus largement à la question de l'assimilation, déjà prégnante pour le nationalisme libéral. Nationalistes ethniques et conservateurs, mais aussi *urbánus*, voient l'assimilation d'un œil positif⁴¹ (Gyurgyák, 2007, pp. 208-209 ; 220-221 ; 369-370). Pour les deux premiers, l'assimilation joue un rôle qui peut être mis en parallèle avec celui qu'elle occupait dans le nationalisme libéral : la référence aux capacités assimilatrices de la nation renouvelle un sentiment de supériorité politique et culturelle (Trencsényi, 2011, p. 343) et justifie les ambitions irrédentistes. C'est d'ailleurs la référence à l'assimilation qui est mobilisée, au mépris des faits⁴², pour justifier les politiques antisémites. Le nationalisme ethnique soutient que bien que parlant la même langue, les hongrois d'origine juive ne sont pas de « race » hongroise et qu'ils constituent de surcroît une « race » qui n'est pas assimilable (Gyurgyák, 2007, p. 221). Ici, les juifs sont représentés comme un « dehors » de la nation, mais aussi du projet d'assimilation : celui-ci trouve une limite qui s'incarne dans le refus supposé des juifs de s'assimiler. Le lien entre antisémitisme et assimilation ne vient pas contredire l'idéal assimilateur, mais travaille à le renforcer : ce ne serait pas la nation qui rejetterait les juifs, mais bien ceux-ci qui rejetteraient la nation, qui elle reste conçue comme foncièrement assimilatrice. En somme, la question de l'assimilation et les points de tension qu'elle implique dans la distinction du « eux » et du « nous » constituent un thème important dans le nationalisme hongrois jusqu'à aujourd'hui, comme en témoigne l'analyse du corpus (voir chapitre 7).

À la désignation d'un « dehors » répond la construction d'un « nous » et d'une définition particulière de la magyarité. Passée l'hégémonie du nationalisme libéral, l'instabilité du

⁴¹ La forte présence des partisans de l'assimilation dans divers courants du nationalisme hongrois ne doit pas oblitérer le fait qu'ils y sont souvent en débat avec des adversaires internes qui doutent de sa possibilité ou la rejettent, comme l'illustrait déjà le débat entre Kossuth et Széchenyi. Ce débat traverse également le nationalisme conservateur, et n'y est pas tranché (Gyurgyák, 2007).

⁴² Les juifs s'étaient joints massivement au projet du nationalisme libéral. L'antisémitisme émergent ne parvient pas à enrayer cette dynamique, ce qu'indique une hausse substantielle (de 8 à 21% dans la capitale et de 2 à 16% en province) des mariages mixtes entre le début du siècle et l'entrée en vigueur des lois les interdisant à la fin des années 1930 (Karady, 2000, pp. 56-57 ; 75).

« dehors » implique donc une instabilité du « nous » du peuple-nation, ce dernier étant sans cesse disputé par les divers courants nationalistes. Cette absence de consensus peut être partiellement attribuée au fait que, tout en parlant au nom de la nation, chaque courant associe celle-ci à un groupe social particulier. Nous avons déjà souligné que le nationalisme libéral était étroitement associé à la noblesse, même si sa tendance plus démocratique et populaire, qui s'est pleinement exprimée durant la Révolution de 1848, lui a permis de dépasser son groupe social d'origine pour intégrer largement les autres strates de la société. Cette synthèse démocratique et populaire s'est toutefois délitée après 1848 avec la rigidification du nationalisme libéral. Les courants nationalistes qui, après le Compromis de 1867, parviennent à exercer concrètement le pouvoir⁴³, qu'ils soient libéraux ou conservateurs, partagent des racines et une vision du monde nobiliaire et antidémocratique⁴⁴. L'on verra que le nationalisme du *Fidesz* n'est pas étranger à cet ancrage aristocratique. Du côté des nationalismes antisystèmes, les *polgári* et *urbánus*, les *népi* et le nationalisme ethnique et la gauche marxiste opposent respectivement leur « nous » à la « vieille Hongrie », aux juifs et aux influences étrangères ou aux capitalistes, circonscrivant eux aussi le peuple-nation à une partie seulement de la communauté politique. Un nationalisme antisystème unifié, partageant un même « nous » ne parvient ainsi jamais à se constituer et à s'opposer au nationalisme des élites, qui, lui, intègre cependant des signifiants mobilisés par les courants susmentionnés (Bibó, 1993, p. 163).

4.3.3 Une place dans le monde entre Orient et Occident

Les clivages entre les différents « nous » nationaux dessinent des visions différentes de la place de la Hongrie en Europe et de l'héritage civilisationnel auquel elle devrait s'identifier. Les défis de la géopolitique hongroise, entrevus depuis les règnes de Géza et István, viennent ainsi teinter les différentes formulations de la nation. Un même dilemme ressurgit sans cesse, faisant écho à celui des rois de l'an mil : se tourner vers l'Est ou l'Ouest ? (Horel, 2021, p. 14). Cette division n'est pas seulement politique, mais aussi sociale et géographique. L'Ouest incarne un « centre »

⁴³ À l'exception de la courte expérience du gouvernement Károlyi.

⁴⁴ Le cas du régime Kádár est particulier. Malgré son « patriotisme socialiste » et son action gouvernementale marquée par la recherche d'une certaine autonomie par rapport à Moscou, le nationalisme n'est pas un trait dominant de ce régime. S'appuyant sur le « peuple travailleur », le « patriotisme socialiste » était en rupture avec les nationalismes libéral et conservateur, mais partageait avec eux un caractère autoritaire.

urbain en voie de se moderniser et de rattraper son retard sur l'Europe occidentale et l'Est une périphérie provinciale sous-développée, à l'image de la partie orientale du continent (Hofer, 1991, pp. 158-159). Dans un même temps, cette opposition recoupe aussi la division du pays entre la rive ouest du Danube et sa rive est, séparation qui a été accentuée lorsque la partie orientale du pays était sous occupation ottomane.

À l'ère du Compromis, des signifiants comme « Ouest » ou « Europe » sont articulés au projet du nationalisme libéral : la Hongrie a enfin l'occasion de surmonter le retard causé par les affres de l'histoire et de rattraper l'Europe occidentale sur la voie du progrès (Bauquet, 2006, pp. 157-160). La cassure de 1903-1906 vient cependant briser l'équivalence entre « nation », « progrès » et « Occident », qui ne retrouvera jamais sa forme originelle. Les *polgári* et les autres mouvances progressistes opposent désormais des signifiants comme « Ouest » et « Europe » et celui de « nation ». Pour eux, le nationalisme est un frein sur la voie de l'Europe occidentale, alors que pour les nationalistes libéraux, le « progrès » européen menace les intérêts nationaux (Ibid, pp. 170-171).

Aux côtés d'un Occident européen associé à l'idée de progrès, existe un discours faisant de « l'Europe » un recours peu fiable pour la Hongrie face aux tourments de son histoire : invasions mongoles et ottomanes, révolte de Rákóczi, etc. (Korkut, 2012, p. 177). Dans un même temps, pour la frange la plus indépendantiste du nationalisme libéral, l'Ouest s'incarne aussi dans la domination des Habsbourg (Balogh, 2015, p. 198). L'on a aussi vu plus haut qu'une inclination remontant à Széchenyi associe étroitement le « nous » hongrois à son passé asiatique. Il existe donc, à l'intérieur du nationalisme libéral, une tendance davantage tournée vers « l'Est », tendance qui s'affirme avec la cassure de 1903-1906, puis avec l'émergence des nationalismes ethnique et conservateur. Dans ce contexte, l'Est apparaît comme le lieu des origines,

une patrie mythique et ancienne vers laquelle les hongrois [peuvent] retraire lorsque désillusionnés de l'Ouest ; [...] le lieu d'où ils [peuvent] puiser leurs propres caractéristiques, leur identité orientale^{XX}. (Hofer, 1991, p. 158)

Face à l'Occident représentant le progrès et la modernité, l'Orient incarne donc la pureté du « nous » originel. Le lieu exact de cette « origine » est sujet à débat, des hypothèses contradictoires se confrontant en fonction des conjonctures politiques : origines finno-ougriennes,

turciques, etc. (Balogh, 2015, p. 197). Ainsi, les nationalismes ethnique et racial puisent dans le touranisme, une doctrine attribuant aux magyars des origines turciques et prônant une alliance avec les peuples partageant cet héritage (Ibid p. 196; Gyurgyák, 2007, pp. 229-232).

Comme les grandes frontières politiques abordées dans la section précédente, cette opposition Est/Ouest ne recoupe pas les lignes de fractures entre les différents courants du nationalisme hongrois (Hofer, 1991, p. 167). À l'intérieur de ceux-ci, les deux sensibilités tendent au contraire à se côtoyer, même si l'une peut l'emporter sur l'autre en fonction des conjonctures⁴⁵. Ainsi, un slogan du nationalisme racial, un courant pourtant fortement marqué par le touranisme, lance : « [a]vec le peuple hongrois, pour le peuple hongrois, sur la voie d'une nouvelle Europe^{XXI} ! » (Gyurgyák, 2007, p. 281). En ce sens, c'est peut-être la représentation d'une Hongrie occidentale, mais située aux frontières orientales de « l'Europe », prolongement de la politique des dirigeants de l'an mil, qui synthétise le mieux les différents positionnements sur la question (Balogh, 2015, p. 198). Une dimension fortement mise de l'avant dans le nationalisme hongrois, où l'image d'un pays-frontière défendant l'Occident contre les invasions orientales (mongoles, ottomanes) est fortement mobilisée, y compris par le nationalisme conservateur qui en fait un argument pour réclamer la reconstitution de la Hongrie « historique » (Bibó, 1993, p. 173).

D'ailleurs, de la *natio Hungarica* au nationalisme conservateur, le nationalisme hongrois ne conçoit pas la Hongrie comme une « petite » nation à l'intérieur de l'Occident ou de l'Orient, mais bien comme une puissance indépendante ayant de surcroît un rôle particulier, central, à jouer dans le bassin des Carpates. S'exprime ici un penchant dominateur, doublé d'un sentiment de supériorité culturelle, qui s'affiche en particulier dans les politiques du nationalisme libéral envers les minorités nationales, puis dans les arguments mobilisés par les nationalismes ethnique et conservateur pour recouvrer les territoires perdus de Trianon (Bauquet, 2006, pp. 164-166; Gyurgyák, 2007, p. 222). Il y a donc aussi, dans le rapport au monde du nationalisme hongrois, en parallèle du sentiment d'unicité et de précarité linguistique et culturelle, la conviction d'être

⁴⁵ La référence à l'Ouest semble il est vrai l'emporter nettement chez les *polgári*, les *urbánus*, dans la gauche marxiste (du moins dans la frange non bolchévique de celle-ci) ou dans la gauche libérale post-communiste. Le nationalisme n'est cependant pas une dimension centrale de ces mouvements, fortement marqués par le cosmopolitisme.

une puissance ayant un rôle particulier à jouer en Europe. Ce qui rend un choc comme celui de Trianon d'autant plus traumatique, puisqu'il condamne la Hongrie à devenir une « petite nation » sans influence particulière (Horel, 2021, p. 10).

4.4 Conclusion du chapitre

Le tour d'horizon auquel nous venons de procéder souligne des éléments de rupture, mais aussi de continuité entre les divers courants du nationalisme hongrois. La rupture la plus importante est celle qui s'ouvre avec la cassure de 1903-1906 et s'achève avec le traité de Trianon conduisant à un clivage entre un camp du « progrès » et un camp de la « nation ». Dans ce dernier, le nationalisme des élites est dominant. Désormais, si les courants opposés du nationalisme hongrois peuvent se référer à des événements et à des figures historiques qui font l'unanimité (issus du passé prénational ou de l'ère du nationalisme libéral), il n'existe plus de consensus minimal quant aux contours du « nous » de la communauté nationale (Gyurgyák, 2007, p. 28). Dans le nationalisme libéral, les signifiants d'ordre historique et politique dominaient, tout en côtoyant les signifiants d'ordre ethnoculturels, qui occupaient cependant de plus en plus d'espace au fil du temps. Trianon vient briser cet équilibre, et ce second type de signifiant gagne en importance avec les nationalismes ethnique et conservateur. Ils les articulent, chacun à leur manière, à certains signifiants politico-historiques hérités du nationalisme libéral. La charge antisystème de celui-ci est quant à elle divisée entre une formulation ethniciste et antisémite, une formulation libérale et progressiste radicalisée ou encore une formulation marxiste. Celles-ci s'opposent quant à la composition du « nous » de la communauté nationale et du « dehors » par rapport auquel elle se constitue.

L'éparpillement provoqué par la grande rupture du nationalisme libéral ne doit pourtant pas oblitérer d'importants éléments de continuité avec les courants qui lui succèdent. Le nationalisme conservateur récupère et radicalise ainsi la dimension la plus élitiste et autoritaire de l'ère libérale, ancrée dans une « grande » Hongrie qu'il s'agit désormais de recouvrer, de même que la conception, déjà esquissée par Széchenyi, d'un « nous » national politico-culturel. Le nationalisme ethnique mobilise lui aussi « l'héritage » du roi István et affiche des ambitions irrédentistes, mais récupère quant à lui la dimension antisystème du nationalisme libéral, qu'il soumet toutefois à une mue majeure : le « nous » du peuple luttant pour son émancipation

s'incarne dans un « nous » paysan que l'antisémitisme contribue à circonscrire. Quant aux mouvements *polgári* et *urbánus*⁴⁶, ils épousent une trajectoire inverse à celle opérée par leurs adversaires : plutôt que de détacher la nation du libéralisme civique et démocratique, ils tendent à insister sur cette seconde dimension au profit du nationalisme.

Le *Rendszerváltás* a vu ressurgir la configuration héritée de la rupture du nationalisme libéral, à trois différences près. D'abord, le nationalisme démocratique et antisystème qui court de Kossuth aux *népi* de gauche, n'a pas trouvé de représentation dans la politique partisane. Ensuite, les positions des divers courants, à l'image de l'époque, se sont modérées : il n'est pas question de restaurer un Royaume de Hongrie ou de récupérer les territoires perdus de Trianon, pas plus que d'instaurer le « socialisme » que ce soit dans son acception *polgári* ou marxiste. Finalement, la polarisation politique s'est à la fois clarifiée et approfondie, dans un mouvement déjà à l'œuvre depuis la crise de 1903-1906. D'un côté se condense le camp de la droite nationaliste rassemblant des signifiants des nationalismes ethnique et conservateur et des *népi* de droite, et de l'autre le camp de la gauche libérale qui se dépouille rapidement de son héritage nationaliste. C'est dans ce contexte que le *Fidesz* de Viktor Orbán entame sa marche vers le pouvoir.

⁴⁶ Le cas de la gauche marxiste est différent, puisque celle-ci s'inscrit d'emblée dans le cosmopolitisme, et que ses incursions dans le nationalisme sont dues à la conjoncture ou aux tentatives de quelques théoriciens. En ce sens, on ne peut pas parler de continuité à proprement parler d'avec le nationalisme libéral, bien que les nationalismes social-démocrate et communiste en mobilisent à l'occasion certains signifiants.

CHAPITRE 5

LA NATION DU *FIDESZ*

Ce chapitre vise à analyser le nationalisme du *Fidesz*, afin de le mettre en parallèle avec les courants du nationalisme hongrois présentés au chapitre précédent. L'on procédera donc de manière similaire, en analysant, autant que faire se peut de manière chronologique, les prises de paroles officielles, les choix stratégiques et symboliques et les politiques publiques du parti.

5.1 Le *Fidesz* des débuts : une « jeunesse » nationale-libérale

Depuis sa fondation en 1988, le *Fidesz* fait montre d'une forte plasticité idéologique et stratégique, demeurant toutefois constant dans un aspect au moins⁴⁷ de son action : le nationalisme (Szabó, 2007, p. 129). L'usage qu'il en fait a certes évolué au fil des virages opérés, mais il n'en est pas moins resté central au discours du parti. Cette dimension est d'ailleurs visible dès la prise de parole⁴⁸ de Viktor Orbán aux funérailles d'Imre Nagy le 16 juin 1989 (Prigent, 2000, p. 26). À cette époque, la FIDESZ⁴⁹ était un mouvement de jeunes libéraux anticommunistes aux mots d'ordre radicaux (Batory, 2002, p. 533). Orbán s'adresse d'ailleurs à la foule en lançant « *polgártársaim !* » (« mes concitoyens ! »), ce qui rompt avec le *elvtárs* (camarade) des communistes tout en renvoyant à la tradition *polgári*.

Puis, en quelques phrases bien ciselées, la figure de proue de la FIDESZ construit le « nous » national du jeune mouvement. D'abord, il fait un lien entre les révolutions de 1848 et de 1956, expliquant que la « nation hongroise » y poursuivait à chaque fois deux objectifs restés

⁴⁷ L'on pourrait ajouter que des conceptions néolibérales de l'économie semblent aussi une constante au *Fidesz*, quoique dans une forme plutôt hétérodoxe (voir la section 5. 8). Quant à elle, Palonen (2011, p. 5) avance que le *Fidesz* a toujours été populiste, ce qui est plus contestable. Certes, tout au long de son histoire le parti tend toujours à construire une forte polarisation entre un « nous » et un « eux », mais celle-ci n'a pas toujours pris la forme d'un clivage vertical entre le peuple et les élites.

⁴⁸ Les citations du discours en question sont tirées de sa captation télévisuelle : « Orbán Viktor Nagy Imre újratemetésén - Viktor Orbán's Speech at the Reburial of Imre Nagy », (1989) : <https://www.youtube.com/watch?v=g91-OTiXVkw>

⁴⁹ FIDESZ est au départ un acronyme pour *Fiatal Demokraták Szövetsége* (*Alliance des jeunes démocrates*). En 1995, l'acronyme devient le nom officiel du parti ; c'est pourquoi, excepté dans cette section, nous écrivons « le *Fidesz* » plutôt que « la FIDESZ ».

d'actualité : l'indépendance nationale et la liberté politique. Il enchaîne ensuite en évoquant la « jeunesse hongroise » luttant pour la construction d'une « démocratie citoyenne européenne » (*europai polgári demokrácia*). L'on peut penser qu'en se référant ainsi à la jeunesse, ce qu'il fera à plusieurs reprises dans les minutes qui suivent, Orbán se fait le porte-parole d'une génération dont son mouvement se veut le représentant. En quelques phrases, il lie les révolutions du passé à la situation présente et y associe son propre mouvement et ses objectifs. La FIDESZ se présente ainsi comme le continuateur d'une trajectoire nationale qui remonte à 1848. Ensuite, Orbán salue la mémoire d'Imre Nagy et de ses compagnons, parce qu'ils ont su « s'identifier à la volonté de la société hongroise^{XXII} » et rompre avec les « saints tabous communistes », « l'Empire russe » et « la dictature du parti ». Le « dehors » de la nation est clairement posé : c'est ce communisme imposé par une puissance étrangère qui prive le pays de sa souveraineté et de la démocratie. Finalement, Orbán termine cette partie de son discours en soutenant que la Révolution de 1956 était « jusqu'à aujourd'hui », la « dernière chance de notre nation de produire du bien-être économique en marchant sur la voie du développement occidental^{XXIII} ». Avec son échec, la Hongrie a été renvoyée de force dans le « cul-de-sac asiatique » (*ázsiai zsákútca*) dont elle cherche à présent à se sortir. De la sorte, Orbán inscrit son mouvement dans une perspective résolument occidentaliste et européenne, associant le communisme à ce passé asiatique dont il voudrait voir la Hongrie s'émanciper.

La frontière politique construite par Orbán oppose donc d'une part un communisme oriental qui maintient la nation dans l'arriération, et d'autre part une nation luttant depuis 1848 pour son indépendance et une démocratie « citoyenne » résolument tournée vers l'Occident. Les signifiants mobilisés (événements historiques, opposition est/ouest, indépendance nationale et libéralisme démocratique) inscrivent ainsi la FIDESZ en continuité avec le nationalisme libéral tendance Kossuth ou encore avec les mouvements *polgári* et *urbánus*. D'ailleurs, dans le programme politique qu'il publie à la même époque, la FIDESZ soutient que l'appartenance à la nation hongroise relève de la volonté des individus (Gyurgyák, 2007, p. 547). La magyarité serait donc un choix politique, et non un « caractère » ou une origine ethnoculturelle. Cependant, contrairement aux mouvements *polgári* et *urbánus*, Orbán fait du nationalisme un axe central de son discours : c'est au nom de la nation hongroise qu'il appelle à lutter pour les libertés politiques et la démocratie. Cette articulation entre libéralisme et nationalisme distingue la FIDESZ à la fois

du MDF et du SZDSZ lorsque, en 1990, il fait son entrée à l'Assemblée nationale. L'évolution de l'échiquier politique va toutefois amener Orbán à rompre avec cette synthèse nationale-libérale.

5.2 De l'opposition au gouvernement : l'hégémonie à droite

La coalition entre le MSZP et le SZDSZ inaugurée en 1994 vient renforcer la bipolarisation opposant droite nationaliste et gauche libérale. Dans ce contexte, et compte tenu de l'effondrement du MDF et du Parti des petits propriétaires, le parti d'Orbán (renommé « *Fidesz* »), resté jusque-là dans l'opposition, voit s'ouvrir un espace à la droite de l'échiquier politique qu'il entreprend d'occuper, sans toutefois se départir du radicalisme qui le caractérisait jusque-là (Palonen, 2018, p. 313). Sa stratégie consiste à rassembler l'électorat de droite autour d'un seul parti, plutôt que de construire une coalition des partis de droite. Le *Fidesz* est aidé en cela par l'image de nouveauté qui lui reste associée, du fait la jeunesse de ses dirigeants, parce qu'il n'a participé jusque-là à aucun gouvernement et parce qu'il ne s'est installé que récemment dans le champ droit de l'échiquier politique (Fowler, 2007, p. 89 ; 105 ; 111).

Orbán opère ce virage à travers plusieurs inflexions discursives, dont la mutation de son nationalisme est l'un des points saillants, s'inscrivant en continuité avec le nationalisme conservateur, tant du point de vue de la conception de la nation que de la mise en son centre d'une classe moyenne (Gyurgyák, 2007, p. 315) qui fait écho à la noblesse moyenne d'autrefois. Dans la plateforme électorale de 1998, les sections 29, 30 et 31 consacrées à la définition de la nation s'ouvrent ainsi par l'affirmation que « [l]es frontières de l'État et de la nation hongroise ne se recoupent pas^{XXIV} », impliquant une responsabilité de la Hongrie envers les locuteurs hongrois des pays voisins. Ceux-ci sont d'ailleurs désignés comme des *magyar polgárok*, ce qui en fait pratiquement⁵⁰ des citoyens (en plus de faire référence au signifiant *polgár*, alors central au discours du *Fidesz*). Puis, le document soutient que les membres de la nation hongroise sont liés par les 1000 ans d'histoire de la *magyarság* et avance que le « respect du passé » (*múlt tisztelet*) et l'entretien des « traditions nationales » (*nemzeti hagyományok*) peuvent aider à faire face aux défis du présent et de l'avenir (Fidesz, 2002). Prenant quelques distances avec le nationalisme

⁵⁰ Comme nous l'avons vu plus haut, le terme *polgár* renvoie à la citoyenneté. Toutefois, pour désigner le membre d'un État, c'est-à-dire le détenteur effectif de la citoyenneté, l'on dirait *állampolgár* (littéralement « citoyen d'État »).

aux signifiants très politiques de ses débuts, le *Fidesz* se rapproche du nationalisme conservateur de l'entre-deux-guerre et du MDF, esquissant une conception de la nation où les signifiants d'ordre politico-historiques (1000 ans d'histoire commune) côtoient les signifiants d'ordre culturel (traditions nationales).

La mobilisation des signifiants du nationalisme conservateur s'enrichit toutefois de contenus nouveaux. En effet, Orbán développe une critique de la mondialisation et de la « société ouverte » où

il n'y aurait plus de pays, seulement un habitat, [et] plus de patrie, seulement un site d'investissement. [...] Où le progrès ne sert pas les intérêts de la nation, mais satisfait seulement l'ambition qu'a une petite élite de devenir des citoyens du monde^{XXV}. (Orbán cité dans Enyedi, 2015, p. 237)

En parallèle, la coalition socialiste-libérale est décrite comme tournée vers l'étranger et insuffisamment nationale (Id.) et le *Fidesz* met en sourdine le discours néolibéral musclé qu'il tenait jusque-là (Batory, 2002, p. 533). Il peut ainsi, avec une apparence de cohérence, désigner la mondialisation néolibérale et les partis politiques qui y sont associés comme « dehors » antagonique. Ce « dehors » a également l'avantage de pouvoir être associé aux ratés d'un *Rendszerváltás* qui fait déjà bien des déçus.

La mobilisation et la resignification du signifiant *polgári*⁵¹ contribuent en outre à construire un « nous » réorientant le nationalisme du parti tout en lui conservant un caractère nouveau et dynamique (Fowler, 2007, p. 105). Nous avons vu dans le chapitre précédent que si le terme *polgári* servait de nom à un mouvement associé à la gauche, sa signification polysémique porte également une connotation conservatrice. Tel que mobilisé par le *Fidesz*, le signifiant *polgári* signifie à la fois le « nous » des citoyens hongrois dont le parti se veut le représentant, mais aussi la volonté de faire accéder ceux-ci à une « classe moyenne aisée », chemin privilégié dans le « renforcement d'une mentalité civique ». La dimension citoyenne du terme est ainsi doublée

⁵¹ Le signifiant revêt à cette époque une telle importance qu'il est accolé au nom du parti, qui devient *Fidesz-Magyar polgári párt* (Parti civique hongrois) (Enyedi, 2015, p. 238), puis *Fidesz-Magyar polgári szövetség* (Alliance civique hongroise).

d'une autre, renvoyant à l'embourgeoisement (Bozóki, 2008, p. 204). De cette manière, le *Fidesz* vise l'électorat de classe moyenne, dont il fait le cœur de son « nous » et la cible prioritaire de ses politiques sociales : celui-ci serait en effet porteur de « valeurs morales et culturelles comme le respect du travail et de la famille^{XXVI} » et disposé à être responsable de lui-même plutôt que d'être pris en charge par l'État. Ainsi, le parti peut opérer une critique conservatrice de la mondialisation : plutôt que de s'associer aux « perdants » de celle-ci, il entend représenter un groupe social ancré dans la nation, mais empêché d'atteindre son plein potentiel par le système en place (Fowler, 2007, pp. 104-106). Par conséquent, l'usage du signifiant *polgári* contribue à construire une identification politique (Enyedi, 2015, p. 238) « de droite » différenciant le *Fidesz* du MDF et l'opposant à la gauche libérale, tout en maintenant une forme de continuité avec le nationalisme libéral de ses débuts (Fowler, 2007, p. 105). Le nationalisme conservateur revêt ainsi des atours modernes et une connotation antisystème. Ce n'est toutefois pas la dernière mutation que le *Fidesz* lui fera opérer.

5.3 Défaite électorale, victoire culturelle

Le *Fidesz* remporte les élections législatives de 1998. Durant son premier mandat de gouvernement, il met en place une politique de soutien aux familles de la classe moyenne, pose des gestes en direction des locuteurs hongrois des pays voisins ou encore célèbre en grande pompe les mille ans de l'*Államalapítás*. Cette première expérience gouvernementale est cependant interrompue par les élections de 2002.

Celles-ci se déroulent dans un climat de forte bipolarisation opposant de nouveau la droite nationaliste (cette fois incarnée par le *Fidesz*) à la gauche libérale (le MSZP et ses alliés du SZDSZ) (Palonen, 2009, p. 324). Selon Palonen, c'est la définition même de la nation qui est en jeu, avec d'un côté la conception polgáro-conservatrice de la « grande » nation et de l'autre une conception centrée sur la sécurité sociale et l'appartenance civique à l'État et à la « petite » nation (2011, p. 6). Dans ce contexte, la frontière politique construite par les deux camps place le *Fidesz* dans celui de la nation et la gauche libérale dans celui de la démocratie (Bozóki, 2008, p. 211). Le premier est décrit par ses adversaires comme étant celui d'une élite « néo-féodale », et le second comme une élite « néolibérale » étrangère (Palonen, 2018, p. 314). Conséquence : les signifiants « nation » et démocratie » apparaissent désormais comme contradictoires aux yeux de

nombreux électeurs, réactivant un clivage qui remonte à la rupture de 1903-1906 (Bozóki, 2008, pp. 211-213).

Aux termes de cette élection, le *Fidesz* est défait dans les urnes, mais il remporte en parallèle une importante victoire politico-culturelle : le signifiant « nation » lui est désormais exclusivement associé, posture qu'Orbán renforce en déclarant que ses électeurs ne sont pas minoritaires, puisque « la patrie ne peut être dans l'opposition^{XXVII} » (Orbán cité dans Szabó, 2007, p. 133). En d'autres mots : seul le *Fidesz* représente la nation. Dans un même temps, des signifiants flottants qui en temps normal relèvent typiquement du nationalisme banal (Billig, 1995, p. 8) acquièrent une charge antagonique et partisane. Le drapeau hongrois, le slogan sportif « hajrá magyarok ! » (allez les hongrois !) ou la cocarde tricolore (portée traditionnellement lors de la fête du 15 mars) deviennent des symboles d'appartenance au camp de la droite nationaliste, autour de laquelle se développe un véritable « milieu culturel » qui survit à l'échéance électorale (Bozóki, 2008, p. 224; Palonen, 2009, p. 324). Ainsi, même défait, le *Fidesz* et Viktor Orbán sont parvenus à souder un électorat autour d'un sens commun partagé. Un atout d'autant plus important que, dans les années qui suivent, la gauche libérale se verra incapable de tenir les promesses qu'implique son inscription dans le camp de la démocratie et de l'État social.

5.4 Des *polgárok* aux *emberek* : le virage populiste

Cependant, le *Fidesz* n'attend pas l'effondrement de la gauche libérale pour opérer un autre virage stratégique. Ayant fait de la droite conservatrice le « camp de la nation », il cherche désormais à y intégrer des électeurs ayant précédemment soutenu la gauche libérale (Szabó, 2007, pp. 150-151). Ce virage se concrétise en 2004. Cette année-là, le riche entrepreneur Ferenc Gyurcsány devient premier ministre de la coalition socialiste-libérale et, dans le cadre d'un référendum d'initiative populaire, les votants s'opposent massivement à la privatisation des hôpitaux prévue par le gouvernement⁵² (Tóth et Török, 2015, p. 122). Dans ce contexte, le *Fidesz* met en sourdine les aspects les plus conservateurs de son programme pour insister sur la question sociale, en l'intégrant à un discours populiste. Le signifiant *polgár*, à la connotation élitiste et

⁵² Posée en même temps que la question portant sur l'extension de la citoyenneté hongroise aux magyars des pays limitrophes, la question portant sur la privatisation des hôpitaux obtient 65% de « non ». Cependant, du fait du taux de participation de seulement 37,49% des électeurs, le résultat est invalidé.

conservatrice, est mis de côté au profit des *emberek* (les gens), qui sont opposés au « gouvernement de banquiers » de la gauche libérale, aux « spéculateurs », aux « magouilleurs », aux « financiers » et aux « nouveaux aristocrates » déconnectés de la réalité. Disant vouloir se concentrer sur « la vie des gens », le parti se fait désormais défenseur de la démocratie directe (pétitions, soutiens aux référendums d'initiative populaire visant à bloquer les mesures d'austérité, etc.) contre une démocratie représentative corrompue (Enyedi, 2015, pp. 239-240; Krakovsky, 2019, pp. 250-251). Cette frontière politique déconstruit ainsi la légitimité démocratique et sociale du gouvernement de la gauche libérale, opposant verticalement ce dernier à un peuple hongrois floué par ses élites. Déjà représentant de la « nation », le *Fidesz* se veut désormais aussi celui des gens ordinaires et d'une démocratie qui répond à leur besoin. La frontière de la communauté nationale recoupe ainsi celle, populiste, opposant le peuple aux élites, dans une formulation particulière du national-populisme.

Ce virage stratégique ne suffit toutefois pas à remporter les élections de 2006, durant lesquelles se renouvelle le clivage politique de 2002. Orbán y affronte un Gyurcsány prônant une « nouvelle Hongrie » (un slogan qui rappelle ceux des mouvements *polgári* et *urbánus*) et dont le parti se veut une alliance des « gens ordinaires » et de « gestionnaires publics » (Palonen, 2009, p. 325). Orbán parvient à consolider son camp, mais c'est Gyurcsány qui remporte le scrutin. L'hégémonie à droite, pas plus que le populisme n'auront suffi au *Fidesz* à revenir au gouvernement, indiquant que la montée au pouvoir de ce dernier n'a rien d'inévitable et que l'électorat hongrois reste sensible au projet associé à la gauche libérale.

Dans les années qui suivent, le *Fidesz* reconduit et approfondit son discours national-populiste, ciblant « l'establishment économique et culturel international » représenté en Hongrie par la gauche libérale (Enyedi, 2016, p. 14). Entre-temps, les événements politiques ont donné à ce positionnement des assises très concrètes. En effet, en septembre 2006 est diffusé un enregistrement dans lequel Gyurcsány s'adresse en secret à son parti quelques semaines après avoir remporté les élections. Dans ce qui sera désormais appelé le « discours d'Őszöd », le premier ministre admet avoir menti sur la situation économique réelle du pays afin de faciliter sa réélection et justifie ainsi de renoncer à ses engagements sociaux-démocrates au profit d'une politique d'austérité (Palonen, 2012, pp. 942-943).

Hasard du calendrier, les manifestations déclenchées par l'enregistrement du discours d'Ószöd se déroulent pendant le cinquantième anniversaire de la Révolution de 1956. Ces manifestations, souvent émaillées d'affrontements violents avec la police, perdent en intensité au fil des semaines, avant de redoubler d'ampleur le 23 octobre, anniversaire de la Révolution. Ce jour-là, des manifestants font défiler un antique char soviétique et, à l'image des insurgés de 1956, attaquent la radio nationale et le siège du MSZP (Gradvohl, 2007b, pp. 41-42; Kovács, 2015, pp. 5-6). Le parallèle entre 1956 et 2006 est ainsi mis en scène dans la rue comme par les partis d'opposition (Ibid p. 2), incluant le *Fidesz*. Ce dernier souligne le rapprochement entre la situation présente et les événements passés en insistant sur les « mensonges » révélés par le discours d'Ószöd, qui font écho à ceux reprochés aux communistes par les révolutionnaires de 1956. En effet, dans ses propos, Gyurcsány utilisait l'expression « mentir sur toutes les ondes », citation justement popularisée en 1956. Le *Fidesz* a également beau jeu de dénoncer une manœuvre des députés européens du MSZP et du SZDSZ, qui cherchent à amender un projet de loi européen commémorant 1956, en lui retirant une référence aux « mensonges » du régime communiste (Kovács, 2015, pp. 5-7) .

Cette posture, outre que de placer le parti d'Orbán en communion avec la colère populaire, vient soutenir la stratégie nationale-populiste adoptée jusque-là. Tout en érodant la posture « démocratique » de la gauche libérale et en creusant la frontière politique opposant le peuple aux élites, le discours sur les « mensonges » permet d'associer la coalition MSZP-SZDSZ au régime communiste (Palonen, 2011, p. 5) et de poser de nouveau le *Fidesz* en héritier de 1956 et de sa lutte de libération nationale. D'ailleurs, les manifestants, ou du moins une partie d'entre eux, se conçoivent comme les héritiers de ce combat, cette fois dirigé contre « les agents du grand capital international » plutôt que contre Moscou et le parti unique (Gradvohl, 2007b, p. 42). De surcroît, en affirmant, depuis Londres, que les révolutionnaires de 1956 ne luttaient pas pour la démocratie, mais bien pour une Europe unie (Kovács, 2015, p. 6) , Gyurcsány contribue à renforcer le clivage qui oppose son camp à la nation *et* à la démocratie.

Ce clivage devient encore plus prégnant dans les mois qui suivent, lorsque des référendums d'initiative populaire sont enclenchés afin de bloquer des mesures de privatisation et d'austérité (concernant le système de santé publique, l'éducation supérieure et l'agriculture) prévues par le gouvernement de la gauche libérale. Celles-ci répondent à des exigences formulées par le FMI et

la Commission européenne (Gradwohl, 2007b, pp. 42-44). Face à Gyurcsány déclarant que ces réformes sont nécessaires pour « rattraper l'Ouest », le *Fidesz* a beau jeu de prendre le parti du « non » en dénonçant l'inféodation du gouvernement à l'Union européenne et aux puissances étrangères. La frontière politique nationale-populiste construite par le *Fidesz* est renforcée : d'un côté, le camp du « peuple », de la nation et de la démocratie, et de l'autre celui du mensonge et de la corruption de l'État au bénéfice de l'Occident (Korkut, 2012, p. 45). Le 8 mars 2008, le résultat est sans appel : 80% des votants rejettent les réformes, et la coalition socialiste-libérale se disloque deux mois plus tard (Ibid p. 45; Palonen, 2009, pp. 329-330). En parallèle, les assises démocratiques et sociales autour desquelles s'était construite sa majorité électorale sont brisées (Halmai, G., 2011, p. 129; Palonen, 2018, p. 314). À l'opposé, le *Fidesz* peut à présent se revendiquer – du moins en apparence⁵³ – d'un nationalisme démocratique, sans pour autant avoir renié son nationalisme conservateur. La configuration politique héritée du *Rendszerváltás*, qui opposait deux camps au poids électoral comparable, est ainsi rompue, et le *Fidesz* a le champ libre.

5.5 Au centre de l'échiquier : face au *Jobbik*

En parallèle à l'érosion de la légitimité gouvernementale, les mobilisations de masse organisées par les partis de droite se poursuivent (Palonen, 2009, p. 327). Y prend part un nouveau parti antisystème, le *Jobbik*. Celui-ci construit une opposition verticale entre les hongrois (présentés comme des « citoyens de seconde zone dans leur propre pays ») colonisés par une oligarchie occidentale avec la complicité de l'Union européenne et des élites politiques locales, et plus particulièrement leur faction libérale. Selon ce parti, la libéralisation économique, les plans d'austérité, l'union civile des homosexuels ou encore l'immigration ont tous le même objectif : la destruction des États-nations, au premier chef duquel la Hongrie (Enyedi, 2015, pp. 241-242). En outre, opposé à la modernité occidentale, le *Jobbik* est résolument orientaliste et considère que les hongrois sont les « plus occidentaux des peuples orientaux » et que le pays devrait résolument se tourner vers l'Est (Ablonczy, 2012, p. 51; Balogh, 2015, p. 199; Korkut, 2012, p. 191). La vision

⁵³ Cette posture « démocratique » et l'engagement en faveur de la démocratie directe sont mis de côté dès le retour du *Fidesz* au pouvoir. La nouvelle constitution est adoptée sans consultation populaire et le seuil pour enclencher des référendums d'initiative populaire est relevé et sa procédure davantage encadrée, le gouvernement préférant « consulter » les citoyens via des sondages postaux (Enyedi, 2016, p. 13 ; Korkut, 2012, p. 166).

du monde du *Jobbik* est également marquée par l'antisémitisme, mais celui-ci est mobilisé de manière parcimonieuse et ne prend pas la forme de revendications politiques (Enyedi, 2015, pp. 241-242 ; Kovács, 2013, p. 227) .

De la sorte, le *Jobbik* se constitue⁵⁴ comme force antisystème – à sa manière, nationale-populiste – rejoignant un électorat hétérogène (étudiants, classes moyennes éduquées et classes populaires) en articulant plusieurs types de demandes (souverainistes, religieuses, économiques, sécuritaires, etc.) (Ablonczy, 2012, pp. 49-50; Kovács, 2013, p. 223 ; 230). C'est d'ailleurs en mettant de l'avant la « question rom » que le parti a gagné en popularité, cet enjeu mobilisant des préjugés stagnants dans le sens commun (Korkut, 2012, p. 188), mais n'ayant pas été politisé depuis le *Rendszerváltás* (Kovács, 2013, p. 225). Alors même que le *Fidesz* s'apprête à être porté au gouvernement, le *Jobbik* enchaine les succès électoraux, d'abord aux élections européennes de 2009 (14,77% des voix), puis aux élections législatives de 2010 (16,67% des voix). Ces gains sont obtenus au profit du MSZP, dans son électorat traditionnel du nord-est du pays (Szombati, 2018, pp. 109-119).

Durant cette période, le positionnement du *Jobbik* est à plusieurs égards proche de celui adopté par le *Fidesz*, dont il incarne en quelque sorte une version plus radicale et ethnicisée. Le « nous » du *Jobbik* est composé des mêmes « gens » floués par leurs élites que le « nous » du *Fidesz*, à la différence qu'ils sont de surcroît colonisés et que la communauté nationale y est étroitement associée à ses « origines » orientales. En parallèle, le « dehors » construit par le *Jobbik* est radicalement étranger à la nation, et composé à la fois d'un « Autre » externe, la mondialisation libérale (Kovács, 2013, pp. 226-227), et interne, la figure du rom. L'opposition entre roms et non-roms contribue ainsi à ethniciser⁵⁵ le « nous » national du *Jobbik* d'une manière qui le rapproche davantage du nationalisme ethnique et de l'aile droite du mouvement *népi* que du nationalisme conservateur.

⁵⁴ Ce qui n'avait pas été le cas du MIÉP, le parti qui a précédé le *Jobbik* avec un discours à plusieurs égards similaire (Ablonczy, 2012, pp. 46-50).

⁵⁵ Le *Jobbik* propose de légaliser les pratiques de ségrégation scolaire entre non-roms et roms, et de restreindre les programmes sociaux dont ces derniers bénéficient (Kovács, 2013, 227).

Le *Fidesz* parvient à tourner à son avantage l'émergence d'un adversaire à sa droite. Si les deux partis excluent toute alliance électorale (Korkut, 2012, pp. 186-187), celui de Viktor Orbán se sert dans un premier temps du *Jobbik* pour se positionner au centre de l'échiquier politique (Szombati, 2018, p. 116). Alors qu'il construit sa frontière politique contre la gauche libérale, il taxe le *Jobbik* d'extrémisme (Korkut, 2012, pp. 186-187) tout en intégrant certaines de ses revendications, occupant ainsi son espace politique et neutralisant son ascension électorale (Bozóki, 2008, p. 96; Palonen, 2018, p. 317; Szombati, 2018, p. 144). Cela s'accélère avec l'élection du *Fidesz* en 2010 : sur une période de cinq ans, il met en application 8 des 10 propositions⁵⁶ électorales « prioritaires » formulées par le *Jobbik* (Bozóki, 2008, pp. 90-91). Sur le terrain du nationalisme, le parti d'Orbán opère un mouvement similaire, reprenant dans ses propres termes des propositions clés de son adversaire : écriture d'une nouvelle constitution incluant des références au christianisme et à la Sainte Couronne, politiques publiques « post-Trianon », etc. (Enyedi, 2016, p. 12).

L'émergence du *Jobbik* a donc eu une double conséquence pour le *Fidesz*. D'une part, elle permet à celui-ci de se positionner comme force politique centrale. La bipolarisation entre droite nationale et gauche libérale a vécu : l'ouverture d'un espace encore plus radical à droite a pour conséquence d'organiser l'échiquier politique autour du parti de Viktor Orbán. D'autre part, une fois au pouvoir, le *Fidesz* occupe le nouvel espace généré par le *Jobbik*. Son nationalisme, qui jusque-là avait évolué du nationalisme libéral au national-populisme en passant par le polgáro-conservatisme, emprunte désormais les signifiants d'un parti héritier du nationalisme ethnique.

5.6 Un nouveau régime : révolution et continuité

Le *Fidesz* remporte les élections législatives d'avril 2010 avec 52,73% des voix et 2/3 des sièges à l'Assemblée nationale. S'inscrivant de nouveau en filiation avec les révolutions de 1848 et de 1956, Orbán déclare que ces résultats constituent une « révolution dans les urnes »

⁵⁶ Ces huit mesures sont : des créations d'emploi et des réductions d'impôt, la taxation des banques et le sauvetage de petits emprunteurs, la nationalisation du secteur de l'énergie et la réduction des factures de gaz et d'électricité, la taxation des multinationales, la réduction des pensions des anciens dirigeants communistes, le versement de l'aide sociale en échange de la réalisation des travaux publics (le système du *közmunka*), l'interdiction de vendre des terres hongroises à des étrangers, et l'attribution de la citoyenneté hongroise aux locuteurs hongrois des pays voisins (Bozóki, 2016, pp. 90-91).

(*fülkeforradalom*) qui rompt avec une « ère déchuée » (Korkut, 2012, p. 184; Palonen, 2011, p. 7). Il légitime ainsi l'édification du Système de coopération nationale (*Nemzeti együttműködés rendszere*, NER). Dès juin 2010, une « Déclaration de coopération nationale » est adoptée par l'Assemblée nationale et pose les fondements du nouveau régime décrit comme « libre des idéologies abstraites » et « caractérisé par des décisions quotidiennes pragmatiques^{XXVIII} », rejetant ainsi implicitement le régime issu du *Rendszerváltás*, considéré comme idéologisé. Dans les faits, outre que d'asseoir le pouvoir du *Fidesz* sur le long terme en transformant en profondeur les processus de nomination institutionnels, le NER constitue essentiellement un cadre discursif souple dans lequel le parti est à même de légitimer l'ensemble de son action gouvernementale, qui semble ainsi s'insérer dans un projet ample et cohérent (Uitz, 2020, pp. 10-15).

Consultable dans une copie grand format dans tous les édifices publics (Kovács et Trencsényi, 2020a, p. 410), la nouvelle Loi fondamentale qui entre en vigueur dès l'année 2012 est une des pièces maîtresses du dispositif (Id.) et fait d'ailleurs référence au NER⁵⁷ dans son préambule⁵⁸. L'écriture d'une nouvelle constitution ne faisait pourtant pas partie du programme du *Fidesz* durant la campagne électorale de 2010. Toutefois, l'obtention d'une majorité parlementaire de 2/3 permet au parti de procéder à une telle entreprise sans la collaboration des partis d'opposition (Jakab et Sonnevend, 2012, p. 1 ; 18). Malgré des sondages indiquant le désaccord de la population, Orbán pose cette réécriture comme nécessaire, la constitution de 1989 n'étant qu'une version amendée de celle, communiste, de 1949 (Ibid, pp. 2-3; Stein, 2017, p. 27). L'adoption de la nouvelle constitution construit ainsi une rupture non seulement avec le régime du *Rendszerváltás*, mais aussi avec le communisme. Dans un même temps, le texte affirme une continuité avec l'histoire millénaire de la Hongrie. En ce sens, s'il ne nous revient pas ici d'analyser la portée juridique du texte⁵⁹, la dimension symbolique contenue dans son préambule mérite que l'on s'y attarde, puisque porteuse de la conception de la nation du parti. Un point que

⁵⁷ D'ailleurs, le rapport du *Fidesz* au régime constitutionnel apparaît lui aussi très « pragmatique », la Loi fondamentale ayant été modifiée huit fois entre 2012 et 2019 (Uitz, 2020, p. 13).

⁵⁸ Pour les citations et analyses du préambule de la Loi fondamentale hongroise, la version originale ainsi que sa traduction française officielle ont été utilisées : «Magyarország Alaptörvénye», (Budapest : Köztársasági elnöki hivatal, 2011), «Loi fondamentale de la Hongrie», (Budapest : Ministère de la justice de Hongrie, 2019)

⁵⁹ Soulignons toutefois que le caractère très contraignant de celui-ci est de nature à renforcer le pouvoir du *Fidesz* (Uitz, 2020, p. 13).

confirme Orbán lui-même dans un discours tenu en avril 2015, où il y déclare que ce préambule est une « carte d'identité de la nation », qui définit ses identités culturelle et constitutionnelle (Orbán cité dans Stein, 2017, p. 26).

Intitulé « Profession de foi nationale » (*Nemzeti hitvallás*) et formulée au nom des « membres de la nation hongroise », le préambule s'ouvre avec l'évocation du roi István et des mille ans d'un État hongrois qui grâce à lui aurait été édifié sur des « fondations solides » et rattaché à « l'Europe chrétienne ». Puis, il rend hommage aux « ancêtres » ayant lutté pour l'indépendance nationale, affirme que le peuple hongrois a lutté pendant des siècles pour défendre l'Europe tout en enrichissant ses « valeurs communes », avant de « reconnaître » le rôle joué par le christianisme dans la « préservation de la nation ». En somme, en quelques lignes et de manière chronologique, le préambule passe en revue de grands signifiants du nationalisme hongrois (*Államalapítás*, indépendance nationale, frontières protectrices de l'Europe). Deux phrases s'enchaînant l'une après l'autre font quant à elles explicitement référence à deux signifiants traumatiques du nationalisme hongrois : Trianon et le rapport aux minorités nationales. Dans le premier cas, l'on promet de « préserver l'unité intellectuelle et spirituelle » de la nation « brisée » durant le 20^e siècle, ce qui implique que celle-ci existe par-delà ses frontières actuelles et inclue les magyars de l'étranger. Cependant, la référence à une unité « intellectuelle et spirituelle » plutôt que territoriale exclut *a priori* les ambitions irrédentistes. Dans le second cas, le préambule déclare que « les minorités nationales vivant avec nous font partie de la communauté politique hongroise et sont des éléments constitutifs de l'État^{XXIX} ». Ce passage n'est pas dénué d'ambiguïté. D'une part, il affirme que magyars et non-magyars font partie d'une même « communauté politique », réitérant ainsi le consensus établi par le nationalisme libéral et prolongé en partie par le nationalisme conservateur. D'autre part, le fait que la phrase (comme l'ensemble du préambule) soit formulée à la première personne du pluriel (« les minorités nationales vivant avec nous ») insinue une différenciation entre le « nous » de la nation et un « eux » (qui n'est pas mentionné comme tel) des minorités. Comme si, au cœur du « nous » large de la communauté politique, il existait un autre « nous » plus substantiel. En un sens, l'ambiguïté de ce passage est à l'image des débats qui traversent le nationalisme hongrois depuis le 19^e siècle.

Le passage qui suit immédiatement nous donne une indication quant au positionnement du *Fidesz* sur ce sujet. Il y est question de préserver la langue et la culture hongroise et celles des minorités

nationales, ainsi que « les valeurs du Bassin des Carpates confiées par la nature et façonnées par l'homme ». La référence à cette unité géographique et à des cultures hongroises et minoritaires constituées par l'histoire et la nature est typique des conceptions politico-culturelles ou ethnoculturelles de la nation hongroise, et ce qu'elles soient rattachées aux tendances conservatrices du nationalisme libéral, ou aux nationalismes ethnique et conservateur. En ce sens, c'est bien à cette tradition que le *Fidesz* se rattache avec son préambule, et c'est dans cette perspective qu'il faut interpréter le passage précédent sur les minorités nationales. Celui-ci demeure cependant assez ambigu pour ne pas contredire le consensus libéral de l'Ère des réformes.

Cette continuité avec les différentes phases du nationalisme libéral puis avec les nationalismes ethnique et conservateur est réitérée dans un autre passage du préambule, qui porte plus spécifiquement sur l'histoire constitutionnelle hongroise. L'on y déclare respecter « les acquis » de la « constitution historique » et de la « Sainte Couronne incarnant la continuité constitutionnelle de l'État hongrois ainsi que l'unité nationale ». À cet effet, Orbán a déclaré, toujours dans son discours d'avril 2015, qu'il considérait, à la suite de Ferenc Déák, que la « constitution historique » est un ensemble non écrit qui épouse « la vie de la nation » et se développe organiquement avec celle-ci (Orbán cité dans Ibid pp. 26-27). Le préambule inscrit ainsi la Loi fondamentale en continuité avec le mythe constitutionnel hongrois⁶⁰, voulant qu'en Hongrie une constitution « historique » à l'anglaise légitime l'unité et la souveraineté de la nation sur son territoire (Trencsényi et Kopeček, 2006, pp. 40-41).

Finalement, la volonté de s'inscrire en continuité avec l'histoire hongroise tout en marquant une rupture avec les régimes jugés illégitimes se manifeste nettement dans le dernier passage du préambule. Il stipule ne pas reconnaître les régimes nazis et communistes, expliquant que la période allant de 1944 à 1990 se caractérise par une absence d'ordre constitutionnel et mettant ainsi entre parenthèses près de cinq décennies de l'histoire du pays. En somme, en appelant à un « renouveau spirituel et intellectuel » et rompant avec ces périodes d'« ébranlement moral » et

⁶⁰ Cependant, contrairement à ce qui était revendiqué par le *Jobbik*, l'inscription de la Sainte Couronne dans Loi fondamentale n'a pas de valeur constitutionnelle (Jakab et Sonnevend, 2012, p. 4).

avec un *Rendszerváltás* qui n'avait pas su le surmonter, la Loi fondamentale (et le *Fidesz* avec elle) entend renouer le fil de l'histoire nationale. Son préambule mobilise pour ce faire les grands signifiants du nationalisme hongrois selon une formule conservatrice qui n'exclut pas pour autant les autres grands courants nationalistes.

5.7 Cautériser Trianon : la réforme de la citoyenneté

À la référence à Trianon contenue dans le préambule de la Loi fondamentale s'ajoute, dans le texte constitutionnel, l'article D) qui indique entre autres que « la Hongrie porte la responsabilité du destin des Hongrois vivant en dehors de ses frontières ». Sur ce point, le nouveau texte est en continuité avec la constitution amendée de 1989, celle-ci assumant aussi une « responsabilité » de l'État envers les minorités magyares de l'étranger. Cette dernière opérait cependant une distinction – signe de l'absence de consensus au sein de l'opposition démocratique sur ce point – entre un « peuple » souverain limité aux frontières nationales et une « nation » qui s'étend par-delà celle-ci (Batory, 2010, p. 32 ; 45). Une distinction qui n'est pas reconduite par la Loi fondamentale et que le *Fidesz* va s'employer à effacer dès son arrivée au pouvoir.

Avant d'en arriver là, le positionnement du parti d'Orbán sur cet enjeu a connu une longue évolution. Émergeant sous l'ère Kádár, la prise en charge des locuteurs hongrois de l'étranger par l'État hongrois est une des demandes clés s'exprimant durant le *Rendszerváltás*. C'est d'ailleurs sur ce point que le *Fidesz*, tranchant avec son positionnement initial sur cette question, met en scène au parlement son virage à droite, s'opposant à un accord portant sur la minorité magyare de Roumanie négocié par le gouvernement Horn en 1996. En 2001, le gouvernement Orbán procède à une première reconnaissance institutionnelle des magyars des pays voisins en adoptant la Loi du Statut leur accordant certains droits « plus symboliques que pratiques » (bourses scolaires et couverture médicale modeste, tarif réduit sur les transports en commun hongrois, etc.). Cette initiative n'en suscite pas moins une vive opposition de la gauche libérale, provoquant un débat qui se prolonge durant la campagne électorale de 2002 (Egry, 2020, pp. 74-77). Il ne s'agit pourtant que d'un prélude à ce qui se passera deux ans plus tard. Le 5 décembre 2004 se tient en effet un référendum d'initiative populaire proposant d'accorder la citoyenneté hongroise aux minorités magyares de l'étranger. Hésitant dans un premier temps, le *Fidesz* finit par appuyer la proposition, alors que le MSZP et le SZDSZ s'y opposent farouchement (Batory, 2010, pp. 41-42;

Egry, 2020, pp. 76-77). Ces derniers avancent qu'une telle mesure entraînerait un afflux de migrants avec des conséquences dommageables pour les finances de l'État social, tout en accusant le parti d'Orbán de voir dans les minorités magyares un réservoir d'électeurs potentiels. Ils se voient quant à eux taxés d'égoïsme envers leurs compatriotes de l'étranger (Palonen, 2009, pp. 329-330) par un *Fidesz* qui travaille à approfondir l'image antinationale de la gauche libérale (Egry, 2020, pp. 76-77). Le fossé qui, vingt ans plus tôt, séparait déjà l'opposition démocratique apparaît ainsi plus profond que jamais, chose que les résultats du référendum ne fait rien pour arranger : l'extension de la citoyenneté, approuvée par 51,6% des voix, est invalidée du fait d'une participation insuffisante (37,5%) (Batory, 2010, pp. 41-42). Comme durant l'entre-deux-guerre, le débat autour des frontières externes de la nation creuse sa frontière politique interne. Le *Fidesz* promet alors de « guérir les blessures » causées par cette campagne, qualifiée de « second Trianon » (Egry, 2020, pp. 76-77).

De retour au pouvoir cinq ans et demi plus tard, le parti d'Orbán fait rapidement voter deux lois en ce sens. La première accorde sur demande la citoyenneté aux ressortissants étrangers ayant des ancêtres sur le territoire hongrois avant ou après Trianon. Quant à la seconde, elle fait du 4 juin le « Jour de la cohésion nationale » (*Nemzeti összetartozás napja*), en référence au traité de Trianon signé à cette date. Puis, trois ans plus tard, une autre loi accorde aux nouveaux citoyens de l'étranger le droit de vote sur les scrutins de liste lors des élections législatives⁶¹ (Egry, 2020, p. 73). Le *Fidesz* tranche ainsi (temporairement ?) le débat de manière radicale : la nation est celle des 15 millions de hongrois d'Antall plutôt que des 10 millions de Horn, et elle équivaut désormais au peuple souverain. S'ancrant dans une « petite » Hongrie et dans son État, elle n'en porte pas moins, parce qu'elle s'étend officiellement par-delà les frontières, le souvenir de la « grande » Hongrie d'autrefois⁶². En effet, l'adoption parallèle de la loi sur la citoyenneté et de celle sur le 4 juin fait de l'extension de la citoyenneté plus que l'affirmation d'une solidarité culturelle, mais bien une réparation partielle des conséquences de Trianon. D'ailleurs, les partis

⁶¹ Ce qui renforce au passage le poids électoral du *Fidesz* : à l'élection de 2014, celui-ci reçoit 95% des votes émis depuis l'étranger (Egry, 2020, p. 73).

⁶² Cela n'implique pas, de la part du *Fidesz*, un retour à l'irréductibilisme. Au contraire, le parti est prompt à mettre de côté les revendications autonomistes de certaines minorités magyares au profit de l'amélioration des relations avec les pays voisins (Egry, 2020, p. 89).

d'opposition ayant rejeté ces lois sont accusés par le *Fidesz* d'être des « représentants illégitimes » de la nation, car ne la reconnaissant pas dans ses contours désormais institutionnalisés (Egry, 2020, p. 79).

5.8 « La Hongrie d'abord » : nationaliser la question sociale

En février 2018, Orbán défend une nouvelle fois l'importance de l'indépendance nationale, ce qui implique selon lui de faire passer la « Hongrie d'abord », y compris du point de vue économique (Orbán cité dans Krakovsky, 2019, pp. 257-259). Le discours social et économique du *Fidesz* est effectivement articulé à son nationalisme. Dès son retour au pouvoir, dans le sillage de la crise de 2008, le parti prône une reconstruction économique s'appuyant sur un État « fort » et « actif », par opposition à l'État « boutique » auquel il associe le gouvernement précédent (Korkut, 2012, p. 173). Il s'agit, une fois de plus, de mener une « lutte de libération » (Kovács, 2020, pp. 116-117) à l'image de celles de 1848, 1956 et 1988-1990, mais cette fois dirigée contre le FMI et l'Union européenne (Korkut, 2012, p. 184). Pour ce faire, le gouvernement emploie des méthodes hétérodoxes : il rompt avec le FMI et ses prêts assortis de mesures d'austérité, revenant plutôt à l'équilibre budgétaire en taxant les banques et les multinationales, en nationalisant le système de retraite et en s'endettant sur les marchés financiers. Dans un même temps, il procède à une forte régulation de l'économie et du secteur financier, met fin à l'indépendance de la Banque centrale et nationalise le secteur de l'énergie. Les conflits qui en résultent avec les multinationales, les banques et Bruxelles contribuent à la réélection du *Fidesz* en 2014, celui-ci construisant alors un clivage entre les puissances étrangères et une économie au service du peuple et sous contrôle démocratique. Poursuivant dans cette logique, le gouvernement présente les partis d'opposition critiquant sa politique comme des représentants des intérêts étrangers (Enyedi, 2015, pp. 244-245; Kovács, 2020, p. 118; Mihályi, 2020, pp. 203-204; Palonen, 2012, p. 948). De la sorte, sa politique économique acquiert une connotation populaire et démocratique cohérente avec sa rhétorique nationale-populiste.

Le *Fidesz* n'a pas pour autant rompu avec le néolibéralisme de ses débuts, qui continue à structurer sa vision économique (Szombati, 2018, pp. 158-159). En effet, en parallèle aux mesures hétérodoxes décrites plus haut et à la conviction que le marché a besoin d'être encadré par un État fort pour fonctionner (Palonen, 2011, p. 6), le *Fidesz* développe une critique radicale

de l'État social, qu'il considère insoutenable du point de vue de la compétitivité économique. À la place, Orbán prône l'édification d'une « société basée sur le travail » soutenant la compétitivité et l'investissement, affaiblissant le Code du travail, réduisant l'assurance-chômage et misant sur la théorie du ruissellement pour modérer les inégalités économiques (Kovács, 2020, p. 113; Stein, 2017, pp. 20-21 ; 27-28; Szombati, 2018, pp. 155-156). C'est cette logique qui préside à la création du système de *közmunka*, qui rend l'obtention de l'aide sociale conditionnelle à la réalisation de travaux d'intérêt public (Köllő, 2020, pp. 150-151). Orbán décrit en effet la nation comme une « communauté de citoyens "travaillant durement"^{xxx} » (Orbán cité dans Szombati, 2018, p. 165). Dans cette optique, les individus dépendants de l'État social nuisent à la compétitivité de la communauté nationale, ce qui les en exclut (Szombati, 2018, pp. 155-158 ; 165).

Cette conception concorde avec la composition que le *Fidesz* donne à son « nous » au moins depuis son virage polgáro-conservateur. Nous avons vu plus haut que le signifiant *polgári* se référerait à une classe moyenne aisée que le *Fidesz* plaçait au cœur de la communauté nationale. Orbán la décrit comme étant composée de « tous les hongrois souhaitant vivre de leur travail^{xxxI} » (Orbán cité dans Korkut, 2012, p. 166). Dans un même temps, le parti prône depuis cette époque la création et la défense d'une « bourgeoisie nationale » (Bozóki, 2008, p. 196; Enyedi, 2016, p. 16; Korkut, 2012, pp. 47-48). Dans les faits, dès le premier mandat du *Fidesz*, mais de manière encore plus marquée à partir de son retour au pouvoir, les démarches en ce sens ont pris la forme de pratiques népotiques bénéficiant aux amis du régime – le cas très populaire de Lőrinc Mészáros, ami d'enfance d'Orbán devenu milliardaire, étant paradigmatique en ce sens (Bozóki, 2008, p. 217; Krakovsky, 2019, p. 266; Mihályi, 2020, p. 204). Le *Fidesz* met donc au cœur de son « nous » une élite politiquement et économiquement dominante secondée par une classe moyenne qui serait travailleuse, patriote et en voie d'embourgeoisement. Cette configuration est similaire à celle des nationalismes libéral et conservateur, qui plaçaient la noblesse au cœur de leur « nous ». Une filiation qui est d'ailleurs validée par un proche d'Orbán qui déclarait, alors que son parti se trouvait encore dans l'opposition, que « nous, la classe dirigeante historique, devons reprendre le pouvoir^{xxxII} » (cité dans Enyedi, 2015, p. 240). La politique économique du *Fidesz* indique donc un maintien de la conception conservatrice et élitiste de la nation portée depuis la seconde moitié des années 1990. Cependant, en associant ses

politiques économiques hétérodoxes à une rhétorique nationale-populiste et en cadrant le thème de la « société basée sur le travail » du point de vue de l'intérêt national, le parti d'Orbán « nationalise » la question sociale. Il évite ainsi de séparer la « classe dirigeante historique » du peuple et d'alimenter un clivage qui se porterait sur la question sociale, en opposant à la place le « nous » de la communauté nationale aux profiteurs de toute sorte, qu'ils soient du haut ou du bas de l'échelle sociale.

5.9 Les figures du « dehors » : visages du libéralisme

À partir de son virage polgáro-conservateur, puis durant les deux législatures qu'il passe dans l'opposition, le *Fidesz* construit comme « dehors » antagonique une gauche libérale décrite comme antinationale et servant des intérêts étrangers. Une fois au pouvoir et face à une opposition dispersée et très affaiblie, de nouvelles figures vont représenter ce « dehors ». Nous avons vu plus haut que l'émergence du *Jobbik* devait beaucoup à son discours anti-rom. L'on peut faire un parallèle entre la figure du rom telle que mobilisée par ce parti et celle du juif, mobilisée par le nationalisme ethnique. En effet, toutes deux représentent un « Autre » de l'intérieur refusant l'assimilation. Toutefois, là où la figure du juif était articulée avec celle du capitaliste, celle du rom est plutôt associée au désordre et aux ratés du libéralisme et du *Rendszerváltás*. C'est d'ailleurs en ces termes que le *Fidesz* parvient à intégrer cette question à son discours sans avoir à s'y référer directement⁶³. Dans le cadre de sa stratégie visant à occuper le « centre » de l'échiquier politique, il adopte une attitude « passive » : évitant d'user d'une rhétorique raciste ou ethniciste, il n'en reconnaît pas moins l'existence d'un « problème tsigane » (Szombati, 2018, p. 116 ; 165), qu'il combine à ses discours sur la « société basée sur le travail » et la sécurité. Le parti d'Orbán porte ainsi la demande anti-rom exprimée par le *Jobbik* sans prendre directement pour cible cette catégorie de la population, la figure du rom étant, dans le sens commun, associée à la criminalité et à la dépendance à l'État social (Ibid, p. 156 ; 164).

⁶³ À quelques exceptions près. Par exemple, le journaliste et animateur de télévision Zsolt Bayer, très proche du *Fidesz* (il est l'un de ses membres fondateurs) a joué un rôle médiatique important dans l'émergence du discours anti-rom (Szombati, 2018, p. 109). Des années plus tard, durant la campagne électorale de 2018 puis durant l'été 2020, Orbán lui-même a usé de cette rhétorique (Uitz, 2020, 18 ; Le Courrier d'Europe centrale, 2020).

Il faut attendre l'année 2015 pour que le parti d'Orbán intègre une figure comparable à son discours, à la différence qu'elle provient cette fois-ci de l'extérieur de la communauté nationale. Avec la crise des réfugiés de l'été 2015, le gouvernement du *Fidesz* lance une campagne politique tous azimuts pour s'opposer à leur accueil : « état d'urgence migratoire », amendements au Code criminel et à la Loi sur l'asile, campagne de publicité massive, construction d'une clôture à la frontière sud du pays, etc. (Fekete, 2016, pp. 40-41). Dans ses interventions sur la question, Orbán donne les « sociétés d'immigration » d'Europe de l'Ouest comme contre-exemple, évoquant pêle-mêle l'existence de « sociétés parallèles », le terrorisme et l'insécurité, et les populations autochtones « perdant le sentiment d'être chez eux dans leur propre pays^{XXXIII} » (Melegh, 2020, pp. 160-161). Comme le faisaient autrefois les nationalistes ethniques et conservateurs dans leur discours antisémite, il mobilise le signifiant « assimilation » en rappelant que l'histoire de la Hongrie « en est aussi une d'inclusion et d'interrelation des cultures^{XXXIV} ». Encore une fois, ce n'est pas la crainte du métissage, mais bien son impossibilité supposée qui justifie l'exclusion de l'Autre (Orbán cité dans Stein, 2017, p. 24 ; 35). Pour Orbán, si les migrants devaient être admis en Europe, ils constitueraient une « invasion musulmane » qui menacerait l'Europe chrétienne dans son ensemble (cité dans Halmai, 2020, p. 99). La culture chrétienne étant « la force unificatrice de la nation », c'est l'existence même de celle-ci qui serait mise en péril (Krakovsky, 2019, pp. 242-243). Le *Fidesz* mobilise ainsi cette « peur de disparaître », autre signifiant central du nationalisme hongrois, et qui s'incarne cette fois dans la figure du migrant (Melegh, 2020, p. 160). Cette dernière lui permet d'opposer sa conception du « nous » national caractérisée par un mode de vie et une culture chrétienne et européenne à un « dehors » qui menace son existence même.

En parallèle, la mise de l'avant de George Soros permet d'associer la figure du migrant fuyant une situation sociale et économique difficile à un symbole de l'oligarchie mondialisée. Selon la propagande du *Fidesz*, en soutenant l'immigration et l'accueil des réfugiés, le philanthrope milliardaire et ses ONG lutteraient pour imposer à la Hongrie un « échange de population » (cité dans Ibid p. 159). Particulièrement mobilisé pendant la campagne électorale de 2018, la figure de Soros est mise en opposition avec le « nous » national en étant présenté comme un « cosmopolite » qui « n'appartient à nulle part » (Krakovsky, 2019, pp. 272-273; Palonen, 2018, p. 317). Cette formule rappelle à plusieurs égards celles dirigées par les nationalismes ethnique et

conservateur contre les mouvements *polgári* et *urbánus* et leurs membres d'origine juive. Comme dans le cas de l'association entre juif et capitaliste, elle permet d'insérer l'opposition à l'accueil des réfugiés dans la lutte plus large contre une force étrangère qui cherche à dénaturer la Hongrie depuis l'extérieur.

En effet, les figures du migrant et de Soros contribuent à incarner la frontière politique que le *Fidesz* construit depuis son virage polgáro-conservateur : celle opposant la nation au libéralisme mondialisé. Comme l'expose Krakovsky, dans les mots d'Orbán « le réfugié est une figure de la globalisation, un déraciné qui "n'est plus aussi attaché à sa terre et à ses racines qu'auparavant" » (2019, pp. 242-243), un trait qu'il partage avec le milliardaire cosmopolite. Selon le premier ministre hongrois, la crise des réfugiés est le symptôme d'une « crise de l'identité libérale » indiquant que « l'âge du blabla libéral » arrive à son terme (Orbán cité dans Halmai, Gábor 2020, p. 99). Il prône ainsi une rupture d'avec la conception libérale de la liberté et son expression « sans limites » des désirs (Korkut, 2012, p. 175), puisque son inscription dans la démocratie rend celle-ci incapable de défendre les intérêts nationaux, ce que les institutions du *Rendszerváltás* ont démontré (Stein, 2017, p. 51). À la place, la démocratie illibérale dont le *Fidesz* se revendique à partir de 2014 constitue un modèle alternatif par lequel la nation peut être « organisée » dans le sens de ses intérêts, incluant entre autres sa compétitivité économique :

la nation hongroise n'est pas simplement une somme d'individus, mais une communauté qui a besoin d'être organisée et développée et, en ce sens, le nouvel État que nous construisons est un État illibéral, un État non libéral. Il ne nie pas les valeurs fondatrices du libéralisme comme la liberté, etc. Mais il ne fait pas de cette idéologie un élément central de l'organisation étatique, mais applique à la place une approche spécifique, nationale, particulière^{xxxv}. (Orbán cité dans Stein, 2017, p. 51)

Ainsi, l'illibéralisme est étroitement articulé au nationalisme puisqu'il consiste à harmoniser les aspirations et les libertés individuelles avec les intérêts et les particularités de la nation, à l'opposé d'une démocratie libérale qui les nierait. C'est d'ailleurs dans cette logique que le préambule de la Loi fondamentale déclare que « la liberté individuelle ne peut se réaliser qu'en coopération avec autrui » (*az egyéni szabadság csak másokkal együttműködve bontakozhat ki*).

Plus largement, le concept de démocratie illibérale permet de creuser la frontière politique avec les gouvernements précédents, associés au grand « dehors » libéral antinational (Palonen, 2018, p.

316). Dans un même temps, le fait que cet illibéralisme soit articulé à la « démocratie » permet au nationalisme du *Fidesz* de continuer à mobiliser ce signifiant qu'il a précédemment disputé au camp de la gauche libérale. Les migrants, Soros, les partis d'opposition, les puissances étrangères et les citoyens « non productifs » constituent ainsi une chaîne d'équivalence représentant le libéralisme et ses échecs. Face à lui, le « nous » est celui d'une nation qui serait travailleuse, chrétienne et européenne, démocratique à sa manière particulière, et soucieuse de préserver sa culture, ses traditions et son indépendance.

5.10 Une place sur le continent : pour l'Europe, contre Bruxelles

Ce « nous » et ce « dehors », le *Fidesz* ne va pas seulement les porter à l'échelle nationale, mais aussi sur la scène internationale. En effet, la manière dont le nationalisme du *Fidesz* construit l'identité géopolitique de la Hongrie est cohérente avec le nationalisme qu'il porte à l'intérieur du pays. À partir du *Rendszerváltás*, la politique étrangère hongroise s'aligne sur l'Occident, avec pour objectif l'adhésion à l'OTAN puis à l'Union européenne, ce qui fait consensus parmi les principaux partis politiques (Wilkin, 2018, p. 17). L'engagement initial du *Fidesz* envers la construction européenne se maintient tout en évoluant : très europhile durant ses jeunes années libérales, il adopte une posture plus critique et souverainiste avec son virage polgáro-conservateur et particulièrement après la défaite de 2002 (voir chapitre 1). Il ne s'oppose pas pour autant à l'entrée de la Hongrie dans l'UE⁶⁴, qui a lieu en 2004. Par conséquent, face à l'idéal supranational porté par la coalition socialiste-libérale, le *Fidesz* est de nouveau en mesure de se présenter comme un défenseur de l'intérêt national (Batory, 2002, pp. 533-534; 2010, pp. 43-44). Avec l'émergence d'un *Jobbik* prônant la sortie de l'Union européenne, le parti d'Orbán peut, sur cet enjeu également, s'inscrire au « centre » de l'échiquier politique.

Cette posture permet en outre au *Fidesz* de mettre en scène, avec son virage national-populiste puis son retour au gouvernement, une opposition féroce à « Bruxelles » et de l'insérer dans la frontière politique construite contre le libéralisme (Korkut, 2012, p. 177), dont la direction de l'Union constitue une autre incarnation. Dans cette optique, Orbán met en parallèle la pression à

⁶⁴ Ni d'ailleurs à l'adoption du projet de Constitution européenne (2004) et au traité de Lisbonne (2007) (Batory, 2010, p. 44).

l'uniformisation des nations qu'aurait exercé ou qu'exercerait le communisme soviétique et le libéralisme européen, l'un en cherchant à construire un « Homo Sovieticus » et l'autre un « Homo Brusselius ». En ce sens, c'est l'existence nationale hongroise elle-même qui serait de nouveau « menacée » (cité dans Melegh, 2020, p. 160), ce qui fait de « l'internationalisme fanatique » de Bruxelles l'adversaire prioritaire (cité dans Stein, 2017, p. 25). En effet, derrière la crise des réfugiés, le premier ministre hongrois voit l'action souterraine des dirigeants de l'UE, qui soutiendraient une politique d'accueil afin de construire des « États-Unis d'Europe » « post-nationaux » et « post-chrétiens » (cité dans Melegh, 2020, pp. 175-176) « éliminant les États-nations », « reconfigurant [l]es fondations ethniques » et « [l]a carte religieuse et culturelle de l'Europe » (cité dans Stein, 2017, pp. 23-24). Le signifiant « menace existentielle » brandi par Orbán concerne donc l'identité et la culture hongroise, mais aussi la souveraineté du pays. La lutte de libération nationale s'arrime à la préservation culturelle : les signifiants des nationalismes ethnique et conservateur sont associés à ceux des nationalismes indépendantistes et antisystèmes.

Orbán prend cependant bien soin d'opérer une distinction entre l'Union européenne bruxelloise et l'Occident européen. En effet, dans la politique hongroise, l'adhésion à « l'Europe » occupe un rôle symbolique important par-delà les querelles partisans quant à son interprétation (Kovács, 2015, p. 4). Dans cette optique, la stratégie du *Fidesz* consiste à utiliser l'Europe et l'identité européenne de la Hongrie contre Bruxelles. Orbán soutient ainsi que la Hongrie est liée à l'Europe depuis le roi István, entre autres de par l'adhésion au christianisme, et que l'adhésion récente à l'OTAN et à l'UE n'est que la continuation de cet acte fondateur (Korkut, 2012, p. 178; Stein, 2017, p. 18). Certes, à plusieurs reprises, note le premier ministre, le pays a été déçu par le manque de solidarité de l'Ouest à son égard. En ce sens, la volonté des hongrois d'y appartenir relève d'un calcul pragmatique : « les hongrois voulaient appartenir à l'Ouest non à cause de l'Ouest, mais de par leur souhait d'être indépendants et forts^{xxxvi} ». Il ajoute en outre qu'il s'agit du seul endroit où certains principes – qui se trouvent incidemment être ceux portés par le *Fidesz* –, peuvent se réaliser : « traditions et souverainetés nationales, famille, valeurs morales, travail, classe moyenne forte, cohésion sociale et solidarité chrétienne^{xxxvii} » (cité dans Korkut, 2012, p. 178). En d'autres mots, la Hongrie doit rester rattachée à l'Occident par intérêt et souci d'indépendance nationale, mais aussi parce que c'est dans cet espace qu'elle est le mieux à même d'affirmer son identité politique. L'opposition à Bruxelles n'impliquerait donc pas une rupture

avec l'Ouest européen, mais bien une bataille pour en défendre une certaine vision, considérée comme plus authentiquement européenne. Dans cet affrontement, la Hongrie tient un rôle qui fait écho à ceux tenus par le passé. Par exemple, Orbán construit un parallèle entre les invasions mongoles, ottomanes et russes et la crise des réfugiés : à chaque fois, le pays a dû faire face par ses propres moyens à un « envahisseur » venu de l'Est, « défendant » ainsi la civilisation européenne dans son ensemble (Krakovsky, 2019, pp. 244 ; 249-250). Le rejet du libéralisme et du multiculturalisme par le *Fidesz* met d'ailleurs celui-ci à l'avant-garde de l'Europe quant aux crises auxquelles elle fait face (Orbán cité dans Stein, 2017, p. 49). Le gouvernement hongrois peut ainsi se poser comme un « partenaire égal » aux pays d'Europe de l'Ouest, et défendre sa propre vision de l'intégration européenne et sa posture d'indépendance à l'intérieur de celle-ci (Korkut, 2012, pp. 177-179; Kovács, 2020, p. 117), tout en réaffirmant son attachement à l'Europe et à l'Occident.

Cependant, l'identification à l'Europe n'empêche pas le *Fidesz* de cultiver la part orientale de la géopolitique hongroise. Cette posture semble répondre à deux types d'objectifs, l'un pragmatique et l'autre symbolique. D'une part, l'Orient sert de point d'appui pour justifier l'illibéralisme et l'autoritarisme du *Fidesz*, Orbán vantant par exemple des « modèles à émuler » comme la Russie, la Turquie ou la Chine (Balogh, 2015, p. 200) ou expliquant que le caractère « semi-asiatique » des hongrois rend nécessaire la « force » de certaines de ses politiques (Halmai, Gábor 2020, p. 99). L'Est constitue en outre un espace de nouveaux débouchés économiques, ce qui amène la politique étrangère hongroise à consacrer une énergie de plus en plus importante aux relations avec les pays d'Asie et du Moyen-Orient dans le cadre de la politique dite de *Keleti nyitás* (« Ouverture à l'Est ») (Balogh, 2015, pp. 200-201). D'autre part, la mobilisation de signifiants renvoyant au passé préchrétien comme l'oiseau turul – « symbole de l'identité nationale » selon Orbán – ou l'écriture runique (par exemple sur les monuments commémorant Trianon) (Ádám et Bozóki, 2016, p. 109; Ferwagner, 2015, p. 15) ou encore la participation de la Hongrie au sommet du Conseil turcique en 2018 au nom des thèses du néo-touranisme (Lepeltier-Kutasi, 2018), associent le *Fidesz* aux sensibilités orientalistes du nationalisme hongrois. Le *Fidesz* renforce ainsi son positionnement « central », entre « l'Ouest » de la gauche libérale et l'« Est » du Jobbik, tout en reconduisant la géopolitique d'équilibre qui a été, avant lui, celle du roi István ou encore de János Kádár.

5.11 Synthèse et conclusion du chapitre

Quelle est la place du *Fidesz* dans le nationalisme hongrois ? Les pages qui précèdent ont permis de dégager quelques éléments de réponses. Examinons à présent la question à partir des signifiants clés du nationalisme : État et souveraineté, frontières, peuple. Concernant le premier point, le nationalisme du *Fidesz* s'inscrit en continuité tant avec le nationalisme libéral, qu'avec le nationalisme conservateur et le nationalisme ethnique. Comme le *Fidesz*, ces trois courants accordaient une place importante à des signifiants tels que l'*Allamalapítás* et la Sainte Couronne. Certes, avec le *Fidesz* ces signifiants ont une valeur essentiellement symbolique : malgré qu'il affirme reconnaître comme constitutionnellement illégitime la période allant de 1944 à 1990, le parti ne revient pas sur la forme républicaine de l'état instaurée à cette époque. Toutefois, l'équivalence étroite que la Loi fondamentale construit entre l'État et la nation (Egry, 2020, pp. 81-82) ou encore le transfert de la résidence du premier ministre à l'ancien Palais royal de Buda (Bozoki, 2016, p. 105) indiquent une continuité avec cet héritage.

Il en va de même concernant les frontières du pays. La manière dont le *Fidesz* prend en charge les demandes concernant les magyars vivant dans les pays voisins suit les traces des nationalismes libéral, conservateur et ethnique, tous trois motivés par le maintien ou la reconstruction de la « grande » Hongrie. Certes, l'irrédentisme n'a jamais fait partie des revendications du *Fidesz*, qui, comme en ce qui a trait à la Sainte Couronne, sait adapter les échos du passé aux exigences du présent. Toutefois, le parti accorde la citoyenneté hongroise aux magyars de l'étranger, faisant ainsi vivre la « grande » nation malgré son territoire étroit. De même, du point de vue de l'identité géopolitique du pays, le parti de Viktor Orbán construit un positionnement équilibrant orientalisme et occidentalisme, à l'instar de ce qui était le cas dans les nationalismes libéral et conservateur.

Le « nous » de la communauté nationale construit par le *Fidesz* permet de dégager avec le plus de précision le positionnement de son nationalisme. Les signifiants issus du nationalisme libéral (par exemple la référence à la « communauté politique hongroise » dans la Loi fondamentale) y côtoient ceux du nationalisme ethnique (par exemple les références à l'oiseau turul). Le « nous » du *Fidesz* a cependant le plus d'affinités avec celui du nationalisme conservateur – et avec ses racines dans la frange la plus conservatrice et élitiste du nationalisme libéral. Orbán et son parti

n'ont d'ailleurs jamais pris leurs distances avec le régime d'Horthy, et ce malgré ses politiques antisémites, son engagement dans la guerre aux côtés des nazis ou encore la signature du traité de Trianon. En 2017, Orbán déclarait d'ailleurs qu'Horthy et d'autres figures de son régime étaient des « hommes d'État exceptionnels » (Poinssot, 2019, p. 48). Comme le régime Horthy avant lui, le *Fidesz* porte une vision foncièrement élitiste et hiérarchique de la nation, vision camouflée par sa rhétorique nationale-populiste, mais que sa politique économique ou encore son usage du signifiant *polgári* révèle avec clarté. La mobilisation, de plus en plus appuyée avec les années, de signifiants comme le christianisme ou la « démocratie chrétienne⁶⁵ » va également en ce sens. Ce dernier concept était déjà utilisé par Szekfű dans les années 1930, et de manière générale le nationalisme conservateur mobilisait le christianisme comme marqueur du « nous » national (Gyurgyák, 2007, pp. 310-311; Molnár, 1996, p. 355; Palonen, 2018, pp. 316-318).

La caractérisation du « nous » national déployée par Orbán se rapproche aussi de celle employée par les théoriciens du nationalisme conservateur. Les hongrois, avec leur « langue unique », auraient une « manière de penser innovatrice » et seraient « par nature politiquement incorrects », tout en ayant une « capacité naturelle pour la liberté », ce qui rendrait leurs luttes de libération « naturelles » (Orbán cité dans Stein, 2017, p. 18). La magyarité est ainsi essentialisée et liée à une certaine manière d'être socialement et politiquement. Comme dans le nationalisme conservateur, le « nous » décrit par Orbán est moins une affaire d'ethnie que de « caractère » ou d'« âme⁶⁶ ». Cette essentialisation du « caractère » politique hongrois permet en outre d'intégrer au « nous » du *Fidesz* une dimension antisystème qui existe dans les nationalismes libéral et ethnique, mais qui est absente du nationalisme conservateur. L'opposition aux gouvernements de la gauche libérale, à Bruxelles ou aux puissances étrangères apparaît alors comme une conséquence « naturelle » de cette *magyarság* éprise de liberté. En construisant une frontière politique qui oppose « naturellement » la nation à des forces qui sont extérieures à elle, le *Fidesz* peut ainsi intégrer une dimension antisystème à un nationalisme qui autrement est foncièrement élitiste.

⁶⁵ Un concept par lequel le *Fidesz* semble vouloir remplacer celui de « démocratie illibérale » (Halmai, 2020, pp. 100-101).

⁶⁶ Le gouvernement du *Fidesz* a d'ailleurs fondé en 2019 un Institut de recherche de la magyarité ayant pour mission d'étudier le « caractère » hongrois et ses origines (Krakovsky, 2019, p. 272).

Cet alliage entre nationalisme des élites et nationalisme antisystème est représentatif du positionnement politique du *Fidesz* de manière générale. Tout en ayant une vision politique claire, à la fois conservatrice, nationaliste et néolibérale, le parti parvient à se positionner au centre du jeu politique, en s'inscrivant au croisement de plusieurs héritages. Kovács et Trencsenyi (2020a, p. 402) comme Bozóki (2016, p. 97) soulignent ainsi que le gouvernement dirigé par Orbán emprunte certains traits tant au régime Kádár qu'au régime Horthy, parvenant ainsi à s'adresser à ces deux sensibilités au sein de l'électorat. Korkut quant à lui considère que le *Fidesz* est parvenu à effectuer une synthèse entre les traditions patricienne et populiste du conservatisme hongrois (Korkut, 2012, pp. 162-165). Dans un même ordre d'idées, le nationalisme du *Fidesz* peut être considéré comme une synthèse conservatrice des grands courants du nationalisme hongrois, dont les principaux signifiants sont mobilisés malgré leurs caractères parfois contradictoires. Lors de son premier mandat, se référant à la fameuse opposition entre Antall (« premier ministre de 15 millions de hongrois ») et Horn (« premier ministre de 10 millions de hongrois »), Orbán affirme ainsi vouloir être le premier ministre de tous les hongrois d'au-delà des frontières, mais, en Hongrie même, de ceux seulement qui le « méritent » (Bozóki, 2008, p. 199), ce qui suggère que le camp du *Fidesz* est aussi celui de l'appartenance à la nation (Szabó, 2007, p. 132). La synthèse est éminemment antagonique, mais elle parvient à réunir deux conceptions opposées : pour Orbán, la « grande » nation des magyars existe bel et bien, mais ceux qui, en Hongrie, veulent en faire partie doivent savoir s'en montrer dignes. Être hongrois découlerait donc d'une culture, mais aussi d'une volonté : celle de s'engager dans le chemin tracé par le *Fidesz*.

CHAPITRE 6

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS – LE RAPPORT À LA POLITIQUE

Ce chapitre et le suivant présentent les résultats de l'analyse thématique réalisée à partir du corpus d'entretiens⁶⁷ ; leur interprétation est proposée au chapitre 8. Les thématiques et sous-thématiques ont été organisées⁶⁸ en deux grandes catégories : le rapport à la politique et le rapport à la nation, qui est l'objet du chapitre 7. Le présent chapitre examine les manières dont les participants se représentent la politique en Hongrie, mais aussi de façon générale, et donne un premier aperçu de leur rapport à la nation et au nationalisme. Pour ce faire, le rapport à la politique est divisé en trois sous-catégories : la **politique** au sens large, **l'échelle politique de référence**, portant sur l'identification aux différentes échelles politiques, et la **politique hongroise**, qui porte sur la politique au niveau national.

6.1 La politique⁶⁹

Du corpus se dégage une vision de la politique qui se décline en 7 thèmes : la politique comme **mal nécessaire**, comme **rapport de force**, comme **espace agonistique**, comme instance de construction de la **vie commune**, et finalement comme opposition quant aux **acteurs jugés légitimes** d'y prendre part. S'y adjoignent deux thèmes plus larges portant sur des notions connexes : l'**État** et la **démocratie**.

Pour commencer, le corpus abonde de propos décrivant la politique comme quelque chose de « sale » ou de malhonnête, et ce peu importe l'âge, les sensibilités politiques ou le profil socioprofessionnel des participants. Pour être pratiquée, la politique exigerait d'avoir un esprit corrompu ou corruptible :

⁶⁷ Les termes « participant » ou « participante » sont utilisés alternativement sans égard à la source des citations, de manière à protéger l'anonymat de chacune et chacun. Au moment de réaliser les entretiens, les participants ont été identifiés par un numéro de (1) à (28), qui est indiqué à la fin de chaque citation.

⁶⁸ L'arbre thématique, segmenté en plusieurs sections pour faciliter la lecture, est consultable en Annexe D.

⁶⁹ Voir la section 2.1 de l'arbre thématique.

L'essentiel c'est que la politique est restée sale. [...] Et alors un des mes amis m'a dit : pourquoi tu ne deviendrais pas politicien ? Je lui dis : « moi, je voudrais rester un être humain ! »^{XXXVIII}. (2)

Dans cette optique, tout gouvernement serait corrompu. Certains seraient cependant moins nuisibles que d'autres, et c'est là que les citoyens trouveraient une marge de manœuvre démocratique : « [i]ls vont voler de toute façon. La question c'est quelle quantité, avec quel scrupule, et en nuisant à qui^{XXXIX} » (1). La politique ne serait donc pas un jeu à somme nulle à l'intérieur duquel toutes les options se vaudraient. Elle correspondrait plutôt à un « mal nécessaire », car ayant des conséquences sur la société : « [l]a politique est sale. Mais il faut en faire^{XL} » (5).

En cohérence avec ce portrait, le corpus présente une vision résolument dissociative, conflictuelle, de la politique où « les rapports de force » (*az erő viszonyok*) (6) domineraient. L'enjeu de celle-ci ne serait donc pas le dialogue ou la compréhension mutuelle, mais bien la lutte pour le pouvoir :

La politique ? À mon avis c'est l'exercice du ... la science de la conquête et de l'exercice du pouvoir. Qu'un politicien, et celui qui réussit, c'est celui qui peut vraiment le conquérir, le conserver, l'utiliser dans le bon sens [...] ^{XLI}. (7)

Dans cette logique, la politique est aussi considérée comme un espace agonistique, comme « une sorte de guerre, mais sans armes^{XLII} » (8). Plutôt que des affrontements violents entre ennemis, y auraient cours des conflits non violents entre adversaires, à travers la pratique du débat : « la politique c'est selon moi... En fait la mise en débat de ces... de ces questions communes^{XLIII} » (9).

Débattre des « questions communes » implique l'existence d'une vie commune organisée. La conception de celle-ci est l'objet d'un clivage opposant la défense d'intérêts particuliers à la construction d'un intérêt général, cette seconde position étant dominante⁷⁰. Ainsi, si d'un côté l'on considère que c'est « en faisant valoir certains intérêts^{XLIV} » (10) que la politique accomplit ses tâches, de l'autre l'on avance qu'elle ne doit pas servir « à [s]on propre profit. Non. Mais

⁷⁰ Dans le corpus, 11 réponses associent la politique à un intérêt général, et 2 réponses aux intérêts particuliers. De plus, 10 réponses associent la politique à l'organisation de la vie commune.

plutôt [...] à cette pauvre petite Hongrie, à la magyarité, aux hongrois^{XLV} » (13). L'intérêt général est ici étroitement associé à la nation elle-même. Dans cette logique, l'organisation de la vie commune impliquerait aussi celle de la communauté politique. En fait, d'après le participant suivant, qui exprime un point de vue transcendant les orientations politiques des participants, c'est la vie en communauté qui rendrait nécessaire la politique et la construction d'un intérêt général prenant la forme de règles partagées :

Qui fait quoi ? Avec qui ? Qui... Qu'est-ce qu'on laisse de cette sorte d'individualité, de vie individuelle, à quel point l'on se fixe des contraintes à soi-même, et aux autres ? Parce qu'à la fin, c'est ce dont il est question. Moi j'approche tout ça du point de vue que s'il n'y avait qu'une seule personne sur un territoire donné, alors il pourrait faire n'importe quoi. [...] S'ils sont deux, alors l'un d'entre eux dira : « pas comme ci, pas comme ça ». C'est déjà de la politique. Le rapport des humains les uns avec les autres est la politique^{XLVI}. (11)

La politique est ainsi ramenée à une formule simple : la relation des êtres humains entre eux sur un territoire donné à travers les contraintes dont ils se dotent pour faire vie commune.

En parallèle à l'opposition entre intérêt général et intérêt particulier se dessine une autre opposition, visant à déterminer qui sont les acteurs privilégiés de la politique. Les effectifs de chaque « camp » y sont plus équilibrés. D'un côté, la politique serait l'affaire d'une élite, prenant la forme d'une « intelligentsia dirigeante » (*vezető értelmiség*) (1) ou encore d'individus formés pour exercer adéquatement ce qui est décrit comme une « science » (*tudomány*) (14) et un « métier » (*szakma*) (10) :

Je déteste lorsque souvent ils disent [...] que nous voterons par référendum, et il y a des choses à propos desquelles je dis que « non les enfants, nous n'avons pas d'informations, je ne suis pas dans une situation décisionnelle où je pourrais juger comme il se doit [...] ». Je crois que c'est une équipe de professionnels ou de politiciens bien formée, crédible et intègre qui devrait s'en occuper^{XLVII}. (15)

À l'opposé, la politique serait l'affaire de « tout le monde » (*mindenki*) (18) et pas seulement d'une élite gouvernante, puisque celle-ci touche la « vie quotidienne » (*mindennapi élet*) (16) des gens. En ce sens, ne pas s'en mêler peut être considéré comme une faute :

[Si] ici tu ne formules pas d'avis, si tu n'y prends pas part à un certain niveau, d'électeur à partisan, à... Donc, à l'inverse, il fait une erreur celui qui passivement attend que d'autres décident à sa place.^{XLVIII} (17)

Du corpus se dégage donc majoritairement une vision de la politique sous le prisme de la corruption et de la conflictualité, mais aussi du collectif et de l'intérêt général. Les participants sont cependant divisés quand vient le temps de déterminer qui est le mieux placé pour la pratiquer.

6.1.1 L'État et la démocratie

Les thèmes dégagés dans la sous-catégorie « politique » peuvent être associés à deux thèmes connexes : l'État et la démocratie. S'y opposent deux visions de l'État, renouvelant l'opposition entre **intérêt particulier** et **intérêt général**. De nouveau, l'inclinaison envers l'intérêt général est nettement prédominante, nonobstant les catégories politiques, générationnelles ou socioprofessionnelles⁷¹. Les participants axant leurs propos sur les intérêts particuliers ont quant à eux en commun d'être des électeurs du *Fidesz* qui, ailleurs dans leurs entretiens, développent des conceptions davantage conservatrices et élitistes de la nation et de la démocratie. Ici, ces propos ne portent cependant pas forcément une vision inégalitaire ou affairiste du rôle de l'État. Ils insistent plutôt sur son rôle dans la formation d'individus ou d'une « société » autonome et poursuivant ses propres intérêts. L'État aiderait « la société, mais pas en sauvant tout le monde, mais bien en lui apprenant comment elle peut réussir dans la vie et dans le monde^{XLIX} » (12).

Du côté de l'intérêt général, l'État se voit attribuer un rôle central dans la construction et la protection de la communauté politique. Cette action peut prendre une forme régaliennne, garantissant « une défense – d'un point de vue économique, politique, militaire – et la survie, [...] [dans] l'environnement le plus optimal possible^L » (19). Elle peut aussi avoir une dimension socioéconomique et égalitaire, visant à « mieux harmoniser les différentes couches de la société, c'est-à-dire qu'on ne peut permettre à un État de laisser une couche sociale particulière être mise de côté [...]»^{LI} » (21). Ce qui est implicite, dans les deux cas, c'est le caractère fragile de la

⁷¹ Au sein du corpus, 26 réponses associent l'État à une fonction d'intérêt général et 2 à la valorisation des intérêts particuliers.

communauté politique, toujours susceptible d'être mise en danger par des forces centrifuges (menaces externes, inégalités), ce contre quoi l'État doit lutter en permanence. Une participante suggère d'ailleurs que le rôle de l'État est « avant tout la préservation de l'unité de l'État^{LII} » (20) lui-même, amalgamant cette notion avec celle de communauté politique.

Le rôle de l'État comme constructeur de l'intérêt général est également formulé de manière plus prosaïque. Il est conçu en tant qu'État social, responsable de garantir un environnement social et des services publics bénéficiant à toute la population, afin « qu'il aide les gens, de toutes les manières [à travers] [l'] éducation et la santé qui sont dans tous les cas [s]es grandes missions [...]»^{LIII} (22). Implicitement se dessine l'idée qu'à l'intérieur de la communauté politique, l'État serait le serviteur de la population.

En ce qui concerne la démocratie, le corpus présente de nouveau des visions collective (**au service du plus grand nombre**) et individuelle (**liberté**), sans qu'elles n'entrent cette fois en contradiction. Elles seraient plutôt complémentaires, puisque toutes deux nécessaires à la construction d'une **culture politique** démocratique. D'ailleurs, chez les participants, la mise en valeur de ces thématiques n'est pas structurée par les clivages partisans. La démocratie est ainsi définie comme un régime prenant en compte « ce que veut le peuple^{LIV} » (24), celui-ci se voyant attribuer la source de la légitimité politique. D'autres précisent que cette volonté doit être mise en œuvre par la constitution d'une majorité politique :

Je me suis toujours dit que peu importe qui arrive au pouvoir, il a été élu par la majorité. C'est-à-dire que la majorité voulait que ce soient eux qui soient là, et que dans une démocratie, finalement, il faut s'incliner devant la volonté de la majorité^{LV}.
(22)

On retrouve ici l'idée sous-jacente selon laquelle la politique serait un espace agonistique. À l'intérieur de celui-ci, la démocratie viserait à trancher les conflits via le principe majoritaire.

Dans le corpus, la démocratie est également fortement associée à l'idée de liberté, ce qui s'explique peut-être par le souvenir des 40 années d'autoritarisme du régime communiste, qui entravait tant les libertés démocratiques qu'individuelles. D'ailleurs, l'importance accordée à la liberté d'expression par les participants indique que dans le corpus, le terme « liberté » renvoie

aussi bien à sa dimension privée que publique. Cette complémentarité est très nette dans les mots de ce participant : « [q]ue ma voix compte. Que je sente que [...] je peux me mouvoir selon ma volonté dans un certain cadre^{LVI} » (14). Ici, vouloir que « sa voix compte » implique une participation à la sphère publique et donc l'exercice d'une liberté démocratique. En parallèle, « se mouvoir selon sa volonté » relève plutôt de la liberté individuelle, renvoyant à l'absence d'entrave dans les décisions, les actes et les mouvements des individus.

En cohérence avec la place attribuée à la liberté d'expression dans la définition de la démocratie, l'importance du pluralisme politique est aussi soulignée : « [q]u'il y ait des opinions contradictoires et [...] qu'ils débattent et qu'ils en gardent le meilleur^{LVII} » (22). Le débat politique, à condition d'être canalisé par les institutions démocratiques, serait donc susceptible de conduire à des résultats positifs. Par conséquent, la démocratie impliquerait que la majorité « accepte ceux [...] qui sont en minorité^{LVIII} » (17). La démocratie ne fonctionnerait donc que dans le cadre d'une culture politique particulière, constituée par un régime et ses institutions, et aussi par un certain type de vie commune. Cette participante ayant connu le régime précédent avance ainsi qu'après 40 années de communisme, la Hongrie aurait pris du retard dans la construction de cette culture démocratique :

[I]l manque à nos vies une période d'embourgeoisement [*polgárosodás*]. Après '45 ici il n'y avait pas... [...] [D]ans un système de parti unique il n'y avait pas de culture politique. Et quand même ici il y a des manques que nous payons aujourd'hui [...]. C'est-à-dire, que c'est quelque chose qu'il faut apprendre^{LIX}. (19)

La démocratie découlerait donc d'une phase de *polgárosodás*. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, le terme *polgár* peut désigner aussi bien la bourgeoisie que la citoyenneté. Dans cette optique, la démocratie est quelque chose qui « s'apprend » à travers le développement progressif d'un esprit civique-bourgeois. Cette description a l'avantage de donner une cohérence aux différents sous-thèmes associés à la démocratie au sein du corpus. Des éléments hétérogènes comme le principe majoritaire, la liberté, le pluralisme politique ou la solidité des institutions peuvent ainsi être considérés comme les différentes composantes d'une même culture politique. De même, la tension entre les visions élitiste et égalitaire de la politique est exprimée par le terme *polgárosodás*, sa double connotation renvoyant à la bourgeoisie *et* à la citoyenneté.

6.1.2 Synthèse de la section

L'analyse du corpus dégage une vision de la politique marquée par son caractère « sale », où se côtoient corruption, luttes de pouvoir et conflits. Dans un même temps, elle est décrite comme l'instance d'organisation de la vie commune, dans le cadre de laquelle se démarque la notion d'intérêt général. Le rapport à la démocratie est également traversé par cette notion, tout en imbriquant individu et collectivité. Considérée comme une culture politique, la démocratie est décrite comme une pratique fondée sur la décision majoritaire, en même temps qu'elle institue des libertés démocratiques et individuelles.

6.2 L'échelle politique de référence⁷²

Dégager le rapport à la politique des participants implique de circonscrire l'échelle à partir de laquelle elle est appréhendée. Deux thèmes synthétisent cette question au sein du corpus : le **lieu de l'identification** et le **lieu de la politique**. Le premier est celui auquel les participants s'identifient de manière affective, viscérale. Le second est celui auquel ils s'associent du point de vue de leurs intérêts et de l'action politique concrète. Notons que dans la grille d'entretien, le lieu de l'identification était traité à travers trois échelles : la localité (la ville de Martfű), la nation et la supranationalité (l'Union européenne). Cependant, le lieu de la politique était limité aux deux dernières puisque c'est à ces niveaux que se jouent les enjeux politiques traités par cette thèse doctorale. D'ailleurs, aucun participant n'a défendu les intérêts politiques de la ville de Martfű, alors qu'ils sont nombreux à l'avoir fait d'emblée du point de vue de la Hongrie ou de l'Union européenne.

6.2.1 Le lieu de l'identification

Lorsqu'on leur demande à quelle échelle politique ils se sentent appartenir en premier lieu, une majorité relative de participants (11 sur 22) « se sentent » d'abord **hongrois**, alors que beaucoup d'autres s'identifient d'abord à **Martfű** (8/22). Ils sont beaucoup moins nombreux à s'identifier d'abord à **l'Union européenne** (3/22). Ces résultats exigent cependant d'être nuancés. Comme le souligne un participant qui dit « ne pas voir l'intérêt » de cette « analyse philosophique de haut

⁷² Voir la section 2.2 de l'arbre thématique.

vol^{LX} » (13), une telle question ne se pose pas dans la vie quotidienne et y répondre demande un effort de projection qui n'a rien de naturel, rendant la réponse nécessairement incomplète ou ambiguë.

D'ailleurs, le corpus témoigne des difficultés à séparer de la sorte les lieux d'identification. Dans certains cas, s'identifier à Martfű est considéré comme une manière d'être hongrois et se sentir hongrois comme une manière d'être européen :

Pour moi ces trois-là vont ensemble, c'est-à-dire que Martfű est hongroise, le Hongrois [*a magyar*] est européen, donc c'est un tout. Donc [si] quelqu'un me dit qu'il est de Martfű, n'importe qui, alors je sais qu'il est de Martfű, qu'il est hongrois et qu'il est européen en un bloc, c'est-à-dire que pour moi ce n'est pas séparé^{LXI}. (24)

Dans cette logique, les lieux d'identification seraient imbriqués les uns dans les autres et il serait contre-productif de chercher à les segmenter. De même, cette participante explique qu'il serait possible de s'identifier en même temps à deux communautés politiques entièrement séparées : « ce n'est pas grave si tu as deux patries. Le problème c'est de n'en avoir aucune^{LXII} » (25).

Néanmoins, il n'est pas inutile de s'interroger sur les lieux d'identification. Dans le cas présent, cela aura permis de noter que les participants s'identifient d'emblée davantage à la localité ou à la nation qu'à la supranationalité. Cela indique également que la question de l'identification doit se penser davantage à travers la mise en relation de diverses échelles que par leur segmentation. Interroger l'identification à partir d'exemples politiques concrets permet en ce sens d'ancrer la subjectivité des participants dans des éléments tangibles ; le lieu de l'identification devient alors le lieu de la politique.

6.2.2 Le lieu de la politique

Avec la mise en comparaison de deux échelles de décision politique – nationale et supranationale – l'analyse du corpus donne à voir une autre manière de s'identifier, structurée par les intérêts politiques. Il s'agit moins de circonscrire des préférences d'échelle (Hongrie ou Union européenne ?) auxquelles la plupart des participants sont par ailleurs réticents ou indifférents, que de situer le lieu à partir duquel ils abordent prioritairement la politique. L'analyse du corpus

indique ainsi un fort attachement, par-delà les préférences partisans, à l'**idéal d'indépendance nationale**, et ce même s'il s'agirait d'un objectif difficile à atteindre :

C'est qu'à mon avis le problème des hongrois a toujours été qu'ils ont toujours cherché des [...] copains, des amis, des alliés, et... Bien, là-dedans nous sommes mal tombés. [...] Mais bon, c'est encore de l'utopie, mais maintenant... Je crois que l'on ne pourrait se mettre debout de manière indépendante que si nous avions un atout dont les pays voisins pourraient avoir besoin [...]^{LXIII}. (6)

Ailleurs, cet idéal d'indépendance prend une dimension existentielle : « [l]'autonomie a toujours été une question importante. [...] C'est-à-dire que si une personne perd sa liberté alors elle cesse d'exister^{LXIV} » (23). Cela dit, l'intégration de la Hongrie à l'Union européenne n'est que très rarement remise en question, l'idéal d'indépendance ne s'accompagnant pas d'une volonté de rupture : « en ce moment c'est avec cela qu'ils alarment les gens, qu'il faut se retirer de l'Union parce que notre souveraineté est là-bas. Mais ce n'est pas vrai qu'on ne peut pas accorder tout ça^{LXV}. (26) Intégration et indépendance tendent donc à être considérées comme complémentaires, encore une fois nonobstant les choix électoraux.

Par conséquent, c'est essentiellement à partir de l'échelle nationale que les participants pensent leurs **intérêts politiques**. En ce sens, l'intégration européenne est considérée comme une manière de répondre aux intérêts nationaux d'un pays trop fragile pour réussir seul : « nous serions tellement petits et maladroits sans elle^{LXVI} » (14). De ce point de vue, faire partie de l'Union européenne serait bénéfique non pas au nom de l'intérêt européen, mais bien de l'intérêt national hongrois, faisant de la nation l'échelle politique de référence.

Certes, certains participants en ayant en commun d'être des partisans de la gauche libérale prônent la construction des « États-Unis d'Europe » (7-8), mais ceux-ci sont très minoritaires. À travers un autre thème, d'autres suggèrent qu'un **affaiblissement du sentiment d'appartenance nationale** serait à l'œuvre, en particulier chez les membres de la jeune génération qui « [s]ont devenus internationaux. Le monde s'est ouvert, [ils] connaisse[nt] beaucoup de langues [...]. Il y a des racines quelque part, mais le monde change^{LXVII} » (8). Un participant plus jeune décrit ce sentiment, précisant néanmoins qu'il n'implique pas un détachement complet par rapport à la nation :

Je ressens [...] que s'il y a un match de foot, ou s'il y a l'hymne national, ou s'il y a ces choses-là, pour moi aussi c'est quand même une bonne sensation tout ça. Mais disons que je peux absolument m'imaginer ne pas passer ma vie ici. [...] [M]oi par exemple je ne me sens pas tellement patriote. Que ce genre de choses profondes se déclenchent [chez moi], disons en entendant ce mot. Mais bien sûr qu'à la base la patrie... Je pense à la Hongrie^{LXIII}. (9)

Dans cette citation est exprimée une certaine mise à distance de l'appartenance nationale. Cependant, le participant note qu'en dernière instance, il considère la nation comme sa communauté politique de référence. Certes, le « patriotisme » ne fait pas partie de ses préoccupations quotidiennes, mais dans certaines circonstances il peut tout de même s'y identifier, voire être affecté par certains symboles qui y sont associés. En somme, l'affaiblissement de l'identification nationale, qui peut être lié à un contexte historique, politique ou individuel particulier, n'est pas nécessairement synonyme de sa disparition. Là encore, cela souligne l'importance de distinguer lieu d'identification et lieu de la politique.

6.2.3 Synthèse de la section

L'identification à une échelle politique plutôt qu'à une autre est difficile à cerner, celles-ci n'étant pas mutuellement exclusives. L'analyse du corpus montre que si l'identification nationale y domine, c'est avant tout parce que c'est vers la nation que se tournent les participants lorsque vient le moment de penser leur rapport à la politique. Que ce soit pour parler d'indépendance nationale ou d'intégration européenne, la Hongrie est presque toujours leur point de référence.

6.3 La politique hongroise⁷³

Le rapport à la politique est aussi le rapport que les participants entretiennent avec la politique hongroise. Au sein du corpus, cette sous-catégorie regroupe quatre thèmes : le **vote**, qui traite des motivations électorales, les **identités politiques partisans**, qui traitent des deux camps qui s'affrontent dans la politique hongroise, l'**hégémonie du Fidesz** et la **bipolarisation**, portant sur la frontière politique fracturant le pays.

⁷³ Voir la section 2.3 de l'arbre thématique.

6.3.1 Le vote

Parmi les 28 participants, 11 sont des soutiens (enthousiastes ou critiques) du *Fidesz*, 12 appuient l'un des partis de l'opposition ou l'alliance de l'opposition, 3 sont des « indépendants » qui ne s'associent à aucun des deux camps, mais pourraient voter pour l'un ou l'autre, et 2 ont refusé de dévoiler leur préférence électorale. Les partisans du *Fidesz* comme de l'opposition sont représentés dans tous les groupes d'âge et catégories socioprofessionnelles. Tous les participants indiquent aller voter à chaque élection. Ils expriment plusieurs motivations quant aux choix électoraux : les qualités des candidats et des partis (communicationnelles, organisationnelles, etc.) ainsi que leur programme électoral et leur bilan, des considérations d'intérêts individuels ou d'intérêt général, et des motivations stratégiques (soutenir l'émergence d'un nouveau parti politique, voter utile ou voter contre une formation politique en particulier).

Cependant, ce qui retient davantage l'attention dans le cadre de cette recherche, c'est la motivation derrière l'adhésion des participants à l'un ou l'autre des camps politiques hongrois. Notons qu'au moment où les entretiens étaient réalisés, l'alliance des partis d'opposition (allant de la gauche écologiste et européenne au *Jobbik*, en passant par les libéraux de l'ancien premier ministre Ferenc Gyurcsány), formée en vue d'affronter le *Fidesz* aux élections de 2022, était devenue une réalité politique et électorale. C'est pourquoi les partis d'opposition sont ici traités d'un seul bloc. D'ailleurs, les participants s'associant à ce camp tendent fortement à parler de « l'opposition » (*ellenzék*) en général plutôt que d'un parti en particulier.

Les motifs d'**adhésion au *Fidesz*** se divisent en trois sous-thèmes. D'abord, une motivation **générationnelle** : plusieurs participants ont voté pour le parti d'Orbán depuis ses débuts et y sont restés loyaux malgré ses revers et ses changements d'orientations stratégiques et programmatiques. Cette adhésion de longue durée s'expliquerait par l'esprit de nouveauté et d'enthousiasme incarné par le parti à ses débuts : « [b]ien les jeunes... C'est la dynamique de la jeunesse qui [me] plaisait là-bas au Fidesz [...].^{LXIX} » (5). Fort de son caractère « jeune » et contestataire, le *Fidesz* aurait donc été en mesure de fédérer des électeurs arrivant à maturité politique en plein *Rendszerváltás* et qui auraient vu dans ce parti une incarnation générationnelle : « [au début] [...] c'est évident que ce n'était que la classe d'âge^{LXX} » (17). Dans ce contexte, le discours d'Orbán à la Place des Héros à l'été 1988 (voir chapitre 5), aurait cristallisé des loyautés

durables : « j'avais des frissons dans le dos. Alors je dis : "celui-là va être premier ministre". C'est notre homme. Il a donné de l'espoir à bien des millions de gens^{LXXI} » (25).

Ensuite, l'adhésion au *Fidesz* est aussi motivée par ses **orientations politiques**. Malgré les critiques qui peuvent être émises contre les politiques du parti ou sa manière de gouverner, celui-ci porterait, selon cette participante jeune, un projet politique qui pour sa base justifierait d'y rester fidèle :

La génération plus âgée qui [...] est autour de moi [...], ils ne vont quand même pas passer de l'autre bord parce que [le *Fidesz*] n'est pas optimal dans le moment. Indépendamment de ça leurs opinions s'accordent avec les siennes [...], et non avec ceux de l'autre bord. Et... c'est pour ça qu'ils s'y tiennent parce que... C'est ce qui est bon. C'est la meilleure option^{LXXII}. (14)

Les orientations du *Fidesz* fidéliseraient les électeurs qui adhèrent à son projet politique. D'autant plus que celui-ci serait un rempart contre la gauche libérale, dont le passage au pouvoir plus de dix ans plus tôt évoque encore de mauvais souvenirs : « [c]'est seulement parce que j'ai vraiment peur du camp d'en face. [...] [M]on estomac se noue en pensant à n'importe lequel d'entre eux^{LXXIII} » (4). Finalement, certains participants mentionnent aussi l'**influence de l'entourage familial** dans leur décision d'appuyer le *Fidesz*.

Les motifs d'adhésion à l'alliance de l'opposition ou à l'un ou l'autre de ses partis sont moins clairs. Quelques-uns de ses partisans soulignent d'ailleurs avoir voté précédemment pour le *Fidesz* par rejet du gouvernement de gauche libérale après les événements de 2006 :

[d]'ailleurs j'ai [déjà] voté pour le *Fidesz*. En fait j'appartiens à cette fraction qui à mon avis est majoritaire dans notre société, qui a déjà voté pour le MSZP, pour le SZDSZ, pour le MDF, pour le *Fidesz*^{LXXIV} (7).

Au sein du corpus, le « camp » de l'opposition est à l'image de cette dernière citation : il ne semble pas doté d'une véritable charpente idéologique ou affective-générationnelle comme c'est le cas chez son adversaire, rassemblant plutôt des participants ayant en commun de s'opposer aux politiques du *Fidesz* sur divers points (les politiques socioéconomiques, la corruption et l'autoritarisme, principalement). Il est, en ce sens, à l'image de l'alliance de l'opposition elle-même, réunie moins par affinité politique que par une volonté partagée de mettre fin au régime

d'Orbán. Cela est indicatif de la réorganisation du champ politique hongrois sur l'axe adhésion/opposition au *Fidesz* observé entre les élections de 2018 et celles de 2022⁷⁴.

6.3.2 Les identités politiques partisanes

En somme, parmi les participants, les partisans d'Orbán *adhèrent* à celui-ci, alors que ceux de l'opposition *s'agglomèrent* autour d'elle. Cette observation se traduit également dans les identités politiques associées à chaque camp.

6.3.2.1 Le *Fidesz*

Cinq sous-thèmes se dégagent autour du *Fidesz*. Premièrement, il est décrit comme **parti du peuple** : ce sont les gens « simple[s], le peuple qui a voté pour lui^{LXXV} » (20). Cette dénomination réunit deux pôles complémentaires. D'une part, le peuple en tant que cœur de la nation, où le parti d'Orbán est vu comme le défenseur des « hongrois » face aux puissances qui les dominent :

Maintenant ce que je respecte dans le gouvernement Orbán c'est que ce pauvre peuple hongrois qui a toujours vécu sous le despotisme, qui a toujours été assujéti... à l'Occident. Ensuite à l'Orient. [...] [Orbán] a mis une limite. [...] Il dit tout de même [...] la volonté de la magyarité, la volonté du peuple, en fait^{LXXVI}. (16)

Incarnant la volonté du peuple, et à travers lui la souveraineté et la résistance de la nation opprimée, le *Fidesz* est aussi perçu comme étant le parti des plus pauvres : « le plus horrible, c'est que ce sont les gens les plus pauvres qui soutiennent le gouvernement^{LXXVII} » (26).

Deuxièmement, le *Fidesz* est associé, chez ses partisans comme chez ses adversaires, à la capacité à gouverner dans une **direction** claire. L'on estime qu'il saurait « faire ce qu'il dit et ce dans quoi il croit presque, même si c'est souvent mauvais^{LXXIII} » (12). Dans cette optique, l'on crédite au *Fidesz* un bon bilan économique, donnant l'impression que le pays « se développe vers quelque part » (*fejldődik valahova*) (9). Au sortir de l'analyse du corpus, il apparaît que l'identité politique du parti d'Orbán est plus forte parce que, additionnée à son image de « parti du peuple »,

⁷⁴ Jusqu'aux élections de 2018, le poids électoral du *Jobbik* et son refus de faire alliance avec la gauche libérale permettaient au *Fidesz* de se poser comme la force « centrale » de l'échiquier politique (voir chapitre 5). La configuration a changé après l'élection de 2018, lorsque le *Jobbik* a échoué à se poser comme alternative viable et autonome au parti d'Orbán et a opéré un front commun avec les autres partis d'opposition.

celui-ci est en mesure d'incarner un projet politique et de donner l'impression que ce dernier est méthodiquement mis en place.

Troisièmement, le *Fidesz* est aussi associé à une certaine **arriération** politique, qui se traduit dans des enjeux comme la nature autoritaire du régime (que certains comparent à la « dictature molle » du régime Kádár), la corruption ou le népotisme. Cette critique est en grande partie formulée par des indépendants ou des partisans de l'opposition, mais aussi par des électeurs du parti d'Orbán. En parallèle, l'on dénonce une politique étrangère qui, aux dépens des relations avec l'Occident, serait de plus en plus tournée vers l'Orient, cet espace étant associé, comme nous le verrons au chapitre suivant, avec l'oppression et le sous-développement :

[C]e que je vois c'est que [...] l'homme qui il y a 30 ans a dit que le monde oriental devait retourner là d'où il était venu, « les russes dehors » plus précisément, [...] à peine après avoir gagné les élections [...] il a lancé une ouverture à l'Est^{LXXXIX}. (21)

En somme, si une part des propos recueillis disent que le *Fidesz* amène le pays sur la voie du développement, d'autres soutiennent l'inverse, affirmant qu'il ramène la Hongrie en arrière.

Quatrièmement, l'**antagonisme** alimenté en permanence par le gouvernement du *Fidesz* est lui aussi souligné : « [il] est très, très violent. Comment ça se fait que cela fait dix ans que nous sommes en guerre ? L'on fait toujours la guéguerre avec quelqu'un^{LXXX} » (1). Les participants évoquent ainsi, parfois en les prenant au sérieux, d'autres fois en les ridiculisant, les ennemis désignés du régime : Bruxelles, Soros, la théorie du genre, etc. Si elle est souvent rejetée, l'on peut penser que la stratégie antagonique du parti d'Orbán contribue aussi à fortifier son identité politique et à souder son camp, la désignation d'un « dehors » contribuant à affermir le positionnement de certains participants et renforçant le « nous » construit par le parti.

Finalement, l'analyse du corpus montre une division quant au **bilan social** du *Fidesz*. Cette division transcende les clivages partisans, quoique les électeurs de l'opposition et les indépendants sont globalement plus critiques et ceux du parti d'Orbán un peu moins. Si d'un côté l'on vante les politiques familiales mises en place par le gouvernement ou encore la hausse du niveau de vie, de l'autre l'on dénonce la dégradation des services publics, un modèle économique

basé sur la main-d'œuvre bon marché, les hausses des inégalités ou encore la dépossession du pays aux profits d'intérêts privés :

Nous garantissons de la main-d'œuvre pas chère sur les marchés [...]. Ça, je ne le vois pas d'un bon œil, parce que je vois qu'ils privatisent comme des fous, ou plutôt, pas comme des fous, bien sûr qu'ils ne sont pas fous. Mais ce qu'ils font c'est une nouvelle accumulation de capital. Ce qu'ils ne cachent même plus. Et à côté de ça [...] ils ont [...] gentiment sorti de l'argent du système de santé, de l'éducation [...] ^{LXXXI}.
(10)

Se dégage ainsi un mécontentement social qui vient quelque peu nuancer l'image de « parti du peuple » associée au *Fidesz*. Notons toutefois que ces politiques antisociales ne sont jamais présentées comme des trahisons de la volonté populaire ou de l'intérêt national, mais plutôt comme des atteintes à l'équilibre du corps social. En effet, la grammaire de l'intérêt national et populaire semble être réservée aux critiques visant l'opposition.

6.3.2.2 L'opposition

L'opposition est associée à quatre thèmes. Premièrement, quelques participants partisans du *Fidesz* la décrivent comme étant **opposée à la nation**, ce qui est en phase avec la manière dont le parti d'Orbán la décrit depuis la fin des années 1990 (voir chapitre 5). Par exemple, des participants condamnent les campagnes menées par certains partis de l'opposition « contre le pays » (*az országgal szemben*) (16) auprès du Parlement européen pour dénoncer les atteintes à l'État de droit imputées au gouvernement du *Fidesz*.

Deuxièmement, les partis d'opposition sont aussi qualifiés de **corrompus**, mais de manière bien moins marquée que le *Fidesz*. Troisièmement, **l'union** mise en place par les partis d'opposition est mentionnée à plusieurs reprises. Certaines figures dirigeantes de l'alliance sont jugées inspirantes, mais davantage pour leurs qualités personnelles que pour leurs orientations politiques. En elle-même, la stratégie d'union des partis d'opposition n'est pas abordée du point de vue de ses orientations politiques, mais bien parce qu'elle semble incarner l'espoir de contrer électoralement le *Fidesz* : « je vois qu'il faut du changement et maintenant que l'opposition s'est unie... [...] Ça ne marche que s'ils s'unissent [...]. Et maintenant vient cet espoir qu'ainsi peut-être il y aura du changement ^{LXXXII} » (22).

Finalement, l'opposition est fortement associée à la figure de l'ancien premier ministre Ferenc **Gyurcsány**, aujourd'hui à la tête du parti Coalition démocratique (DK, européiste et libéral). Celui-ci est décrit comme la figure de proue de l'opposition, pour le meilleur (compétence, habileté politique) et le pire (malhonnêteté et corruption). Pour certains, il fait office d'épouvantail, réel ou instrumentalisé par la propagande du *Fidesz* : « [à] gauche aussi il y en a que j'aime et qui étaient des gens dignes de foi, mais il y en a que non, et j'aimerais ne même pas le voir. [...] Gyurcsány et les autres^{LXXXIII} » (15).

6.3.2.3 Identité négative et identité positive

En somme, l'analyse du corpus montre que les identités politiques de l'opposition et du *Fidesz* sont construites sur des modes différents. Le *Fidesz* est doté, que ce soit par appréciation ou détestation, d'une identité définie négativement *et* positivement. D'une part, il se présente comme un rempart contre la gauche libérale et d'autre part, il porte des éléments signifiants qui lui sont spécifiques : il serait le « parti du peuple et de la nation », tracerait une direction politique claire tout en « affrontant » ses nombreux ennemis désignés au fil du temps. À l'inverse, l'identité de l'opposition est définie sur un mode strictement négatif. Comme son nom l'indique, il s'agit d'abord d'une force *opposée* au régime d'Orbán, même si les partisans de l'opposition témoignent d'une adhésion à l'idée d'unité, qui pourrait être analysée comme une identification positive. Dans ce cas-ci, il s'agit cependant d'une orientation stratégique plutôt qu'idéologique. Certes, la stratégie unitaire peut parfois porter une charge affective, mais dans le cas présent elle découle davantage de l'opposition au *Fidesz* que de l'identification collective à un « nous ».

Cela s'explique en partie parce qu'au moment où les entretiens étaient réalisés, le parti d'Orbán était au pouvoir depuis plus de dix ans. Il est donc logique que les participants aient des choses plus précises à dire à son sujet, d'autant plus que le *Fidesz* occupait d'emblée une place plus importante dans la grille d'entretien. Il n'en reste pas moins que dans le cadre d'entretiens semi-dirigés de longue durée, avec des participants s'associant majoritairement à l'opposition, l'identité positive de celle-ci s'avère difficilement identifiable. Puisque dans l'actualité récente les marqueurs de l'opposition (négociation entre partis pour mettre en place l'alliance, primaires pour désigner des candidats communs, programme commun révélé sur le tard) renvoyaient

largement à l'idée d'une unité anti-Orbán, l'identité que lui associent les participants en découle également.

Fait révélateur, le mécontentement social suscité par les politiques du *Fidesz* ne semble pas s'incarner dans l'alliance de l'opposition, cette dimension étant absente des propos des participants à son sujet. En fait, si l'analyse du corpus témoigne de divisions quant au bilan social du parti au pouvoir, elles ne prennent pas la forme d'un réel clivage politique aux positionnements affirmés (par exemple, pour/contre la *flat tax*, pour/contre la hausse du salaire minimum, etc.), ce qui pourrait s'expliquer par le fait que celui-ci n'est pas incarné politiquement. Dans le corpus, le clivage *Fidesz/anti-Fidesz* et le flou politique qu'il implique du côté de l'opposition semble en effet oblitérer les enjeux politiques plus concrets, voire l'existence d'un projet politique alternatif.

6.3.3 L'hégémonie du *Fidesz*

En effet, l'analyse du corpus montre que les participants considèrent que le *Fidesz* est hégémonique en Hongrie, sans toutefois que ce concept soit mobilisé. Ce participant explique ainsi que le parti d'Orbán est parvenu à s'approprier les signifiants qui comptent pour perpétuer son pouvoir :

[C]'est bétonné pour 30 ans. [...] Tous ces symboles et ces matériaux sont au *Fidesz*. C'est-à-dire... D'une part, ils détiennent Dieu, ils détiennent la patrie, ils détiennent la nation. [...] Maintenant, si on regarde la chose depuis l'autre camp [*árok*], alors moi [qui suis partisan de l'opposition], je ne suis pas hongrois. Ce dont il est question, comme je disais, c'est que les gens qui sont aujourd'hui au pouvoir se sont appropriés ces concepts^{LXXXIV}. (10)

Dans cette optique, l'équivalence construite entre le *Fidesz* et le nationalisme ferait plus qu'asseoir son identité politique en tant que parti, mais assurerait aussi son hégémonie sur le long terme. Le *Fidesz* serait ainsi parvenu à reconfigurer ce qui, dans les mots de ce participant, s'apparente au sens commun :

[À] mon avis, dans les *X* dernières années ils ont produit des déformations tellement monstrueuses dans la tête des gens, dans leur réflexion, que si ici du jour au lendemain du changement survenait, pour effacer ça de la tête des gens il n'en faudrait pas moins des changements générationnels^{LXXXV}. (13)

Le pouvoir du *Fidesz* serait donc ancré dans la « tête » d'une majorité d'électeurs, et ce pour longtemps, au point où les deux précédentes citations appréhendent cette temporalité à l'échelle d'une génération. Mais en parallèle, ce pouvoir tirerait aussi sa source de la faiblesse de l'opposition, comme l'exprime cette partisane du *Fidesz* :

Dans un même temps d'un point de vue politique, grâce à Dieu qu'ils [l'opposition] existent. Parce que nous, nous serons bons, nous aurons la majorité des deux tiers, tant que ceux-là sont là [...] et qu'ils s'expriment, parce qu'ils ne savent pas faire peau neuve et qu'ils continuent à outrager leur propre patrie [...] ^{LXXXVI}. (25)

L'on retrouve ici l'importance attribuée à la nation comme vecteur de l'hégémonie du *Fidesz*, mais aussi de la faiblesse de l'opposition, celle-ci étant de nouveau présentée comme antinationale. Dans un même temps, cette faiblesse de l'opposition consoliderait le pouvoir du parti d'Orbán. En effet, ce participant, électeur du *Fidesz*, avance que c'est l'absence d'une alternative viable à celui-ci qui l'empêche de voter pour un autre parti :

[J]e ne suis pas complètement satisfait, mais je ne vois pas d'alternative qui dirions serait mieux que ce qu'il y a en ce moment, et à mon avis c'est très malheureux. [...] [I] manque beaucoup à mon avis une... Dirions une opposition qui serait vraiment, dirions, jeune, préparée et digne de confiance et qui peut vraiment proposer une véritable alternative [...] ^{LXXXVII}. (12)

Ici, la dimension générationnelle est de nouveau présente, suggérant que l'alternative au *Fidesz* devrait nécessairement venir d'une nouvelle génération qui « n'aurait pas grandi dans ce système » (*nem ebben a rendszerben nőtt volna be*) (11). L'appel à l'émergence d'une force politique extérieure au « système » (que ce soit politiquement ou du point de vue générationnel) est formulé à quelques reprises, le « système » en question désignant alternativement le régime Orbán, le régime Kádár ou encore la bipolarisation héritée du *Rendszer váltás*. Cette dernière, malgré qu'elle soit parfois appelée à être dépassée au profit de configurations et de responsables politiques nouveaux, n'en est pas moins reconduite par les participants, à la différence qu'elle est désormais déséquilibrée à l'avantage du *Fidesz*.

6.3.4 Bipolarisation

La grande bipolarisation de la politique hongroise (voir chapitres 4 et 5) est présente dans l'ensemble du corpus. Plusieurs participants y font directement référence, souvent pour la

déplorer, qu'ils soient partisans du *Fidesz* ou de l'opposition. Elle recoupe à quelques exceptions près la frontière politique des années 1990 et 2000 et son clivage opposant gauche libérale et droite conservatrice. Dans ce contexte, les différenciations **gauche/droite** et **libéralisme/conservatisme** se recoupent en partie, mais seront examinées séparément afin d'en faire ressortir les spécificités.

6.3.4.1 Gauche/droite

Au sein du corpus, le clivage gauche/droite est associé à 3 sous-thèmes. Le premier, fugitif, renvoie peu ou prou au passé communiste, construisant ainsi une opposition **communisme/anticommunisme**. D'un côté la gauche est associée à l'anticléricisme et au rákosisme, et la droite à un conservatisme qui y serait opposé, ainsi qu'à une politique économique plus responsable. Le second sous-thème construit une opposition **extérieur/intérieur** qui est plus marquée et pose la question du rapport à la nation. La gauche est caractérisée comme ayant « toujours eu du souci avec la nation^{LXXXVIII} » (19). En parallèle, elle est aussi perçue comme plus proche de l'Occident : « la pensée de gauche [...] est davantage attachée au monde occidental^{LXXXIX} » (21). La droite est quant à elle associée à la nation, au patriotisme :

L'identité de droite aussi, la nationalité [*nemzetiség*], comme lorsque... Qui arbore une cocarde, ou qui décore sa maison d'un ruban aux couleurs nationales ou qui ne le fait pas. Chez nous c'est un marqueur [...] ^{XC}. (17)

Si l'équivalence entre « droite » et « nation » est synonyme de protection des hongrois de l'étranger, il peut aussi être considéré comme une marque d'exclusion ou de fermeture envers le monde extérieur : « [q]uelque part [...] la haine de l'étranger [...] et la religion de la magyarité [...], ça se produit toujours à droite^{XCI} (8). »

Finalement, le sous-thème de la **justice sociale**, auquel on adjoint des vocables comme la « sensibilité sociale » (*szociális érzékenység*) (25) ou « l'empathie » (*empatikus*) (22) est exclusivement associé à la gauche. Néanmoins, partisans du *Fidesz* comme de l'opposition avancent qu'en Hongrie la gauche aurait trahi cette raison d'être : « après le *Rendszerváltás*, il y a eu ces privatisations à propos desquelles l'on peut tout dire si ce n'est qu'elles étaient légales et correctes^{XCII} » (28).

6.3.4.2 Libéralisme/conservatisme

Le couple libéralisme/conservatisme se condense autour de la question des **limites**. En effet, le libéralisme est fortement associé à la liberté, mais aussi à l'absence de limite : « jusqu'où [sommes-nous] libres, jusqu'où ça dure, nous ne connaissons pas les limites^{XCIII} » (19). La chose est considérée positivement, par exemple lorsqu'elle s'incarne dans des valeurs comme l'ouverture d'esprit et le pluralisme : « [s]i quelqu'un est libéral, il est ouvert [...] aux choses nouvelles^{XCIV} » (7). Elle acquiert toutefois une connotation négative, et ce par-delà les clivages électoraux, lorsque l'absence de limite est considérée comme potentiellement dangereuse pour le développement de l'individu : « le libéralisme n'est pas trop bon du point de vue éducatif. Parce que... Un enfant ne devrait pas faire ce qu'il veut [...]. C'est bien si des fois les gens sont réglementés^{XCv} » (22). Dans cette optique, l'individualisme serait un syndrome de cette absence de limite : « [c]'est comme dans la publicité [...], ça fait des années [...] qu'ils poussent ça, "réalise-toi toi-même !", "juste pour toi, juste..." [...] "Écrase tout le monde". "Franchis toutes, toutes les limites"^{XCvI} » (20).

À l'inverse, le conservatisme est associé à l'inscription de limites au moyen de traditions nationales, de valeurs comme la loyauté et le respect, ou de la méfiance envers la modernité. Les citations qui suivent ont ainsi en commun de définir le conservatisme par l'acte de tracer une frontière, de limiter un mouvement qui autrement serait hors de contrôle, afin d'assurer la protection de quelque chose :

Les valeurs de la vraie vieille Hongrie ancestrale, les montrer, les conserver, les transmettre, à travers la famille, les générations [...] ^{XCvII}. (25)

...le conservatisme, ça veut dire que je ne tromperais pas mon mari... Donc je suis fidèle sur ce plan. Pour moi le conservatisme c'est ce que j'ai appris depuis longtemps et je crois que c'était ce qui était bien, et c'est toujours ce qui est bien pour moi^{XCIII}. (5)

...une position conservatrice interroge toujours la nouveauté^{XCIX}. (11)

En somme, là où le libéralisme lèverait les règles, les frontières et les limites, le conservatisme les protégerait et les chérirait. Alors que le premier isolerait les individus dans le temps et l'espace,

le second porterait une dimension collective et intergénérationnelle, liant liberté individuelle, responsabilité envers les proches et souci de transmettre un héritage historique.

Plus encore que la dichotomie gauche/droite, le couple libéralisme/conservatisme apparaît parfaitement symétrique, le premier terme exprimant l'opposé exact de celui auquel il est comparé, et inversement. En fait, l'axe gauche/droite lui-même est fortement teinté par cette opposition entre limite et absence de limites, qui traverse les sous-thèmes anticommunisme/communisme et extérieur/intérieur. À chaque fois, ce qui donne un cadre (la nation, les traditions, la responsabilité économique), s'oppose à ce qui s'en extrait ou l'abolit (l'anticléricalisme, l'étranger, l'antinationalisme). En parallèle, la question sociale est pratiquement évacuée de cette bipolarisation. Dans ce qui est peut-être une conséquence directe des politiques d'austérité de la gauche libérale dans les années 2000 (voir chapitre 5), la gauche n'est désormais que faiblement associée à la justice sociale, et des enjeux comme l'individualisme, qui pourtant pourraient être abordés sous l'angle de la question sociale, sont plutôt traités à travers le clivage libéralisme/conservatisme.

6.3.5 Synthèse de la section

En ce qui concerne la politique hongroise, le corpus est fortement dominé par le clivage entre partisans du *Fidesz* et ceux de l'opposition. Ce clivage s'insère plus largement dans la grande bipolarisation entre droite conservatrice et gauche libérale, s'incarnant dans la question des limites. Dans ce conflit, les deux camps ne s'affrontent pas à armes égales, du moins d'après les propos ici analysés. Là où le soutien au *Fidesz* témoigne d'une véritable adhésion idéologique et affective, le soutien à l'opposition prend plutôt la forme d'une agglomération fondée sur des considérations tactiques, et ce dans le but de mieux s'opposer au parti au pouvoir. Par conséquent, l'identité politique de l'alliance de l'opposition est plus floue, alors que celle du *Fidesz* est plus affirmée : aux yeux des participants, le parti d'Orbán apparaît comme hégémonique, car n'ayant pas face à lui d'alternative crédible.

6.4 Conclusion du chapitre

En somme, le rapport à la politique qui se dégage de l'analyse du corpus indique une vision à la fois collective et conflictuelle et fait de la communauté politique nationale le lieu premier à partir

duquel la politique est approchée. Cette vision transcende les clivages électoraux. En revanche, le rapport à la politique hongroise est marqué par la bipolarisation entre le *Fidesz* et les partis d'opposition, qui s'incarne dans le clivage entre la droite conservatrice et nationaliste et la gauche libérale. Au sein de celui-ci, c'est la droite qui incarne les thèmes associés à la collectivité (nation, traditions, limites) et la gauche ceux associés à l'individualisme (rejet de la nation et des traditions, absence de limite).

CHAPITRE 7

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS – LE RAPPORT À LA NATION

Le présent chapitre porte sur la deuxième catégorie construite à partir de l'analyse thématique du corpus et vise à examiner les manières dont les participants se représentent la nation hongroise. À cette fin, le chapitre est organisé en trois sous-catégories. D'abord, la **communauté nationale** aborde les définitions de la nation. Ensuite, **être hongrois** traite des contours et des particularités de la nation hongroise et de ses membres. Finalement, **la Hongrie dans le temps et l'espace** examine le regard porté par les participants sur la trajectoire historique de leur pays et son rapport avec l'extérieur. Ce chapitre vise en outre à dégager les modes et thèmes transversaux qui sont communs à l'ensemble des sous-catégories et qui seront mobilisés dans l'interprétation du corpus, au chapitre 8. Rappelons qu'un mode transversal désigne, en s'inspirant de l'outillage conceptuel de la théorie du discours (frontières, antagonisme, relation nous/eux, affects, etc.), les pratiques discursives mobilisées par les participants pour définir la nation au fil des entretiens. Un thème transversal désigne quant à lui un thème qui traverse plusieurs des catégories et sous-catégories ici examinées, de manière à constituer ce que, dans le cadre de la théorie du discours, l'on appellerait des points nodaux, c'est-à-dire les signifiants structurant un discours.

7.1 La communauté nationale⁷⁵

Afin de dégager les manières dont les participants, en répondant à nos questions, définissent la nation, cette sous-catégorie a été divisée en cinq thèmes : la **nation**, la **patrie**, le **peuple**, **être membres d'une nation** et les **traditions**. Notons que tout au long de cette section, la sensibilité politique des participants ne semble pas déterminer l'usage d'un type de signifiant en particulier ; par exemple, des électeurs du *Fidesz* mobilisent des signifiants de type politique, alors que des partisans de la gauche libérale mobilisent des signifiants de type ethnoculturel, ou inversement.

⁷⁵ Voir la section 2.4 de l'arbre thématique.

7.1.1 La nation

Ce thème réunit les différentes tentatives de définir la nation. Les types de signifiants mobilisés se partagent en quatre sous-thèmes, couvrant presque l'entièreté du spectre du nationalisme hongrois (voir chapitre 4). Premièrement, l'**ethnoculture**, qui mobilise des signifiants d'ordre culturel ou ethnique : coutumes, traditions, religions, etc. En particulier, la langue occupe une place importante : « c'est un si grand héritage que quelqu'un soit hongrois, parle hongrois. C'est la langue. C'est du savoir^C » (10). Ces attributs sont considérés comme les parts constitutives d'une unité qui fait la nation :

La nation... Ici aussi c'est la population d'un pays donné, mais qui... [...] Culturellement ? Ou bien qui d'une manière ou d'une autre forme une unité. Même s'ils sont chez nous disons en minorité, c'est vrai, disons que les chinois ou les turcs sont très nombreux, malgré tout pour eux... Eux, ils sont nationalement turcs ou chinois^{CI}. (12)

Ainsi, la nation constituerait une sorte d'unité ethnoculturelle originelle qui définirait l'identité de ses membres, plus encore que leur ancrage territorial. Ceux-ci seraient « turcs », « hongrois » ou « chinois » en fonction de leur origine culturelle, et non du pays où ils vivent.

Deuxièmement, le corpus présente des signifiants moins concrets – et donc moins exclusifs – que dans le sous-thème précédent, décrivant une forme abstraite de culture, d'héritage ou de tempérament partagés, en somme ce que l'on pourrait désigner comme une **âme commune** : « une relation, un attachement, qui provient des racines, [...] des origines, de... l'histoire du peuple [*népcsoport*] du pays donné^{CII} » (17). C'est le partage de cet ensemble de relations et d'affects qui fait la nation, devant l'inscription dans un territoire :

[C]e qui est très important pour cette communauté, c'est ce tempérament commun [*közös lelki alkat*]. [...] Donc un tempérament commun, un habitat [*lakóhely*] commun, un territoire n'est... N'est pas indispensable, mais c'est un fortifiant. Mais le tempérament commun en dehors du territoire, c'est-à-dire disons que les hongrois de l'extérieur des frontières font aussi partie de la nation^{CIII}. (19)

En hongrois, le terme *lelki* signifie à la fois l'âme, la spiritualité et le tempérament. En ce sens, le « tempérament commun » ne renvoie pas seulement au caractère, mais plus largement à un état d'esprit partagé. Conçue comme « âme commune », la nation n'est pas limitée à un territoire et

peut ainsi s'étendre par-delà les frontières du pays, incluant les locuteurs hongrois des pays voisins.

Troisièmement, la nation est définie comme un point d'**identification**. L'idée même de faire partie d'une nation serait ainsi source d'identification, sans que cela n'implique nécessairement de se référer à quelque chose de spécifique comme le passé ou la culture. Ce serait en concevant un « nous », en se reconnaissant comme communauté nationale distincte, que les membres d'une nation produiraient celle-ci :

À mes yeux [la nation] dispose aussi d'une sorte d'identité. C'est-à-dire qu'une nation dispose aussi d'une conscience de soi, que « je suis le peuple hongrois », la nation hongroise [...]. Que j'en suis membre. J'en suis membre^{CIV}. (13)

Cette identification ne serait pas seulement subjective ou spontanée ; elle serait inculquée politiquement puisque la construction et la reproduction de la communauté sont des enjeux de pouvoir :

[I]l y a donc dès la naissance cette sorte de sentiment intérieur [...], mais jusqu'à un certain point, en fait pas seulement à un certain point, dans une très grande proportion, l'on entretient l'État-nation avec des outils de propagandes^{CV}. (11)

Le glissement depuis des signifiants d'ordre culturel vers des signifiants d'ordre politique s'accroît avec le quatrième sous-thème, qui est dominant⁷⁶ dans le corpus et définit la nation comme **communauté politique**. On y insiste toujours sur l'idée d'unité, mais celle-ci prend la forme d'un acteur politico-historique, collectif et hétérogène, agissant dans l'histoire :

[L]à-dedans il y a aussi notre peuple... Chacune de ses petites parcelles, avec la culture, avec la musique folklorique, avec notre littérature... [...] La nation en bref c'est tout le sang et la sueur versés par nos prédécesseurs pour ce pays [...]^{CVI}. (14)

S'exprime ici l'idée d'une communauté particulière, d'un « peuple » activement forgé à travers le temps et les générations au prix de moult efforts. Dans cette logique, les membres de cette communauté ne seraient pas unis *a priori* par des caractéristiques substantielles, mais bien par

⁷⁶ Dix-neuf réponses renvoient à la communauté politique, contre 15 pour les autres sous-thèmes.

une « solidarité » (*össetartozás*) (4) et des « buts communs » (*közös cél*) (21). Plus que par l'identification, la nation unirait ses membres par-delà leurs différences autour d'un intérêt partagé : « [d]isons des gens ayant un intérêt et une identité commune. Qui sont reliés par... Indépendamment de tout, de, disons, la race ou la religion, par une chose commune^{CVII} » (9).

Cette communauté est en outre située sur un territoire, ce qui serait une condition essentielle de l'existence nationale : « [l]a nation c'est [...] le peuple fondateur d'un pays. Il y a beaucoup de peuples. Beaucoup qui n'ont pas de patrie. Par contre la nation ça c'est un territoire occupé par un peuple^{CVIII} » (20). Notons que le terme *elfoglalt* (occupé) peut rappeler le *Hónfoglalás* (« l'occupation de la patrie ») : ici, la mise en relation étroite entre peuple, territoire, patrie et nation est typique de l'importance accordée au territoire dans le nationalisme hongrois (voir chapitre 4). Notons que nous rencontrons ici pour la première fois le thème transversal de l'engagement, que nous retrouverons à plusieurs reprises dans les pages qui suivent. En effet, la nation conçue comme communauté politique n'existe pas *en elle-même* ; elle exige l'engagement de ses membres, génération après génération, pour forger son unité et lui permettre de perdurer dans le temps.

7.1.2 La patrie

Les trois sous-thèmes associés à la patrie recourent en partie ceux associés à la nation, avec un continuum allant des signifiants ethnoculturels aux signifiants politiques. La patrie a cependant quelque chose d'immédiatement plus tangible que la nation, qui est définie de manière plus abstraite. Dans le premier sous-thème, qui associe patrie et **culture**, l'on évoque la langue, qui serait « elle aussi la patrie » (*az is a haza*) (19) ou encore la poésie qui « parle de la patrie » (*hazáról szól*) (3), en faisant ainsi un objet directement esthétisable. Cette dimension tangible est plus prégnante dans le second sous-thème, très présent, qui fait de la patrie un **chez-soi** :

[P]our moi la patrie ça [...] signifie Martfű. C'est-à-dire que l'on peut l'interpréter de deux manières, parce qu'on peut dire « patrie » comme « Hongrie » [...]. Mais pour moi la patrie c'est toujours Martfű, en fait même pas nécessairement Martfű, plutôt je dis Martfű, mais ici, les alentours... C'est-à-dire ce comté [...], le comté de Szolnok^{CIX}. (24)

La patrie, si elle peut englober toute la nation, se rapporterait donc avant tout à l'endroit « [o]ù tu vis. Où tu habites, où tu travailles, où tu fondes une famille^{CX} » (16). Il s'agit donc d'un territoire, mais d'un territoire aux contours variables, qui change en fonction des subjectivités et des circonstances. Dans tous les cas, la patrie implique un lien avec quelque chose de tangible, qui procure un sentiment de plénitude et par lequel l'individu est uni aux autres, à son chez-soi ou à sa communauté : « [u]ne appartenance à quelque chose, la sensation agréable que l'on appartient à quelque chose^{CXI} » (17).

Le troisième sous-thème ajoute une condition à l'appartenance, en faisant un objet d'**engagement**. La patrie serait « ce pour quoi il vaut la peine de lutter^{CXII} » (21), parce que « j'agis pour où j'habite. C'est ça ma patrie^{CXIII} » (13). Dans cette optique, avoir une patrie ne consisterait pas seulement à se sentir bien quelque part, mais bien à vouloir rendre cet endroit meilleur. Ici, le terme acquiert une dimension politique : il s'agit de lutter activement pour le bien-être de son chez-soi. Inversement, face aux revers, la patrie pourrait perdre de sa valeur, comme l'exprime ce participant indigné par le régime Orbán :

La patrie [...] ici a perdu sa valeur, dans [...] cet état des choses, quand les menteries pleuvent. Elle a pratiquement perdu sa valeur. Je n'ai pas de patrie. [...] Autrefois j'en avais une. Autrefois... C'était autre chose quand tu t'enthousiasmais, quand tu étais content de faire partie de ça. Maintenant... Maintenant ce que l'on voit c'est qu'ils pillent le pays. Ils mentent [...] et une grande partie des gens avalent ça... Les gens sont divisés...^{CXIV} (8)

Avoir une patrie, ce serait avoir un sentiment d'appartenance envers quelque chose dont l'on est fier, envers quelque chose dont l'on veut « faire partie ». Si cette chose, ici la Hongrie, empruntait une direction contraire, si elle inspirait le dégoût plutôt que l'engagement, alors la patrie se dévaloriserait, s'effacerait, et le lien avec celle-ci s'étiolerait. Notons que le sous-thème de l'engagement est de nouveau associé à l'unité : pour exister, la patrie ne devrait pas seulement avoir un régime jugé intègre, mais aussi être unie.

7.1.3 Le peuple

Les trois sous-thèmes associés au peuple sont marqués par une dualité : les deux premiers l'abordent sous l'angle de la particularité et le troisième dans une perspective universelle. Le premier sous-thème fait du peuple une **communauté**, celle dont l'on « fait partie » (*beletartozni*)

(14). Il s'agit donc d'un peuple en particulier avec lequel l'on partage des liens et des caractéristiques. Le second sous-thème le définit comme la « **population** d'un pays donné » (*adott országnak lakossága*) (12). Toujours dans cette logique, le peuple est fortement associé au « peuple hongrois » (*magyar nép*) (22) et aux « hongrois » (*magyarok*) (15), incluant ceux qui vivent à l'extérieur du pays. Dans cette perspective, le peuple serait la population d'un pays ou d'une nation en particulier.

Le troisième sous-thème se réfère au peuple sous un angle rappelant le **populisme**. Il apparaît alors comme une catégorie politique universelle avec un fort contenu antagonique. Le peuple ne serait pas un groupe social donné, mais bien un acteur agissant, le « 99 pour cent » (*99 százalék*) qui s'oppose aux élites (28) ou le peuple souverain qui « constitue la nation » (*alkotja a nemzetet*) (25). Avec une connotation négative, il « signifie la foule, influençable [*vezethető*], pas réfléchi^{CXV} » (19). Dans chacune de ces citations, le peuple est constitué par l'action ou le conflit, luttant contre les élites, façonnant la nation ou se laissant aller à des passions tristes. Le thème du peuple permet donc de circonscrire un thème transversal dual que l'on retrouvera à plusieurs reprises dans les pages qui suivent : l'opposition entre nation existant en soi et nation construite pour soi.

7.1.4 Être membre d'une nation

En parallèle avec les définitions de la nation, de la patrie et du peuple, le corpus présente des éléments plus concrets quant à ce qui produit au jour le jour la nationalité, constituant 4 sous-thèmes. Nous sommes ici dans le territoire du nationalisme banal théorisé par Billig : les participants décrivent des événements, des symboles et des pratiques qui à première vue relèvent de l'ordinaire, semblent « aller de soi », tout en contribuant à ce qu'ils se sentent être membres de leur nation.

Premièrement, la nationalité est très fortement associée à l'acte de **se comparer** avec ce qui est extérieur à elle. De nombreux participants, nonobstant l'âge, la profession ou les choix électoraux, racontent avoir pris conscience qu'ils étaient hongrois au moment de réaliser qu'il existait un « ailleurs » à leur pays. Cela peut être le résultat d'un voyage, de lectures, de l'étude d'une carte

géographique, de la rencontre avec des visiteurs étrangers, etc. Comme en témoignent les citations suivantes :

[Q]uand j'étais petite [...] mon père avait deux amis, et eux vers '56 ils étaient partis pour la Suède. [...] C'est là qu'à l'âge de 4-5 ans j'ai rencontré pour la première fois un étranger que... [...] Et c'était aussi très bizarre qu'il soit hongrois, mais qu'en même temps de l'extérieur leurs... Ils avaient des vêtements différents, des voitures différentes, des numéros d'immatriculation différents, et c'est alors qu'à mon avis j'ai commencé à me positionner pour la première fois [...] ^{CXVI}. (12)

Je pense que j'étais au début de mes 10 ans lorsque j'ai compris où je vivais et comment je vivais. Lorsqu'on commence à réaliser quel genre de vie l'on va avoir. Et alors l'on voit [...] [d]es pays plus occidentaux, principalement ce que l'on voit ce sont les États-Unis [...], des films et ce genre de choses. Alors j'ai pensé : « comment ça se fait que ce n'est pas comme ça la vie [ici] ? » [...] [E]t j'ai pensé : « et ici alors c'est la Hongrie, et alors comment sont les autres pays ? » ^{CXVII} (21)

C'est durant l'école secondaire que je suis allée à l'étranger pour la première fois. [...] J'ai été accueillie dans une famille durant l'été. [...] Mon enseignante [...] m'a préparée, nous avons un cahier dans lequel était écrite dans les très grandes lignes l'histoire du pays, quelques informations culturelles. Donc c'était important que l'on publicise notre identité. Peut-être que c'est là pour la première fois que ça a été aussi important que je sois... hongroise ^{CXIII}. (4)

L'effet de comparaison n'est pas nécessairement déclenché par une rencontre directe, frontale, avec l'altérité. Ce qui compte, c'est la prise de conscience, dès le plus jeune âge, d'une différence qui rompt avec ce qui semble être la normalité : une mode vestimentaire différente, les images d'un film, etc. Alors, cette prise de conscience, l'identification d'un « dehors », d'un « eux », est suivie de l'inscription d'une frontière qui délimite la « normalité » vécue en un « nous », en une nationalité auquel le participant s'identifie. La troisième citation est un cas plus ambigu : est-ce le voyage à l'étranger, ou bien le fait de se préparer à « représenter » la Hongrie qui enclenche la comparaison ? Dans le premier cas, c'est bien l'altérité qui produirait le « nous ». Dans le deuxième, l'identification au « nous » ne serait pas le fait de l'altérité elle-même, mais bien de l'imminence de sa rencontre. Dans ce cas-ci, le rôle de l'enseignante paraît cependant primordial, ce qui nous amène au sous-thème suivant.

L'éducation est le second sous-thème associé au fait d'être membre d'une nation. Dans ces circonstances, l'école est un lieu important de prise de conscience nationale, en particulier à

travers les cours de géographie et d'histoire. La découverte d'une carte géographique laisse ainsi un souvenir marquant : « sur la carte il était écrit : "le relief ou les cours d'eau de notre patrie". Une carte des reliefs et des eaux. Notre patrie^{CXIX} » (19). Rappelons qu'en hongrois, « patrie », qui se dit « haza », dérive du mot « ház », qui veut dire « maison ». Sa connotation est donc moins ampoulée qu'en français, et son usage dans le langage courant (Zempleni, 1996, pp. 11-12) le rend instantanément compréhensible pour un écolier. Dans un même ordre d'idées, l'impression laissée par des professeurs passionnés et charismatiques semble elle aussi structurante, tout comme les participations à certaines activités parascolaires, comme les jeunesses communistes à une certaine époque. À chaque fois, l'affect joue un rôle central : il s'agit d'être frappé par l'usage d'un mot, la passion d'un professeur, les joies d'une sortie scolaire, etc.

Troisièmement, la nationalité est associée à des **rituels et symboles**. Ceux-ci comprennent principalement les fêtes et l'hymne nationaux ou le drapeau et des symboles associés (cocarde tricolore, armoiries), mais aussi plus largement certaines œuvres artistiques ou encore les équipes sportives nationales. Dans certains cas, ils sont le déclencheur de l'identification à la nation : « j'étais à la maternelle, et à l'occasion [de la célébration] de la Grande Révolution socialiste d'Octobre [...] nous peignons des drapeaux nationaux hongrois. C'est mon premier souvenir de la magyarité^{CXX} » (6). Notons que dans le cas ici rapporté, la célébration en question avait probablement pour objectif de renforcer l'identification au camp socialiste plutôt qu'à la nation, quoiqu'à l'ère du régime Kádár, l'époque où se déroule cette anecdote, ces deux aspects étaient en partie articulés (voir chapitre 4). C'est pourtant la dimension « nationale » du rituel en question qui aura marqué le participant, du moins *a posteriori*. Il appert que dans ce cas-ci, le nationalisme banal aurait produit des effets même lorsqu'il n'est pas mis au premier plan.

Finalement, le sentiment de **fiereté** apparaît aussi comme producteur de cette nationalité au quotidien. Certes, il s'agit d'un élément moins concret que ceux mentionnés précédemment, mais la citation suivante indique comment, via d'autres procédés du nationalisme banal, ce sentiment est stimulé, rendant tangible chez l'individu le lien dont il sent qu'il l'unit à sa nation :

[S]i je suis assise devant la télé et qu'un champion olympique monte sur le podium, [...] l'hymne hongrois est entonné. Alors c'est super bien. C'est vrai que c'est

tellement bien, pour la magyarité... Que de ces dix millions de personnes, nous sommes là dans les cinq premiers [...]. C'est tellement énorme^{CXXI}. (3)

Ici, la nationalité est mise en valeur à travers la victoire sportive et l'hymne national, mais c'est le sentiment de fierté ainsi suscité qui est déterminant, celui qui fait que la participante s'en souvient et le rapporte lors de l'entretien.

7.1.5 Traditions

Les traditions n'étaient pas directement abordées dans notre grille d'entretien, contrairement aux notions de nation, de peuple et de patrie. Elles n'en sont pas moins très présentes dans le corpus, plusieurs participants, encore une fois indépendamment de l'âge, de la profession ou des préférences partisanes, les considérant comme une dimension constitutive de la communauté nationale. Le sens attribué au terme lui-même est très diffus, mais peut être cerné à travers deux sous-thèmes. Premièrement, les traditions viseraient à **lier, intégrer et inscrire** les membres d'une communauté :

Tous les peuples [...] ont leurs propres traditions, et quand [à l'école] nous étud[ions] [...] ces choses hongroises, alors quand même l'on se sent toujours chez soi [*itthon*]. Et alors l'on peut bien penser que ce serait mieux en Amérique, ce serait mieux au Japon, alors quand même l'on sait que [...] c'est chez soi qu'est le chez-soi...^{CXXII}
(24)

Les traditions permettraient donc de s'inscrire dans sa nation et de se sentir lié à elle, et ce malgré l'insatisfaction qu'elle peut susciter. Elles agiraient aussi, lorsqu'elles réunissent plusieurs personnes (traditions et fêtes locales, festivals, etc.), comme un « liant de communauté » (*közösségi összetartó*) (20) à l'effet intégrateur.

Deuxièmement, les traditions auraient vocation à traverser le temps en étant **transmises** : « [m]es ancêtres, mon présent, mon futur. Que je conserve, c'est en moi... L'histoire des ancêtres, je vis dans le présent, et... Et je lègue quelque chose^{CXXIII} » (19). De cette manière, les individus seraient inscrits dans leur nation d'une génération à l'autre et celle-ci resterait unie à travers le temps malgré les retournements du monde :

[L]e problème c'est que le monde aussi a changé, [...] peut-être que [ces] enfants seront déjà beaucoup plus cosmopolites que nous ne l'avons été, le monde s'ouvre plus à eux. Mais à mon avis ils sont beaucoup moins intéressés, mais pas seulement par la Hongrie, mais par tout de manière générale. Mais en gardant les traditions [...] et à mon avis dès l'enfance... C'est-à-dire qu'en Transylvanie hongroise (*Erdély*) quand même cette histoire-là continue encore, parce qu'il [...] peut bien y avoir internet là-bas aussi, il peut bien y avoir des téléphones cellulaires, dès leur naissance ils grandissent en allant à l'église toutes les fins de semaine, ils vont [...] bien costumés faire des danses folkloriques avec leurs mères toutes les fins de semaine, si dans le village il y a une noce alors tout le village y est^{CXXIV}. (3)

Pour cette participante d'une petite cinquantaine d'années partisane de l'opposition, la transmission d'une tradition aurait une vertu protectrice : elle assurerait la continuité de la communauté nationale en luttant contre le désintérêt et l'atomisation de ses membres. Elle contribuerait ainsi à reproduire et à protéger la nation dans le temps et l'espace, liant, intégrant et inscrivant ses membres en son sein.

7.1.6 Synthèse de la section

Les sous-thèmes associés à la nation, à la patrie et au peuple en font des concepts imbriqués, circonscrivant des signifiés similaires sous des angles différents. La nation est envisagée comme une communauté particulière qui traverse l'histoire. La patrie ancre la nation dans un habitat, tout en insistant sur la subjectivité de celui qui en fait partie. Le peuple renvoie quant à lui aux membres de la communauté elle-même. Les signifiants définissant ces concepts forment un continuum qui va des signifiants ethnoculturels aux signifiants politiques. À une extrémité, la nation est décrite comme une communauté qui existe en soi (une unité culturelle fondatrice, la population d'un pays donné, etc.). De l'autre, elle existe pour soi, c'est-à-dire qu'elle exige, pour être reproduite, un engagement concret (une unité consciente dans l'Histoire, l'engagement pour la patrie, etc.).

Ce deuxième pôle est davantage mis en valeur au moment de décrire ce que signifie être membre d'une nation et l'importance des traditions. Tous ces attributs, ces affects et ces pratiques sont activement reproduits et transmis, requérant une production et une reproduction permanentes dans le cadre de l'État-nation. Toutefois, reproduction et transmission peuvent aussi bien adopter des formes ethnoculturelles (le folklore, la religion) que politiques (le drapeau, l'histoire), ou encore relever du quotidien le plus banal (les Jeux olympiques regardés à la télévision). Le besoin

de se comparer pour s'identifier se détache du lot : dans certaines circonstances, le simple fait de vivre dans une nation amène une rencontre avec un « dehors » qui éveille ou renforce la nationalité. À ce moment-là, la nation est reproduite à travers l'individu du fait même que celui-ci vit dans une communauté politique particulière.

7.2 Être hongrois⁷⁷

Cette section est divisée en quatre thèmes. Dans le premier, **en pensant à la Hongrie**, sont regroupés les différents sous-thèmes caractérisant le pays en lui-même. Le second porte sur la **magyarság**, cette « magyarité » (ou nationalité hongroise) si souvent évoquée dans le corpus et dans le nationalisme hongrois en général. Les deux derniers thèmes permettent de préciser davantage en traitant de questions plus concrètes : ce qui fait que l'on peut **devenir hongrois** et le rapport aux **minorités**.

7.2.1 En pensant à la Hongrie

La Hongrie est caractérisée par cinq sous-thèmes : les **symboles**, la dualité **satisfaction/insatisfaction**, **l'appartenance et la stabilité**, **l'unicité et les exploits** et la **géographie**, de nouveau sans que certains types de signifiants ne soient attribuables à une catégorie de participants en particulier. Premièrement, la Hongrie est associée à un ensemble de symboles emblématiques : des recettes et des alcools locaux, le paprika, des monuments ou des édifices célèbres, la musique folklorique, etc. Des symboles plus directement associés à l'État et au nationalisme hongrois sont aussi présents : le drapeau et la cocarde tricolore, ou encore l'oiseau turul, mobilisé par le nationalisme ethnique comme par le *Fidesz* (voir chapitres 4 et 5).

Deuxièmement, le thème de la satisfaction/insatisfaction témoigne des appréciations fluctuantes que les participants ont de la Hongrie. La satisfaction est suscitée par le fait de vivre « dans un pays qui est beau » (*ország ami szép*) et que l'on « aime » (*szeretek*) (23), qui serait « assidu » (*szorgalmas*), « tenace » (*kitartó*), « patient » (*béketűrő*), « talentueux » (*tehetséges*) (6) ou encore « bâtisseur » (*építkező*) (19). Dans certains cas, cette satisfaction est motivée politiquement, un participant déclarant par exemple qu'il s'agirait du pays ayant « le meilleur

⁷⁷ Voir la section 2.5 de l'arbre thématique.

gouvernement du monde » (*a világ legjobb kormánya*) (25). En revanche, l'insatisfaction a toujours des motivations politiques, souvent liées à la situation immédiate. Elle est en ce sens plus prégnante chez les partisans de l'opposition. L'on déplore « les manques du système de santé » (*egészségügynek a hiánya*) (24), la corruption, etc. Ce contexte créerait aussi un climat d'incertitude (*bizonytalanság*) et de conflits (*békétlenség*) (7), de sorte qu'il y aurait « des peurs dans les gens » (*az emberekben félelmek*) (22). Par conséquent, la Hongrie serait en voie de se refermer de plus en plus sur elle-même, du fait du régime en place, mais aussi pour des raisons structurelles :

D'une part, c'est un petit pays, à mon avis nous avons beaucoup été comme on dit derrière le rideau de fer, c'est-à-dire que nous ne pouvions pas voyager. [...] [C]'est un [...] pays très petit et fermé, avec sa propre langue que les autres ne connaissent pas ou ne sont pas vraiment capables d'apprendre^{CXXV}. (3)

Le thème du caractère unique de la Hongrie, que nous retrouverons plus loin, fait ici son apparition, cette fois en tant que source d'enfermement et d'insatisfaction. Ce qui est généralement présenté comme une fierté ou une qualité peut donc être source de frustration. En parallèle, cet autre participant considère que la Hongrie serait « une petite communauté qui mérite mieux^{CXXVI} » (28). Dans cette citation, c'est le fait que le pays soit jugé plein de qualité tout en étant dans un état considéré déplorable qui produit l'insatisfaction, voire un sentiment d'injustice. Cela renvoie aux frustrations liées à la grandeur nationale perdue, dans lequel une « petite » Hongrie se serait vue privée par les aléas de l'histoire d'un destin plus glorieux (voir chapitre 4).

Le troisième thème associe l'appartenance et la stabilité. Cette participante se dit viscéralement attachée à la Hongrie :

[L]a Hongrie au fond au sens figuré je crois que c'est pour tout le monde son propre petit lieu de naissance où il habite, sa petite ville. [...] Et c'est notre patrie, n'est-ce pas. S'y croisent nos berceaux et le cimetière. [...] Je crois que celui qui est né hongrois et a vécu ici, ne pourra jamais se séparer de la Hongrie. C'est-à-dire que ce ne sont que de bonnes sensations, et de l'attachement, et un énorme plus émotionnel^{CXXVII}. (27)

Ici, la vie quotidienne et la vie longue trouvent un point de rencontre dans la « patrie ». La Hongrie procure un sentiment positif parce qu'elle produit de l'appartenance, mais aussi un sentiment de stabilité : c'est un endroit où l'on peut passer toute sa vie en s'y sentant toujours bien. Ce peut être mis en parallèle avec le sentiment de « sécurité » (*biztonság*) que suscite le pays chez un autre participant (15).

Quatrièmement, la Hongrie serait caractérisée par une unicité qui découlerait de sa langue :

C'est à la langue hongroise que j'ai pensé d'abord. Grâce à elle nous sommes spéciaux [*különleges*], s'il est permis de dire une telle chose. Il n'y en a pas deux comme ça, en ce moment aussi j'ai beaucoup entendu dire que notre langue détermine notre manière de penser [*gondolkodásunk*]^{CXXVIII}. (4)

Cette spécificité, souvent source de fierté, peut être mise en parallèle avec les exploits à portée mondiale que le pays aurait accomplis :

[La] Hongrie [*a magyar*] est quand même une nation singulière, après tout, ce que l'on utilise à travers le monde, ce qui nous entoure [...]... La plupart des choses peuvent être rattachées à nous. Je pense au stylo à bille, à l'ampoule électrique, à l'usage du téléphone. Donc si je dois décrire la Hongrie, alors c'est d'abord la fierté qui m'emplit : quand même, les hongrois ont mis beaucoup de choses sur la table...^{CXXIX} (23)

Notons le caractère nationaliste de la citation qui précède : les individus ayant produit les inventions en question sont appréhendés comme des représentants de la Hongrie, au point où c'est celle-ci qui accomplit leurs exploits et qui « met des choses sur la table ».

Finalement, la Hongrie est fortement associée à sa géographie, et ce sous deux angles. D'une part, la situation géographique et géopolitique du pays **entre Orient et Occident**, qui était l'objet d'une question directe dans la grille d'entretien, donne lieu à une opposition entre une Hongrie voulue ou considérée comme orientale, et une autre, occidentale. Dans le corpus, le caractère oriental du pays est plus marqué, souvent sous prétexte d'un niveau de développement ou d'un esprit de liberté jugé insuffisant pour faire partie de l'Occident. La Hongrie croulerait sous une administration publique de « type oriental » (*keleties típus*) (22) et connaîtrait davantage de « restrictions » (*korlátozás*) dans tous les domaines (18), de sorte qu'elle serait « très en retard »

(*nagyon lemaradva*) (1) par rapport au modèle occidental. Ces propos sont porteurs d'un regret, celui de ne pas faire partie d'un monde auquel l'on voudrait pourtant appartenir : « [à] mon avis nous aimerions être occidentaux, mais il est encore très difficile de se séparer de l'Orient, ou de s'en extraire^{CXXX} » (14). Par conséquent, l'échec à rejoindre l'Ouest entraînerait un basculement vers l'Est. Dans certains cas, l'association à l'Orient est cependant source de fierté, puisqu'il s'agit du lieu des origines, d'où la nation serait « venue » (*jött*) et qu'elle représenterait (*képviselet*) (11). Dans cette perspective, typique des nationalismes ethnique et racial (voir chapitre 4), la Hongrie n'aurait pas à être occidentale et retrouverait dans l'Orient une certaine pureté culturelle et spirituelle.

Dans certains cas, la Hongrie est considérée comme occidentale. Dans cette optique, le pays ne cherche pas à rejoindre l'Ouest, puisqu'il en fait déjà partie, du fait de son niveau de développement cette fois-ci perçu plus positivement ou de ses aspirations héritées du passé : « [m]algré tout, [si] on regarde l'ampleur de l'ouvrage, la vie culturelle, le désir des gens malgré tout, alors elle serait plutôt européenne^{CXXXI} » (8). Dans ce point de vue, largement répandu dans le nationalisme hongrois, la Hongrie suit un long chemin qui l'associe à l'Occident, chemin qui commence à l'an mil avec l'adhésion à la chrétienté occidentale et l'*Államalapítás* (voir chapitre 4). Désormais, l'intégration européenne incarnerait – et garantirait – ce caractère occidental : [n]ous sommes entrés dans le club, nous sommes membres de l'UE, [...] [e]t j'ai confiance que désormais nous resterons ici, à l'Ouest. Et que nous ne retournerons pas à l'Est^{CXXXII} » (7). Notons le caractère quasiment antagonique de la dualité Orient/Occident : les deux pôles sont définis de manière symétrique l'un par rapport à l'autre, l'Orient étant synonyme d'arriération (ou de pureté) et d'oppression et l'Occident de progrès et de liberté. Aller vers l'un impliquerait nécessairement de s'éloigner de l'autre ; dans la citation qui précède, l'adhésion à l'Ouest protégerait contre la menace que représenterait l'Est.

Néanmoins, le corpus est dominé par le refus de trancher cette dualité ou encore de la considérer comme telle. À la place, la Hongrie est décrite comme un pays « central », « tampon » ou à mi-chemin entre deux mondes :

C'est un pays-traversier (*kompország*). Ce n'est pas moi qui ai inventé ça, mais Endre Ady, et ce [pays] malchanceux ballote constamment entre l'Orient et l'Occident.

Nous aimerions faire partie de l'Occident, mais [n'en] faisons pas vraiment partie, et une bonne part de nos voisins font aujourd'hui partie de l'Orient. [...] Par exemple si tu considères la religion, alors en Roumanie il y a déjà des catholiques grecs. En Serbie les musulmans sont déjà là aussi, à côté des orthodoxes. Si on le considère comme ça, alors de ce point de vue la Hongrie est complètement [...] un pays-frontière^{CXXXIII}. (10)

De cette position externe à la fois à l'Occident et à l'Orient se dégagerait une autre identité géographique : « [la Hongrie est] [c]entrale européenne ! Géographiquement et politiquement, avec tous ses atouts et surtout ses inconvénients^{CXXXIV} » (2). Une position considérée comme inconfortable, mais dont le pays devrait savoir tirer parti, à l'image de la politique d'équilibre menée du roi István à Viktor Orbán, en passant par János Kádár : « nous sommes là dans la zone tampon entre les deux, mais bref des deux il faut prendre ce qui est bon. Et laisser le reste^{CXXXV} » (26).

D'autre part, la Hongrie est caractérisée par son **territoire**, que ce soit celui des cartes géographiques ou de la nature et des paysages. Se dessine une dualité entre la « petite » et la « grande » Hongrie, dualité que les participants soulignent parfois eux-mêmes :

Je pense à deux choses. D'abord [...] à la [Hongrie] classique, aux frontières d'aujourd'hui et je vois le petit pays en forme de poulet devant moi. [...] Si j'y pense davantage, alors bien sûr je pense aux parties outre-frontière, quand même... Et si je m'y rends alors quand même je ressens quelque chose, mais tout de même c'est évident que c'est un autre pays aujourd'hui [...]^{CXXXVI}. (12)

Ici, la Hongrie est d'abord celle du présent, la « petite » Hongrie, mais le souvenir des territoires perdus (les « parties outre-frontière ») n'est jamais loin. Ils restent connectés au territoire du pays, même si la participante reconnaît qu'ils n'en font plus partie ; d'ailleurs, elle ne se les représente pas sur sa carte mentale.

Le pays est aussi mis en valeur dans son espace géographique naturel, le bassin des Carpates :

Il n'y a pas de trop grands tremblements de terre et il n'y a pas ces catastrophes naturelles qu'ailleurs les gens regardent en disant [...] : "Seigneur, une chance que je n'habite pas là-bas !" Et la terre est bonne et... En d'autres mots c'est un bel endroit ici, et un bon endroit^{CXXXVII}. (22)

Ce territoire qui serait à la fois beau et hospitalier prend ainsi des airs de terre promise, construisant une continuité avec le mythe fondateur du *Honfoglalás* (voir chapitre 4). Dans celui-ci, après moult périples, les magyars auraient enfin trouvé « leur » pays : « ici dans le bassin des Carpates, c'est la place [des hongrois]. C'est elle que nous avons trouvée quand nous vagabondions. [...] Nous sommes protégés de tous les côtés^{CXXXVIII} » (16). Le territoire aurait une vocation double : il serait le lieu au sein duquel le peuple s'accomplit (une nation est un peuple ayant un pays, disait précédemment un participant), mais aussi qui le ferait vivre et serait sécuritaire (« nous sommes protégés de tous les côtés », absence de catastrophes naturelles). L'importance accordée au territoire du pays est complétée par l'évocation de sa nature et de ses paysages : le lac Balaton, le Danube et la Tisza, la Grande plaine, les eaux artésiennes, etc.

7.2.2 *Magyarság*

Les huit sous-thèmes associés à la magyarité, mobilisés indépendamment des préférences électorales des participants, s'inscrivent dans le continuum déjà observé précédemment allant de signifiants ethnoculturels aux signifiants politiques. La magyarité découlerait d'un **héritage**, d'une **langue** ou d'un **caractère**. Elle est l'objet d'une opposition entre **territorialisation** et **déterritorialisation**, est considérée comme une **manière de vivre**, constituerait un **lien d'appartenance** et un **engagement** et serait fortement **hétérogène**. Premièrement, comme héritage, la magyarité serait constituée d'un ensemble d'éléments légués au fil du temps et que les vivants se doivent de transmettre : religion, culture, histoire, condition paysanne, etc. La *magyarság* est donc « tout ce que je peux reprendre des ancêtres^{CXXXIX} » (15) et pour en faire partie « il faudrait nécessairement connaître le passé [...], d'où nous sommes venus, ce que nous avons fait^{CXL} » (11). Dans cette citation, nationalisme en soi et nationalisme pour soi sont superposés : l'héritage est à la fois donné comme tel (hérité du passé, il existe *en soi* indépendamment de la volonté individuelle), mais les individus peuvent se l'approprier (ce qui implique une volonté d'agir, de le faire *pour soi*), ce qui fait d'eux des hongrois.

Deuxièmement, la langue est associée à la magyarité de deux manières. D'une part, en continuité avec l'idée d'un héritage *en soi*, elle serait une langue maternelle qui « signifie d'abord et avant tout que l'on est hongrois^{CXLI} » (22). La *magyarság* s'acquerrait donc dès le plus jeune âge par l'apprentissage de la langue. Le hongrois est ainsi conçu comme le porteur d'un sens commun

partagé : « la communauté linguistique... En soi c'est notre histoire. C'est-à-dire que nous rions d'une seule chose^{CXLII} » (7). D'autre part, la langue fonctionne également comme symbole : « cette manière raffinée de jurer [...] [elle] est impossible à mon avis dans d'autres langues... [...] [U]n hongrois est vraiment fier de ça, que personne n'est capable de jurer comme ça^{CXLIII} » (10). Ici, une particularité linguistique, les jurons en langue hongroise, sont présentés comme les marqueurs d'une différence qui fixe les contours de la magyarité : être hongrois, ce serait de pouvoir être fier de l'unicité de sa langue par rapport à celle des autres.

Troisièmement, la *magyarság* est fortement considérée comme un caractère particulier, qui ici s'incarne dans une manière de penser :

J'ai eu une conversation très intéressante [...] [a]vec un mec [d'origine croate]. Sa grand-mère adorée était hongroise. [...] [M]ais lui ne savait déjà plus parler hongrois. Et nous étions obligés de parler en anglais [...]. Et... c'était très intéressant parce que... [...] La manière de penser... il l'avait. Cette manière spécifiquement hongroise de penser^{CXLIV}. (1)

Cette « manière hongroise de penser », décrite comme un déterminant substantiel transmis par la famille et par-delà l'affiliation linguistique, est définie à travers plusieurs traits de caractère. Le plus prégnant, déjà abordé précédemment, est l'**insatisfaction** des hongrois. Ces derniers « ne peuvent pas faire la paix avec eux-mêmes^{CXLV} » (28), ce qui les amènerait à s'apitoyer sur leur sort en éprouvant des « souffrances globales » (*világfájdalom*) (7). Ce trait s'exprimerait d'ailleurs dans leur hymne national :

[J]e dis toujours qu'une nation est toujours complètement déterminée par son hymne national. Pense juste à l'hymne brésilien qui te fait presque danser, et les brésiliens aussi sont comme ça... Et les hongrois pleurent. C'est effectivement comme ça, et notre hymne peut effectivement nous faire pleurer à grande échelle [...]^{CXLVI}. (3)

Les « pleurs » décrits dans cette citation renvoient à certains passages de l'hymne national, où les hongrois sont décrits comme « longtemps déchirés par le mauvais sort » (*bal sors akit régen tép*) et comme ayant « expié le passé et l'avenir » (*megbűnhödté már [...] a múltat s jövődöt*), demandant par conséquent la bénédiction divine. En ce sens, la source des « pleurs » réside dans les traumatismes du passé, mais aussi dans le sentiment que ceux-ci étaient injustes – renvoyant au sentiment d'injustice historique évoqué plus haut –, injustes au point où ils constitueraient par

avance des pénitences pour les fautes commises dans l'avenir. L'hymne hongrois exprime donc de la tristesse, mais aussi de l'insatisfaction.

Le caractère **amical** des hongrois est également fortement souligné. Les hongrois auraient de grandes dispositions à « l'amitié » (*barátság*), seraient empreints de « gentillesse » (*kedvesség*) et adoreraient « recevoir » (*vendégül látni*) (18). En parallèle, ils possèderaient un ensemble de qualités relevant de la **force tranquille**. Ils seraient ainsi « droits et vrais » (*egyenes és igaz*), « supportant l'échec et la joie » (*kudarcot és örömet elviselő*) (16) et « assidus » (*szorgalmas*) (5). Ce trait de caractère peut être mis en parallèle avec deux autres. D'une part, le **talent** particulier qu'ils déploieraient dans plusieurs aspects de leur vie a déjà été abordé en lien avec le sous-thème de l'unicité et des exploits : « nous sommes très intelligents et habiles^{CXLVII} » (15). D'autre part, les hongrois auraient développé une capacité de **résistance** : « [l']on nous a tirillés pendant toute notre histoire, mais nous sommes quand même là [...]^{CXLVIII} » (14). Dans cette logique, les hongrois auraient aussi une propension à « **ne pas suivre les règles** » (*nem szabálykövető*) (15), ce qui impliquerait un rapport trouble à la loi et aux autorités.

Les deux derniers traits de caractère sont également complémentaires, semblant signifier que les hongrois auraient une vie émotionnelle très forte, oscillant entre l'amour et le conflit. D'une part, les hongrois seraient d'une grande **sentimentalité**, de sorte qu'ils auraient un « très grand besoin d'amour » (*nagyon nagy szeretet igény*) (19). D'autre part, leurs relations seraient sujettes à une forte **conflictualité**, les empêchant de jouir d'une « vraie unité » (*igazi egység*) (10), et exprimant de nouveau le thème transversal de la dualité entre unité et division.

Dans le quatrième sous-thème, les limites de la magyarité sont l'objet d'un débat entre partisans de sa déterritorialisation et de sa territorialisation, recoupant partiellement la dualité entre « petite » et « grande » Hongrie. D'un côté, la magyarité s'étendrait par-delà les frontières du pays, englobant tous les locuteurs hongrois : « [la magyarité] est tellement défaite, nous nous sommes éparpillés à travers le monde^{CXLIX} » (28). Il s'agirait de pallier les conséquences du traité de Trianon (voir chapitre 4) en incluant, malgré tout, les minorités hongroises des territoires perdus dans une nation devenue nation monde. Dans un même temps, cette définition pourrait aussi englober les hongrois qui sont à l'étranger pour d'autres raisons, par exemple l'émigration, impliquant d'accorder plus de poids à la dimension ethnoculturelle de la magyarité. À l'inverse,

les partisans de la territorialisation limitent la *magyarság* à celles et ceux qui vivent au pays : « [p]our moi la magyarité c'est [ceux] qui sont ici. Dans cette patrie hongroise, et ils vivent ici. C'est ça un hongrois^{CL} » (18). La magyarité est liée aux frontières géopolitiques, superposant peu ou prou ses limites avec celles de la citoyenneté tout en faisant fi des données ethnoculturelles. Dans cette optique, « les juifs de Hongrie sont aussi hongrois, tout comme les ukrainiens, toute minorité nationale [*nemzetiség*] qui vit ici est hongroise. Citoyen hongrois, il est hongrois^{CLI} » (7).

En concordance avec ce qui précède, dans le cinquième sous-thème la *magyarság* est décrite comme une manière de vivre constituée par un ensemble de pratiques particulières du quotidien propres à la vie en Hongrie : « j'énumérerais [...] ces choses... Aimer les *Túro Rudi* [une friandise au fromage], ou soutenir les mêmes joueurs aux olympiques^{CLII} » (9). La gastronomie peut également être insérée dans ce sous-thème : « cette forme de vie dont nous parlons jusqu'ici, je la porte, j'aime cette gastronomie... [...] [J]'ai été dans quelques pays, mais je te le dis [...] sincèrement [...], il n'y a pas grand-chose qui a fonctionné pour moi, point de vue nourriture^{CLIII} » (20). Cette magyarité semble « aller de soi » et se vit donc sans la nécessité d'être nommée ou questionnée :

[J]e n'ai pas besoin de formuler ça. Je dis que « je suis hongrois », parce que je suis hongrois, parce que je sens que je suis hongrois, et [...] je di[rais] volontiers : « quelle question stupide »^{CLIV} ! (13)

L'on observe ici une manifestation radicale du nationalisme banal, où l'appartenance à la nation serait produite et reproduite dans les gestes les plus invisibles du quotidien, existant en elle-même dans l'immédiat, vécue sans avoir besoin d'être formulée.

Le sixième sous-thème, fait de la magyarité un lien d'appartenance plus viscéral, rattachant l'individu, au plan affectif, à la nation hongroise :

Si je suis à l'étranger, par exemple nous étions en Suède, et là-bas ils se souvenaient justement de '56, alors ça aussi c'était un sentiment agréable, que « ça quelque part c'est à moi, quelque part je fais partie de tout ça^{CLV}. (12)

Ici, l'évocation d'un événement de l'histoire hongroise (la Révolution de 1956) déclenche un sentiment de fierté, mettant en valeur un lien qui unirait le participant à la magyarité. Dans cette

optique, être hongrois implique d'appartenir à quelque chose, à une communauté qui transcende l'individualité tout en lui procurant un sentiment de plénitude. Mais ce lien d'appartenance implique aussi de garder la *magyarság* unie malgré la désunion. En ce sens, il doit être activement entretenu :

Être membre d'une nation éparpillée et être ensemble [*összetartozni*] quand même. À mon avis c'est très décisif que pour nous... ce soit une obligation [...] [q]ue malgré Trianon nous tenions ensemble cette nation, et qu'il nous faut être ensemble même si nous ne vivons pas dans le même pays^{CLVI}. (4)

Par conséquent, la magyarité impliquerait de lutter contre les conséquences de Trianon, qui empêcheraient ses membres « d'être ensemble » et de faire partie de la même communauté. Garder celle-ci unie malgré la déterritorialisation, ce serait à l'inverse maintenir le lien d'appartenance qui la constitue.

La précédente citation laisse entendre que l'unité de la magyarité exige un engagement, ce qui constitue le septième sous-thème de cette section et le retour d'un thème transversal déjà rencontré à plusieurs reprises. Il consiste en une radicalisation du sous-thème précédent, le lien d'appartenance s'y concrétisant par l'engagement pour la nation : faire partie de la magyarité c'est s'engager pour celle-ci. Dans le corpus, cet engagement prend plusieurs formes. Minimalement, il consisterait à se déclarer hongrois, décidant de ce fait à être membre de la nation en question : «... chez moi est hongrois celui qui le dit^{CLVII} » (24). Dans une optique de contribution, il exigerait de travailler à « développer, avec ses talents, ce pays, cette nation. Soit avec son savoir, soit avec son assiduité^{CLVIII} » (6). D'un point de vue civique, il consisterait pour l'individu à accepter « [l]es règles collectives en place qui en font un membre de la communauté^{CLIX} » (10). Finalement, l'engagement prend aussi la forme d'un patriotisme qui transcende l'hétérogénéité des membres de la *magyarság* :

[À] l'époque des ravages causés par l'invasion mongole, peut-être que les trois quarts de la magyarité a été anéantie. Et elle était déjà métissée. Et après le Turc est venu. Après sont venus... Qu'est-ce que j'en sais, l'Autrichien et l'installation de... Des serbes, de l'Allemand... [...] Quand parlons-nous de hongrois ? De magyarité ? Moi je sais qu'il n'y a pas beaucoup de sang hongrois qui coule dans mes veines. Mais je suis hongrois, je me dis hongrois, je me sens hongrois. Et j'ai voulu faire quelque

chose, et jusqu'à aujourd'hui je veux faire quelque chose pour la *magyarság*, pour les hongrois^{CLX}. (13)

Dans cette citation, le patriotisme (faire quelque chose pour la Hongrie) se pose comme déterminant de la magyarité *contre* une définition ethnoculturelle ou raciale (la référence au « sang hongrois »), le participant s'employant à démontrer, à travers un détour historique, l'absence de fondement d'une telle conception. Puisque, de toute façon, il n'existe pas de magyarité « originelle », c'est le patriotisme des uns et des autres qui animerait la magyarité réellement existante.

L'insistance de la citation précédente sur le caractère hétérogène de la *magyarság* nous amène au huitième sous-thème. L'hétérogénéité ethnique et culturelle y est considérée comme une caractéristique fondamentale de la nation, héritée de l'histoire et souvent source de fierté :

[L]a nation hongroise aussi est de toutes les couleurs. [...] J'avais un ami, il avait parfaitement compris mon opinion là-dessus. Lui, il se présentait toujours en disant : « bonjour, je suis K. P. Mon père est *sváb*⁷⁸, ma mère est *tót*⁷⁹, ma grand-mère était polonaise, mon [...] arrière-grand-père était tsigane⁸⁰... En somme, je suis purement hongrois !^{CLXI} ». (1)

Ce sous-thème s'inscrit en continuité avec l'histoire du nationalisme hongrois, où la diversité constitutive de la nation et son corollaire, l'intégration à celle-ci, sont source de fierté, mais aussi d'angoisses. D'ailleurs, l'hétérogénéité peut être contrastée avec d'autres sous-thèmes associés à la magyarité, qui lui attribuent des contours homogènes, par exemple à travers les traits de caractère. Cette tension, transversale, entre hétérogénéité et homogénéité est au cœur des deux sections suivantes.

7.2.3 Devenir hongrois

Afin de préciser davantage les contours de la nation hongroise, la grille d'entretien abordait des situations plus concrètes. Il était d'abord question de l'acquisition de la nationalité chez

⁷⁸ Un hongrois de langue allemande.

⁷⁹ Un hongrois de langue slave.

⁸⁰ Dans le langage courant, le terme « tsigane » (*cigány*) est souvent utilisé pour désigner les roms.

l'individu. Cet enjeu est important parce qu'il implique de définir les contours de la communauté et les conditions pour s'y intégrer, et est donc directement lié à la conception de la nation. Encore une fois, les différents types de réponses regroupent des participants de tous les « camps » politiques. Il a permis de dégager deux sous-thèmes. Le premier examine le **degré d'accessibilité** de la magyarité à travers l'opposition entre inaccessibilité et accessibilité à celle-ci. En effet, l'analyse du corpus indique que les participants sont divisés quant à savoir si un ressortissant étranger pourrait, après avoir immigré en Hongrie, devenir hongrois. D'une part, l'appartenance nationale est conçue comme si profondément ancrée qu'elle peut difficilement être acquise :

À cent pour cent, non, je ne crois pas. Parce qu'il n'a pas ces racines... '48 n'aura pas autant de signification pour lui que pour nous. [...] Même si, je ne sais pas, il se connecte à la vie de tous les jours. Son cœur ne va pas battre de la même manière en écoutant un poème de Petőfi. [...] Ou il ne va pas s'attrister des conséquences de la bataille de Mohács. [...] Quand même je crois que... En surface oui, [...] [m]ais il n'aura pas de racines pour autant^{CLXII}. (28)

Un étranger installé en Hongrie pourrait épouser « en surface » certains traits de la magyarité, mais il ne serait pas réellement hongrois, puisqu'il lui manquerait les « racines » porteuses de l'appartenance nationale. L'on en revient ici à une définition de la nation comme « âme commune », où la *magyarság* est conçue comme un état d'esprit, un rapport au monde partagé qui ne s'acquièrent pas aisément.

D'autre part, des participants considèrent que la magyarité est accessible et qu'un étranger pourrait se l'approprier à condition d'y mettre un effort minimal :

[i]l peut faire partie de la nation. Indépendamment du fait qu'il est peut-être arrivé ici à l'âge adulte. Ou à l'adolescence tardive, lorsque l'on a déjà un système de valeurs. Mais il peut accepter le système de valeurs d'ici. Il peut accepter les règles d'ici, les coutumes. Il n'en ressent aucun manque, ou seulement minimalement^{CLXIII}. (1)

Dans cette optique, la nation serait constituée par des règles, un mode de vie et un système de valeurs qu'il s'agit de s'approprier, tout en travaillant à se détacher au maximum de sa société d'origine. L'intégration à la magyarité serait donc possible, mais demanderait un effort d'assimilation. L'opposition entre inaccessibilité et accessibilité recoupe ainsi celle entre

nationalisme en soi et nationalisme pour soi : d'un côté, la nation est « donnée » par ses racines, et de l'autre elle est quelque chose que l'on peut activement intégrer.

Le second thème définit le **mode d'acquisition** de la magyarité à travers le continuum biologie/assimilation/engagement. Dans le premier cas, minoritaire, l'appartenance nationale serait un héritage **biologique**, faisant de la nation hongroise une « race » : « le sang hongrois ne se transforme pas en eau, comme on dit... [...] [M]ais le sang... le sang. De quel sang l'on hérite, en fait. À mon avis ça peut déterminer... la personnalité aussi^{CLXIV} » (16). Dans cette logique, la magyarité ne pourrait se transmettre autrement que biologiquement ; l'on naîtrait hongrois, mais l'on ne pourrait le devenir. Dans le second cas, plus présent dans le corpus, l'appartenance nationale se transmettrait par la socialisation, et ce dès l'enfance : « notre éducation y est pour beaucoup. Ce qu'après la société prend en charge, pas seulement nos parents^{CLXV} » (26). Il s'agirait donc d'un processus d'**assimilation**, dont certains pensent qu'il doit commencer dès le plus jeune âge et d'autres qu'il peut être entrepris au cours de la vie. Finalement, le troisième cas a été largement traité : la nationalité qui s'acquerrait par l'**engagement**. Ici, l'on ferait partie de la *magyarság* en se mettant au service de la nation ou simplement en actant sa volonté d'en faire partie, par exemple en s'intéressant au pays, en y vivant ou en apprenant sa langue afin de pouvoir y communiquer (24). Notons que la transmission joue un rôle important dans les deux premiers cas – quoique de manière différente –, mais pas dans le troisième, où l'appartenance nationale résulte d'un élan individuel.

7.2.4 Minorités

La question du rapport aux minorités a travaillé le nationalisme hongrois durant toute son histoire, contribuant à définir différentes conceptions de la nation. C'est dans cette optique que la grille d'entretien a abordé cet enjeu, en se référant à deux groupes minoritaires ayant été l'objet de débats politiques importants durant l'ère Orbán (voir chapitre 5) : les roms et les locuteurs hongrois des pays voisins.

7.2.4.1 Les roms

Par rapport aux roms, deux sous-thèmes opposés se détachent du corpus : leur **inclusion** dans la magyarité et leur **exclusion**. Le premier est dominant parmi les participants, qui mobilisent des

arguments qui recourent en partie des thèmes rencontrés précédemment, en premier lieu ceux de la territorialisation et de l'engagement, et ce nonobstant leurs choix électoraux. D'une part, les roms seraient hongrois comme tout le monde parce qu'ils vivent en Hongrie. D'autre part, leur magyarité serait conditionnelle à l'exercice d'un civisme élémentaire : « celui qui s'intègre et est normal, il... je ne dirais jamais dans aucune circonstance qu'il n'est pas [hongrois]^{CLXVI} » (11). Notons que si les roms sont inclus relativement aisément dans la nation, le participant semble postuler qu'ils seraient sujets, davantage que les hongrois non-roms, au refus de l'intégration ou aux incivilités, les appréhendant *a priori* comme une catégorie extérieure à la magyarité. Cette perspective découle peut-être du discours sur la « criminalité tzigane ». Celui-ci est très présent dans la politique hongroise depuis l'émergence du *Jobbik* (voir chapitre 4), ce dont témoigne l'analyse du corpus. Indépendamment des préférences partisans des participants, les roms sont associés au « vandalisme » (*garázdaság*), à la « bagarre » (*verekedés*) (3), et à des quartiers ou des zones à risque (*no go zonák*) (25).

Ensuite, l'inclusion des roms est justifiée par la mobilisation d'un argument historique, ceux-ci vivant en Hongrie depuis des siècles et faisant de ce fait d'emblée partie de la *magyarság* : « [i]ls sont, tout comme les *sváb*, une autre nationalité [*náció*] à l'intérieur de la magyarité [...]. Maintenant ces tziganes, il y a une partie d'entre eux qui vivent ici depuis on ne sait plus quand^{CLXVII} » (13). Dans ce cas-ci, l'inclusion des roms n'a rien de conditionnel ; elle « va de soi » puisqu'elle fait partie de l'héritage historique hétérogène du pays, au même titre que d'autres minorités ethnoculturelles.

Dans le second sous-thème, les roms sont exclus par des participants de tous bords politiques en mobilisant des arguments symétriques, comme le principe d'engagement civique : les roms se seraient désengagés de la nation en ne se pliant pas à ses lois :

Ils ne sont pas [hongrois] parce que, sauf exception, leur grande majorité dans les dernières décennies a démontré qu'ils se comportent exactement comme, disons, un [...] immigrant illégal. Ils ne veulent pas s'adapter, ils vivent dans des quartiers à part... [...] Ils n'ont rien à faire des lois hongroises, ne portent pas de masque si on leur dit de porter un masque^{CLXVIII}. (25)

Cette citation s'insère également dans le discours sur la « criminalité tzigane », faisant de l'incivisme un refus de l'engagement et de l'intégration, et la cause de l'exclusion. D'autres expliquent cette dernière par le refus supposé de l'assimilation :

[À] part les jours de fête et les jours fériés ils ne sont même pas disposés à se joindre à un autre genre de culture, de tradition, et à cause de cela je ne les considère même pas comme des hongrois à part entière. C'est-à-dire que s'il est citoyen hongrois... Mais non. Non.^{CLXIX} (3)

L'argumentaire a ici la même structure que dans la citation précédente (le refus de se conformer entraîne l'exclusion). Il mobilise cependant des signifiants différents puisqu'impliquant une conception différente de la nation, celle-ci étant définie par la culture plutôt que par un cadre civique.

Finalement, à l'inverse des participants qui incluent les roms au nom de l'histoire hongroise, d'autres soutiennent plutôt que ceux-ci constituent une culture à part, qui devrait être respectée comme telle : « [i]ls sont tziganes. Et il ne faudrait même pas les forcer à être hongrois. Ce sont des tziganes vivant sur le territoire de la Hongrie. C'est tout. Laissons-leur cette identité^{CLXX} » (28). Notons que le corollaire de cet argument, qui veut que les roms ne fassent pas partie de la nation parce qu'appartenant à une culture particulière, implique aussi que la magyarité soit définie sur des bases ethnoculturelles.

7.2.4.2 Les locuteurs hongrois des pays voisins

Le rapport aux locuteurs hongrois des pays voisins se traduit en quatre sous-thèmes. Dans un premier temps, il présente une nouvelle opposition entre **inclusion** et **exclusion**. Plus fortement marqués par la volonté d'inclusion, les participants mobilisent des thèmes déjà abordés comme l'engagement ou les caractéristiques ethnoculturelles. Les locuteurs hongrois des pays voisins seraient dans la nation parce qu'ils « veulent en faire partie » (*akarnak tartozni*) (14), parce qu'ils conserveraient leur « magyarité » (5) ou parce que « le hongrois est leur langue maternelle » (*magyar az anyanyelvük*) (22).

L'inclusion est également justifiée par un argument politico-historique se référant au traité de Trianon. Ces locuteurs hongrois feraient partie de la nation parce qu'ils auraient été arrachés au

territoire national contre leur volonté : « [n]e serait-ce aussi parce que ces hongrois qui vivent à l'extérieur n'ont pas choisi de vivre à l'extérieur^{CLXXI} » (24). Ici, l'inclusion est justifiée sur une base politique et historique : ce n'est pas au nom de caractéristiques ethnoculturelles que les locuteurs hongrois feraient parti de la magyarité, mais bien parce qu'ils y auraient été arrachés sans consentement. Dans cette logique, leur lien d'appartenance serait de nature politico-historique et leur rattachement à la nation agirait comme une forme de réparation *a posteriori*.

À l'inverse, des participants considèrent que seuls les résidents de la Hongrie sont hongrois, excluant de ce fait les locuteurs hongrois des pays voisins. En effet, pour être hongrois il faudrait « vivre ici » (*itt élni*), « payer des impôts ici » (*itt fizetni adót*) (6), sans quoi l'on ne serait pas en mesure de « comprendre » (*érteni*) ce qui se passe en Hongrie (18). Dans cette logique, l'appartenance à la nation est étroitement corrélée à la citoyenneté : c'est le fait de pouvoir prendre part directement à la vie du pays qui fait la magyarité, chose inaccessible aux minorités hongroises de l'extérieur.

Dans le corpus, le rapport aux locuteurs hongrois de l'étranger est aussi considéré sous l'angle de la **responsabilité de l'État hongrois** envers ceux-ci. Cette responsabilité est fortement revendiquée chez les partisans de l'inclusion comme de l'exclusion et est justifiée par des arguments historiques. D'une part, comme nous l'avons vu plus haut, il s'agirait d'une manière de pallier les injustices du traité de Trianon. D'autre part, dans un argument à l'arrière-plan irrédentiste, il s'agirait d'une manière de maintenir une connexion entre le pays et ses territoires perdus. Dans cette logique, les minorités hongroises des pays voisins auraient pour mission d'y maintenir la magyarité : « il faut qu'il y ait des hongrois là-bas parce qu'ils sont représentants [*zászlósok*] dans ces territoires. Et indépendamment du nombre d'atrocités auxquelles ils sont exposés, il leur faut être hongrois là-bas^{CLXXII} » (14).

Des oppositions se dégagent cependant quant aux limites de cette responsabilité et se cristallisent sur la question de l'**extension de la citoyenneté** opérée par le gouvernement du *Fidesz*, d'abord par l'accès à la citoyenneté elle-même, puis par l'attribution du droit de vote (voir chapitre 5). Ainsi, le clivage qui scindait la politique hongroise dans les années 2000 est présent dans le corpus. L'extension de la citoyenneté y est fortement soutenue, chez les partisans du *Fidesz* comme de l'opposition, ce qui est de nouveau justifié par la responsabilité de l'État hongrois de

réparer partiellement les conséquences de Trianon. La volonté des locuteurs hongrois de faire partie de la nation est également mise de l'avant. Cette participante rapporte une scène observée lors de l'attribution de la citoyenneté à des hongrois des pays voisins :

[L]es femmes venaient en pleurant, tellement heureuses d'avoir réussi désormais, et que pour elles c'est important, et c'est tellement étrange... C'est agréablement étrange qu'elles puissent dire qu'elles sont aussi hongroises, en fait^{CLXXIII}. (12)

Dans cette logique, la citoyenneté apparaît comme la reconnaissance institutionnelle de l'engagement de ces minorités envers la nation hongroise.

L'attribution du droit de vote aux locuteurs hongrois des pays voisins est cependant beaucoup plus controversée. Ses partisans considèrent que celle-ci est justifiée parce que la citoyenneté est selon eux inséparable du droit de voter, et que les locuteurs hongrois *sont* des hongrois à part entière. Les priver du droit de vote leur retirerait d'une part de leur magyarité *et* de leur citoyenneté : « qui est hongrois a le droit de vote^{CLXXIV} » (25). Les opposants mobilisent aussi l'argument de la citoyenneté pour justifier leur point de vue, mais sous un angle différent. Selon eux, le droit de vote implique une responsabilité envers la Hongrie, et assumer celle-ci nécessite de vivre sur place, afin de constater par soi-même les conséquences des choix politiques effectués : « si cela dépendait de moi, je dirais que vote celui qui en souffrira les conséquences, qu'après ils endurent aussi ce gouvernement^{CLXXV} » (10). Comme l'indique cette citation, chez des partisans de l'opposition, le fait que les locuteurs hongrois des pays voisins votent massivement pour le *Fidesz* apparaît sous-jacent à cet argumentaire.

7.2.5 Synthèse de la section

La catégorie « être membre d'une nation » reconduit largement les conceptions de la nation dégagées dans la première section de ce chapitre, avec un continuum allant des signifiants ethnoculturels aux signifiants politiques. Des thèmes transversaux déjà rencontrés sont de nouveau mobilisés : l'engagement, la transmission, l'identification, l'appartenance, le territoire ou la tension entre unité et division. La dualité entre nationalisme en soi et nationalisme pour soi traverse quant à elle les clivages portant sur les contours de la magyarité. Un positionnement sur l'axe en soi/pour soi est souvent déterminant de la position défendue quant au degré d'accessibilité de la nation, au mode d'acquisition de l'appartenance nationale ou le rapport à la

minorité rom. Le rapport aux locuteurs hongrois des pays voisins amène quant à lui un nouveau type de clivage : l'inclusion à la magyarité n'est plus seulement discutée sur la base de l'opposition en soi/pour-soi, mais aussi à travers des interprétations différentes du thème de l'engagement, un point sur lequel nous reviendrons au chapitre 8.

7.3 La Hongrie dans le temps et l'espace⁸¹

Cette section est construite autour de thèmes additionnels contribuant à constituer, au sein du corpus, un « nous » et un « eux » hongrois. Le « nous » est axé sur la durée à travers l'**Histoire** et l'**avenir** de la Hongrie. Le « eux » traite du rapport à l'espace extérieur, à travers le thème du **dehors**.

7.3.1 L'Histoire

Ce thème est structuré en deux parties. La première regroupe les sous-thèmes portant sur l'histoire hongroise en général, synthétisant le rapport des participants à celle-ci. La seconde porte sur trois moments historiques qui, dans les propos des participants, sont apparus structurants de la Hongrie d'aujourd'hui : il s'agira de s'attarder sur **Trianon**, sur le **communisme** et sur le **Rendszerváltás et la libéralisation**. Notons que si plusieurs sous-thèmes se dégagent des sections sur le communisme et le *Rendszerváltás* peuvent sembler éloignés de notre problématique, ils seront mis en relation avec le nationalisme hongrois dans le chapitre 8 via la question du lien social.

Six sous-thèmes décrivent le rapport des participants à l'histoire hongroise et sont mobilisés encore une fois nonobstant les sensibilités partisans. Premièrement, le sous-thème de la **fondation**, en lien avec des périodes ou des événements historiques ayant structuré durablement et positivement le pays. En particulier, l'*Honfoglalás* et l'*Államalapítás* sont abordés sous cet angle. Il se serait agi alors de donner de nouvelles bases à la Hongrie : « c'est ce qui a déterminé notre nation. C'est-à-dire que si cela [...] n'avait pas eu lieu, alors qui sait où nous en serions, qui sait qui nous serions, et qui sait si nous serions même nés aujourd'hui^{CLXXVI} ? » (6). L'occupation d'un territoire dans le bassin des Carpates aurait une portée proprement existentielle : c'est lui qui

⁸¹ Voir la section 2.6 de l'arbre thématique.

pose la base de la nation et assure sa continuité dans l'Histoire, et ce jusqu'à aujourd'hui. Ailleurs, le thème de la fondation est aussi associé à un processus de mise en ordre et de progrès, comme c'est le cas avec le couronnement de l'an mil : « [s]oudain, un État a pris forme, et l'État s'est uni autour d'une certaine intégrité territoriale, s'est mis en place le régime féodal, alors le régime le plus moderne^{CLXXVII} » (8). Les révolutions de 1848 et 1956 sont parfois aussi présentées comme des moments fondateurs cristallisant la nation : « [en 1956], plus de 100 ans après [1848], c'est à ce moment-là qu'à un certain niveau les hongrois [*a magyar*] se sont de nouveau unis comme nation^{CLXXIII} » (20). Notons que dans chacune des citations précédentes, la fondation n'est pas décrite comme un processus, mais comme un événement inattendu qui surgirait « soudainement », scindant l'histoire nationale entre un « avant » incertain et un « après » d'unité et de progrès.

Deuxièmement, l'histoire hongroise est associée à la dualité **Orient/Occident** rencontrée précédemment. L'*Allamalapítás* joue de nouveau un rôle important : en parallèle avec la fondation de l'État, c'est le moment où la Hongrie « va vers l'Occident » (*a nyugat felé*) (26). L'adhésion à la chrétienté est étroitement articulée au processus d'occidentalisation, le christianisme procurant, par-delà la religion, une « identité » (*identitás*) et des « coutumes » (*szokás*) (9). Mais le rapport à l'Occident est aussi teinté de ressentiment. Par exemple, il est synonyme d'abandon de la Hongrie frontalière et résistante face à l'Orient des invasions : « [ç]a m'a toujours fait mal que l'on ait lutté contre les turcs, l'on ne les a pas laissés avancer sur l'Europe, et ils ne nous ont jamais respectés pour ça. Ça aussi ça me fait mal au cœur^{CLXXIX} » (15). Se dégage ainsi une dualité Orient/Occident teintée de conflictualité, la position du pays à cheval entre les deux mondes nourrissant des rêves, mais aussi des frustrations.

Troisièmement, l'analyse du corpus donne à voir une insistance sur le caractère **tragique** de l'histoire, où le sort du pays peut basculer du jour au lendemain : « au fil de l'histoire hongroise [...] il y a eu des événements bouleversants (*sorsfordító*) qui laissaient la possibilité [...] que les choses se passent autrement, et alors, que ce serait-il passé ?^{CLXXX} » (13). Sont évoqués des événements ayant menacé l'existence de la nation, mais auxquels elle a survécu malgré tout. Par conséquent, la victoire de Pozsony (907) contre des armées coalisées ou la reconstruction suite à l'invasion mongole sont évoquées à travers le prisme de la survie : « dans le premier cas, c'est que le pays a survécu, dans le deuxième c'est qu'il s'est reconstruit à nouveau^{CLXXXI} » (20). Le

tragique de l'histoire se manifeste aussi à travers les injustices qu'aurait subies la nation hongroise, par exemple durant la Seconde Guerre mondiale :

[Q]ue les russes nous aient envahis... [...] Nous les hongrois aussi avons guerroyé pour nos territoires, dans ce temps-là. Mais ce n'était pas avec nous qu'ils [les russes] faisaient la guerre. Nous avons été forcés de les affronter. Et ça a été une grande perte pour la magyarité. Beaucoup, beaucoup de hongrois sont morts là-bas. Ils n'avaient même pas de vêtements d'hiver^{CLXXXII}. (16)

L'impression que la nation aurait été injustement poussée dans une guerre qu'elle n'aurait jamais désirée – alors que le gouvernement Horthy s'était allié avec l'Allemagne nazie par ambitions irrédentistes (voir chapitre 4) – se fonde dans un sentiment victimaire, lui-même assez présent dans le corpus. Celui-ci est cependant mêlé à la conviction que la nation a elle-même commis des erreurs aux conséquences tragiques. La citation suivante, portant de nouveau sur l'implication du pays aux côtés de l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale, est représentative d'un sentiment mêlant injustice, victimisation et autocritique qui caractérise le rapport tragique à l'histoire hongroise :

[J]e pense toujours que nous nous sommes rangés du mauvais côté... Ou si nous ne nous sommes pas rangés, qu'ils nous ont forcés, parce que ce n'est pas nous qui avons décidé, disons-le comme ça. Mais là non plus nous n'avons pas osé... Pas là non plus, parce qu'évidemment qu'il y a eu quelques événements historiques où nous avons osé défendre nos intérêts (*kiállni magunkért*). [...] [Mais] [q]uand, disons, nous nous sommes rangés du côté de l'Allemagne... Que nous n'ayons pas défendu nos intérêts et que nous n'ayons pas été capables de dire que nous ne voulons pas, disons, nous ranger de ce côté...^{CLXXXIII} (9)

La Hongrie aurait donc été injustement « forcée » de « se ranger du mauvais côté », mais serait aussi coupable de ne pas s'y être opposée suffisamment. Quant aux intérêts défendus par le régime Horthy en s'alliant avec l'Allemagne nazie, ils ne sont pas mentionnés. La nation apparaît ainsi ballotée par l'histoire, à la fois victime des événements et coupable de son incapacité à défendre ses intérêts.

Quatrièmement, le corpus est marqué par la dualité **union/division** déjà rencontrée précédemment. L'unité de la nation est célébrée lorsqu'elle semble se réaliser, alors que sont déplorés les conflits semant la division, comme l'indiquent ces deux citations :

Quand le Hongrois [*a magyar*] avaient un mode de vie tribal, appelons ça comme ça, et lorsqu'il y avait un but commun, et qu'ils pouvaient coopérer, ensemble, pour un but commun. À mon avis c'était une excellente chose^{CLXXXIV}. (1)

Mais le hongrois ne sait pas s'entendre avec le hongrois. Lorsque ce groupe si étroit aurait dû, pour le bien de la victoire, élargir les choses, lorsqu'il aurait fallu rallier les autres aussi, alors... Alors je viens moi, « nous, nous sommes les hongrois, et vous vous n'êtes que des subordonnés... » Bref... Ceux avec qui jusque-là les choses allaient bien... Il faut les balayer^{CLXXXV}. (28)

Dans la première citation, l'unité, qui ici est symbolisée par un « but commun », est associée au succès. En parallèle, la seconde citation fait référence à la Révolution de 1848 et à l'incapacité du nationalisme hongrois de faire front commun avec les minorités nationales (voir chapitre 4), associant les échecs de la nation à ses tendances à la division et à la domination, qui fait ici figure de corollaire.

Cette tension peut être mise en parallèle avec le cinquième sous-thème, l'**insoumission**. Le corpus contient un nombre important de références à une forme ou une autre d'insoumission qu'aurait pratiquées la nation hongroise au cours de son histoire. Les luttes de libération nationale et les actes de résistance sont fortement valorisés : « je pense que les luttes menées pour la liberté hongroise étaient toutes importantes. Il y a eu beaucoup d'envahisseurs, ici^{CLXXXVI} » (25). L'insoumission s'oppose donc aux forces étrangères qui ont occupé la Hongrie au cours de l'histoire. Dans cette optique, l'insoumission est étroitement associée à l'idée d'indépendance nationale, mais aussi de liberté au sens large. Par exemple, un participant effectue un rapprochement entre la Révolution de 1848 et la lutte contre la COVID-19 dans un contexte de contraintes sanitaires : « évidemment l'on ne peut pas comparer, là nous parlons de '48, mais à ce moment-là aussi ils luttaient pour la liberté. Nous aussi nous luttons pour elle. Parce que quelque part chaque époque a lutté pour ça^{CLXXXVII} » (23). Par-delà l'objectif de libération, l'insoumission vaudrait aussi pour elle-même, comme manière de marquer sa résistance et sa dignité, comme lors de la Révolution de 1956 :

[I]ls ne désiraient pas seulement la liberté, mais seulement montrer que nous, l'on ne peut pas simplement nous écraser comme ça (*földbe tiporni*). Et que « ça va, [ce] petit pays minuscule [...] [i]l intéresse qui ? Parce qu'il n'a d'influence sur rien du tout ». Ça ne fonctionne pas comme ça^{CLXXXVIII}. (14)

L'insoumission constituerait une manière pour la nation de continuer à exister, en rappelant au monde son existence malgré sa taille dérisoire. L'on rejoint, d'une part, le thème de la fondation, où les luttes de libération étaient appréhendées comme des moments de réunification et de refondation nationale. D'autre part, l'on rejoint le thème de l'engagement, l'insoumission étant considérée comme un acte politique conscient faisant exister la nation.

Finalement, l'histoire hongroise est décrite comme **ambiguë**, ce qui nuance le rapport victimaire à l'histoire nationale : « [n]ous avons souvent été faibles. L'on s'est servi de nous. Nous avons souvent été forts, nous nous sommes servis des autres^{CLXXXIX} » (2). Sans nier les malheurs de l'histoire hongroise, l'on rappelle ici que celle-ci n'est pas exempte de parts d'ombre ou de volonté de domination. Un évènement marquant et relativement récent comme la Révolution de 1956 est souvent perçu avec un certain trouble, des participants insistant sur la violence de la répression, mais aussi sur celle des insurgés, et contestant l'utilité de l'entreprise elle-même. Cette position ambiguë – beaucoup que plus que par rapport à la Révolution de 1848, qui est pourtant comparable à plusieurs égards – s'explique-t-elle par la proximité de l'évènement, plusieurs participants l'ayant eux-mêmes vécu ou se l'étant fait raconter de première main ? Cette citation suggère une explication supplémentaire, qui peut être étendue à l'histoire hongroise du 20^{ème} siècle :

J'ai beaucoup lu là-dessus en lien avec Trianon, comme quoi en vérité... Nous n'avons pas débattu de Trianon ni du régime de Rákosi, en commençant par son système de délation, etc. Nous n'avons pas non plus débattu de '56. Et c'est ce qui fait que le hongrois est un ennemi pour le hongrois^{CXC}. (28)

Comme Trianon, comme le råkosisme, la Révolution de 1956 n'aurait pas donné lieu aux débats permettant aux hongrois de s'appropriier ces évènements et de construire certains consensus autour de ceux-ci. L'enchaînement des régimes autoritaires et la forte bipolarisation politique auraient plutôt empêché de dégager un consensus minimal par rapport à des périodes pourtant historiquement structurantes, contribuant à renforcer davantage cette bipolarisation. Dans cette optique, l'histoire, et encore plus l'histoire récente, n'est pas considérée comme une matière inerte sans conséquence sur le présent, mais continue au contraire à travailler la nation.

7.3.1.1 Trianon

Dans le corpus, les marques laissées par le traité de Trianon se traduisent en quatre sous-thèmes, indépendamment des préférences électorales des participants. Premièrement, Trianon est très fortement associé à un **traumatisme**. En évoquant l'évènement, les participants parlent de quelque chose de « douloureux » (*fájó*) (16), le comparent au fait « d'arracher un morceau de la chair de quelqu'un » (*valakinek a húsból kiszakitani egy darabot*) (27) ou le décrivent comme un « drame incroyable » (*hihetetlen dráma*) (15) que « la magyarité est incapable de digérer^{CXCI} » (8). Comme le notait déjà Bibó (1993, p. 145) dans les années 1940, le sentiment de perte et de brisure vise, pêle-mêle, territoires *et* populations : « [c'est] une perte de territoires. Dans tous les cas, ce sentiment que nous sommes devenus moins nombreux, qu'une partie du territoire a été arrachée^{CXCII} » (11). Cette superposition était à la base du discours irrédentiste des années 1920-1930 et c'est dans cette logique que quelques pages plus haut un participant déclarait que les locuteurs hongrois des pays voisins étaient les « représentants » de la nation sur les territoires perdus, mettant ainsi sur un pied d'égalité les pertes démographiques et territoriales entraînées par Trianon.

Deuxièmement, Trianon est décrit comme une **injustice**, puisque ses conséquences seraient « disproportionnées » (*aránytalan*) (1) par rapport à la faute commise (la participation de la Hongrie à la Première Guerre mondiale). Le thème de l'injustice est ainsi articulé à celui de l'unicité, de même qu'avec le sentiment victimaire : « [c]e qui est horrible dans Trianon c'est que... Nous avons ici l'Autriche, et l'Autriche vaincue, elle aussi a reçu des bouts de la Hongrie. L'Autriche vaincue qui était vaincue en même temps que nous^{CXCIII} » (13). Coupable au même titre – sinon moins – que les autres, la Hongrie n'en aurait pas moins été punie (injustice) *comme aucune autre* (unicité), renforçant son statut de victime.

Néanmoins, le troisième sous-thème souligne une **responsabilité** partagée de la nation hongroise quant aux conséquences du traité. D'une part, l'on blâme les « élites régnantes hongroises » (*magyar uralkodói réteg*) qui n'auraient pas su « reconnaître que [...] [c]es territoires avaient depuis longtemps une population mixte^{CXCIV} » ethnoculturellement (7). D'autre part, l'on souligne le caractère inévitable du démantèlement territorial, sans quoi la Hongrie aurait été confrontée à des situations de guerre civile, à l'image de ce qui s'est passé en Yougoslavie (21).

Par conséquent, le quatrième sous-thème porte sur le besoin d'**acceptation** s'exprimant dans le corpus : il deviendrait nécessaire d'admettre les conséquences de Trianon, pour le bien de la nation tout entière :

Ça me fait mal parce qu'ici aussi ce que l'on exprime c'est que « complaisons-nous dedans, rappelons-nous en, rappelons-nous de ce mauvais souvenir », et c'est tellement typique des hongrois que... Et à cause de cela nous ne progressons pas comme il faudrait, [...] nous ne saisissons pas les opportunités et les aspects positifs, ce que nous pouvons en tirer [...] ^{CXCV}. (6)

Cicatriser les plaies de l'histoire serait une question d'intérêt national. En reconduisant le « caractère » d'éternels insatisfaits des hongrois, la victimisation liée à Trianon nuit à la nation, la poussant à regarder vers le passé plutôt que vers l'avenir.

7.3.1.2 Communisme

Quatre sous-thèmes synthétisent le rapport au régime communiste. Premièrement, le communisme est décrit comme une **utopie** pas forcément rébarbative, voire qui serait « vraiment une très bonne manière de voir, mais qui n[e serait] pas réalisable, malheureusement ^{CXCVI} » (22). Deuxièmement – et symétriquement –, sont pointées les pires dérives du régime, à travers le sous-thème de **l'enfermement et de la répression**. La terreur de la période stalinienne est particulièrement soulignée : « je ne serais pas capable de fonctionner dans ce régime. C'est-à-dire que c'est sûr que je serais la première qui [...] serait fusillée, du genre... J'ai une trop grande gueule ^{CXCVII} » (14). L'enfermement concerne le régime sur toute sa durée, puisque celui-ci aurait institué une « communauté fermée » (*zárt közösség*) sur elle-même (17) : « il n'y avait pas d'apprentissage des langues étrangères. Il n'y en avait pas, il n'en fallait pas. Pour quoi faire ? Nous n'irions nulle part de toute façon ^{CXCVIII} » (7). Les quarante années de régime communiste auraient donc renforcé le sentiment d'enfermement causé par l'unicité de la langue hongroise mentionné plus tôt.

Troisièmement, le communisme est perçu par certains participants, la plupart des électeurs du *Fidesz*, comme étant **opposé à la nation**. Celle-ci aurait été privée de « vivre sa propre identité » (*megélni saját identitását*) par l'occupant soviétique (15), ce qui est fréquemment exemplifié par le strict contrôle ou l'interdiction des célébrations de la fête nationale du 15 mars (célébrant la

Révolution de 1848) : « je me rappelle que par exemple nous ne fêtons pas le 15 mars. [...] Non, évidemment ils faisaient attention qu'il n'y ait pas de trop grande conscience nationale [...] ^{CXCIX} » (4). Cet exemple souligne de nouveau l'importance accordée, au sein du corpus, aux fêtes nationales comme pratiques vectrices du nationalisme.

Finalement, du communisme se dégage un sous-thème à connotation positive, **la stabilité et la solidarité**. Cette caractérisation renvoie principalement à l'ère Kádár, moins fortement marquée par la répression et associée à la sécurité sociale et à un confort matériel suffisant. Elle est mise de l'avant par des participants de tous les bords politiques, dont la plupart ont vécu sous ce régime, bien que certains participants plus jeunes mobilisent aussi des points de vue similaires. La vie quotidienne durant cette période est décrite comme plus stable et paisible que celle d'aujourd'hui :

[C]'était la belle vie pour un jeune, parce qu'il y avait énormément d'endroits où faire la fête [...]. [La] vie n'était pas chère, les jeunes pouvaient vaquer, il ne fallait pas posséder une fortune pour se sentir bien [...]. Aujourd'hui, ça me frappe à quel point, la vie était plus lente et tranquille. Dans tous ces aspects. Il y avait du temps pour tout, les gens travaillaient beaucoup à ce moment-là aussi. Mais c'était tout de même autre chose, complètement autre chose. [...] Depuis les horaires de bus jusqu'au... À vrai dire, il y avait moitié moins de problèmes de stress [*idegbeteg*], la moitié ? Le quart. Tout le monde connaissait sa place, savait ce qu'il avait à faire [...] ^{CC}. (20)

Ici, l'accent est mis sur la vie privée : moins de stress, un rapport plus simple à l'existence, etc. D'autres élargissent la question à la sphère publique, en évoquant un système où aurait régné une plus forte solidarité sociale, à travers des services publics forts et la lutte contre les inégalités, mais aussi dans la manière dont les individus vivaient en commun :

Nous savions à quoi nous attendre, c'est avec plein de bonne volonté que le samedi nous allions travailler gratuitement à l'école, et les gens faisaient le « quart de travail » communiste... Et ils se sentaient bien parce qu'ils étaient ensemble, ils chantaient, ils faisaient à manger. L'argent n'était pas un enjeu, parce qu'on savait que comme ça l'on construisait le pays et que ça améliorerait la vie de tout le monde ^{CCI}. (18)

En somme, selon ces participants, le régime communiste aurait aussi produit une vie plus communautaire, à la fois par la proximité des gens entre eux et par l'enthousiasme qu'ils auraient mis au service de l'intérêt général. Les thèmes transversaux de l'unité, de l'appartenance et de

l'engagement sont présents de nouveau, à la différence qu'ils ne sont pas associés au nationalisme (excepté dans la référence à la construction du pays), mais bien à un système économique et politique révolu.

7.3.1.3 *Rendszerváltás* et libéralisation

Le *Rendszerváltás* et le processus de libéralisation qu'il a enclenché constituent la période historique la plus récente traitée dans le corpus (si l'on exclut l'ère Orbán, toujours en cours), de sorte que la plupart des participants l'ont vécue. Ils l'abordent en six sous-thèmes, qui regroupent des propos tenus par des partisans du *Fidesz*, de l'opposition et des indépendants. Cette période semble avoir particulièrement marqué les participants ayant entre 45 et 70 ans, peut-être parce qu'il s'agit d'un changement marquant qu'ils ont vécu au cœur de leur âge adulte, ou encore au moment d'entrer dans celui-ci. Premièrement, la chute du communisme est perçue comme un événement **tranquille**, ce qui contraste fortement avec la description d'autres événements comparables (en premier lieu les Révolutions de 1848 et 1956) et avec le thème de l'insoumission dont ils sont porteurs. Les participants insistent sur la « résolution pacifique » (*békésen megoldot*) (21) de la transition et sur son caractère inévitable : « nous sentions déjà bien sûr [...] que quelque chose changeait. Qu'il allait se passer quelque chose^{CCII} » (4).

L'impression que ce processus « allait de soi » peut être mise en parallèle avec le second sous-thème, qui oppose **enthousiasme et déception**. D'une part, les participants décrivent l'enthousiasme et le sentiment de libération qui auraient caractérisé les premiers jours de la transition : « c'était très libérateur. C'était une bonne sensation, mais ce n'était pas "maintenant c'est comme ça, demain ça sera autre chose, alors tout est permis...". L'on sentait plutôt que s'ouvraient des possibles^{CCIII} » (1). Plus concrètement, la liberté de circuler d'un pays à l'autre est présentée comme un acquis important en ce sens. En parallèle, l'introduction du pluralisme politique et la tenue d'élections libres auraient marqué une phase de politisation accélérée :

C'est à ce moment-là que les gens ont vraiment commencé à s'en occuper. Et en '89 quand tout ça est arrivé, alors nous écoutions énormément les nouvelles, nous nous informions beaucoup, nous étions dans la vie politique. Connaître tous les partis politiques... Alors, décider pour qui voter, à qui donner ta voix, pour lequel avoir de la sympathie^{CCIV}. (22)

Cet intérêt pour la politique, tout comme le sentiment que de nouveaux possibles s'ouvrent pour le pays, impliquent une certaine prise de responsabilité collective, l'impression de pouvoir enfin participer à la sphère publique après 40 ans d'autoritarisme. La déception qui aurait remplacé l'enthousiasme des débuts en découle aussi, du moins partiellement. En effet, le corpus est marqué par une forte déception envers les débouchés du *Rendszerváltás*, liée à un sentiment d'impuissance politique, dont témoignent les citations suivantes :

Ensuite, ça ne s'est pas passé comme ça. D'abord un grand état d'euphorie, et après un grand cassage de gueule, parce qu'il y a beaucoup de choses dont ils ne parlaient pas... Que quand même ça ne va pas complètement se passer comme nous le pensions ici [...] ^{CCV}. (6)

Après 6 mois j'ai réalisé que... Je ne sais pas, ils se servaient de nous, ou bien qu'on leur [les partis politiques] avait donné notre énergie, ce que je n'ai jamais regretté. Et ça ne s'enlignait pas pour prendre la direction que nous avions pensée ^{CCVI}. (2)

[C]'était très important, mais ce n'est que très tard que le chat est sorti du sac, nous ne savions même pas ce qui se passait. Et à cause de ça nous n'y voyions pas clair. Et nous ne savions même pas mettre tout ça en ordre. Même dans notre propre tête, parce que nous ne comprenions pas ^{CCVII}. (28)

Dans chacune de ces citations, il est question d'espairs brisés, de manque d'informations et de clarté sur le processus cours et de perte de contrôle sur les événements. Des participants expliquent que le *Rendszerváltás* aurait constitué un « réaménagement du pouvoir » (*hatalmi átrendeződés*) (1), un « changement de méthode » (*módszerváltás*, un jeu de mots avec le terme *rendszerváltás*) plutôt qu'un changement de régime (20), au sein desquels une élite dirigeante aurait continué à s'approprier le pouvoir : « à mon avis, cette liberté à laquelle les gens pensaient... Elle n'est arrivée d'aucune manière. Ça, c'est sûr. Mais bien sûr, quelques-uns l'ont eue ^{CCVIII} » (27). Cette mise en opposition entre la non-libération du plus grand nombre et l'appropriation de la liberté par quelques-uns est peut-être la clé des déceptions exprimées au sein du corpus. Et si, dans ce grand mouvement de politisation, les participants avaient rêvé de libertés individuelles, mais aussi de libertés publiques ? C'est ce vers quoi pointent les citations qui précèdent (manque d'information, perte de contrôle, simple réaménagement du pouvoir plutôt que véritable changement de régime, etc.). Nous avons vu dans le chapitre précédent qu'au sein du corpus le terme « liberté » recouvrait à la fois les dimensions publique et privée. Ce que les

participants nous indiquent, c'est qu'à travers le changement de régime ils ne recherchaient pas *uniquement* les libertés individuelles procurées par la libéralisation. Leur politisation enthousiaste était liée au besoin de participer activement à la vie publique et d'avoir un contrôle sur celle-ci. À la place, ils ont progressivement constaté que des changements importants s'étaient opérés à leur insu au profit d'une élite (ceux qui « ont eu » la liberté).

Le troisième sous-thème, **vers l'Occident**, s'insère dans le thème transversal Orient/Occident examiné à plusieurs reprises. Le *Rendszerváltás* est associé à un retour franc vers l'Occident et ses promesses, après quarante années d'enfermement et de sous-développement de type « oriental » : « tout le monde espérait que nous allions nous ouvrir vers l'Ouest, de nouveaux vents allaient souffler^{CCIX} » (27).

Le quatrième sous-thème consiste quant à lui à une opposition entre la **hausse et la baisse de la qualité de vie** qu'aurait entraînée le changement de régime. Si plusieurs soulignent l'extension des « possibilités » (*lehetőségek*) et la hausse du niveau de vie (*életszínvonal*) (2), d'autres pensent exactement le contraire, avançant que les gens vivent « beaucoup plus difficilement » (*sokkal nehezebben*) (27). La hausse du pouvoir d'achat est ainsi mise en parallèle avec l'élargissement du « gouffre » (*szakadék*) (8) des inégalités sociales. Puis, dans le cinquième sous-thème, les participants déplorent fortement la **déconstruction** de la puissance publique qu'aurait engendrée la libéralisation. L'économie nationale et locale aurait ainsi été mise en pièces, avec des conséquences dramatiques pour l'emploi et la production : « ils ont détruit l'agriculture hongroise en la coupant en morceau... Énormément de chômage, les fermetures d'usines » (2). Les mesures d'austérité et le resserrement des services publics auraient quant à eux conduit à une déshumanisation du système :

[L]a considération, c'est ce qui me manque... La considération pour les gens. Dans la santé et l'éducation bien sûr, mais dans tous les secteurs à mon avis. [...] Les restrictions [budgétaires] sont allées là où il n'aurait pas fallu^{CCX}. (22)

La déconstruction de la puissance publique couplée à la hausse des inégalités sociales vient ainsi annuler ce que plusieurs jugeaient être le principal bienfait de l'ère Kádár, c'est-à-dire une vie plus stable et communautaire assurée par des emplois garantis et des services publics centrés sur

les besoins humains (la considération pour les gens) plutôt que sur des contraintes comptables (les restrictions budgétaires).

Cette perte est d'ailleurs soulignée dans le sixième sous-thème portant sur **l'instabilité et l'individualisme** suscités par l'arrivée du chômage, de l'endettement ou encore du consumérisme. L'on constate que la « garantie d'emploi [et] la garantie de revenus » (*biztos munka, biztos jövedelem*) de l'ère Kádár (2) ont laissé la place à une vie plus instable :

C'était tellement intéressant, dans la vie à ce moment-là l'on croyait, tu sais dans le régime Kádár [...], que tout... Il y avait tu sais le plan quinquennal, qu'ils exécutaient, et c'est alors que nous avons compris [...], c'est alors que j'ai été consternée de... Aujourd'hui c'est comme ça, demain ce sera complètement autre chose. Et quelque part ça a nous a tiré le tapis sous les pieds, et à partir de là nous avons appris à vivre raisonnablement. Ils disaient alors en vain que dans 10 ans tout serait *happy* pour nous et tout, rien n'a changé^{CCXI}. (6)

Ces changements auraient aussi eu des conséquences sur les liens entre les individus, qui se seraient distendus :

Ce dans quoi ça a changé à mon avis c'est dans les relations humaines. [...] C'est-à-dire que l'on savait pratiquement tout sur tout le monde, nous nous arrêtons dans la rue pour parler. Aujourd'hui, pas vraiment, c'est-à-dire que je sens que c'est comme si c'était un peu refoulé... Ces discussions ou cette confiance entre les gens^{CCXII}. (18)

Ainsi, si le *Rendszerváltás* a partiellement libéré l'individu, il aurait aussi dégradé les relations que celui-ci pouvait entretenir avec son entourage. L'on peut également émettre l'hypothèse que l'instabilité instituée par la libéralisation économique a renforcé cet individualisme, et que dans un même mouvement, l'individualisme est venu renforcer l'instabilité, puisqu'il a contribué à déconstruire le cadre communautaire contribuant à structurer la vie des individus.

7.3.2 Le dehors

Ce thème est divisé en trois sections : les **ennemis**, **l'immigration** et **l'Union européenne**. La première traite des différentes figures identifiées comme étant des ennemis de la nation hongroise, constituant ainsi une extériorité radicale qui remet en question la nation tout en contribuant à la définir. Les deux sections suivantes portent sur des figures ayant été mobilisées par le *Fidesz*

dans la construction de sa frontière politique antagonique. Il s'agit d'un « dehors » plus flou, mais qui n'en contribue pas moins à préciser davantage les contours de la nation.

7.3.2.1 Ennemis

Plusieurs participants considèrent que la Hongrie n'a pas d'ennemi, tout en soulignant qu'elle tend à s'en inventer. Les antagonismes construits par le *Fidesz* au fil des années sont directement visés, mais aussi cette propension qu'auraient les hongrois à la conflictualité et à la division et qui ferait en sorte que la nation aurait « toujours besoin de lutter contre quelqu'un^{CCXIII} » (2). L'existence d'ennemis apparaît cependant comme une évidence pour plusieurs participants de tous âges et sensibilités politiques, ceux-ci semblant considérer qu'il s'agit de quelque chose de naturel : « [c]'est sûr. À mon avis ils sont beaucoup à ne pas aimer les hongrois^{CCXIV} » (14). Cette impression peut être mise en parallèle avec des thèmes rencontrés jusqu'ici : l'importance accordée à la conflictualité en politique, à l'unicité de la nation, à l'insoumission ou aux souvenirs d'invasions.

D'ailleurs, parmi les 4 sous-thèmes associés à la figure de l'ennemi, le plus prégnant est l'**impérialisme**. Celui-ci est associé aux « grandes puissances » (*nagyhatalmak*) (16) comme les États-Unis, la Russie ou la Chine (21), à l'image de celles qui ont dominé le pays dans le passé. D'autres participants mentionnent des formes d'impérialisme économique découlant de la mondialisation, où des puissances étrangères et leurs multinationales chercheraient à « utiliser le marché du travail » (*munkaerőpiac*) des pays plus faibles (9). Finalement, l'impérialisme prend aussi la forme de puissances occultes qui présideraient en secret à la destinée du pays, en « [n]ous manipulant comme des marionnettes^{CCXV} » (4).

Conséquence probable des tensions liées à Trianon, les **pays voisins** de la Hongrie constituent la seconde figure de l'ennemi : « évidemment sur ces territoires où... À cause de Trianon aussi il y a des [ennemis], c'est garanti qu'ils ne sympathisent pas trop avec nous^{CCXVI} » (11). Toujours en continuité avec les thèmes dégagés jusqu'ici, la figure de l'ennemi s'incarne également dans la dualité **Orient/Occident**. D'un côté, l'Orient est considéré comme source de « dangers » (*veszély*) (21). De l'autre, l'Occident est perçu comme « inamical » (*nem barát*) (19), ce qui est en

continuité avec la rhétorique du *Fidesz* par rapport à Bruxelles. Dans cette optique l'Est est à nouveau source d'arriération et de despotisme et l'Ouest un partenaire à la fois hypocrite et ingrat.

Finalement, le dernier sous-thème désigne une **minorité** discrète et agissante, à la fois interne et externe à la nation, qui aurait un poids démesuré dans les affaires du pays. Dans certains cas, la filiation avec l'antisémitisme de l'entre-deux-guerres est directe, les hongrois d'origine juive étant directement visés : « la question juive, c'est-à-dire... [...] Il y a un groupe, il y a un groupe dirigeant, qui achète tout, ils sont partout, ils dirigent tout^{CCXVII} » (11). Dans une formulation typique du discours du *Fidesz*, d'autres participants vont plutôt désigner la figure de Georges Soros, sans référence au judaïsme, mais pointant qu'il s'agit « d'un milliardaire américain » (*amerikai milliárdos*), « élu par personne » (*nem választotta senki*) qui aurait une influence disproportionnée dans les affaires du pays et de l'Union européenne via ses ONG (25).

En somme, les figures de l'ennemi construisent deux frontières politiques différentes. L'impérialisme et la minorité agissante inscrivent une délimitation verticale entre un ennemi puissant et un pays faible et dominé. Les pays voisins et la dualité Orient/Occident tracent plutôt une frontière horizontale, opposant la nation à un « dehors » qui menacerait ses intérêts sans pourtant la dominer verticalement.

7.3.2.2 Immigration

Les participants sont partagés quant à déterminer si l'immigration constitue un « dehors » menaçant ou non, chaque position regroupant des partisans du *Fidesz* et de la gauche libérale. Parmi les 4 sous-thèmes répertoriés, deux sont construits autour de cette opposition. Le premier prend la forme de la dichotomie **danger/épouvantail**. D'une part, l'on décrit l'immigration comme source de violence et de désordre, donnant comme contre-exemple les communautarismes qui plongeraient l'Europe occidentale dans la violence. D'autre part, l'on considère que le phénomène est brandi comme un épouvantail par le *Fidesz* dans le but de souder son électorat, alors que la crise migratoire de l'été 2015 n'aurait pas vraiment constitué une menace, les réfugiés ne « voulant pas venir ici » (*nem ide akarnak jönni*) (18).

Le second sous-thème est constitué par l'opposition entre **hétérogénéité et dilution**. D'une part, l'on considère que l'immigration diversifierait ethnoculturellement la société hongroise, ce qui

représenterait une richesse puisque « l'on peut apprendre des différentes cultures^{CCXVIII} » (17). D'autre part, l'on craint qu'une hétérogénéité ethnoculturelle accrue conduise à la dilution de la nation, de sorte qu'il « n'y aura plus de peuple hongrois, il n'y aura plus notre magyarité. Il n'y aura plus de Hongrie, la Hongrie sera une nation étrangère^{CCXIX} » (18). Se dégagent ici trois thèmes déjà rencontrés : la dualité entre hétérogénéité et homogénéité, l'unicité et le caractère tragique de l'histoire nationale, qui implique des dangers pour l'existence même de la nation. Cette opposition traverse en outre toute l'histoire du nationalisme hongrois (voir chapitre 4).

Avec le troisième sous-thème, certains participants favorables à l'immigration conditionnent celle-ci à l'**intégration** des nouveaux arrivants, qui est définie en termes civiques. De ce point de vue, il appartient aux immigrants de se conformer aux lois hongroises, qui devraient être considérées comme « saintes » (*szentek*) (13). L'intégration est ici mise en relation avec la souveraineté nationale, la première s'effectuant dans le cadre défini par la seconde. Dans un même ordre d'idées, l'intégration rejoint aussi le thème transversal de l'engagement, où c'est la volonté de faire partie de la nation (dans ce cas-ci en se conformant à ses règles) qui permet de « devenir hongrois ».

Finalement, le dernier sous-thème constitue une dualité entre **utilité et solidarité**. D'une part, l'immigration est appréhendée dans une perspective d'intérêt national. Comme c'était déjà le cas chez les partisans de la diversité culturelle, qui y voyaient une manière d'enrichir la nation, d'autres participants jugent que les immigrants pourraient combler certains besoins de main-d'œuvre spécialisée. D'autre part, l'immigration est considérée sous l'angle de la solidarité : il s'agirait de venir en aide à des individus ou à des populations en difficulté. Dans cette optique, les participants mentionnent qu'à différentes périodes (à l'époque du *Honfoglalás*, par exemple) de leur histoire, les hongrois auraient aussi été des « migrants » (*migránsok*) (2).

7.3.2.3 Union européenne

Si le discours du *Fidesz* désignant « Bruxelles » comme dehors antagonique est parfois présent au sein du corpus, il n'est pas dominant et ne constitue qu'une part relativement faible du rapport à l'Union européenne (UE). Même les participants les plus critiques, la plupart partisans du *Fidesz*, abordent généralement la question avec une certaine nuance, distinguant la « Bruxelles » libérale

et dominatrice décrite par Orbán du projet européen. Les participants de tous les « camps » politiques adhèrent ainsi massivement à celui-ci même s'ils en ont des visions différentes, voire opposées. En ce sens, l'UE constitue au sein du corpus un « dehors » à la fois complémentaire *et* parfois opposé à la nation.

Ce rapport particulier se traduit en cinq sous-thèmes. Premièrement, l'UE est perçue comme une entité extrêmement **complexe**, puisque son fonctionnement serait « très difficile à comprendre » (*nagyon nehéz megérteni*) (24) et que ses prises de décision prendraient « trop de temps » (*túl hosszú idő*) (22). Deuxièmement, l'UE est décrite comme un **idéal faible**. Ainsi, l'on salue le projet de « constituer une communauté » (*közösséget alkotni*) solidaire de ses membres (13) ou partageant un même « système de valeurs » (*értékrend*) centré sur l'État de droit (27). En parallèle, l'on souligne avoir conscience que le processus sera long et complexe, l'UE étant pour le moment affectée de « maladies infantiles » (*gyerekbetegség*) (13), comme la lenteur dans les prises de décision (8). D'autres participants déplorent que l'UE veuille se mêler de la politique interne des États membres, ce qui serait une déformation de sa raison d'être originelle, centrée sur les liens économiques (*gazdasági társulás*) (19). La faiblesse de l'identité européenne est aussi soulignée : « je ne me sens pas un grand européen^{CCXX} » (9). En somme, l'UE apparaît comme un projet relativement précis (voire restreint), mais dont la teneur ne fait pas l'objet de consensus, entre union économique, communauté solidaire et une union centrée sur des valeurs libérales. Si les participants y adhèrent globalement, ils en soulignent aussi les limites et n'expriment pas un engagement émotionnel équivalent à celui qu'ils pouvaient manifester envers la nation hongroise, confirmant ce qui a déjà été observé à ce sujet au chapitre précédent.

Troisièmement, l'UE est associée au sous-thème du **progrès**, mais à un progrès qui se déploierait depuis l'extérieur de la nation. Dans cette logique, les participants décrivent l'UE comme une instance par laquelle un certain ordre serait progressivement instauré dans ses États membres, quitte à faire barrage aux décisions des gouvernements nationaux : « entre collègues nous discussions du fait que "bon, ils vont donner l'heure juste au premier ministre du moment " [...]. Que l'UE allait mettre de l'ordre^{CCXXI} » (28). L'UE se substitue ainsi à la nation comme voie vers le progrès, instaurant un « système institutionnel qui fera émerger les personnes adéquates^{CCXXII} » (7) à l'accomplissement de cette tâche. Elle serait en outre en mesure de tirer un trait sur des enjeux qui autrefois faisaient s'entredéchirer les nations. À titre d'exemple, un participant

explique que l'intégration à l'UE aurait permis de faire baisser les tensions interethniques et internationales liées au traité de Trianon : « alors que tous les pays des alentours s'europanisent, moi-même je constate que les comportements sont différents envers les locuteurs hongrois^{CCXXIII} » (8).

Quatrièmement, l'UE est considérée par le biais d'**intérêts**. D'une part, l'on pointe les avantages de l'intégration pour le développement de la Hongrie, en se référant aux bénéfices que représenteraient les « subventions européennes » aidant « à l'essor de notre économie^{CCXXIV} » (24), « les frontières ouvertes » (*nyílt határok*) (7) ou le « commerce » (*kereskedelem*) (20). À l'image de ce qui était observé dans le chapitre précédent, où le projet européen était considéré comme une manière de répondre aux intérêts nationaux, la Hongrie devrait défendre ses propres intérêts au sein de l'UE : « il faut protéger nos intérêts. Parce qu'ils ne sont pas les seuls à en avoir, ça il faut le comprendre. Les affaires sont bonnes que si elles sont bonnes pour les deux partis^{CCXXV} » (20). Dans cette optique, l'UE est posée comme un « dehors » commun aux différentes nations européennes, à l'intérieur duquel chacune représente ses intérêts. Il n'y a pas, dans cette citation, de « nous » européen, mais bien un « nous » hongrois, mis en relation avec les autres « eux » de l'Union.

Cette vision s'insère dans le débat sur la **nature de l'UE**, qui constitue le cinquième thème. D'une part, comme illustré par la citation qui précède, une partie des participants se présente comme des partisans d'une « Europe des nations », selon la dénomination mobilisée par le *Fidesz*. De ce point de vue résolument nationaliste, l'UE doit être une union de nations souveraines se renforçant l'une et l'autre. D'autre part, d'autres participants, généralement partisans de la gauche libérale, conçoivent l'intégration européenne comme un dépassement des intérêts nationaux :

Je crois dans le fait que l'Europe va se souder un peu plus et ne va pas s'éloigner de la direction qu'elle emprunte à présent, et que subsiste cette... Europe des nations. [D]ésormais nous bougeons un peu vers une fédération européenne, j'espère que la Hongrie va y tenir un rôle actif [...]^{CCXXVI}. (21)

Plutôt que d'un cadre international, il s'agit de construire un cadre supranational auquel les nations peuvent contribuer. Les deux « camps » ont cependant en commun une vision géopolitique de l'Europe : dans les deux cas, il s'agit de construire une puissance géopolitique

capable de « concurrencer » (*felvenni a versenyt*) les États-Unis ou les pays asiatiques (8). Dans cette optique, l'Union européenne agit pour la Hongrie comme un prolongement du rôle joué par l'Occident depuis l'an mil (voir chapitre 4) : un point d'appui et/ou un horizon, ou encore un dehors désiré et/ou utilisé pour prendre sa place dans le monde.

7.3.3 Avenir

Au cours des entretiens, les participants étaient amenés à réfléchir à l'avenir de la Hongrie, en abordant les principaux défis auxquels fait face le pays et les priorités auxquelles il devrait s'attaquer. L'analyse du corpus dégage trois sous-thèmes en ce sens. Le premier sous-thème regroupe sous la dénomination « **autres** » des enjeux disparates : crise climatique, création d'emploi, soutien à la culture, etc. Le deuxième sous-thème exprime quant à lui un besoin de **stabilisation** de la sphère publique, qui se déploie en deux volets. Le premier, qui vise à la **pacification** du débat public, revient sur la dualité unité/division. La forte bipolarisation de la politique hongroise (voir chapitre 6) est rejetée au sein de toutes les catégories de participants, au profit d'un climat politique et social plus apaisé : « [i]l y a toujours eu et il y aura évidemment toujours des conflits, mais ce serait bien quand même que l'on se rende à un point où le hongrois n'est pas un loup pour le hongrois^{CCXXVII} » (23). Dans cette optique, il ne s'agit pas de rejeter la conflictualité, mais bien de « faire la paix » (*békét teremteni*) (27) entre la gauche libérale et la droite conservatrice, de manière à dégager de la prévisibilité et des consensus minimaux en matière de politiques publiques et d'institutions démocratiques : « dans certains domaines [...] il faudrait s'entendre sur une certaine prévisibilité, il faudrait mettre en place une permanence. [...] Il faut qu'il y ait une base que personne ne malmène^{CCXXVIII} » (17). En somme, après trois décennies de bipolarisation croissante et d'incapacité des forces politiques à dégager du consensus, l'analyse du corpus montre une volonté de combiner l'exigence du débat contradictoire avec une certaine stabilité politique et institutionnelle.

Le besoin de stabilisation s'exprime ensuite dans la volonté de **démocratisation** des institutions politiques hongroises, qui est plus fort chez les partisans de l'opposition, bien qu'il soit aussi formulé par des électeurs du *Fidesz*. Contrairement à ce qui était le cas par rapport au *Rendszerváltás*, les participants n'expriment pas un besoin de participation à la sphère publique ou de contrôle politique, mais plutôt l'ambition que les institutions de la démocratie libérale

soient reconstruites ou renforcées en Hongrie : pluralisme médiatique, État de droit, lutte contre la corruption, réforme du mode de scrutin, etc. Dans certains cas, la volonté de démocratisation est associée au désir de voir se mettre en place un « gouvernement d'experts » (*szakértői kormány*) (6) qui viendrait au moins partiellement compenser les inévitables dérives politiciennes : « le politicien ne comprend rien à rien, il fait seulement de la politique, à mon avis ça ne mène à rien de bon à long terme. Alors que soit assis à côté de lui [un expert] : un politicien, un expert, un politicien, un expert...^{CCXXIX} » (11). Les politiciens étant considérés comme peu intègres, les remplacer ou leur adjoindre des experts apparaît comme une solution susceptible de stabiliser la politique gouvernementale. De même, cela peut être considéré comme un moyen de sortir du climat de bipolarisation dénoncé un peu plus haut. Outre le besoin de stabilité, s'exprime aussi une certaine désillusion envers la politique ainsi qu'une conception élitiste de cette dernière, déjà rencontrées au chapitre 6.

Finalement, le troisième sous-thème est porteur d'une très forte volonté de **reconstruction** qui touche toutes les catégories de participants. Celle-ci concerne d'abord les services publics, au premier rang desquels les systèmes de santé et d'éducation, considérés comme affaiblis par la libéralisation et les politiques publiques du régime Orbán. Reprenant des signifiants déjà rencontrés au moment de traiter des conséquences du *Rendszerváltás*, l'analyse du corpus indique la volonté de « rétablir » (*visszaállítani*) une « politique davantage centrée sur l'humain et la société^{CCXXX} » (21), en luttant contre les inégalités sociales : « [s]'occuper des gens. De comment vivent les gens. Se rendre chez ces pauvres dans les petits villages et... En d'autres mots, se rendre compte qu'il y a d'horribles inégalités, d'énormes inégalités^{CCXXXI} » (26). Un participant, partisan convaincu du *Fidesz*, prône aussi un renforcement des syndicats et du droit du travail, « [p]arce que, sous n'importe quel angle, l'employé est toujours plus assujéti que l'employeur^{CCXXXII} » (20). Cette volonté de défendre les plus faibles contre les plus forts s'étend aussi à l'échelle de l'économie nationale :

Reconstruire l'économie. Tout... tout reprendre. Tout. Tout. Que les gens aient du travail. C'est-à-dire [...] tout ce qu'ils ont privatisé [...], notre industrie légère, tout, tout. C'est-à-dire ce qui faisait notre force, le reprendre d'une manière ou d'une autre^{CCXXXIII}. (6)

Il faudrait donc reconstruire une économie nationale afin de garantir des emplois pour tous et renforcer le pays. En arrière-plan transparait l'idéal d'indépendance nationale, d'insoumission face aux grandes puissances :

Nous pourrions aussi être un pays qui n'est pas... [...] [D]isons que le travailleur hongrois a toujours été un assembleur pour un pays plus grand, [...] c'est-à-dire que l'Allemand amène les voitures ici, ou bien... Je ne sais pas combien de pays font faire des choses ici. Mais qu'à la place, ce soit nous qui concevions, c'est nous qui inventons de nouvelles choses et avec ça nous pourrions avoir du succès.^{CCXXXIV} (9)

Le thème de la reconstruction répond ainsi à quelques-uns des principaux reproches faits au *Rendszerváltás* : la déconstruction de la puissance publique, la hausse des inégalités, ainsi que l'instabilité et l'individualisme qui en auraient émergé. L'usage soutenu de verbes impliquant un recommencement ou un retour aux sources (rétablir, reconstruire, reprendre⁸²) est révélateur en ce sens. Pour certains, ce « retour » pointe directement vers l'ère Kádár ; pour d'autres, il vise plutôt la période pré-Orbán. Dans tous les cas, il s'agit de « revenir » à une société plus humaine, communautaire, stable et autonome.

En somme, le regard des participants sur l'avenir de la Hongrie apparaît comme autant de réponses à ce qu'ils considèrent être les ratés des dernières décennies : l'instabilité sociale, la déconstruction de la puissance publique et les manques et reculs de la démocratisation.

7.3.4 Synthèse de la section

Cette section a moins d'unité que les précédentes, mais permet tout de même de faire émerger quelques thèmes transversaux. Ainsi, le thème de l'insoumission, très courant dans la sous-catégorie consacrée à l'histoire nationale, est également présent dans la sous-catégorie consacrée au « dehors » (l'impérialisme comme ennemi) ou à l'avenir du pays (la reconstruction d'une économie nationale). De même, des thèmes déjà rencontrés se manifestent de nouveau : les dualités Orient/Occident, unité/division et hétérogénéité/homogénéité, et l'unicité, auxquels le regard tragique porté sur l'histoire ajoute aussi une dimension de fragilité. Quant aux sentiments d'injustice et les tendances à la victimisation, ils peuvent être inclus dans la dualité

⁸² Avec, en hongrois, les préfixes *vissza* (re-) et *újra* (de nouveau).

satisfaction/insatisfaction. Finalement, les sections consacrées au *Rendszerváltás* et à l'avenir du pays font ressortir deux préoccupations importantes partagées par les participants : une démocratisation du pays considérée comme insatisfaisante et les conséquences jugées néfastes de la libéralisation économique sur la société et la nation.

7.4 Conclusion du chapitre

Les résultats ici présentés seront interprétés dans le chapitre qui suit. En guise de conclusion, contentons-nous de rassembler les différents modes et les thèmes transversaux dégagés au fil du chapitre et qui seront présentés en détail dans les pages qui suivent. Six modes transversaux ont été identifiés :

1. La différenciation
2. L'opposition
3. L'inscription
4. L'action
5. Les symboles
6. Les affects

À ceux-ci s'ajoutent onze thèmes transversaux, pour la plupart déjà mentionnés dans les pages qui précèdent :

1. Identification
2. Appartenance
3. Engagement
4. Transmission
5. Unité/division
6. Insoumission
7. Territoire
8. Orient/Occident
9. Unicité-fragilité
10. Hétérogénéité/homogénéité
11. Satisfaction/insatisfaction

Enfin, ces thèmes transversaux permettent de dégager deux autres grands thèmes qui structurent de larges pans du corpus et autour desquels le prochain chapitre est organisé : la tension entre nationalisme en soi et nationalisme pour soi, et l'importance accordée au lien social. Dans ce chapitre les résultats de l'analyse du corpus sont également interprétés et mis en dialogue avec les signifiants structurants du nationalisme hongrois et avec le nationalisme du *Fidesz*.

CHAPITRE 8

NATIONALISME ET LIEN SOCIAL À MARTFÚ

Ce chapitre propose une interprétation des résultats présentés dans les deux chapitres précédents. Rappelons en ce sens la question de recherche qui anime cette thèse doctorale : « dans le contexte de l'hégémonie du *Fidesz*, comment s'exprime le nationalisme du sens commun dans les paroles d'habitants de la ville de Martfű ? ». Cette question est complétée par des sous-questions et objectifs de recherche qui peuvent être synthétisés en trois points : 1- Déterminer si le corpus témoigne d'un sens commun nationaliste, ou au contraire indifférent ou hostile à celui-ci. 2- Saisir les contours qu'y prend le nationalisme hongrois et la manière dont il y est construit. 3- Comprendre comment ce nationalisme du sens commun s'inscrit ou non dans l'hégémonie du *Fidesz* et du populisme de droite hongrois.

La première partie de ce chapitre est organisée autour de ces trois volets, afin d'y répondre point par point. La seconde partie découle quant à elle du troisième, en l'abordant sous un angle qui n'était pas envisagé au moment de réaliser les entretiens. En effet, l'analyse du corpus a révélé l'importance accordée par les participants à la notion de lien social, qui s'y exprime à travers des propos tenus sur la nation et le nationalisme, mais aussi sur d'autres sujets. Cela nous amène à formuler des hypothèses supplémentaires quant à l'hégémonie du *Fidesz*, alimentant ainsi l'exercice de synthèse qui, en fin de chapitre, clôt l'interprétation du corpus.

8.1 Nationalisme en soi et nationalisme pour soi

Le découpage du corpus en thèmes en oblitère un aspect important : le fait que des signifiants et des conceptions contradictoires de la nation puissent être mobilisés chez un même participant, parfois au sein d'un même propos. Par exemple, cette citation traitant de l'intégration des immigrants mêle des signifiants d'ordre civique, culturel et politique :

D'emblée s'il naît ici alors il est déjà citoyen hongrois. S'il est venu du Brésil et que ses enfants sont nés ici, [...] ses enfants sont déjà hongrois parce que la citoyenneté est donnée. [...] Le brésilien... lui ne l'est pas, mais ses descendants peuvent s'assimiler. [...] Donc qui, à quelle vitesse, quand... s'assimile et... Et là encore je parle de nos amis *sváb* de Törökbálint, comme je dis... Ce sont des *sváb* de Hongrie,

[ils se disent] hongrois... En même temps ils se disent d'origine *sváb*. Ils parlent *sváb*, ils parlent la langue allemande et l'utilisent entre eux^{CCXXXV}. (13)

D'abord, le participant indique que des enfants d'immigrés nés en Hongrie seraient d'emblée hongrois puisqu'ils y obtiendraient automatiquement la citoyenneté⁸³, ce qui implique que la magyarité soit conçue sur des bases civiques. Ensuite, il nuance en disant que ces enfants pourraient « s'assimiler » à différents rythmes. Cela laisse entendre que par-delà la citoyenneté, la magyarité serait une appartenance plus profonde, peut-être ethnoculturelle ou politico-culturelle, qui, plus qu'un lieu de naissance ou un engagement, exige un processus d'assimilation. Finalement, le participant conclut en évoquant ses amis de la minorité *sváb*, qui tout en se disant hongrois n'en ont pas moins des origines ethnoculturelles différentes. Dans cette optique, la magyarité n'est pas rattachée à un groupe ethnoculturel particulier, mais fait plutôt figure de communauté politique hétérogène culturellement, pointant vers une conception politique de la nation typique du nationalisme libéral tendance Kossuth, que le participant a (sans la mentionner nommément) résolument mise de l'avant ailleurs dans l'entretien.

Ainsi, en quelques lignes un participant est à même de faire se côtoyer trois conceptions différentes, voire contradictoires, de la nation hongroise. Il s'agit d'un indicateur du caractère éminemment hétérogène du discours nationaliste tel qu'il s'incarne dans le corpus et, l'on peut du moins en formuler l'hypothèse, dans le sens commun nationaliste hongrois. Dans cette optique, comme indiqué au chapitre 2, interpréter le corpus en cherchant à l'inscrire dans de grandes catégories définies au préalable – à l'image de la dichotomie entre nationalisme ethnique et civique – serait une erreur. C'est pourquoi, dès la présentation des résultats, il a plutôt été question d'un continuum sur lequel, d'un côté, les signifiants ethnoculturels sont dominants et de l'autre, les signifiants politiques, ce qui implique que dans l'entre-deux ceux-ci puissent se mêler selon diverses configurations. De même, si certains éléments signifiants peuvent renvoyer aux courants du nationalisme hongrois, l'interprétation du corpus ne vise pas à les inscrire directement dans l'une ou l'autre de ces catégories.

⁸³ Ce qui est inexact puisque la Hongrie applique le droit du sang.

En ce sens, l'analyse du corpus invite à nuancer les résultats de certaines études menées en mobilisant les catégories traditionnelles civique/ethnique et occultant ainsi le caractère hétérogène du sens commun nationaliste. Par exemple, se basant sur des enquêtes quantitatives (menées auprès de 1000 répondants) Csepeli et Örkény concluait qu'à partir des années 2000, le rapport de la population hongroise au nationalisme s'est tendanciellement « culturalisé » (Csepeli *et al.*, 2004, pp. 480-483; Örkény, 2004, pp. 16-17). Certes, durant cette période, la montée en puissance du populisme de droite du *Fidesz* puis du *Jobbik* a pu contribuer à introduire ou à mettre davantage que précédemment l'accent sur des signifiants de type ethnoculturel. Dans un même temps, tel que discuté au chapitre 2 et comme le confirme l'analyse du corpus, un même signifiant peut avoir des sens différents en fonction de la manière dont il est articulé. En ce sens, la classification mobilisée par Csepeli et Örkény, qui s'inspire largement de la dichotomie traditionnelle civique/ethnique, où un participant se référant à l'État est associé au nationalisme civique et un autre se référant à la langue au nationalisme ethnique (Csepeli *et al.*, 2004, p. 476; Örkény, 2004, p. 26), pose problème, puisqu'elle tend à oblitérer l'hétérogénéité des significations que peut revêtir un même signifiant. Typiquement, les manières dont la question de la langue est mobilisée dans le corpus indiquent qu'elle peut porter une signification civico-politique (l'apprentissage du hongrois comme marque d'un engagement envers la nation) aussi bien qu'ethnoculturelle (la langue maternelle comme héritage transmettant la magyarité dès le plus jeune âge)⁸⁴.

Dans un même ordre d'idées, l'interprétation de Feischmidt (2014) voulant que le débat autour du rapport aux locuteurs hongrois des pays voisins épouse un clivage opposant nation « politique » et nation « culturelle » (p. 42) peut être contestée à partir de l'analyse du corpus. En effet, si dans certains cas l'attribution de la citoyenneté ou du droit de vote est justifiée sur des bases ethnoculturelles, elle est aussi l'objet de désaccords portant sur différentes interprétations du thème de l'engagement (voir chapitre 7, section 7.2.4.2). Pour les uns, il s'agit de réparer partiellement l'injustice qu'aurait représentée l'arrachement de ces populations à la nation dans le cadre du Traité de Trianon, de reconnaître leur volonté de faire partie de celle-ci, ou encore d'être cohérent avec une certaine conception de la citoyenneté, qui rend celle-ci inséparable du droit de

⁸⁴ Un point soulevé par Brubaker (1999) et abordé au chapitre 2.

vote. Pour les autres, la citoyenneté implique de vivre dans les frontières du pays concerné, afin d'y être responsable de ses choix politiques. Des signifiants de type politique ou politico-historique sont donc mobilisés pour défendre des positions opposées, ce qui indique que ce débat ne saurait être résumé à un clivage de type civique/ethnique.

Dans cette optique, les catégories constituées par la dualité entre nationalisme en soi et nationalisme pour soi semblent plus heuristiques pour interpréter le corpus. Marx avait mobilisé cette dénomination afin d'opérer une distinction entre « classe en soi » et « classe pour soi », c'est-à-dire entre une catégorie sociologique et un acteur collectif conscient de ses intérêts (1948, pp. 115-116). Dans le cadre de l'interprétation du corpus, les catégories « en soi » et « pour soi » désignent plutôt la manière dont les participants décrivent la nation, c'est-à-dire alternativement comme existant en elle-même avec des caractéristiques substantielles, ou comme étant façonnée au fil du temps par les acteurs qui la constituent. Cette distinction permet de mobiliser les catégories ethnique/civique (mais aussi culturelle, politique, raciale, etc.) et les différents courants du nationalisme hongrois sans toutefois s'enfermer dans ces catégories. À la place, la prise en compte du caractère essentialiste ou anti-essentialiste des propos analysés (la nation est-elle quelque chose qui *est* ou que l'on *fait* ?), et ce nonobstant le type de signifiant qu'il met en avant, permet de formuler des nuances et de souligner des contradictions. Par exemple, dans les propos du participant (13) cités plus haut, les signifiants d'ordre civique (citoyenneté) comme culturel (assimilation) sont formulés sur le mode du nationalisme en soi : la magyarité est à chaque fois quelque chose qui est donné comme tel. Au contraire, la dernière partie de la citation, qui construit une conception politique de la nation hongroise, implique un nationalisme pour soi : la magyarité est quelque chose à laquelle l'on s'identifie, à laquelle l'on adhère.

8.1.1 Un sens commun nationaliste

Avant d'aller plus avant dans cette interprétation, il convient de revenir sur la première sous-question de cette thèse doctorale : l'analyse du corpus témoigne-t-elle d'un sens commun nationaliste chez les participants ? Au chapitre 6, nous avons noté que ceux-ci s'identifient majoritairement à leur nation (devant leur municipalité et devant l'Union européenne). De manière plus significative, ils appréhendent prioritairement la politique depuis l'échelle nationale, ce qu'indiquent leurs rapports à l'UE ou encore à l'idéal d'indépendance nationale. Plus

largement, l'analyse du corpus révèle que les concepts d'État-nation ou de nation hongroise ne sont que rarement contestés ou questionnés. Quelques propos prônent un dépassement de la nation au profit d'une supranationalité prenant la forme d'une fédération européenne, sans pour autant remettre en question la pertinence des intérêts nationaux ou des sentiments qui y sont associés. D'autres, encore plus minoritaires, nient la légitimité des concepts de nation ou de peuple pour décrire la réalité sociale, parce qu'ils seraient à la fois réducteurs, dangereux et dépassés :

Ça n'existe pas. Il y a une société, à l'intérieur de laquelle il y a des groupes, pour moi celui qui dit « le peuple », bien celui-là... Tu sais à quoi ça me fait penser ? À Hitler. [...] C'est-à-dire que l'on s'émeuve que « ouf ! Mes aïeux, la nation ! », et qu'est-ce que j'en sais... Alors, que moi, parce que je suis membre de la nation hongroise... qu'est-ce que ça fait ? [Je suis] un être humain, je vis au 21^e siècle. Là, je traverse travailler en Allemagne, je suis hongrois malgré tout, d'accord, mais je vis en Allemagne, je respecte les lois allemandes. [...] Donc cette affaire de peuple, de nation, à mon avis quelque part ce n'est plus tellement... Comment dire ? Ce n'est pas tellement un mot pertinent^{CCXXXVI}. (7)

À l'inverse, la vaste majorité des participants semblent considérer la nation comme « allant de soi » et l'abordent comme si elle était « réellement existante », comme une composante importante de la vie politique et sociale, et comme quelque chose de tangible qu'ils n'hésitent pas à décrire et à caractériser – contribuant ainsi à la reproduire à petite échelle.

Certes, apporter une réponse à la question ici posée est un exercice complexe, qui ne saurait être définitif. D'abord, comme discuté au chapitre 6 (section 6.2.1), et comme l'ont précédemment montré d'autres travaux traitant des processus d'identification politique (Gaxie *et al.*, 2010; Inglehart, 1970), une identité est toujours plurielle, instable et partagée entre plusieurs échelles. Ensuite, au sein du corpus, un propos contient parfois des éléments nationalistes et d'autres s'apparentant à une opposition à celui-ci. À titre d'exemple, dans la citation précédente, le rejet des concepts de nation et de peuple au profit des concepts de société, de groupe et d'individu (être humain), peut être interprété comme une opposition claire au nationalisme. Dans un même temps, le participant s'identifie clairement à la Hongrie (« je suis hongrois malgré tout »), ce qui implique une légitimation et une reconnaissance minimale de la nationalité.

Finalement, les réponses apportées à cette question dépendent de la définition du nationalisme mobilisée. La présente recherche a recours à une définition ample, qui fait en sorte qu'un participant peut être considéré comme adoptant un point de vue ou un discours nationaliste sans que cet enjeu ne fasse partie de ses préoccupations au quotidien ou au moment d'exercer son droit de vote. En effet, suite aux définitions proposées par Brubaker et Billig, le nationalisme est conceptualisé comme un discours produisant ou reproduisant la nation, ou encore comme toute parole légitimant la nation ou un système international construit autour des États-nations (voir chapitre 2). Dans cette logique, en s'appuyant sur les grandes tendances identifiées dans le corpus (la nation comme échelle politique de référence, la nation comme élément tangible et « allant de soi », etc.), ce dernier devrait être considéré comme présentant des points de vue largement nationalistes. L'étude quantitative de Csepele et Örkény, menée presque vingt ans plus tôt, présentait également des résultats en ce sens, le nationalisme y étant porté par le 2/3 des hongrois (contre 15% en Hollande, 28% en Italie ou encore 33% en Suède)⁸⁵ (Csepele *et al.*, 2004, p. 473).

8.1.2 Construction et contours de la nation dans le corpus

La dualité entre nationalisme en soi et nationalisme pour soi a été mobilisée afin de synthétiser l'arbre thématique présenté dans les chapitres précédents en 6 modes transversaux et 11 thèmes transversaux. Ceux-ci permettent de dégager les manières et les contours avec lesquels la nation est construite par les participants, sans se limiter aux catégories préétablies du nationalisme hongrois ou à la dichotomie civique/ethnique.

8.1.2.1 Modes transversaux

Premièrement, la nation hongroise est construite sur le mode de la **différenciation**. Celui-ci consiste à tracer une frontière qui n'est pas antagonique. Un « eux » concourt à la définition d'un « nous » sans remettre celui-ci en question. À la place, le participant exprime une différence qui

⁸⁵ Certes, cette étude s'appuyait sur une conception de la nation différente de celle mobilisée dans le cadre de cette thèse doctorale, ce qui, en parallèle avec des démarches méthodologiques différentes, rend la comparaison des résultats plus complexe. En fait, le nationalisme n'y fait pas l'objet d'un effort de théorisation, les auteurs laissant toutefois entendre que celui-ci impliquerait nécessairement un rejet ou un antagonisme envers le « dehors » de la nation (Örkény, 2004, p. 26). Il s'agit donc d'une définition plus étroite que celle, inspirée entre autres par Billig et son concept de nationalisme banal, utilisée dans le cadre de cette recherche. L'on peut penser que si l'étude de Csepele et Örkény avait mobilisé une définition intégrant la dimension « banale » du nationalisme, leurs résultats auraient témoigné d'un nationalisme encore plus répandu dans la population hongroise.

contribue à affirmer les contours de la nationalité et à y susciter ou y renforcer son identification. Ce mode a été particulièrement mis en valeur avec le thème « se comparer » (voir chapitre 7, section 7.1.4), où c'est la constatation d'une différence qui suscitait l'identification à la nation. Dans la même logique, la langue est présentée comme porteuse d'une différence : « [c]omme on dit, nous n'appartenons à nulle part. Tout comme notre langue^{CCXXXVII} » (20). Dans cette optique, la différenciation fait davantage appel au nationalisme en soi qu'au nationalisme pour soi, puisque la nation semble y exister « naturellement » à travers sa différenciation avec l'Autre.

Deuxièmement, la nation est construite sur le mode de l'**opposition**. Il s'agit de nouveau de tracer une frontière, à la différence qu'elle est cette fois-ci antagonique. Le « eux » remet radicalement en question la nation, voire la menace. Celle-ci est donc circonscrite par ce à quoi elle s'oppose, comme lorsque ce participant partisan du *Fidesz* construit la gauche libérale comme « dehors », reprenant ainsi la frontière antagonique construite par le parti d'Orbán : « je pense que cette patrie a un ennemi. L'actuelle opposition, la gauche. C'est un ennemi bien plus important pour la patrie que n'importe quel gouvernement allemand, français ou britannique^{CCXXXVIII} » (25). Le thème de l'insoumission se construit aussi par opposition, la nation étant alors définie par son affrontement avec une puissance étrangère qui chercherait à la soumettre. Dans cette configuration, ce n'est pas seulement le « eux » qui définit la nation, mais l'acte même d'entrer en opposition, et donc construire une frontière antagonique. Elle se situe alors dans le registre de la nation pour soi, l'opposition impliquant un acte, une volonté par laquelle la communauté se définit en luttant.

L'on peut cependant imaginer des circonstances où un antagonisme serait essentialisé au point où l'opposition relèverait d'un nationalisme en soi. Ainsi, un thème comme l'insoumission – qui implique l'opposition de la nation à une force qu'il opprime – peut être naturalisé, prenant la forme d'un « caractère » hongrois substantiel. Ce procédé renvoie au troisième mode transversal, l'**inscription**. Il consiste à définir la communauté en lui attribuant des contours qui semblent « aller de soi ». Par conséquent, ce mode relève généralement du nationalisme en soi. Par exemple, il est fortement mis en œuvre dans le thème du « caractère » (voir chapitre 7, section 7.2.2) où la magyarité est décrite à travers un ensemble de traits de caractère. L'inscription peut aussi consister à insérer la nation à l'intérieur d'un territoire considéré comme le sien, à travers

un mythe fondateur comme le *Honfoglalás* ou plus simplement parce qu'il correspond aux frontières géopolitiques de l'État-nation en question.

Le quatrième mode transversal consiste à décrire une **action** qui rend la nation tangible. Dans un passage déjà cité, ce participant dit se sentir hongrois, et avoir toujours voulu « faire quelque chose pour la magyarité, pour les hongrois » (13). Ici, le lien avec la nation s'exprime d'abord par un affect (se sentir hongrois), mais aussi par une action ou des actions qui s'échelonnent dans le temps (faire quelque chose pour les hongrois). L'action peut aussi prendre des formes plus anodines : participer à un événement organisé dans le cadre d'une des fêtes nationales (3), lire et léguer un livre commémorant Trianon à ses enfants (25), soutenir l'équipe nationale durant une compétition sportive (9), ou décorer des œufs de Pâques en imitant la cocarde tricolore (27). À chaque fois, il s'agit de décrire des gestes présentés comme ayant la nation pour objet, ce qui contribue à la concrétiser. Ce mode transversal relève davantage du nationalisme pour soi, puisqu'il implique de construire la nation activement, voire consciemment.

Si désigner l'acte de peindre un œuf de Pâques aux motifs de la cocarde tricolore relève de l'action, l'évocation de la cocarde en elle-même correspond au cinquième mode transversal, les **symboles**. Celui-ci concerne des signifiants servant moins à décrire qu'à représenter. Tout signifiant peut potentiellement servir de symbole, à condition d'incarner beaucoup plus que son propre signifié, c'est-à-dire la nation dans son entièreté. L'on rejoint ici les concepts de signifiants vides et flottants conceptualisés par Laclau (voir chapitre 2). Ainsi, la langue hongroise est mobilisée comme symbole par certains participants, les jurons étant par exemple présentés comme une incarnation de la magyarité (voir chapitre 7, section 7.2.2). Les références au drapeau, à la cocarde tricolore, à certains paysages ou monuments emblématiques participent également de ce mode transversal. Il est plus complexe de déterminer si l'usage de symboles s'insère davantage dans le registre du nationalisme en soi ou du nationalisme pour soi : tout dépendra du type de symbole mobilisé et de la manière dont ils sont articulés.

Il en va de même pour le sixième mode transversal, qui consiste à construire la nation en recourant aux **affects**. Ceux-ci correspondent à un ensemble d'émotions, mais aussi, plus largement, à la manière dont la relation entre deux choses affecte l'une d'entre elles, ou les deux à la fois (voir chapitre 2). Dans cette optique, l'appartenance qui selon plusieurs participants les

lieraient étroitement à leur nation relève de l'affect, la nationalité étant exprimée à travers l'existence d'une relation entre la communauté et l'individu, la première affectant directement la seconde. L'expression de sentiments comme la fierté, l'attachement, le patriotisme et l'insatisfaction relève aussi de ce mode transversal, ceux-ci contribuant à rendre la nation tangible puisqu'elle produirait une affection. Par exemple, cette participante définit la nation comme un lieu qui devrait produire du bien-être : « de me sentir bien dans ce pays. Ce serait ça le plus important. Ça me donne soudainement envie de citer l'auteur transylvanien qui disait que "notre tâche c'est de nous sentir bien dans le monde"^{CCXXXIX} » (26). Ici, c'est un sentiment, le bien-être, qui construit la nation : celle-ci devrait affecter positivement l'individu, l'aidant à trouver sa place dans le monde.

8.1.2.2 Thèmes transversaux

Les quatre premiers thèmes transversaux décrivent la nation à partir du lien unissant l'individu à la communauté politique, ce qui implique aussi de décrire la manière dont elle est reproduite. Premièrement, la nation est conçue comme une **identification** dans laquelle l'individu se projette. L'on rejoint ici l'effort de conceptualisation opéré par Brubaker. Selon lui, l'identification

ne présuppose pas [qu'elle] (même si elle est effectuée par des agents revêtus d'un certain pouvoir, tels que l'État) aura pour conséquence nécessaire la similitude interne, [...] la « groupalité » soudée que les leaders politiques cherchent à créer. [...] On peut être appelé à s'identifier soi-même – à se caractériser, à se localiser vis-à-vis d'autres personnes connues, à se situer dans un récit, à se ranger dans une catégorie – dans un certain nombre de contextes différents. (Brubaker, 2001, p. 75)

L'identification implique donc de se sentir lié à quelque chose, dans un mouvement qui va de l'individu à la nation. Il s'agit d'un lien affectif et subjectif qui, comme le souligne Brubaker, n'est pas exclusif ; ainsi, les participants peuvent à la fois s'identifier à la Hongrie et à Martfű, et ces identifications peuvent croître ou s'affaiblir avec le temps et selon les contextes. Elles peuvent aussi être renforcées par le nationalisme banal produit par les acteurs politiques et les institutions. Des processus rapportés au chapitre 7, comme la prise de conscience nationale par l'identification au drapeau ou encore le sentiment de fierté devant la performance d'une équipe sportive, peuvent être rattachés à cette manière de concevoir la nation hongroise. Cette conception se rapproche en outre de la communauté imaginée décrite par Anderson, où c'est

l'acte même d'« imaginer » la nation, de s'y identifier, qui fonde celle-ci. De plus, elle intègre aussi les procédés du nationalisme banal décrits par Billig, puisque, comme l'indique Brubaker, l'État-nation peut lui-même veiller à reproduire cette identification. Dans cette optique, ce thème transversal relève d'abord du nationalisme pour soi, puisqu'il implique que la nation n'existe pas en elle-même, mais doit être reproduite dans la subjectivité des individus.

Le second thème transversal présente un lien resserré entre l'individu et la nation hongroise, prenant la forme d'une **appartenance**. Alors que l'identification est contingente, voire passagère, et relève de la subjectivité, l'appartenance, plus durable et viscérale, implique un lien de l'individu à la nation, mais aussi de la nation à l'individu. En ce sens, si cette conception mobilise les affects, elle y ajoute aussi d'autres types de signifiants, renvoyant à l'histoire, à la culture, aux racines, etc. :

[L]'amour de la patrie [...] m'emplit moi aussi du passé, de l'attachement, à cette terre. [...] Donc ce sont des liens [*kötélek*] et un attachement si profond pour moi que, « oui, je suis hongrois, ici c'est ma patrie » cela te remplit d'une telle chaleur, d'une sensation agréable^{CCXL}. (27)

Dans cette citation, l'appartenance est produite par les émotions que la « patrie » suscite chez la participante, mais aussi par des liens produits par la nation elle-même. Certains propos sur les locuteurs hongrois des pays voisins, qui font de ceux-ci des membres à part entière d'une nation par-delà les frontières (chapitre 7, section 7.2.2), vont aussi en ce sens : ces individus sont d'emblée liés à la magyarité, et il est dans la responsabilité de chacun de renforcer ce lien d'appartenance en reproduisant la nation. En ce sens, ce thème transversal se trouve à un point de rencontre entre nationalismes en soi et pour soi.

Le troisième thème transversal, déjà largement traité dans le chapitre précédent, conçoit la nation à travers l'**engagement** de l'individu envers celle-ci. Elle serait donc un projet commun à tous les membres de la magyarité. Ce thème relève ainsi nettement du registre de la nation pour soi, ce qui n'exclut pas que l'objet de l'engagement en question soit porté par des signifiants ethnoculturels. Par exemple, ce participant décrit le processus d'intégration nationale au moyen des affects, mais aussi de l'adoption de certaines particularités culturelles :

[S]i maintenant [quelqu'un] veut être français et adore les français, et l'histoire française, les goûts français, peu importe de quoi l'on parle, c'est-à-dire ce dont l'on peut dire que c'est typiquement français, tout comme ce qui est typiquement hongrois, et cela il veut se l'approprier, alors pourquoi pas ?^{CCXLI} (20)

L'engagement n'est donc pas nécessairement politique, mais peut aussi signifier l'assimilation active de certains traits et normes culturels.

La mobilisation de signifiants d'ordre culturels bascule du côté du nationalisme en soi dans le cadre du quatrième thème transversal, la **transmission**. Dans ce cas-ci, la nation hongroise est quelque chose qui se transmet, que ce soit par la langue, la culture, des mœurs, des traditions, des rituels, des traits de caractère ou encore une « âme »⁸⁶. L'on rejoint ici les conceptions conservatrices de la nation hongroise, qui dès Széchenyi la décrivaient comme un héritage qui n'est pas le résultat de la subjectivité individuelle, mais est plutôt constitutif de celle-ci. Dans cette optique, la magyarité est quelque chose qui se transmet et que la volonté d'intégration ne suffit pas à s'approprier. De même, certains participants conçoivent la transmission en termes biologiques, accroissant encore davantage son poids sur l'individu et restreignant la possibilité de l'intégration. Dans certains cas, la transmission peut également impliquer une superposition entre nationalismes en soi et pour soi. Par exemple, dans ce propos déjà cité, un participant expliquait que la nation hongroise comprend « notre peuple... Chacune de ses petites parcelles, avec la culture, avec la musique folklorique, avec notre littérature... [...] La nation en bref c'est tout le sang et la sueur versés par nos prédécesseurs pour ce pays [...] » (14). L'idée de transmission y est manifeste, avec un passage à témoin d'une génération à l'autre, mais elle s'inscrit dans une *volonté* de transmettre.

Les sept thèmes transversaux suivants décrivent des caractéristiques prêtées à la nation hongroise. Le cinquième porte ainsi sur la dualité **unité/division** qui traverse tout le corpus et qui décrit la nation hongroise comme perpétuellement écartelée entre un désir d'unité et des forces – endogènes ou exogènes – qui la divisent. Ce thème est très associé aux enjeux territoriaux et en

⁸⁶ Certes, en théorie l'on pourrait concevoir une transmission qui prendrait la forme de principes ou de valeurs politiques (par exemple le triptyque « Liberté, Égalité, Fraternité » en France) considérées comme constitutives de la nation. Les participants n'ont cependant pas mis de l'avant ce type de formulation.

particulier au traité de Trianon et à ses conséquences, où la division du territoire est mise en équivalence avec la division de la nation. Il touche cependant d'autres enjeux, par exemple le rôle de l'État (voir chapitre 6, section 6.1.1) comme garant d'unité nationale, l'importance accordée à la conflictualité politique (voir chapitre 6, section 6.1), le rejet de la bipolarisation du champ politique ou encore l'esquisse d'un caractère hongrois qui serait « sentimental », car à la fois porté sur l'amour (unité) et le conflit (division) (voir chapitre 7, section 7.2.2).

Le sixième thème transversal décrit la nation hongroise sous le prisme de son **insoumission**, un thème d'ailleurs historiquement mis en valeur par le nationalisme hongrois (Horel, 2021, pp. 10-11). Il se manifeste dans l'importance accordée aux luttes de libération à travers l'histoire, dans l'évocation d'un trait de caractère spécifique porté sur la « résistance » et la désobéissance aux règles (voir chapitre 7, section 7.2.2) ou encore dans l'idéal d'indépendance nationale partagé par plusieurs participants. Le septième thème transversal définit la nation à travers son **territoire** : la Hongrie serait privilégiée de par ses richesses naturelles (terres agricoles, eaux artésiennes) ou la beauté de ses paysages, ces caractéristiques étant une part essentielle de ce qui la constitue. En effet, lorsque conçue comme communauté politique, la nation est inséparable de son inscription territoriale (voir chapitre 7, section 7.1.1) et le bassin des Carpates est considéré comme « la place des hongrois » (voir chapitre 7, section 7.2.1). De même, le thème du territoire traverse aussi les propos portant sur Trianon, où la remise en question des frontières du pays est présentée comme un traumatisme et une atteinte à l'intégrité de la nation.

Le huitième thème transversal concerne la dualité **Orient/Occident**. À travers celle-ci, la nation hongroise est décrite comme constamment partagée entre ces deux appartenances géographiques et civilisationnelles, désireuse de rejoindre un Occident associé au progrès tout en étant constamment ramenée vers une arriération orientale originelle. Cette dualité est présente dans le rapport à l'Union européenne ou dans la manière d'interpréter certains événements historiques (de l'*Allamalapítás* au communisme). Le neuvième thème concerne quant à lui le couple **unicité-fragilité**. L'on y insiste sur le caractère unique de la nation, découlant en premier lieu de sa langue et de sa culture, mais aussi du « caractère » original et innovateur d'une magyarité qui au fil des siècles aurait accompli nombre d'exploits. Cette unicité implique cependant un isolement par rapport au reste du monde et une fragilité existentielle, la nation étant constamment menacée de disparition et devant sans cesse lutter pour sa survie.

Cette considération touche aussi le dixième thème transversal, qui concerne la tension entre **hétérogénéité et homogénéité**. D'une part, la nation est présentée – et vantée – comme hétérogène, et ce tout au long de son histoire. D'autre part, les réactions quant à la question migratoire ou encore le rapport à la minorité rom sont porteurs d'un souci d'homogénéisation. Contrairement à ce qu'elle pourrait laisser penser à première vue, cette dichotomie ne recoupe pas tout à fait celle opposant nationalisme en soi et nationalisme pour soi. En effet, l'hétérogénéité constitutive de la nation est parfois présentée comme « allant de soi », comme l'aspect d'une identité substantielle. À l'inverse, lorsque certains participants conditionnent l'intégration des roms ou des immigrants à un conformisme civique ou culturel – et donc à une certaine homogénéisation –, ils décrivent une manière de « faire nation » en acte, ce qui relève du nationalisme pour soi.

Finalement, le onzième thème renvoie à la tension entre sentiments de **satisfaction et d'insatisfaction** envers la nation hongroise. D'une part, les participants se disent fiers d'être hongrois de manière générale ou dans certaines circonstances précises (victoires sportives, rappel d'événements historiques, etc.) et vantent certaines réalisations ou pratiques culturelles. D'autre part, ils soulignent le caractère insatisfait des hongrois et mentionnent que le pays « mérite mieux ». Cette dichotomie peut être rapprochée du thème de la « grandeur déçue » qui traverse le nationalisme hongrois (voir chapitre 4) et témoigne d'un décalage entre les ambitions de puissance héritées du passé et le poids modeste du pays réel.

Pour conclure cette section, notons que les modes et thèmes transversaux dégagés du corpus construisent un nationalisme qui tend davantage à décrire ou à circonscrire un « nous » qu'à s'opposer ou à se différencier d'un « eux ». Certes, ces deux modes sont aussi mobilisés⁸⁷, mais dans une proportion moindre que le recours aux symboles, aux affects, à l'action ou à l'inscription, ce dernier mode étant dominant. Les thèmes transversaux en témoignent aussi, puisque seulement deux d'entre eux (l'insoumission et la dualité Orient/Occident) mobilisent directement un « dehors » pour définir la nation hongroise.

⁸⁷ La différenciation elle-même ne vise pas systématiquement un « eux » en particulier. Elle sert aussi à différencier le « nous » de *tout* ce qui est extérieur à lui, sans nécessairement en préciser la teneur, de sorte que ce qui constitue la communauté prime sur ce qui est en dehors.

8.1.3 Nation et nationalismes dans le corpus, en Hongrie et chez les *Fidesz*

Après avoir dégagé les modes et thèmes transversaux caractérisant le nationalisme qui s'exprime dans le corpus, cette section vise à les mettre en parallèle avec les signifiants structurants du nationalisme hongrois identifiés au chapitre 4, puis avec ceux du *Fidesz* identifiés au chapitre 5.

8.1.3.1 Les signifiants structurants du nationalisme hongrois

Les signifiants structurants du nationalisme hongrois identifiés dans la littérature scientifique se manifestent de manière similaire dans le corpus. Au chapitre 4, ceux-ci étaient regroupés en 3 thèmes que nous reprenons ici.

Frontières et souveraineté : ce thème exprimait une articulation entre frontières, territoire, souveraineté et intégrité de la nation. L'analyse du corpus indique que celle-ci est en partie reproduite par les participants, par exemple dans la manière d'aborder le mythe fondateur du *Honfoglalás*. À l'instar de son interprétation nationaliste, les participants considèrent l'évènement comme un point de départ, le moment où commencerait véritablement l'histoire nationale : c'est l'occupation d'un territoire qui aurait constitué comme nation les tribus magyares venues d'Asie. Cependant, au sein du corpus le lien entre souveraineté et territoire est surtout présent dans les propos concernant le passé. Lorsqu'il est question du présent, la question territoriale est plutôt abordée à travers le débat sur les frontières « imaginées » – par opposition aux frontières géopolitiques – de la nation, qui tourne en particulier autour du rapport aux locuteurs hongrois des pays voisins.

Les participants se divisent ainsi entre partisans d'une « petite » et d'une « grande » Hongrie, sans que cette dernière position ne donne lieu à l'expression de véritables ambitions irrédentistes. Dans cette optique, il serait plus précis de parler d'une opposition entre « petite » et « grande » *nation*. Effectivement, au sein du corpus, ce débat semble reproduire un clivage traversant la politique hongroise depuis les années 1990, renvoyant à l'opposition entre Antall et Horn (une nation hongroise de 15 ou de 10 millions de personnes, voir chapitre 4). D'une part, la « petite » nation territorialisée est héritée du communisme, qui fut le premier régime à mettre de côté l'irrédentisme, une voie ensuite suivie par la gauche libérale. D'autre part, sans tomber dans l'irrédentisme, le nationalisme conservateur du MDF et du *Fidesz* a porté l'idée d'une « grande »

nation déterritorialisée incluant les locuteurs hongrois des pays voisins. Est donc reproduite dans le corpus, sur un mode moins exacerbé, la tendance de la politique hongroise – fortement renforcée par le *Fidesz* – à s'appuyer sur le débat portant sur les frontières externes de la nation (une nation de 15 ou de 10 millions de personnes ?) pour creuser la frontière politique interne entre droite nationaliste et gauche libérale. Sur cette question, c'est cependant la première position qui semble l'emporter, les participants – qu'ils soient partisans ou non du parti au pouvoir – s'identifiant davantage à la « grande » nation. Cette adhésion s'opère cependant sur des bases hétérogènes. Si certains participants la justifient par des arguments d'ordre ethnoculturel ou politico-culturel (le partage d'une langue, d'une culture ou d'une « âme ») d'autres mobilisent des arguments politico-historiques : les locuteurs hongrois des pays voisins auraient été « arrachés » au pays contre leur volonté, de sorte qu'ils font toujours partie de la nation. Ici, le thème de la transmission croise celui de l'engagement, et le nationalisme en soi côtoie le nationalisme pour soi.

En fait, au sein du corpus ce clivage témoigne de la désarticulation des signifiants « frontières géopolitiques » et « souveraineté ». En effet, le débat entre la « petite » et la « grande » nation porte moins sur des enjeux de pouvoir ou d'autodétermination que sur l'identité de la nation, ce dont témoignaient déjà les travaux de Feischmidt (2014, p. 43). D'ailleurs, la Sainte Couronne, un symbole important pour plusieurs courants du nationalisme hongrois et qui incarne ce lien entre intégrité territoriale et souveraineté nationale, n'est que peu mentionnée par les participants. Lorsqu'interrogés sur le sujet, la plupart disent considérer celle-ci comme une relique historique sans incidence sur la vie politique du pays. Les tentatives de réappropriation de ce symbole par les nationalismes conservateur et ethnique, et en particulier par le *Fidesz*, ne semblent donc pas avoir laissé d'empreinte, y faisant plutôt figure d'héritage d'un passé révolu.

Cette désarticulation entre deux signifiants pourtant longtemps associés dans le nationalisme hongrois s'explique peut-être par le fait que les conséquences territoriales du traité de Trianon sont généralement acceptées par les participants. La plupart déplorent l'injustice qu'auraient représenté celles-ci, mais ils ont conscience qu'un retour aux frontières de la « grande » Hongrie n'est pas à l'ordre du jour et s'identifient de plus en plus aux contours du « petit » pays. Certes, cela n'oblitére pas les débats sur les contours de la nation et la place des minorités hongroises dans celle-ci, mais ceux-ci ne sont pas abordés sous le prisme de la souveraineté. La question

des frontières apparaissant comme résolue, la souveraineté est associée à d'autres enjeux. En effet, si les participants ne mobilisent que rarement ce signifiant de manière directe, il est implicite dans plusieurs sujets : le souci de l'indépendance nationale, le rapport à l'Union européenne et à l'immigration, ou encore l'importance accordée à la puissance publique et à une économie centrée sur les intérêts nationaux. De même, des thèmes transversaux comme l'unité-fragilité ou l'insoumission touchent à la question de la souveraineté, sans nécessairement se référer à la question de l'intégrité territoriale.

Le peuple-nation et ses « dehors » : ce thème portait sur la définition du « nous » de la nation, qui s'effectuait d'une part à travers la construction d'un « dehors ». Celui-ci différait en fonction des courants nationalistes. Tout en mobilisant des signifiants ancrés dans la période actuelle, les participants reproduisent dans leurs grandes lignes les configurations des « dehors » identifiés au chapitre 4. Le « dehors » du nationalisme libéral était constitué par l'empire des Habsbourg et par les minorités nationales, c'est-à-dire par une puissance étrangère considérée comme dominatrice et par des minorités qui auraient menacé la nation de l'intérieur. L'analyse du corpus dégage une configuration similaire à travers le rejet de l'impérialisme, l'opposition à « Bruxelles » (puissance étrangère dominatrice) ou encore le rapport à la minorité rom (minorité menaçante), qui comme les minorités nationales au tournant du vingtième siècle est accusée de refuser de s'intégrer à la nation. Le nationalisme ethnique alliait, quant à lui, posture antisystème et antisémitisme (minorité menaçante). Si ce dernier élément est presque absent dans les propos recueillis auprès des participants, une configuration similaire est reconduite à travers l'association entre la gauche libérale, Georges Soros et de ses ONG (figure du « système » *et* minorité menaçante), les migrants ou les minorités sexuelles (minorités menaçantes).

Quant au nationalisme conservateur, il construisait comme « dehors » les forces politiques de gauche qu'il accusait d'être responsables du traité de Trianon. Le *Fidesz* a, par la suite, réactivé cet antagonisme en dépeignant la gauche libérale comme « antinationale » et cette division est reproduite dans le corpus, celui-ci reconduisant la bipolarisation de la scène politique hongroise. Finalement, les différents courants nationalistes antisystèmes (*polgári, népi et urbánus*, certaines tendances de la gauche marxiste, les mouvements de 1848 et 1956) avaient pour point commun de désigner comme « dehors » des puissances étrangères privant le pays de son indépendance et un système politique et économique élitiste opprimant les masses populaires. Cette dimension est

aussi présente dans le corpus, s'exprimant pleinement dans le thème de l'insoumission. Notons toutefois que celle-ci est davantage dirigée vers l'extérieur que l'intérieur du pays, ce qui va dans le sens de l'antagonisme construit par le *Fidesz* depuis son retour au pouvoir. Si l'analyse du corpus dégage un certain mécontentement social, celui-ci ne se traduit pas en un clivage vertical et n'est pas articulé à un discours nationaliste (voir chapitre 6). En effet, l'opposition aux politiques élitistes du *Fidesz* s'insère plutôt dans un axe horizontal reproduisant la bipolarisation traditionnelle du champ politique hongrois.

Notons également qu'au sein du corpus un certain type de « dehors » n'implique pas nécessairement une conception de la nation correspondante dans les courants du nationalisme hongrois. Ainsi, les participants (20) et (25), tous deux partisans du *Fidesz*, construisent un « dehors » qui rappelle celui du nationalisme ethnique (antisystème et contre certaines minorités), tout en mettant de l'avant une conception politique de la nation, centrée entre autres sur le thème de l'engagement. Cela constitue un témoignage supplémentaire du caractère hétérogène du corpus, faisant se côtoyer au sein d'un même propos des signifiants qui ailleurs seraient considérés comme contradictoires.

Les courants du nationalisme hongrois définissent d'autre part le peuple-nation en lui attribuant des caractéristiques spécifiques, recourant à différents types de signifiants (civisme et patriotisme, âme et culture, ethnie et langue, race biologique, masses populaires opprimées, etc.) et partageant des signifiants structurants renvoyant à l'histoire et au territoire (les mythes fondateurs, les révolutions, etc.). Comme montré tout au long du chapitre 7, ces différents signifiants sont présents dans le corpus, et parfois au sein d'un même propos malgré leur caractère contradictoire. Leur usage semble également correspondre à celui en vigueur au sein du nationalisme hongrois, épousant leurs évolutions. À titre d'exemple, la langue hongroise a été, au moment de l'émergence du nationalisme hongrois, un marqueur d'opposition à travers lequel la noblesse en voie de nationalisation s'opposait au pouvoir impérial des Habsbourg. Par la suite, ce signifiant a perdu de sa charge antagonique pour devenir un marqueur d'inscription et de différenciation. C'est sur ces deux modes transversaux qu'il est mobilisé au sein du corpus, définissant un « nous » sans marquer d'opposition à un « eux ». De même, comme exposé plus haut, le signifiant « souveraineté » est associé au territoire de la « grande » Hongrie lorsque les participants abordent des événements passés, mais s'en détache lorsqu'ils traitent du présent.

En revanche, les signifiants du nationalisme de la gauche marxiste semblent, quant à eux, être tombés en désuétude, le « nous » du peuple travailleur n'était jamais mobilisé par les participants. Cela est d'autant plus frappant que la ville de Martfű a une forte tradition ouvrière et communiste et que peu de participants renient entièrement cet héritage. Cela recoupe néanmoins l'observation faite un peu plus haut : au sein du corpus, la question sociale n'est pas articulée au nationalisme, pas plus qu'à un clivage vertical opposant peuple et élites. Le legs durable du nationalisme de la gauche marxiste, au sein du corpus du moins, semble plutôt résider dans son abandon de l'irrédentisme et dans sa focalisation sur la « petite » nation, une tradition poursuivie par la gauche libérale.

Plusieurs thèmes transversaux dégagés par l'analyse du corpus sont également présents dans les différents « nous » du nationalisme hongrois. L'appartenance et la transmission sont fortement mises de l'avant dans les nationalismes conservateur et ethnique, alors que l'engagement et l'insoumission sont des parts essentielles du nationalisme libéral tendance Kossuth et des courants antisystèmes qui en sont issus. Quant aux thèmes de l'unité/division, du territoire, de l'unicité-fragilité et de l'hétérogénéité/homogénéité, ils portent des enjeux qui structurent l'ensemble des courants du nationalisme hongrois, comme la question de l'unité politique et territoriale, l'angoisse quant à la survie de la nation, ou encore le rapport aux minorités nationales. Sur ce dernier point, la question de l'intégration, qui a été l'objet de débats importants au fil de l'histoire, demeure controversée au sein du corpus, où les différentes positions recourent peu ou prou celles des courants du nationalisme hongrois. Les participants sont partagés quant au degré d'accessibilité de la communauté nationale (la magyarité comme race biologique, comme ethnoculture, comme âme, ou comme engagement) et quant à la possibilité ou non de s'y intégrer, et selon quels rythmes et critères (assimilation via la socialisation, assimilation culturelle, engagement civique, patriotique ou affectif). La vision d'une nation *relativement* perméable et intégratrice est toutefois dominante.

Une place dans le monde, entre Orient et Occident : ce thème portait sur la manière dont les différents courants nationalistes concevaient la place de la Hongrie dans le monde et à travers la dualité Orient/Occident, une configuration également présente chez les participants. L'Occident est associé à la liberté et à un progrès parfois perçu comme introduit de manière exogène. Se dégage ainsi une continuité entre le mythe de l'*Államalapítás*, les réformes autoritaires de Joseph

II et le rapport de certains participants à l'Union européenne : il s'agit à chaque fois pour la nation de bénéficier ou d'être confronté à un progrès venu de l'Ouest, que celui-ci soit accueilli positivement ou négativement. De même, l'Orient est associé au despotisme et à l'arriération, mais aussi aux « origines » de la nation, ce qui rappelle les conceptions des nationalismes ethnique, conservateur et racial. Le rapport de plusieurs participants aux migrants, qui seraient porteurs de violences et menaceraient de diluer la nation, ou encore le rejet de « l'ouverture à l'Est » d'Orbán, qui ramènerait le pays vers l'influence de puissances orientales autoritaires (Russie, Chine, Turquie, principalement), évoquent ainsi, directement ou indirectement, la mémoire des invasions et occupations étrangères des siècles précédents.

Au final, l'identification de la Hongrie comme « pays-traversier » à mi-chemin entre Orient et Occident, ou encore le rapport à l'UE marqué par le souci d'y défendre les intérêts nationaux, est cohérent avec la tradition géopolitique hongroise remontant à l'*Allamalapítás* et sa quête d'équilibre entre autonomie, adhésion à l'Occident et maintien des liens avec l'Orient. Certes, au fil de l'histoire, nationalistes et dirigeants hongrois ont rêvé de faire de la Hongrie une véritable puissance européenne. Le corpus porte des traces de cette ambition révolue, entre autres à travers le thème de la satisfaction/insatisfaction (« nous méritons mieux »). Cependant, les participants ne témoignent pas d'une volonté renouvelée de voir la Hongrie dominer le bassin des Carpates. À l'image de leur acceptation des frontières de la « petite » Hongrie, ils semblent admettre que leur pays ne soit plus qu'un joueur parmi d'autres dans la région.

8.1.3.2 *Fidesz* : politique et nation

Le *Fidesz* est en phase avec les participants quant à l'identification à la nation comme échelle politique de référence, et plus largement quant à leur rapport à la politique. Celui-ci n'entre pas directement en contradiction avec le rapport à la politique du parti d'Orbán, voire le recoupe sur certains points. Rappelons que les participants insistent sur le caractère « sale » de la politique, perçue comme une lutte perpétuelle pour le pouvoir. Dans un même temps, ils expriment un souci partagé de l'intérêt général et du bien-être collectif, indiquant une vision résolument collective de la politique. Cette apparente contradiction s'explique peut-être par la place accordée à la conflictualité. En effet, si la vie commune implique conflits et rapports de force, alors la politique est nécessaire pour construire un intérêt général, et ce malgré les périls qu'elle implique.

De son côté, l'action du *Fidesz* est fortement marquée par la conflictualité (Bozóki, 2008, p. 213; Korkut, 2012, p. 48) et sa rhétorique est teintée d'une vision collective de la politique (voir chapitre 5). Il s'agit donc d'une vision concordante avec celle qui se dégage du corpus, même si, dans les faits, le gouvernement d'Orbán se distingue par des politiques néolibérales, ce qui peut paraître contradictoire avec la notion d'intérêt général, tout comme les pratiques de collusions et de corruptions qui caractérisent le régime. Cela dit, la dimension négative que les participants attribuent à la politique, où les politiciens sont décrits comme nécessairement corrompus, pourrait dans certains cas impliquer une plus grande clémence envers les déviances du parti au pouvoir, puisque celles-ci sont considérées comme « allant de soi » (« ils vont voler de toute façon », voir chapitre 6, section 6.1). Quant à l'importance accordée par les participants à la volonté de la majorité, celle-ci s'incarne dans la concentration du pouvoir opérée par le *Fidesz* et une pratique majoritaire, voire autoritaire, de la démocratie (Ibid pp. 12-13). Le fait que certains participants – partisans ou non du *Fidesz* – soulignent la « direction claire » que le parti d'Orbán impulse au pays peut ainsi être appréhendé dans cette optique.

Quant à la forte conflictualité mise de l'avant par le *Fidesz*, celle-ci est dirigée vers la construction de frontières antagoniques plutôt que vers la valorisation du débat contradictoire et de son corollaire, le pluralisme et la liberté d'expression (Enyedi, 2016, p. 11). C'est sur ce point – d'ailleurs relevé par plusieurs participants – que le parti d'Orbán se distancie le plus des conceptions dégagées par l'analyse du corpus, où liberté et démocratie sont étroitement associées. Notons toutefois que le parti d'Orbán ne s'est pas attaqué aux fondamentaux mentionnés par les participants (liberté d'expression, liberté de mouvement, etc.) : si le pluralisme a fortement reculé dans les médias et que l'action gouvernementale est marquée par la logique majoritaire, les participants ne témoignent pas d'un recul de leurs libertés démocratiques et individuelles au quotidien. En ce sens, l'on peut penser que les reculs impulsés par le *Fidesz*, s'ils ne sont pas appréciés, sont tolérés.

Dans un même ordre d'idées, si les participants semblent adhérer à la démocratie, cela ne les dispense pas d'une méfiance envers la chose publique ou encore de l'idée (très présente, mais pas généralisée) que celle-ci ne devrait être réservée qu'à une élite bien formée. La démocratie elle-même est parfois présentée comme un système lent, inefficace, qui vaut surtout parce que (paraphrasant l'adage de Churchill) « l'on n'a pas encore trouvé mieux^{CCXLII} » (8). La référence

au contexte hongrois est peut-être nécessaire pour trouver un début d'explication : si la démocratie est comprise comme une « culture politique » qui s'acquière, l'on pourrait considérer que la construction de celle-ci en est encore relativement récente en Hongrie, de sorte que ce régime n'y aurait pas encore fait toutes ses preuves. Les participants semblent donc y adhérer sur papier, tout en restant suspicieux quant à sa mise en pratique réelle. Ainsi, dans une enquête d'opinion réalisée par le *Pew Research Center* en 2009, 77% des hongrois se disent « frustrés » de la manière dont la démocratie s'est mise en place dans leur pays entre 1991 et 2009, alors que le soutien à ce régime est passé de 74% à 56% sur la même période (Ádám et Bozóki, 2016, p. 103). Par conséquent, la mise en place du régime Orbán pourrait être considérée comme épousant cette posture mêlant adhésion et méfiance.

Ce positionnement relativement central du *Fidesz* est encore plus marqué par rapport au nationalisme. Dans le chapitre 5, nous observons qu'à travers ses diverses mues idéologiques, le *Fidesz* a construit un nationalisme à tendance conservatrice, mais intégrant très largement des signifiants des différents courants du nationalisme hongrois, ce qui contribuait à l'asseoir comme force « centrale » de l'échiquier politique. Au sein du corpus, les partisans du *Fidesz* eux-mêmes développent des conceptions de la nation qui témoignent de cette hétérogénéité : certains mobilisent des signifiants d'ordre politique (civisme, patriotisme, engagement), d'autre des signifiants politico-culturels (âme, héritage), d'autre encore de type ethnoculturel (culture, mœurs, religion, etc.). Le nationalisme du *Fidesz* a également pour particularité de lier deux tendances du nationalisme hongrois pourtant contradictoires, le nationalisme démocratique-antisystème et le nationalisme antidémocratique-élitiste. Celles-ci sont également représentées chez les partisans du *Fidesz*, comme en témoignent les deux citations suivantes. Dans la première, un participant défend l'importance des hiérarchies dans l'organisation sociale. Dans la seconde, une participante condamne le régime Horthy – dont la figure est encensée par le parti d'Orbán –, précisément parce que celui-ci aurait perpétué des hiérarchies sociales profondément inégalitaires :

[T]out le monde a sa propre place. Nous ne sommes pas nécessairement sans classes sociales, si je puis le dire ainsi, mais oui, il faut qu'il y ait ce type d'organisation hiérarchique aussi. [...] Dans le travail par exemple. [...] Entre un médecin et un maçon, il faut qu'il y ait une différence minimale^{CCXLIII}. (14)

[E]n fait, le régime Horthy signifiait que quatre-vingt-dix pour cent de la Hongrie était sous la main de propriétaires terriens. [...] C'est à ce régime que je pense. Cette sujétion [...], je l'ai vécue. Mes parents l'ont vécue^{CCXLIV}. (16)

Notons qu'ailleurs dans le corpus, cette même participante (16) salue l'action du parti d'Orbán puisqu'il défendrait le « pauvre peuple hongrois » historiquement soumis par des puissances étrangères (voir chapitre 6, section 6.3.2.1). Le nationalisme du *Fidesz* apparaît ainsi suffisamment hétérogène pour s'adresser à la large palette de tendances représentées chez les participants, sans toutefois nuire à la cohérence – ou du moins à l'apparence de cohérence – du discours du parti, celle-ci étant saluée par plusieurs participants (voir chapitre 6, section 6.3.1).

Dans un même temps, plusieurs thèmes transversaux identifiés par l'analyse du corpus sont aussi présents dans le nationalisme du parti d'Orbán. Celui-ci mobilise fortement le thème de l'insoumission, dirigeant cependant son clivage vertical vers l'extérieur⁸⁸ des frontières du pays, en s'opposant par exemple à « Bruxelles » ou aux multinationales étrangères. Si le nationalisme ethnique et antisystème déployé par le *Jobbik* à ses débuts (articulation entre critique de la mondialisation, antisémitisme et discours anti-rom) existe dans le corpus, sa présence est plutôt faible. En revanche les propos critiques de la mondialisation sont très présents (en particulier en lien avec le thème de l'économie nationale) et de tous les bords politiques, de sorte que, sur ce plan, le nationalisme du *Fidesz* se trouve un terrain fertile.

Le *Fidesz* parvient aussi à porter les thèmes de l'identification, de l'appartenance, de l'engagement et de la transmission, qu'il a tous mobilisés à un moment ou l'autre de son histoire pour définir la nation hongroise. Au chapitre 5, nous avons mentionné qu'au cours des années 1990, le *Fidesz* avait évolué d'une conception de la nation libérale-démocratique centrée sur l'adhésion individuelle à une conception conservatrice axée sur des signifiants politico-culturels. Pour autant, cela n'exclut pas que ces deux approches continuent de se côtoyer dans le discours des dirigeants du parti. Ainsi, en 2015, László Kövér, président de l'Assemblée nationale depuis 2010, déclarait :

⁸⁸ Excepté durant sa phase nationale-populiste correspondant peu ou prou à son second passage dans l'opposition (2002-2010), durant laquelle le clivage vertical intégrait aussi les élites de la gauche libérale, qui étaient alors au pouvoir.

N'est pas Hongrois celui qui est né comme tel, qui peut attester de son arbre généalogique avec tel ou tel pedigree, [...] mais c'est par ses choix, par ses décisions qu'est déterminé qui assume un destin commun avec cette nation et qui ne l'assume pas^{CCXLV}. (Schiffer et Kövér, 2015)

Une telle conception fondée sur l'engagement avait d'ailleurs permis à Orbán d'exclure symboliquement de la nation tous les citoyens ne votant pas pour son parti. Au sein du corpus, les partisans du *Fidesz* sont eux-mêmes partagés entre ces différentes conceptions, de sorte que leur usage par le parti d'Orbán le met en phase avec ces deux sensibilités. De même, son positionnement par rapport aux minorités ethnoculturelles ou aux migrants épouse les points de tension relevés au sein du corpus avec les thèmes de l'hétérogénéité/homogénéité ou de l'unicité-fragilité. En témoigne le passage ambigu du préambule de la Loi fondamentale (2011) qui inclut les minorités dans la nation tout en les excluant du « nous » du rédacteur du texte (voir chapitre 5) ou encore la rhétorique vantant l'historique assimilateur de la Hongrie tout en posant les migrants comme une menace qui pourrait conduire à sa dilution. Lorsqu'il décrit un « caractère hongrois » qui aurait une « manière de penser innovatrice », Orbán use aussi de signifiants qui sont en phase avec ceux mobilisés par les participants, par exemple lorsqu'il est question du « talent » ou de la « créativité » prêtés à la *magyarság*.

Ce positionnement « central » se traduit également dans le thème Orient/Occident, où le *Fidesz* joue sur les deux tableaux, mobilisant des signifiants associés aux tendances occidentalistes (le christianisme, la Sainte Couronne, etc.) et orientalistes du nationalisme hongrois (le « caractère hongrois », l'oiseau turul). Du point de vue de la politique internationale, quittant son occidentalisme des débuts, le parti a opéré à son retour au pouvoir une « ouverture à l'Est » et s'est fait un critique virulent de « Bruxelles », sans toutefois remettre en question l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne et se posant même, face à la crise migratoire, comme un « rempart de l'Occident ». Sur cet enjeu, le corpus est cependant plus clivé, puisque certains saluent l'« ouverture à l'Est » et la posture contestatrice du *Fidesz* au sein de l'UE tandis que d'autres les condamnent. Dans un même temps, alors que quelques participants prônent une intégration supranationale plus poussée, certains sont ouverts à une rupture avec l'UE au profit d'alliances orientales, et la majorité prône une Hongrie indépendante intégrée au sein de la communauté européenne. Ils expriment ainsi des positions « polymorphes », « diverses » et variables, en fonction de la signification attribuée à l'intégration européenne, ce qu'observaient déjà des

travaux examinant cette question dans d'autres pays de l'UE (Dakowska et Hubé, 2011, pp. 86-87). En ce sens, bien qu'il soit clivant, le positionnement du *Fidesz* est « central » par rapport aux points de vue exprimés par les participants, étant en mesure de s'adresser à toutes les sensibilités, excepté aux partisans de la supranationalité, un projet qu'il insère d'ailleurs dans son « dehors » (voir chapitre 5).

Finalement, concernant le thème de l'unité/division et sa traduction dans la question du rapport aux locuteurs hongrois des pays voisins, le *Fidesz* occupe de nouveau une position « centrale » correspondant globalement à ce qui se dégage de l'analyse du corpus : commémoration victimaire de Trianon, mais renoncement à l'irrédentisme, et engagement envers les minorités hongroises. Cependant, l'attribution du droit de vote aux locuteurs hongrois des pays voisins est beaucoup moins consensuelle. De même, le *Fidesz* continue à creuser une bipolarisation du champ politique qui est fortement condamnée et c'est probablement sur cet enjeu que la rupture entre les participants et le parti d'Orbán est la plus nette.

En somme, le positionnement « central » du nationalisme du *Fidesz* mobilise la plupart des thèmes transversaux dégagés par l'analyse du corpus, investissant tout autant le registre du nationalisme en soi que du nationalisme pour soi. Cela n'implique pas que le parti d'Orbán, en tant que force politique, y fasse l'unanimité – loin de là –, mais est plutôt indicateur de sa capacité à développer un discours assez consensuel pour embrasser de larges pans d'un sens commun nationaliste pourtant hétérogène, à l'image de celui qui se dégage de l'analyse du corpus.

8.2 Le lien social

Outre la dualité entre nationalisme en soi et nationalisme pour soi, le corpus est porteur d'un autre grand thème caractérisant le rapport des participants à la nation et à la politique : le lien social. À plusieurs reprises, au moment d'aborder des thèmes comme l'unité ou l'appartenance, les participants mobilisent des mots ayant une racine commune : *összetartozás* (solidarité, union) ou *összetartani* (se maintenir, se serrer les coudes). *Össze* est un préfixe qui implique l'action de réunir, de rapprocher, de rassembler ou de lier. *Tartozás* renvoie quant à lui au fait d'appartenir. Il y a donc, dans la langue hongroise, une association étroite entre l'acte de lier et l'appartenance à quelque chose, comme si le lien impliquait l'appartenance à un plus grand ensemble et

l'appartenance nécessitait la production d'un lien. La seconde partie de ce chapitre vise à examiner la manière dont cette association s'exprime dans le corpus, du point de vue du nationalisme, mais aussi plus largement, et de ce que cela pourrait signifier par rapport à l'hégémonie du *Fidesz*.

8.2.1 Liens nationaux, traditionnels, politiques et locaux

Le lien social est implicite à la plupart des thèmes transversaux répertoriés dans le corpus. L'identification implique un lien affectif entre l'individu et la nation à laquelle il s'identifie, tout comme la dualité satisfaction/insatisfaction. L'appartenance est un lien viscéral reliant les membres de la communauté entre eux et à celle-ci. L'engagement est un lien politique que l'individu forge en se mettant au service de sa nation. La transmission est un lien qui préexiste à l'individu et se transmet de génération en génération. L'unité/division porte sur la volonté de raffermir ce lien et la peur de le voir se défaire. L'insoumission est une posture visant à affirmer et à approfondir ce lien contre une force qui l'opprime. Le territoire est conçu comme l'espace au sein duquel la nation se cristallise, contribuant donc à raffermir le lien qui la constitue. L'unicité-fragilité insiste sur les spécificités, mais aussi sur la fragilité de ce lien. Quant à la dualité hétérogénéité/homogénéité, elle cherche à déterminer à quel point ce lien devrait être resserré et les conditions de sa reproduction. Au final, seule la dichotomie Orient/Occident semble étrangère au thème du lien social.

L'énumération qui précède décrit un lien social prenant la forme d'un *lien national*, largement dégagé par l'analyse du corpus puisque le nationalisme hongrois était l'objet d'étude de cette thèse doctorale. Or, au fil de leurs propos, les participants ont aussi décrit d'autres types de liens sociaux, associés à d'autres types de pratiques, de collectivités ou de solidarités. Ils sont ici regroupés en trois catégories : les liens traditionnels, les liens politiques et les liens locaux.

Les **liens traditionnels** renvoient à un ensemble de pratiques et de relations héritées du passé et considérées comme « allant de soi ». Au chapitre 7 (section 7.1.5), nous avons abordé l'importance accordée par plusieurs participants aux traditions, comme vecteurs de reproduction des communautés nationales ou locales. Parmi ces liens traditionnels, la famille occupe une place importante, non seulement pour lier les individus entre eux, mais aussi avec la société. Ainsi,

pour ce participant, le lien familial implique un lien avec à la société tout entière : « notre quotidien [*mindennapjaink*] m'intéresse [...] tout de même à un certain point, parce que j'ai des enfants, des petits-enfants. Je ne suis pas indifférent à comment ils vivent, à ce dont ils héritent, en fait^{CCXLVI} » (16). C'est donc la responsabilité envers la famille qui amène le participant à s'intéresser au « quotidien », qui dans le contexte de l'entretien désigne la vie politique et sociale. Quant à cette participante, elle reproche au régime communiste d'avoir détruit la famille traditionnelle :

Ma conviction est qu'ici après '45, c'est ici qu'a commencé la désintégration, quand ils ont défait les familles. Ils ont envoyé tout le monde travailler, la femme aussi travaillait, elle en était très fière, [...] il y avait du temps pour tout sauf pour l'enfant. Ma génération et peut-être un peu la suivante étaient en meilleure posture parce qu'il y avait des grand-mères. [...] [S]i j'étais malade, la grand-mère venait, et ma mère pouvait aller travailler^{CCXLVII}. (19)

Cette citation associe ainsi unité familiale et unité sociale, la « désintégration » de la famille entraînant selon la participante celle de la société. Et en situation de crise, le lien familial apparaît comme un recours privilégié, avec la figure de la grand-mère venant prendre soin des enfants⁸⁹. Dans ces deux citations, la famille est mise en valeur non seulement parce qu'elle produit du lien entre les individus, mais aussi parce qu'elle contribue à l'équilibre de la société dans son ensemble. Certains participants accordent une place similaire à la religion, celle-ci procurant une « identité » dans « un monde qui change » (*változó világ*) (15).

Les **liens politiques** constituent la seconde catégorie répertoriée et renvoient aux liens constitués par la participation à la sphère publique. Comme indiqué au chapitre 6 (section 6.1.1) plusieurs participants ont souligné l'importance de la liberté d'expression non seulement dans sa dimension privée, mais aussi publique, impliquant une volonté de participation politique qui est confirmée au moment d'évoquer la phase de politisation qu'a représentée le *Rendszerváltás* (voir chapitre 7, section 7.3.1.3). De même, le thème transversal de l'engagement et sa mise en valeur du patriotisme et du civisme impliquent un type de lien social se concrétisant dans la sphère publique, celle-ci garantissant aux individus des liens civiques minimaux (les lois qu'il faut

⁸⁹ La participante omet cependant de mentionner les politiques familiales ambitieuses (congés de maternité, crèches, etc.) mises au point par le régime communiste pour accompagner l'entrée des femmes dans la sphère de l'emploi.

respecter) ou leur permettant de se sentir liés à la vie commune en contribuant à la faire exister (participation politique, patriotisme). De même, le corpus est porteur d'une conception collective de la politique, accordant une place privilégiée à la définition de l'intérêt général et considérant que le rôle de l'État est d'assurer la protection et l'unité de la société (voir chapitre 6, section 6.1). Dans cette optique, le lien social apparaît comme l'un des objets de la politique, la relation entre les individus au sein de leur collectivité étant implicite aussi bien dans la notion d'intérêt général que dans celle d'État protecteur.

Enfin, les **liens locaux** constituent la troisième catégorie répertoriée et renvoient à un ensemble de pratiques et d'institutions auxquelles les individus prennent part dans leur vie quotidienne et à l'échelle de leur localité. Au chapitre 7 était mentionnée l'importance accordée aux fêtes de village, aux festivals ou à d'autres activités locales (section 7.1.5), perçues comme reproductrices de la communauté. L'évocation du régime Kádár donnait également lieu à ce type d'interventions, les participants insistant sur les bénéfices qu'avait ce régime pour la vie communautaire locale :

[Si] on regarde aussi les sports... Il y avait du volleyball à Martfű, de l'athlétisme, [...] et c'est autour de ça que s'organisaient les collectifs [*közösségek*]. Et en soi l'existence de l'usine [de chaussures], [où] il y avait des brigades. Ces brigades, en gros aggloméraient des gens qui travaillaient au même endroit, et alors ils faisaient leurs propres activités et il était possible de... Ils cuisinaient ensemble. Et alors nous les enfants nous nous rendions avec nos parents à ces activités. Nous faisons beaucoup d'excursions, et le *Rendszerváltás* a mis fin à ces collectifs^{CCXLVIII}. (3)

Parallèlement aux liens que les institutions du régime produisaient au quotidien, celles-ci auraient également insufflé un état d'esprit propice à susciter un lien d'appartenance à la communauté tout entière : « la teneur morale de l'existence [du socialisme] je pourrais dire que... Comme dans les contes, nous sommes tous du même sang, c'est-à-dire que tu sentais que tu appartenais à cet endroit. Et *lui*, c'était comme si c'était mon frère^{CCXLIX} » (27). Comme souligné au chapitre 7 et de nouveau mentionné dans l'avant-dernière citation, plusieurs participants avancent que le *Rendszerváltás* et la libéralisation qu'il a entraînée ont rompu une partie de ces liens et de cet état d'esprit. Cela se manifesterait jusque dans l'organisation de l'espace partagé entre voisins d'un même quartier :

...nous vivons dans une zone de lotissement, et ici on ne peut clôturer les terrains parce que c'est un espace public. Ici le terrain est à toi jusqu'à un mètre autour de ton appartement et c'est tout. Maintenant, ceux qui sont venus vivre ici dans les dernières années, [...] construi[sen]t des clôtures tellement hautes, et des haies, et des portes, tout ce qui est possible, comme un château fort. Se renfermer loin des autres, ne rien montrer...^{CCL} (27)

La déconstruction des services publics et de l'économie nationale et locale, de même que l'accroissement des inégalités sociales – que les participants reprochent tant au changement de régime qu'au gouvernement du *Fidesz* – peuvent être considérées comme partie intégrante de ce processus de délitement du lien social vécu au niveau local et quotidien. Dans une enquête de terrain consacrée aux ouvriers de l'usine de Rába, à Győr, Bartha (2011) faisait une analyse similaire :

La peur du chômage était souvent directement liée à la désintégration des vieilles communautés socialistes des milieux de travail. Dans leurs récits de vies, les travailleurs rapportaient avoir participé, au sein des collectifs socialistes (comme les brigades), à une vie communautaire intensive qu'ils évoquaient avec un sentiment de perte. Les travailleurs expliquaient que la dévaluation des relations interpersonnelles dans les milieux de travail était due à l'individualisation croissante et à la compétition féroce pour les emplois dans le nouveau système [...] ^{CCLI}. (Barta, 2011, pp. 100-101)

L'analyse du corpus témoigne donc d'un attachement à l'idée de lien social qui traverse le rapport à la nation, mais aussi à la politique et à la vie sociale des participants, et qui semble partagé dans d'autres régions industrielles ou post-industrielles de la Hongrie. La mise en parallèle de la période actuelle et du régime Kádár révèle en fait un sentiment de manque, lié à une impression de perte de ce lien social. Ailleurs, certains propos établissent un lien direct entre libéralisation, absence de limites, atomisation et individualisme (voir chapitre 6, section 6.3.4.2). Le « dehors » de cette association apparaît alors comme ce lien social perdu pourvoyant appartenance et stabilité :

Il y a longtemps dans le régime socialiste, si tu travaillais tu avais un appartement ou une maison, tu avais une voiture, tu pouvais partir en vacances une fois par année, si tu ne travaillais pas on t'emprisonnait. C'est tout. Maintenant qu'est-ce qu'il y a ? Maintenant il faut toujours plus, montrer toujours plus, acheter des objets de marques, plus, plus, plus, et alors mon niveau d'endettement n'a pas d'importance, [...] seulement mon apparence, ou que je sois accepté dans une strate [sociale] ^{CCLII}. (6)

À la stabilité du régime Kádár succéderait donc l'instabilité du consumérisme, de l'endettement et d'un individualisme exacerbé. La demande de lien social exprimée par les participants peut ainsi être associée au besoin de sécurité et de stabilité formulé en lien avec les enjeux socioéconomiques (emploi, services publics, économie nationale), mais aussi avec le discours sur la « criminalité tsigane » (qui serait porteuse d'insécurité et indiquerait un refus de l'intégration et donc du lien social) ou encore le rejet de la bipolarisation politique (qui impliquerait une mise à mal du lien social).

8.2.2 Le *Fidesz* et la nationalisation du lien social

L'analyse du discours du *Fidesz* montre que celui-ci mobilise des enjeux qui portent la question du lien social, qu'il articule au nationalisme, au conservatisme et au rejet du libéralisme. Les contours de ce nationalisme et son adéquation avec le sens commun dégagé par l'analyse du corpus ont été examinés dans les pages qui précèdent. Nous avons aussi montré que les participants décrivent la nation comme un espace de production de lien social : en donnant un rôle central au nationalisme dans son discours, le parti d'Orbán est donc en mesure de porter cette association.

Toutefois, cela ne s'exprime pas seulement dans la manière dont le *Fidesz* construit la nation hongroise, mais aussi dans la mobilisation d'autres enjeux. La nationalisation de la question sociale opérée par le parti d'Orbán (voir chapitre 5) en témoigne. En disant mettre l'économie au service de la nation (« la Hongrie d'abord ») et en donnant un rôle actif à l'État hongrois dans cette entreprise, celui-ci apporte une réponse à l'effondrement de la puissance publique décriée par les participants, même si les politiques mises en place sont considérées comme insatisfaisantes par plusieurs d'entre eux. De même, la rhétorique autour de la « société basée sur le travail » peut être interprétée comme une tentative d'articuler doctrine économique néolibérale et lien social, la nation y étant associée à la valorisation du travail. Cette logique a présidé à la mise en place du système de *közmunka*, qui rend l'obtention de l'aide sociale conditionnelle à l'exercice d'un emploi au service de la localité. En hongrois, ce terme est composé du préfixe *köz*, qui renvoie à ce qui est « commun » ou « public » et du terme *munka*, qui signifie « travail », ce qui implique un lien entre le travail et ce qui relève du commun ou de la communauté. Il s'agit d'ailleurs d'une des vertus que les participants attribuent à ce système, bien qu'ils soient

nombreux à lui reprocher de verser à ses « bénéficiaires » des salaires de misère : « l'idée en elle-même n'est pas mauvaise, que celui qui pendant des décennies [...] a été [chômeur], qu'il puisse à un certain point re[tourner] dans la collectivité^{CCLIII} » (3). Décrire la nation hongroise comme une « communauté de citoyens travaillant durement » participe de la même logique : Orbán lie ainsi travail, lien social et lien national, excluant au passage les citoyens considérés comme non productifs.

La mise en opposition avec un « dehors » antagonique reproduit une configuration similaire dans d'autres contextes. En effet, la rhétorique relative à la sécurité et à la criminalité, qui vise indirectement la minorité rom (voir chapitre 5), peut être interprétée comme une manière de valoriser le lien social par la désignation d'un « contre-exemple ». Présentés comme refusant de respecter les lois ou de s'intégrer à la majorité, les roms diviseraient la nation de l'intérieur, minant ainsi le lien social. Une interprétation largement présente au sein du corpus (voir chapitre 7, section 7.2.4.1). La rhétorique sur les migrants va également en ce sens, ceux-ci étant associés au communautarisme et à l'insécurité. Ces deux figures antagoniques activent ainsi, dans le discours du *Fidesz* comme dans le corpus, les tensions hétérogénéité/homogénéité et unité/division : en nuisant à l'unité et à la cohésion de la nation, elles mettraient en péril le lien social qui la constitue.

Bien que le conservatisme n'est pas le point focal de cette recherche, certains éléments dégagés par l'analyse du corpus permettent d'établir un lien entre ce versant du discours du *Fidesz* et le lien social. Plusieurs participants saluent ainsi les politiques familiales mises en place par le parti d'Orbán et, plus largement, soulignent l'importance de la famille, dont nous avons vu plus haut qu'elle est considérée comme productrice de liens traditionnels. Le *Fidesz* met d'ailleurs celle-ci au cœur de son discours conservateur, via ses politiques familiales, mais aussi en lançant une offensive contre la « théorie du genre », considérée comme portant atteinte à la famille traditionnelle (Szikra, 2020, p. 233).

L'association entre conservatisme, nationalisme et lien social est cependant le plus clairement mise en évidence dans la critique du libéralisme formulée par le parti d'Orbán (voir chapitre 5). Cette critique rejoint d'ailleurs celle qui se dégage de l'analyse du corpus (voir chapitre 6, section 6.3.4.2). Le libéralisme est décrit comme laissant l'individu à lui-même, libre de faire ce qu'il

veut du fait d'une absence de limites. En renforçant l'individualisme, il briserait les traditions et les communautés qui, auparavant, liaient les citoyens entre eux. Face à ce péril, le *Fidesz* dit vouloir réinsérer l'individu dans la communauté nationale. Le libéralisme apparaît alors comme le « dehors » du conservatisme et du nationalisme, qui s'affairent à inscrire des limites et à protéger les liens traditionnels et nationaux. En parallèle, l'analyse du corpus montre que des thèmes comme la communauté ou la collectivité sont associés à la droite nationaliste et conservatrice, là où l'individualisme est associé à la gauche libérale. Un point déjà observé par Halmai (2011) dans une enquête de terrain menée auprès de partisans du *Fidesz* au début des années 2000 (p. 118). L'analyse du corpus indique que loin de s'être résorbé, ce clivage semble au contraire s'être étendu, cette fois dans un groupe de participants où les partisans du parti d'Orbán sont minoritaires.

En somme, il apparaît que le nationalisme du *Fidesz*, combiné à son conservatisme et à sa critique du libéralisme, prend, au moins en partie, en charge le besoin de lien social formulé par les participants. Cela ne saurait constituer un jugement sur la pertinence des réponses apportées dans l'exercice du pouvoir, mais plutôt un constat selon lequel, sur la base du corpus ici analysé, le discours du parti d'Orbán portant sur ces questions est en mesure de rejoindre les préoccupations d'une partie de l'électorat.

8.3 Synthèse et conclusion du chapitre: nationalisme et lien social en Hongrie

Le nationalisme et l'hégémonie du *Fidesz* sont les deux thèmes centraux ayant présidé à l'élaboration de la grille d'entretien. Le thème du lien social est apparu dans le corpus au fil des rencontres avec les participants, pour n'être identifié qu'au moment de l'analyse thématique. Dans les pages qui précèdent, nous avons montré que le nationalisme du parti d'Orbán empruntait suffisamment aux grands courants du nationalisme hongrois pour s'accorder sur plusieurs points avec le nationalisme – pourtant hétérogène – qui se dégage de l'analyse du corpus. Nous avons ensuite examiné ce qui relie, chez les participants et dans le discours du parti d'Orbán, nationalisme et lien social, montrant que chez les uns et les autres, le premier était présenté comme producteur du second. Il reste maintenant à prendre du recul et à tenter d'insérer cette relation dans le contexte général de l'hégémonie du *Fidesz*. La synthèse qui suit doit cependant être considérée comme une interprétation des résultats présentés et analysés dans les

chapitres précédents, une interprétation qui concerne d'abord le corpus à l'étude. En ce sens, étendre cette dernière à la société hongroise en général relèverait de l'hypothèse.

Parmi les participants assez âgés pour avoir connu cette époque (21 participants sur 28), le *Rendszerváltás* est l'évènement le plus structurant de leur rapport à la politique et à l'histoire de leur pays. L'on peut penser qu'il joue un rôle similaire pour la politique hongroise actuelle, ses acteurs (de Gyurcsány à Orbán) et son clivage principal (gauche libérale et droite conservatrice) ayant émergé à ce moment-là. Pour donner pleinement sens à cet évènement, il faut cependant prendre pour point de départ la période à laquelle il a mis fin, c'est-à-dire l'ère Kádár, dont une majorité de participants, ainsi que de larges pans de la classe politique actuelle, sont issus. Au vu de la littérature scientifique (voir chapitre 4) et de ce qui est exprimé dans le corpus, ce régime produisait deux⁹⁰ types de liens sociaux : les liens locaux et les liens nationaux. Les participants ont souligné l'importance alors accordée à la vie locale et communautaire, aux services publics, à la lutte contre les inégalités, etc. *A posteriori*, ils semblent d'ailleurs considérer ces éléments comme faisant partie des points positifs de la période.

Quant aux liens nationaux, ceux-ci relevaient moins des initiatives du régime que de l'inertie du nationalisme banal : Kádár et son parti avaient beau manipuler le nationalisme avec une extrême parcimonie, la nation n'en était pas moins reproduite dans la vie de tous les jours du fait de l'existence même de l'État-nation, avec ses frontières, ses symboles, sa langue, son folklore, son sens commun et un sentiment d'appartenance d'autant plus fort que les contacts avec l'extérieur étaient limités. Plusieurs participants ont ainsi mentionné s'être identifiés à leur nationalité à travers divers mécanismes du nationalisme banal (voir chapitre 7, section 7.1.4). De manière générale, en Europe centrale et orientale, le nationalisme serait d'ailleurs sorti renforcé des 40 années de communisme, cette période correspondant aussi à l'inscription et à la stabilisation dans le temps long de cadres nationaux inexistantes ou instables jusqu'à la Seconde Guerre mondiale (Csepeli *et al.*, 2004, p. 471).

⁹⁰ Nous laissons de côté la question des liens traditionnels. Ceux-ci touchent en grande partie à la sphère privée, là où notre recherche porte essentiellement sur le rapport à la sphère publique. L'on peut cependant penser que si le régime Kádár a combattu certains liens traditionnels présents dans la sphère publique (comme la religion), il n'a pas pris pour cible ceux relevant du privé (famille, traditions, etc.).

Les réticences du régime Kádár envers le nationalisme signifiaient cependant que celui-ci ne pouvait être mobilisé qu'à la marge, interdisant toute tentative sérieuse de refondation de la nation et d'élaboration d'une nouvelle identité politique (contrairement à ce qu'avait tenté le régime Rákosi). En parallèle, à l'état stagnant et de manière souterraine (dans la sphère familiale, par exemple), étaient reproduits les signifiants des nationalismes des périodes précédentes, qui jusqu'à 1945 étaient dominés par des éléments conservateurs et ethnoculturels (Szabó, 2005, p. 92). Par conséquent, le régime produisait des liens nationaux relevant principalement du nationalisme en soi. Certes, les tentatives d'introduire un discours autour du « patriotisme socialiste » (voir chapitre 5) pourraient être interprétées comme une forme de nationalisme pour soi. Celui-ci était cependant construit en opposition au nationalisme de la Révolution de 1956, qui lui était un authentique mouvement de réappropriation populaire de la nation et de la politique : dans ce contexte, le « patriotisme socialiste » ne pouvait être réellement mobilisateur. L'autoritarisme du régime signifiait que tout était mis en place pour empêcher l'émergence d'un nationalisme fondé sur des signifiants comme l'engagement ou l'esprit civique. En parallèle, cette posture empêchait aussi la construction de liens politiques fondés sur la citoyenneté. C'est ce dont témoigne ce propos recueilli par Halmai (2011) au début des années 2000 auprès d'une sympathisante du *Fidesz* :

Ces 45 années [de règne du Parti communiste] (sic) tuaient l'âme, pas par l'oppression, mais par le compromis : tais-toi, fous-toi de tout, désiste-toi, vole, triche, ment ! Tout est partagé et appartient à tout le monde, alors ramène ça à la maison si tu peux, prends-le ! Mêle-toi de tes affaires, ne t'occupe pas de la chose publique, l'on va s'en occuper pour toi... C'est ancré très profondément dans tout le monde, moi y compris^{CCLIV}. (pp. 131-132)

Ainsi, l'absence combinée – et complémentaire – de nationalisme pour soi et de lien politique a eu de lourdes conséquences lors du *Rendszerváltás*. Les participants soulignent le sentiment d'impuissance face aux changements qui se mettaient alors en place, quarante années d'autoritarisme ayant empêché la société de développer les outils et les ressources lui permettant de se faire entendre efficacement auprès de responsables politiques qui, par ailleurs, ne cherchaient pas à stimuler la participation des citoyens (voir chapitre 4). La libéralisation a ainsi conduit à une déconstruction de la puissance publique dont on peut penser qu'elle a joué un rôle important dans le délitement des liens locaux observés par les participants. Le lien national est quant à lui devenu le domaine de la droite nationaliste, qui l'a articulé à certains liens

traditionnels : la religion, la famille, etc. Elle a pu pour cela récupérer les signifiants des courants nationalistes des périodes précédentes, maintenus à l'état latent par le nationalisme banal de l'ère Kádár.

Par conséquent, la bipolarisation politique qui a émergé dans les années 1990 et qui se perpétue aujourd'hui a conduit à faire de la droite nationaliste le camp exclusif des signifiants associés à la production de lien social : la nation, les traditions, la religion, la famille, etc. Certes, la gauche libérale est restée le camp de la question sociale et de la démocratie pendant quelques années et c'est avec ces signifiants qu'elle a vaincu le *Fidesz* lors des élections de 2002 et 2006 (voir chapitre 5). Les renoncements successifs et la rupture de l'automne 2006 ont cependant décrédibilisé ce positionnement. Effectivement, le fait que les enjeux socioéconomiques ne soient pas l'objet, au sein du corpus, d'un véritable clivage, et ce malgré l'expression d'un certain mécontentement social, indique que ces enjeux souffrent d'un manque de représentation politique. Il semble qu'aux yeux des participants, le discours de l'opposition n'incarne pas le souci des liens locaux et politiques, et encore moins du lien national.

De son côté, le *Fidesz* s'est emparé des questions sociales et démocratiques, les intégrant à son propre positionnement politique, à la fois nationaliste et néolibéral, et élargissant son électorat auprès des classes populaires déçus des politiques de la gauche libérale et nostalgiques de la protection sociale de l'ère Kádár (Halmai, 2011, p. 129). Dans ce même mouvement, le parti d'Orbán a construit un discours prenant en charge les grandes questions suscitées par le *Rendszerváltás* : bipolarisation de la vie politique, destruction de la puissance publique, inégalités sociales, désaffection citoyenne, retour de débats anciens, par exemple au sujet de Trianon, etc. Ce discours s'est concrétisé avec son accession au pouvoir : bipolarisation exacerbée, néolibéralisme hétérodoxe, société basée sur le travail, réforme constitutionnelle et édification du Système de coopération nationale, conservatisme sociétal, institutionnalisation de la « grande » nation par l'extension de la citoyenneté aux locuteurs hongrois des pays voisins, etc.

Dans ce contexte, le nationalisme du *Fidesz* et du populisme de droite a pu jouer un rôle de pourvoyeur de lien social, sous la forme de liens nationaux. Définissant le « nouveau nationalisme » (voir chapitre 1), Feischmidt (2014) précise que, dans un contexte de désagrégation sociale induit par la mondialisation néolibérale, celui-ci répond aussi, « dans des

parties significatives de la société, à un besoin de communauté, pas seulement au sens où il produit des communautés imaginées, mais aussi parce qu'il légitime des pratiques communautaires, voire en induit^{CCLV} » (pp. 47-48). Certes, l'on peut penser – et c'est le cas d'une part importante des participants – que les « pratiques communautaires » et les autres politiques publiques mises en place par le *Fidesz* sont en partie, ou dans leur totalité, inappropriées et que le parti d'Orbán n'a pas su reconstruire les liens locaux, a tendu ou rabougri les liens nationaux et n'a pas permis l'émergence de nouveaux liens politiques, contribuant plutôt à polariser davantage une société qu'il l'était déjà fortement. Il n'en reste pas moins qu'il a construit un projet politique cohérent et ancré dans son contexte politique, tout en profitant de la faiblesse de ses adversaires, ce dont le corpus témoigne aussi (voir chapitre 6, sections 6.3.1, 6.3.2 et 6.3.3). Pour ce faire, il est parvenu à articuler son nationalisme aux enjeux du moment (crise économique et austérité, crise de la représentation politique, intégration européenne, débats sur l'extension de la citoyenneté aux locuteurs hongrois des pays voisins, campagnes anti-roms, crise des réfugiés, etc.) tout en l'inscrivant en continuité avec l'histoire du nationalisme hongrois, une continuité également reconduite par le sens commun nationaliste des participants.

CONCLUSION

Les élections législatives hongroises du 3 avril 2022 ont reconduit le constat qui ouvrait cette thèse doctorale : celui d'une hégémonie du populisme de droite en Hongrie, à l'intérieur de laquelle le *Fidesz* de Viktor Orbán joue un rôle moteur. Au niveau national, celui-ci a vu ses résultats progresser par rapport à 2018, passant de 49,27% à 54,13% des voix, avec un taux de participation lui-même légèrement à la hausse, de 69,73% à 70,21%. Malgré la constitution d'une alliance électorale, la désignation de candidats communs et la rédaction d'un programme partagé de gouvernement, l'opposition recule dans son ensemble. Si, en 2018, les scores combinés des partis de la gauche libérale⁹¹ (31,01%) et d'un *Jobbik* en voie de déradicalisation (19,06%) totalisaient 50,7% des voix, l'alliance de l'opposition, qui inclut tous ces partis, n'en recueille désormais que 34,44%. En parallèle, *Mi hazánk* (Notre patrie), un parti populiste d'extrême droite, issu d'une scission d'avec le *Jobbik*, fait son entrée au parlement avec 5,88% des voix (Laffitte, 2022; *Nemzeti választási iroda*, 2022). À Martfű, les résultats reflètent les spécificités des orientations politiques locales, tout en témoignant des grandes tendances à l'œuvre au niveau national : le *Fidesz* progresse (de 35,17% à 41,25% des voix), les partis d'opposition combinés reculent fortement (de 64% à 45,44% des voix) et *Mi hazánk* dépasse la moyenne nationale (7,78% des voix).

Ces résultats électoraux ont été et seront l'objet d'analyses nombreuses. Dans le cadre de cette conclusion, retenons cependant trois aspects de la campagne électorale en lien avec notre problématique. D'abord, celle-ci a été marquée par l'invasion russe de l'Ukraine, déclenchée le 24 février 2022. Placé au départ dans une position inconfortable, entre sa politique « d'ouverture à l'Est », sa proximité avec le gouvernement russe et le souvenir des invasions russo-soviétiques du passé, le parti d'Orbán n'a pas tardé à trouver un angle d'attaque. Entre-temps, le candidat au poste de premier ministre de l'opposition unifiée, Péter Márki-Zay, s'était prononcé en faveur des livraisons d'armes à Kiev et pour un soutien hongrois à l'OTAN si celle-ci décidait d'intervenir en Ukraine. Le *Fidesz* et la propagande gouvernementale ont alors inscrit cet enjeu dans la

⁹¹ Ces partis sont : la *Coalition démocratique* (DK), *Momentum*, le *Parti socialiste hongrois* (MSZP), *Dialogue* (*Párbeszéd*) et *La Politique peut être autrement* (LMP).

bipolarisation entre gauche libérale et droite conservatrice, cadrant l'élection comme un choix entre « la droite de la paix et la gauche de la guerre ». Orbán a ainsi promis que son gouvernement n'enverrait « pas de soldats ou d'armes sur les champs de bataille » et que sa réélection serait une garantie de paix et de sécurité. Ses adversaires intégraient quant à eux la question ukrainienne dans l'opposition traditionnelle entre Orient et Occident, Márki-Zay déclarant que la Hongrie avait fait « le choix historique de choisir l'Europe plutôt que l'Est, la liberté plutôt que l'arbitraire » et l'eurodéputé Klára Dobrev, candidate de la Coalition démocratique (DK), lançant que « c'est aux Hongrois de choisir : l'Europe, maintenant ou jamais ! » ("Hongrie : Le Fidesz et l'opposition rallient leurs troupes à trois semaines des élections," 2022; Mészáros, 2022).

Ensuite, face à l'inflation, le gouvernement du *Fidesz* a, dès novembre 2021, bloqué les prix de l'essence et de quelques denrées alimentaires (farine, huile de tournesol, sucre, lait, etc.) ("Hongrie : Orbán prolonge le gel des prix du carburant," 2022), recourant de nouveau à sa pratique hétérodoxe du néolibéralisme. En face, Márki-Zay a d'abord raillé cette méthode, expliquant que les « prix du marché mondial ne peuvent être arrêtés à la frontière^{CCLVI} » (Márki-Zay, 2022). Il a par la suite nuancé sa position, en promettant, en cas de victoire électorale, de maintenir le blocage du prix de l'essence jusqu'à ce que son gouvernement soit parvenu à réévaluer le forint (Mészáros, 2022). Ainsi, là où le *Fidesz* restait en phase avec sa stratégie de nationalisation de la question sociale en fixant des prix à l'échelle nationale, l'opposition s'inscrivait en continuité avec le *credo* associé à la gauche libérale : l'alignement, au moins partiel, sur la logique de l'économie mondialisée.

Pour finir, le positionnement général de l'opposition et de son candidat au poste de premier ministre témoignait d'un recentrage libéral et conservateur. Certes, le programme partagé de gouvernement adoptait parfois des accents sociodémocrates, mais l'on peut penser que, publié dans les dernières semaines de la campagne, son impact a été oblitéré par les prises de position de Márki-Zay égrenées au fil des mois. Ce dernier, d'obédience conservatrice et néolibérale, a mis de l'avant une stratégie consistant à soutenir les aspects les plus conservateurs des politiques du *Fidesz* (fiscalité régressive, Code du travail favorisant les multinationales, politiques familiales natalistes, etc.) et promettant de lutter sans merci contre la corruption. Il a également décrit son éventuel gouvernement comme « libéral en économie », « écologiste », « avec une sensibilité

sociale » et « très conservateur » (Laffitte, 2021; Partizán, 2021). Cette fois en rupture avec la position du *Fidesz*, l'opposition s'est positionnée comme résolument tournée vers l'Ouest, son programme rejetant l'idée voulant que la Hongrie soit « un pays-traversier entre Orient et Occident » (*kompország Kelet és Nyugat között*), prônant à la place un recentrage de la politique étrangère sur « l'intégration euro-atlantique », l'entrée dans la zone euro sur un horizon de cinq ans et le « recul de l'influence russe et chinoise en Hongrie » (Márki-Zay, 2022, p. 68).

Du point de vue géopolitique, le positionnement de l'opposition était, du fait de son tropisme occidental, caractéristique de la gauche libérale hongroise. Dans un même temps, celle-ci adoptait une orientation socioéconomique ambiguë dont on peut douter qu'elle eût été en mesure de porter les doléances d'un éventuel mécontentement social, ce dont témoigne d'ailleurs sa réaction mal assurée face au blocage des prix décrété par le gouvernement Orbán. Tant sur cet enjeu que sur celui de la guerre en Ukraine, le *Fidesz* a été en mesure de se positionner comme défenseur de l'intérêt national, là où l'opposition a voulu s'aligner sur les positions occidentales. En d'autres mots, l'élection de 2022 semble avoir reconduit, voire radicalisé, les identités politiques des deux « camps » telles qu'elles avaient été dégagées par l'analyse du corpus, avec une droite conservatrice centrée sur ses fondamentaux (intérêt national, stabilité) et une gauche libérale dont les marqueurs les plus assurés sont l'identification à l'Occident et le rejet de la corruption⁹². Toutefois, cette fois-ci le clivage ne s'est pas porté sur des questions dites « identitaires », par exemple la crise des réfugiés ou, comme semblait l'annoncer la précampagne du *Fidesz*, les minorités sexuelles, mais bien sur des enjeux très concrets que le parti d'Orbán est parvenu à articuler à son nationalisme, à travers les équivalences sécurité-paix-intérêt national et lutte contre l'inflation-pouvoir d'achat-souveraineté nationale. Ces deux thématiques convergent sur le thème de la stabilité qui, dans le corpus, est étroitement associé à la droite conservatrice. En ce sens, l'opposition semble avoir hérité d'une conjoncture où elle pouvait être aisément associée à des facteurs tangibles d'instabilité économique et géopolitique (inflation et guerre en Ukraine), ce dont son adversaire a su profiter.

⁹² Une proposition susceptible d'être accueillie avec circonspection par nombre d'électeurs, compte-tenu de la présence de Ferenc Gyurcsány et de son parti dans la coalition.

Dans un même temps, tout en ayant vaincu une alliance sans précédent de l'opposition, le parti d'Orbán a vu émerger à sa droite un parti populiste qui occupe peu ou prou, quoiqu'avec un poids électoral moindre, le rôle que jouait autrefois le *Jobbik*. Certains observateurs ont en effet avancé qu'avec l'entrée de *Mi hazánk* à l'Assemblée nationale, le *Fidesz* était en train de se reconstituer comme parti « central » du champ politique hongrois, une position qui avait été mise à mal par la déradicalisation du *Jobbik*. D'ailleurs, le quart des votes obtenus par la nouvelle extrême droite seraient issus d'anciens électeurs de ce parti (Laffitte, 2022).

En somme, ces résultats électoraux témoignent de l'hégémonie du populisme de droite en Hongrie, et à travers elle de celle du *Fidesz*. L'analyse et l'interprétation du corpus d'entretiens réalisés dans le cadre de cette thèse vont également en ce sens. Certes, ces résultats ne sont pas représentatifs et le recrutement des participants a connu quelques limitations (surreprésentations des personnes politisées et des professions intermédiaires, voir chapitre 3). De même, le milieu d'interconnaissance au sein duquel les entretiens ont été réalisés est très spécifique, ce qui a d'ailleurs été souligné à plusieurs reprises par les participants : constitué à la base par des individus venus de tous les coins de la Hongrie pour y travailler, il s'y est développé une culture ouvrière très marquée par le régime communiste. D'ailleurs, les résultats électoraux témoignent de cette particularité, avec une opposition et une extrême droite plus fortes que dans la moyenne nationale, et un *Fidesz* plus faible. Cela dit, si pour être plus représentatif ce type de recherche gagnerait à inclure d'autres types de milieux (ruralité, villes de province, capitale), les présents résultats dressent un portrait du nationalisme du sens commun qui semble globalement rejoindre les tendances de fond du nationalisme hongrois. C'est du moins ce qu'a permis de constater le dialogue avec les éléments dégagés par la revue de littérature scientifique.

L'analyse du corpus montre que les participants, nonobstant leurs choix électoraux, partagent en grande majorité un point de vue nationaliste, et que celui-ci se caractérise par une hétérogénéité où se côtoient des signifiants et des articulations issus de presque tous les courants du nationalisme hongrois (nationalisme libéral démocratique ou antidémocratique, nationalisme radical civique, nationalisme conservateur, nationalisme ethnique, nationalisme racial) ou du nationalisme du *Fidesz*. Les six modes (différenciation, opposition, inscription, action, symboles

et affects) et onze thèmes transversaux (identification, appartenance, engagement, transmission, unité/division, insoumission, territoire, Orient/Occident, unicité-fragilité, hétérogénéité/homogénéité, satisfaction/insatisfaction) présentés au chapitre 8 témoignent de cette hétérogénéité, tant dans la manière dont la nation est construite que par les signifiants qui sont mobilisés pour y arriver.

Le nationalisme du *Fidesz* est lui-même plus hétérogène que ce que son association au populisme de droite ou à la droite conservatrice laisse entendre. Dominé par les signifiants du nationalisme conservateur, le discours du parti d'Orbán n'en mobilise pas moins des éléments tirés d'autres courants, de sorte qu'il construit une conception de la nation hongroise en mesure de s'adresser à un large pan des participants, dont plusieurs ne sont pas ses électeurs. Quant à ceux votant effectivement pour ce parti, ils développent des conceptions hétérogènes de la nation relevant du nationalisme en soi comme du nationalisme pour soi, et ce à travers divers modes et thèmes transversaux. De ce point de vue, associer exclusivement le *Fidesz* et son électorat au nationalisme ethnique (par opposition au nationalisme civique), comme cela est souvent le cas dans les médias ou dans la littérature scientifique, serait une erreur. De même, sur un ensemble de sujets « nationaux », le parti d'Orbán adopte un positionnement « central » qui rejoint une majorité de participants par-delà leurs affiliations partisans : l'intégration des locuteurs hongrois de l'étranger à une « grande » nation hongroise qui s'étendrait par-delà les frontières du pays, la défense des intérêts nationaux à l'intérieur de l'UE, une géopolitique à cheval entre Orient et Occident, la méfiance envers l'immigration ou encore le lien établi entre insécurité et minorité rom.

L'analyse des entretiens aura également permis de relier un ensemble de thèmes permettant de mieux cerner les liens entre le nationalisme et l'hégémonie du *Fidesz*. À travers leur rapport collectif à la politique, leur mise en équivalence du libéralisme, de l'individualisme et de l'absence de limite, leur nationalisme ou leur regard sur les ratés du *Rendszerváltás* et ce qu'ils ont signifié du point de vue de l'effritement de la puissance publique et de la vie communautaire, les participants ont exprimé un souci du lien social que le populisme de droite semble parvenir à incarner au moins partiellement. Dans un contexte de recul des liens locaux et de stagnation des liens politiques, le nationalisme apparaît en effet comme un pourvoyeur de lien national (et le

conservatisme, de lien traditionnel), auquel une partie des participants – et potentiellement une partie de l'électorat – est susceptible de se rattacher.

Par ailleurs, l'analyse thématique et discursive effectuée dans le cadre de cette thèse n'épuise pas les possibilités offertes par le corpus d'entretien. D'une part, la dimension sonore des enregistrements, qui ne peut être entièrement transposée à l'écrit, autorise un regard plus riche sur l'usage de la langue hongroise ou sur l'expression des affects. Une captation filmée aurait quant à elle permis de pousser la recherche plus loin sur ce second aspect, en s'attardant sur les regards, les hésitations, les pauses, la communication non-verbale et les expressions corporelles des participants, de même que sur les cadres physiques de réalisation des entretiens. Elle permettrait en outre l'intégration audiovisuelle d'un ensemble d'objets – cartes, photographies, chansons, poèmes, tracts, etc. – que l'écriture n'autorise qu'à décrire. Plus encore, en inscrivant les participants dans leur environnement, le médium audiovisuel a le potentiel de rendre tangible leur lien avec les lieux – ou le pays – qu'ils habitent. La prise en compte de ces éléments enrichirait ainsi l'analyse du sens commun en accordant une plus grande place à ses dimensions affectives et sensorielles. D'autre part, l'analyse du corpus d'entretiens pourrait être prolongée en opérant un croisement systématique avec des variables telles que l'âge, le niveau d'instruction ou de revenu, la profession ou encore l'affiliation politique des participants. Cette démarche inscrirait davantage le nationalisme du sens commun dans sa dimension sociologique, de manière à répondre à des questions telles que : qui est nationaliste ? Qui est partisan du *Fidesz* ?, etc.

La question qui demeure en suspens est alors celle, prospective, de l'alternative politique qui serait en mesure de s'opposer au *Fidesz*. L'analyse du corpus a montré que les participants le considèrent comme hégémonique et n'entrevoient pas de force politique capable d'y proposer une alternative. L'élection d'avril 2022 a d'ailleurs de nouveau confirmé que, depuis qu'elle a cessé d'incarner la démocratie et le progrès social, la gauche libérale ne tire plus avantage de la bipolarisation qui l'oppose à la droite conservatrice, voyant fondre son poids électoral élection après élection. De même, la campagne libérale-conservatrice et anticorruption de Márki-Zay s'est

avérée un échec cuisant. Certains observateurs appellent depuis à l'émergence d'une « troisième voie » prenant la forme d'une force de gauche plus radicale quant aux enjeux socioéconomiques⁹³. Cette entreprise aurait pour objectif de porter un mécontentement social qui, comme le montrent du moins les résultats de cette recherche, est bien réel, mais ne constitue pas un réel clivage politique, faute d'être représentée politiquement. Une telle avenue pourrait effectivement contribuer à dépasser la bipolarisation entre gauche libérale et droite conservatrice qui structure le champ politique hongrois depuis le début des années 1990 et qui, comme l'indique l'analyse du corpus, sert l'hégémonie du *Fidesz* et du populisme de droite.

En effet, si le parti d'Orbán a été en mesure d'articuler la question sociale au néolibéralisme hétérodoxe et au nationalisme, c'est bien parce que la gauche libérale a laissé cet espace vacant, s'étant convertie au néolibéralisme orthodoxe. À choisir entre ces deux options, il semblerait que les électeurs aient préféré la première, c'est-à-dire « un régime de capitalisme d'État souverain avec une croissance économique rapide et des performances sociales (*welfare*) modérées^{CCLVII} » (Kovács, 2020, p. 116). Bien que portés par une logique néolibérale et élitiste, une politique publique comme le *közmunka* ou certaines mesures hétérodoxes (taxation des multinationales, nationalisation de secteurs stratégiques) ont l'avantage de valoriser les liens locaux (la réintégration des chômeurs de longue durée dans la vie communautaire) et nationaux (mettre l'économie au service de la nation). L'existence d'une alternative économique à gauche permettrait d'affronter le *Fidesz* sur ce terrain, en portant une volonté de reconstruction des liens locaux et, combinée à un programme de démocratisation, des liens politiques.

Cette alternative pourrait-elle pour autant faire abstraction de ce qui était l'objet de cette thèse doctorale, à savoir le nationalisme du sens commun ? En d'autres mots, en Hongrie, une force politique de gauche pourrait-elle se passer du nationalisme ? Les résultats de cette recherche suggèrent qu'il s'agirait d'une entreprise difficilement viable. D'une part, les participants sont encore largement attachés aux idées de nation et de nationalité, appréhendant la politique à travers ce prisme. D'autre part, l'histoire de la gauche hongroise depuis le début du 20^e siècle

⁹³ Voir par exemple : Partizán, «Egekben az árak, káoszban a világgazdaság, van-e kiút?», (Budapest : Youtube, 2022)

indique que celle-ci a été affaiblie par son association au cosmopolitisme et à l'occidentalisme, et que la dissociation entre nationalisme et démocratisation a bénéficié aux forces conservatrices.

L'analyse de la trajectoire du *Fidesz* montre d'ailleurs qu'un projet contre-hégémonique a tout à gagner à ne pas se confiner dans une identité politique étroite, et à s'appuyer sur une idée aussi profondément ancrée dans le sens commun que celle de nation. En effet, un discours nationaliste, parce qu'il a pour objet les contours de la communauté politique, a l'avantage de pouvoir intégrer des thématiques très diverses comme la démocratie, l'économie, la sécurité, l'identité, les mœurs, voire de proposer des repères existentiels en construisant un certain rapport à l'histoire et à la longue durée (Anderson, 2002, p. 25). Les liens nationaux permettent donc de construire des liens politiques, locaux et traditionnels. Pour devenir hégémonique, le parti d'Orbán a dû ratisser sans cesse plus large (ce qu'indique l'hétérogénéité des propos portés par ses partisans au sein du corpus) tout en maintenant la cohérence – ou l'apparence de cohérence – de son projet politique (également soulignée par les participants). D'abord un parti libéral porté par un souffle générationnel et contestataire, il a su occuper l'espace politique de la droite conservatrice, s'appropriier le signifiant « nation », puis opérer un tournant national-populiste visant à intégrer à son discours des demandes démocratiques et sociales. L'effondrement de la coalition MSZP-SZDSZ et l'émergence du *Jobbik* lui ont finalement permis de se poser au « centre » du jeu politique, avant de remporter les élections de 2010 et de lancer l'édification de son régime. L'histoire de l'émergence et de la prise du pouvoir du *Fidesz* est donc aussi celle des élargissements successifs de son identité politique et de sa conception de la nation, et de l'élaboration d'un discours associant lien national, lien politique, lien traditionnel et lien local.

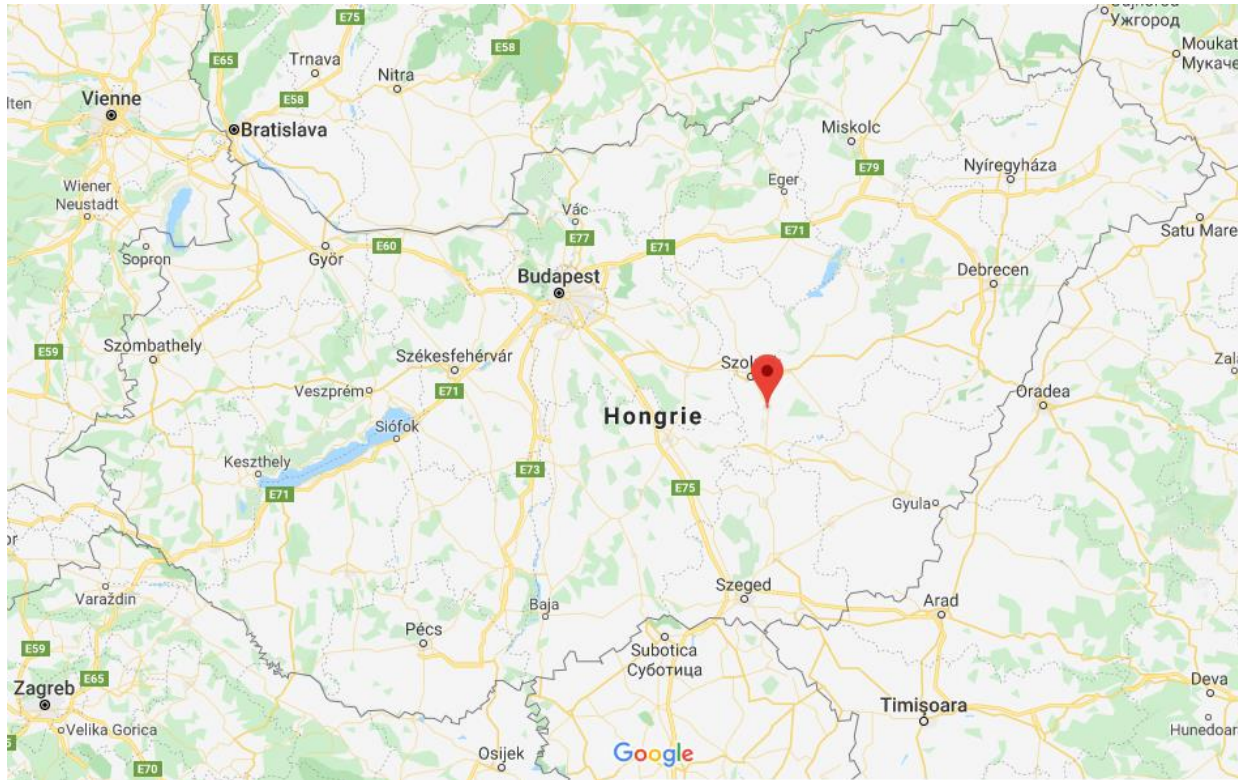
Une alternative au *Fidesz* ne saurait s'imposer sans réussir ce type de configuration. Pour y arriver, une nouvelle force politique pourrait s'appuyer sur une tradition politique tombée en désuétude, mais dont les signifiants nourrissent encore abondamment le sens commun. Cette thèse doctorale s'ouvrait sur l'évocation des mots *Itt az idő !* (« c'est l'heure ! »), mobilisés comme slogan par le parti d'Orbán lors des élections d'avril 2010. Même associés au *Fidesz*, ces mots n'en tiraient pas moins leur force de ce qu'ils évoquaient pour nombre de citoyens ceux du poète Petőfi et de la première révolution hongroise. Cet évènement constitue le point d'orgue de ce que Bibó appelait le nationalisme démocratique, mouvement par lequel la nation est fondée ou refondée par l'intégration égalitaire de tous ses membres. L'échec de 1848 a plutôt signifié la

désarticulation de la citoyenneté et de la nationalité, du lien politique et du lien national, et a conduit au triomphe du nationalisme antidémocratique.

La prégnance de cet évènement dans le sens commun montre cependant que la tradition politique qui l'a porté n'y est pas ensevelie. L'analyse du corpus a permis de montrer l'existence d'un nationalisme du sens commun où, en parallèle avec les signifiants du nationalisme antidémocratique, perdurent des éléments susceptibles de nourrir un nationalisme démocratique : un rapport collectif à la politique, l'importance accordée à l'insoumission, à l'engagement et aux libertés démocratiques, le rejet, parfois actif, parfois passif, de l'irrédentisme, un souci des liens locaux et politiques, etc. Les conceptions de la nation mises de l'avant par les participants indiquent elles aussi que le nationalisme hongrois n'est pas entièrement dominé par les signifiants de types ethnoculturel, conservateur ou racial, laissant un espace vacant pour la construction d'un nationalisme pour soi qui renouerait avec la tradition de Petőfi. Mais cela implique qu'une force politique alternative au *Fidesz* veuille s'y plonger pour élaborer un discours répondant aux défis de l'époque. Sans quoi, le nationalisme antidémocratique aura encore de beaux jours devant lui, et les échos des Tisza, Horthy et Orbán continueront à résonner dans le bassin des Carpates.

ANNEXE A

LA VILLE DE MARTFŰ SITUÉE SUR UNE CARTE DE LA HONGRIE



Crédit pour la carte : maps.google, Récupéré le 9 janvier 2020 sur

<https://www.google.com/maps/place/Martfű%20C5%B1,+5435+Hongrie/@47.1372726,19.2544518,7.5z/data=!4m5!3m4!1s0x474151046397cbd7:0xfd6b1f1c40469f04!8m2!3d47.0172989!4d20.2810618>

ANNEXE B

LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DES PARTIS POPULISTES DE DROITE À MARTFŰ EN PARALLÈLE AVEC LES RÉSULTATS NATIONAUX EN POURCENTAGE DES VOIX EXPRIMÉES SUR LES LISTES NATIONALES (2009-2019)

	<i>Fidesz-KDNP</i>		Populisme d'extrême droite (le <i>Jobbik</i> de 2009 à 2019 et <i>Mi hazánk</i> de 2019 à 2022)		Résultats des cumulés des autres partis (opposition unifiée en 2022, incluant le <i>Jobbik</i>)		Taux de participation	
	Martfű	Hongrie	Martfű	Hongrie	Martfű	Hongrie	Martfű	Hongrie
Élections européennes de 2009	48,6	56,36	13,41	14,77	38	28,87	31,06	36,31
Élections législatives de 2010	55,76	52,73	14,81	16,67	29,06	30,61	41,09	46,66
Élections législatives de 2014	32,62	44,84	26,57	20,22	40,41	34,91	61,91	61,73
Élections européennes de 2014	41,66	51,48	17,64	14,67	40,7	33,86	25,54	28,97
Élections législatives de 2018	35,17	49,27	30,77	19,06	33,23	31,01	70,56	69,73
Élections européennes de 2019	38,14	52,56	11,26 Résultat de <i>Mi hazánk</i> (scission avec le <i>Jobbik</i> à l'été 2018) : 4,92	6,34 Résultat de <i>Mi hazánk</i> : 3,29	45,69	37,81	40,71	43,58
Élections législatives de 2022	41,25	54,13	7,78	5,88	45,44	34,44	69,32	70,21

Source : Bureau national électoral, 2022

ANNEXE C
GRILLE D'ENTRETIEN

1. Prolégomènes : à propos du participant

-Avez-vous toujours habité à Martfű ? Sinon où avez-vous vécu précédemment et comment êtes-vous arrivé à Martfű ?

-Comment est votre vie à Martfű ? Vous plaisez-vous dans cette ville ? Qu'est-ce qui vous y plaît ou vous déplaît ?

-Qu'est-ce que vous faites dans la vie ? (Quelle est votre profession ?)

-Quel âge avez-vous ?

-Si vous deviez vous décrire en 5 mots, lesquels choisiriez-vous ?

-Si vous deviez vous présenter ou vous définir en 5 mots à quelqu'un de la même profession que vous rencontrez à l'étranger, lesquels choisiriez-vous ?

-Au cours de votre vie, quels événements politiques vous ont le plus marqué ? Pourquoi ?

- Quels sont les événements marquants de la politique hongroise auxquels vous avez assisté au cours de votre vie ? Comment les avez-vous vécus ? Qu'en avez-vous pensé ?

-Qu'est-ce que vous pensez de la vie politique en Hongrie ? Est-ce qu'elle vous intéresse ? Est-ce qu'elle vous donne matière à espérer ?

-Comment vous gardez-vous informé de ce qui se passe dans l'actualité, dans la politique hongroise ?

-Qu'est-ce qui est important politiquement en Hongrie aujourd'hui selon vous ? De quoi les politiciens devraient-ils s'occuper prioritairement ?

-Si vous deviez définir vos opinions politiques en 5 mots, lesquels choisiriez-vous ?

2. Le nationalisme hongrois

2. 1. La nation telle que connue et vécue

-Si je vous dis le mot « peuple », vous voyez quoi ? Qu'est-ce que cela suscite chez vous ?

-Si je vous dis le mot « nation », vous voyez quoi ? Qu'est-ce que cela suscite chez vous ?

-Si je vous dis le mot « *Magyarország* » (Hongrie), vous voyez quoi ? Qu'est-ce que cela suscite chez vous ? Et le mot « *ország* » (pays) ?

-Si je dis le mot « *haza* » (patrie), vous voyez quoi ? Qu'est-ce que cela suscite chez vous ?

-Racontez-moi comment vous avez pris conscience pour la première fois que vous viviez dans un pays qui s'appelle la Hongrie.

-Lorsque vous étiez à l'école, comment la « Hongrie » était-elle abordée ? Est-ce que c'était un aspect important des cours qui vous étaient donnés ?

-Si vous deviez choisir 5 mots pour décrire ou définir la Hongrie, lesquels choisiriez-vous ?

-Quel symbole (*jelkép, szimbólum*) représente selon vous le mieux la Hongrie ? La nation hongroise ?

-Quels événements de l'histoire de la Hongrie vous semblent les plus importants et pourquoi ?

-Qu'est-ce que le mot « Trianon » suscite chez vous ?

-Qu'est-ce que les commémorations de 1956 (ou 1848) suscitent chez vous ?

-Qu'est-ce que le mot *Honfoglalás* suscite chez vous ?

-Qu'est-ce que le mot « communisme » suscite chez vous ?

-Qu'est-ce que le mot *Rendszerváltás* suscite chez vous ?

-Selon vous, qui est le « plus grand des hongrois » ou la « plus grande des hongroises » ?

-Selon vous, la Hongrie et les hongrois ont-ils des ennemis ou des adversaires ?

2. 2. La nationalité (*magyarság*)

-Être hongrois, cela veut dire quoi pour vous, qu'est-ce que la *magyarság* ?

-Naît-on hongrois ? Peut-on le devenir ?

-Vous sentez-vous d'abord comme quelqu'un de Martfü, ou bien un européen, ou bien un hongrois ou autre chose ?

-Que suscite chez vous le fait d'être hongrois, et pourquoi ?

-Est-ce que c'est quelque chose d'important pour vous ?

-Quel symbole représente selon vous le mieux ce que c'est que d'être hongrois ?

-Selon vous, la Hongrie est davantage un pays de l'Est ou de l'Ouest ? Vous sentez-vous davantage tourné vers l'Occident ou l'Orient ?

2. 3. Questions de contrôle

Ces questions de contrôle visent à relier le thème de l'identité nationale à des enjeux politiques plus concrets.

-Est-ce que vous pensez que les gens qui parlent le hongrois, mais qui vivent dans les pays voisins de la Hongrie, sont des hongrois ?

-Pensez-vous que l'État hongrois a une responsabilité particulière envers eux ?

-Considérez-vous que les roms de Hongrie font partie de la nation hongroise ?

-Sont-ils hongrois selon vous ?

-Que pensez-vous de l'Union européenne ? En être membre est-il une bonne chose pour la Hongrie ? Votre point de vue sur la question a-t-il évolué au fil des années ?

-Si vous deviez choisir entre l'UE et l'indépendance de la Hongrie, que choisiriez-vous ?

2. 3. Nationalisme et rapport à la politique

-Allez-vous voter ? Si oui à quelles élections ?

-Avant de choisir de voter pour un parti politique ou un autre, à quoi pensez-vous ? Qu'est-ce qui est important pour vous ?

-Pour vous, qu'est-ce que la démocratie ? Quels sont ses avantages ? Ses inconvénients ? (*előny/hátrány*)

-Il y a présentement en Hongrie des partis politiques qui se disent « nationaux » (*nemzeti*). Qu'est-ce que cela veut dire selon vous ? Est-ce que vous pensez que ce sont des forces positives pour la Hongrie ? Ou, à l'inverse, voteriez-vous pour un parti qui ne se dirait pas « national » ?

-Est-ce que le qualificatif « *nemzeti* » est selon vous quelque chose de gauche, de droite, ou potentiellement les deux ?

-Selon vous, qu'est-ce que le nationalisme ? La Hongrie en a-t-elle besoin ?

3. Le rapport à la politique et la politisation du participant

-Quel est votre avis sur les différents partis représentés au parlement hongrois en ce moment ? Comment pourrait-on rapidement les qualifier selon vous ? Lesquels sont de droite ou de gauche, libéraux ou conservateur, etc.

-Vous souvenez-vous d'avoir participé à des élections ? Lesquelles ?

-Vous souvenez-vous pour qui vous avez voté à ces occasions ?

-Racontez-moi ce qui vous a amené à voter pour tel parti ou tel candidat et comment avez-vous vécu ces élections.

-S'il y avait une élection aujourd'hui pour quel parti voteriez-vous et pourquoi ?

4. L'hégémonie du Fidesz et du populisme de droite

4. 1. Le nationalisme du populisme de droite hongrois

-Comment c'est de vivre en Hongrie, d'être hongrois, depuis le changement de régime (Rendszerváltás óta) ?

-Et depuis 10 ans, depuis l'élection du Fidesz ?

-Le pays a-t-il changé pour le mieux ?

-Que pensez-vous du transfert de la Sainte Couronne depuis le Musée national jusqu'au parlement à l'an 2000 ? Que représente pour vous la Sainte Couronne ?

-Après avoir gagné les élections de 2010 avec une grande majorité, Orbán a dit qu'une révolution s'était passée dans les urnes (*fülkeforradalom*). Qu'en pensez-vous ?

-Il a ainsi justifié la décision du Fidesz de réécrire la constitution. Qu'en pensez-vous ?

-Les membres du gouvernement hongrois et du Fidesz utilisent souvent le qualificatif « national-chrétien ». Qu'est-ce que cela évoque chez vous ?

-Que pensez-vous de la décision du Fidesz de faciliter l'accès à la citoyenneté hongroise aux locuteurs hongrois vivant à l'extérieur du pays (2010) ? Et de leur accorder le droit de vote (2013) ?

4. 2. La politique hongroise à l'ère des gouvernements du Fidesz

-Quels sont selon vous les avantages et les inconvénients du gouvernement du Fidesz pour la nation hongroise et pourquoi ?

-Voyez-vous en ce moment une force politique en Hongrie qui pourrait être une alternative au Fidesz ?

-Qu'est-ce que vous pensez du système de *közmunka* (l'aide sociale inconditionnelle de dernier recours ayant été remplacée par de petits emplois publics mal rémunérés) instauré par le Fidesz ?

-Qu'évoque pour vous le terme « libéralisme » ? Et le terme « conservatisme » ?

-Orbán Viktor a souvent dit que la Hongrie est une « démocratie illibérale ». Qu'est-ce que ce terme évoque chez vous ?

-Que pensez-vous de la politique migratoire hongroise ? La Hongrie accueille-t-elle assez, trop ou insuffisamment de migrants ou d'immigrants ?

-Selon vous, quel est le rôle (*feladat*) de l'État et du gouvernement dans la société ?

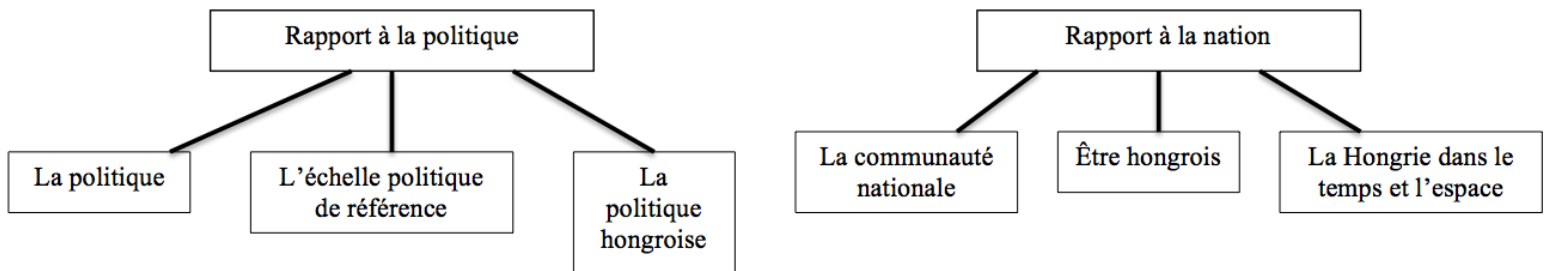
-Que sont la gauche et la droite en politique ?

-Qu'est-ce que la politique ? À quoi ça sert ?

ANNEXE D

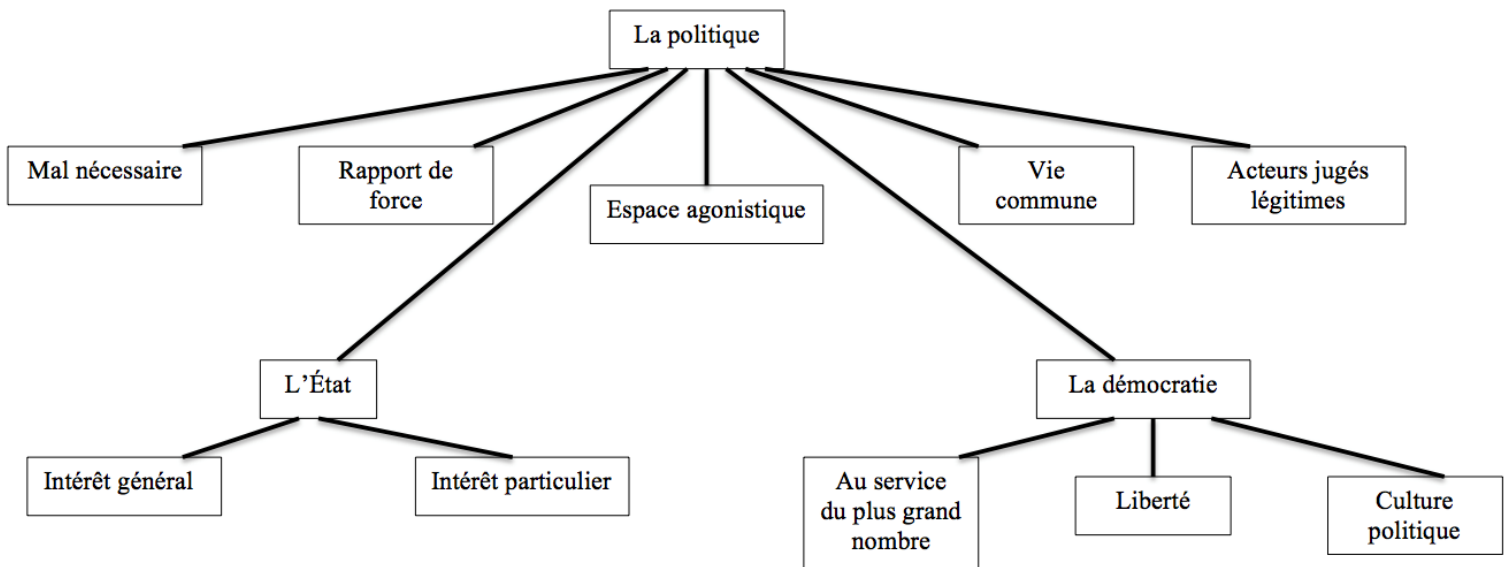
ARBRE THÉMATIQUE

1. Vue générale (catégories et sous-catégories)

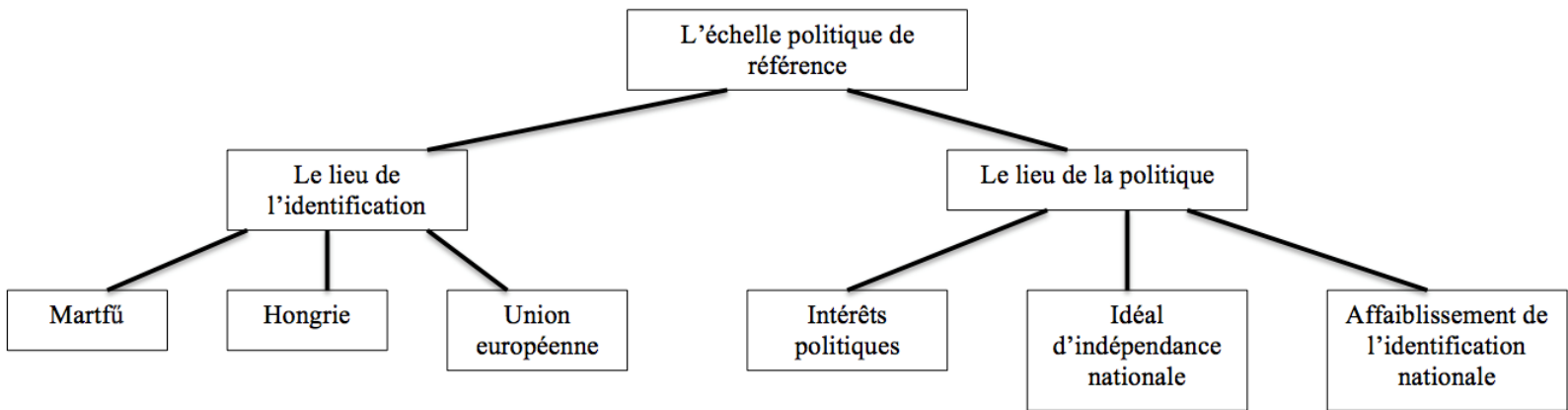


2. Vues rapprochées (sous-catégories, thématiques et sous-thématiques)

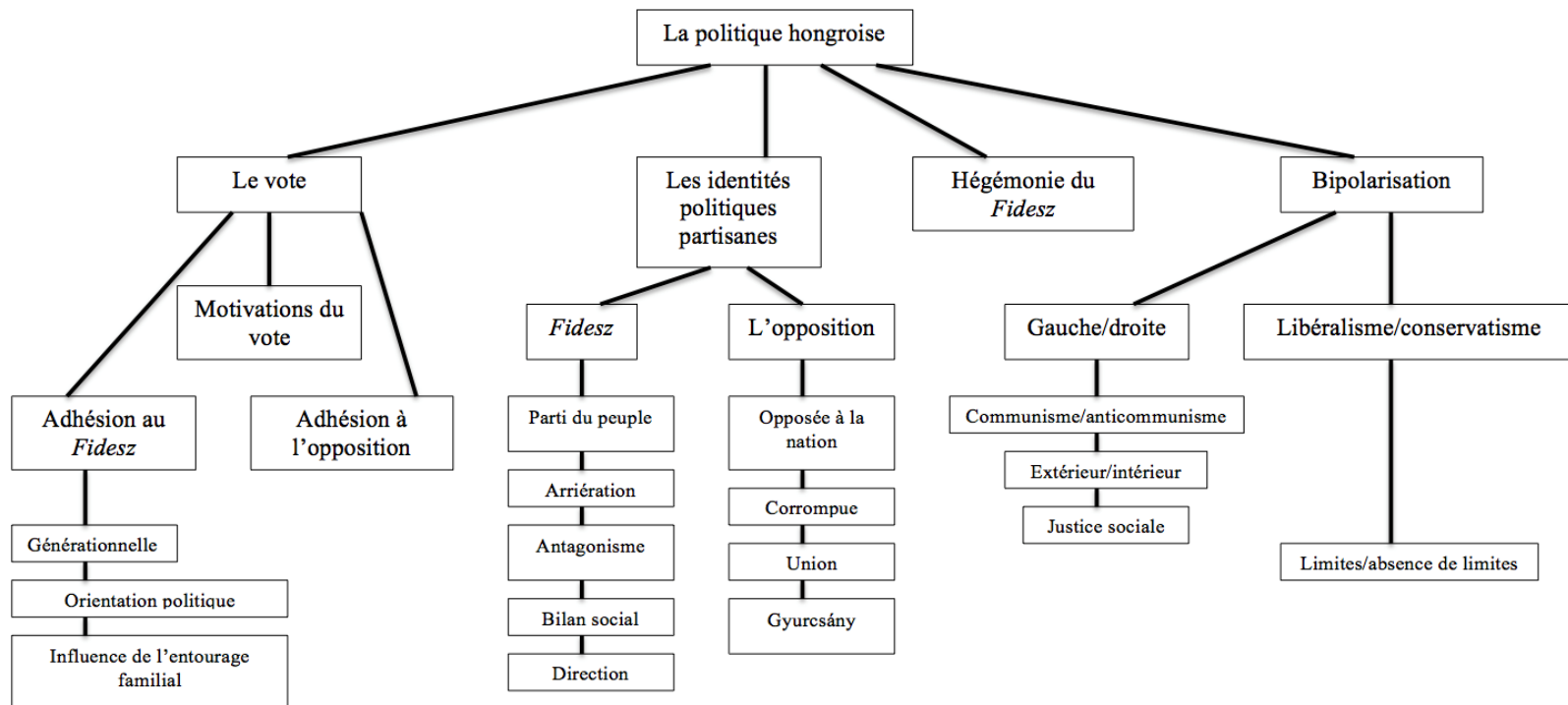
2.1 La politique



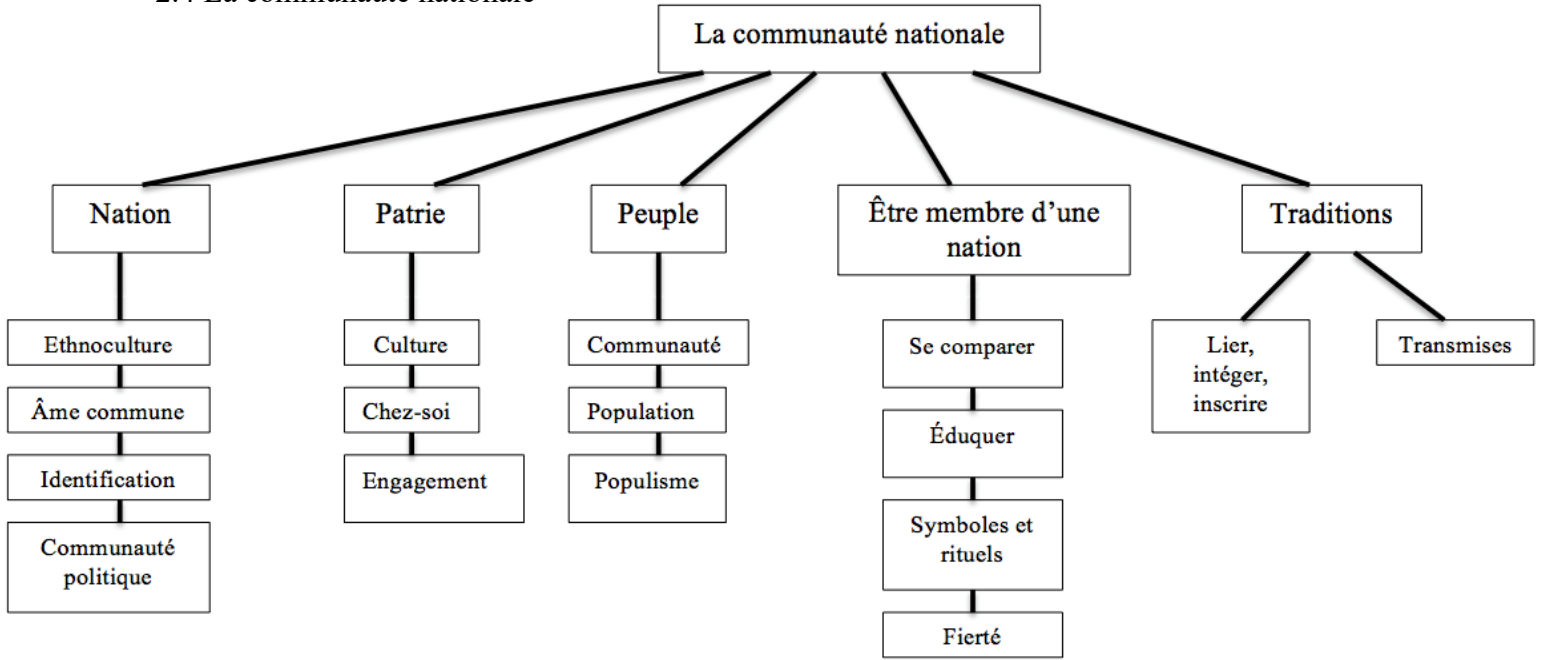
2.2 L'échelle politique de référence



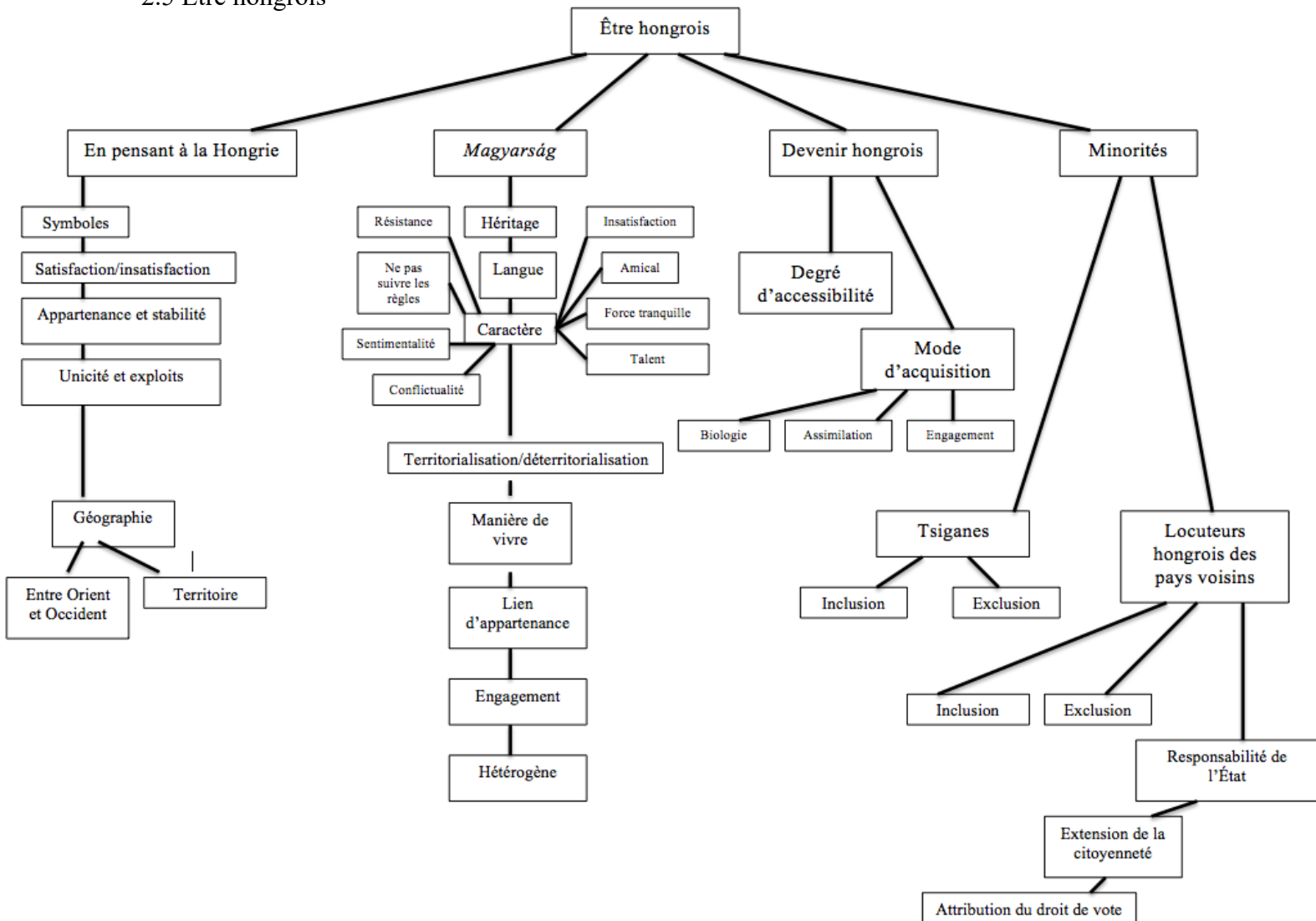
2.3 La politique hongroise



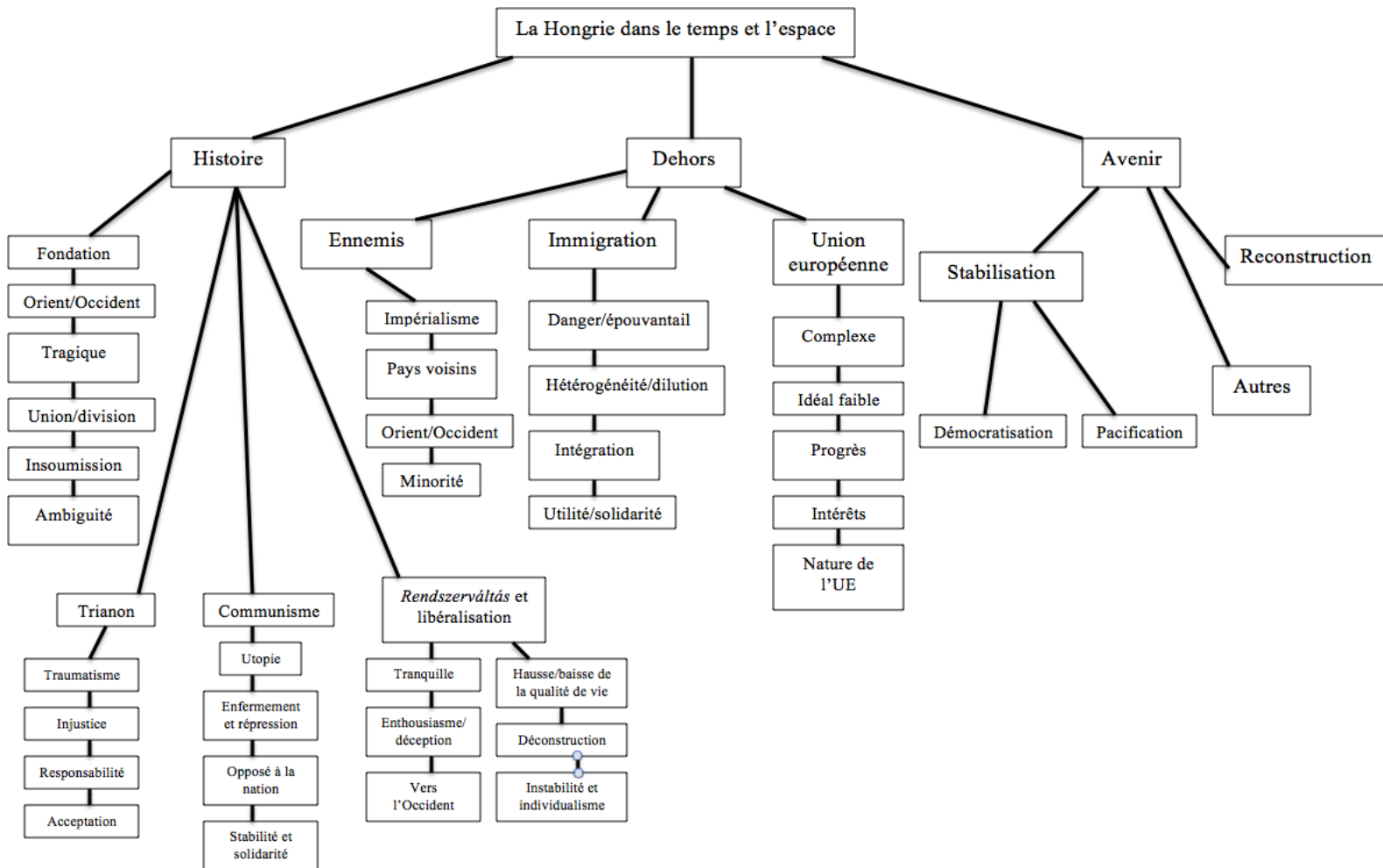
2.4 La communauté nationale



2.5 Être hongrois



2.6 La Hongrie dans le temps et l'espace



APPENDICE A
CITATIONS EN VERSION ORIGINALE

- I. ... the fact that four years later, in 2014, [the populist parties] achieved virtually the same results, indicated that their success was a symptom of a deeper transformation of Hungarian politics than simply an expression of protest against austerity measures.
- II. Radical right mobilization, on this account, is rooted in policy hostility rather than in group hostility.
- III. The workers did not only find themselves in an increasingly difficult financial situation but they also had to learn to live with the constant fear of unemployment, [...]. These painful experiences effectively challenged the neoliberal chimera of development through privatization [...], leading to a search for ‘enemies’ and a call for a strong protective state to shield Hungarians’ capital base from transnational predation [...]. [C]lass experiences – in the absence of an articulate leftist critique – are becoming ‘ethnicized’, and [...] workers have come to believe in antagonisms such as ‘the poor and honest people’ as opposed to the ‘exploiter old communist’ and ‘new multinational elite’, rendering them susceptible to neo-nationalist populism.
- IV. ...ígéretet [...] hogy a világ még értelmessé tehető, és az ő helyük benne biztos és biztonságos.
- V. ...elements expressing the people’s genuine experiences and interests.
- VI. ...the strategies of racist activists and far-right “political entrepreneurs” [...].
- VII. ...connects with power, regulates conduct, makes up or constructs identities and subjectivities, and defines the way certain things are represented, thought about, practised and studied.
- VIII. ...the political community together and enables any legitimate authority .
- IX. ...the longstanding and historically-elaborated discourses which had accreted over the years, into which the whole history of the social formation had sedimented, and which now constituted a reservoir of themes and premises [...].
- X. ...the ideological means by which nation-states are reproduced.
- XI. ...is determined not by the character of its elements, but by a certain organizing principle which makes these elements into a unity and imparts to them a special significance.
- XII. Political modernity – democracy, constitutionalism and citizenship – had its price, as has every form of social organisation based on strong membership rights. Inclusion into the national community of equals went along with exclusion of those not considered to be true members of the family: those that became classified as foreigners, as ethnic or religious minorities, as guest-workers or stateless persons.
- XIII. ... to understand the impact of the discourse of the élites [...].
- XIV. ...how each discourse constitutes knowledge and reality, identities and social relations [...].
- XV. ...everything that binds an honest man to his homeland.
- XVI. ...a nyelvnek pergése korántsem dobogása még a szívnek, és ekképp a magyarul beszélő, sőt legékesebben szóló is, korántsem magyar még.
- XVII. Step by step, Hungarian liberalism came to mean little more than formal parliamentary rule by the upper classes, the formal preservation of various narrowly defined freedoms, religious toleration, and the sanctity of laissez-faire economic doctrines.

- XVIII. Az ő áldott konzerválása mentette meg nekünk a magyar nyelvet akkor, amikor a magukat történelmi osztálynak kozmetikázók még a cselédek szájából is kiöklözték a magyar szót. Az ő munkája volt ezer éven át minden vagyonnak, minden hatalomnak: minden életnek az alapja. [...] [Ő] a magyar történelmi osztály.
- XIX. ...egy népnek sajátos kultúrája, életközössége olyan érték, amelynek megbecsülését és a hozzá való ragaszkodást nem lehet helyteleníteni.
- XX. ...mythical, ancient homeland to which the Hungarians [can] retreat when disillusioned with the West; [...] the place from which they [can] draw their own characteristic, eastern identity.
- XXI. ...[a] magyar néppel, a magyar népért, az új Europa útján !
- XXII. ...azonosulni a magyar társadalom akaratával [...].
- XXIII. ...nemzetünk utolsó esélye hogy a nyugati fejlődés útjára lépve, gazdasági jólétet teremtsen [...].
- XXIV. ...[a] magyar állam és a nemzet határai nem esnek egybe [...].
- XXV. ...where there is no country any more, only habitat, [and] no homeland any more, only an investment-site. [...] Where progress does not serve the interests of the nation but simply satisfies the ambition of the narrow [...] elite to become world citizens.
- XXVI. ... moral and cultural values, such as respect for work and the family [...].
- XXVII. ... a haza nem lehet ellenzékben [...].
- XXVIII. ...free of abstract ideologies » et « characterized by pragmatic daily decisions [...].
- XXIX. ...a velünk élő nemzetiségek a magyar politikai közösség részei és államalkotó tényezők.
- XXX. ...community of "hard-working" citizens [...].
- XXXI. ... all Hungarians wishing to live out of their own work [...].
- XXXII. We, the historical ruling class, need to re-seize power [...].
- XXXIII. ... losing the feeling that they are at home in their own countries [...].
- XXXIV. ... is also one of inclusion and the intertwining of cultures [...].
- XXXV. ... Hungarian nation is not a simple sum of individuals, but a community that needs to be organized, strengthened and developed, and in this sense, the new state that we are building is an illiberal state, a non-liberal state. It does not deny foundational values of liberalism, as freedom, etc. But it does not make this ideology a central element of state organization, but applies a specific, national, particular approach in its stead.
- XXXVI. ... Hungarians wanted to belong to the West not because of the West, but because of their wish to be independent and strong [...].
- XXXVII. ... national traditions and sovereignties, family, moral values, work, strong middle-class, social cohesion and Christian solidarity [...].
- XXXVIII. Az a lényeg, hogy a politika mocskos maradt. [...] És akkor az egyik barátom megkérdezte, hogy: miért nem leszel politikus? Mondom, „én ember szeretnék maradni!”. (2)
- XXXIX. Lopni úgy is fognak. Kérdés, hogy milyen összeget, milyen gátlástalanul, és kinek a kárára teszik ezt meg. (1)
- XL. A politika mocskos. De kel csinálni. (5)
- XLI. A politika? Szerintem a hatalom gyakorlása... megszerzésének meg a gyakorlásának a... tudása. Hogy az a politikus, meg az a jó, aki tényleg megtudja szerezni, megtudja tartani, jó irányba tudja használni [...]. (7)
- XLII. ...egy fajta háború, fegyverek nélkül. (8)
- XLIII. A politika az szerintem a... Hát ezeknek, ezeknek a közkérdéseknek a megvitatása (9)
- XLIV. Tehát a politika az azért van, hogy érvényesítsen bizonyos érdekeket [...]. (10)

- XLV. ...a saját haszn[á]ért. Nem. Hanem [...] ezért szerencsétlen kis Magyarországért, a magyarságért, a magyar emberekért. (13)
- XLVI. Ki mit tesz? Kivel? Ki... Mit engedünk abból a fajta egyéni, egyéni életből, mennyire szabunk korlátot saját magunknak, és másoknak? Mert ez végül is erről szól. Én onnan közelíték mindent, hogy ha egyetlen egy ember lenne egy adott területen, akkor ő bármi megcsinálhat. [...] Ha már ketten vannak, akkor már egyik azt mondja, hogy „ne így már, ne úgy már”. Ez már politika. Az emberek egymáshoz való viszonya a politika. (11)
- XLVII. Utálom amikor azt mondják, hogy [...] nép szavazzunk, és van olyan dolog, amiben azt mondom, hogy „nem gyerekek, nincsenek információink, nem vagyok olyan döntési helyzetben, hogy kellően megítéljem [...]”. Én azt gondolom, hogy egy jól képzett hiteles becsületes szakembergárdának vagy politikusgárdának kellene ezt vinni. (15)
- XLVIII. ...ha itt nem formálsz véleményt, ha nem leszel valamilyen szinten része, a szavazótól a támogató tol, a... Tehát az rosszul csinálja visszafordítva, aki passzívan várja azt hogy mások eldöntsék helyette. (17)
- XLIX. ...a társadalmat, de úgy, hogy nem megment mindenkit, hanem megtanítja arra hogy hogyan tud boldogulni az életben és a világban. (12)
- L. ...egy védelem, gazdasági, politikai, katonai szempontból, és a megélhetés. Legoptimálisabb körülmények között biztosítani. (19)
- LI. ...a társadalmi rétegeket jobban összehangolni, szóval nem szabad azt engedni egy államnak, hogy a társadalom bizonyos rétegei nagyon ki rúgjanak [...]. (21)
- LII. ...legfőképpen az állam egységének a megóvása. (20)
- LIII. ...hogy segítse az embereket, mindenféleképpen. [...] [A]z oktatás meg az egészségügy, amiben ez mindenképpen nagy feladata [...]. (22)
- LIV. ...mit akar a nép [...]. (24)
- LV. Mindig úgy voltam vele, hogy bárki jutott hatalomra őt a többség szavazta meg. Tehát a többség azt kívánta, hogy ők legyenek ott, és az embernek a demokráciában végül is meg kell hajtani a fejét a többség akarata előtt. (22)
- LVI. Hogy számítson a szavam. Hogy azt érezhessem, hogy [...] a döntéseim szerint mozoghatok bizonyos keretek között [...]. (14)
- LVII. Legyen ellenvélemény és [...] vitatkozzanak és hozzák ki a legjobbat. (22)
- LVIII. ...elfogadja azokat [...] akik kisebbségbe vannak. (17)
- LIX. ...kimaradt a életünkől, hogy ez a polgárosodás kora. Ugye '45 után itt nem volt... [...] [A]z egy párt rendszernél aztán politikai kultúra nem volt. És itt azért hiányosságok vannak, ami most bosszulja meg magát [...]. Tehát ez, ezt meg kel tanulni. (19)
- LX. ...itten magasröptű filozófiai fejtegetésnek nem látom értelmét. (13)
- LXI. Én nekem ez mind a három együtt jár, tehát az, hogy Martfű akkor az magyar, a magyar meg európai, tehát [...] ez így egyben van. Tehát [ha] valaki nekem azt mondja, hogy ő Martfűi, bárki, akkor én tudom, hogy martfűi, magyar és európai egyben, tehát én nálam az nincs külön. (24)
- LXII. ...nem baj, ha két hazád van. A baj az, ha egy sincs. (25)
- LXIII. Tehát a magyaroknak mindig az volt a baja szerintem, hogy keresték mindig a [...] komákat, barátokat, szövetségeseket, és... Hát abba rosszul találtunk [...]. De hát ez már megint utópia, tehát most... De én úgy gondolom, hogy akkor tudnánk csak függetlenül lábra állni hogyha lenne valamin, ami ütőképes meg amire esetleg a környező országoknak is szüksége van [...]. (6)
- LXIV. Az autonómia az mindig egy fontos kérdés volt. [...] Tehát ha az ember elveszíti a szabadságát akkor megszűnik létezni. (23)

- LXV. ...most ezzel riogatják az embereket, hogy ezért kell az unióból kilépni mert ott van a szuverenitásunk. Hát nem igaz, hogy ezt nem lehet összehangolni. (26)
- LXVI. ...annyira picik vagyunk meg esetlenek lennénk anélkül. Hogy ha azt látnám, hogy már nincsen értelme mert hullik darabjaira az egész akkor... Akkor inkább lennék ettől független [...]. (14)
- LXVII. Nemzetköziesé váltak. Megnyílt a világ, sok nyelvet tud[na]k [...]. Gyöker van valahol, de megváltozik a világ. (8)
- LXVIII. Érzem [...] azt, hogy van mondjuk, van egy focimeccs, vagy van egy himnusz, vagy vannak ezek a dolgok, azért úgy nekem is jó érzések ezek. De mondjuk el tudom abszolút képzelni azt, hogy nem itt élem le az életemet. [...] [É]n pl. nem érzem magam annyira hazafinak. Hogy ilyen nagy belső dolgok induljanak el [nálam], mondjuk ennél a szónál. De nyilván alapból haza az... Magyarországra gondolok. (9)
- LXIX. Hát a fiatalok... Ugye a fiatalos lendület tetszett ott a Fideszben [...]. (5)
- LXX. ... [az elején] [...] egyértelmű csak a korosztály volt [...]. (17)
- LXXI. ...borsódzott a hátam. Akkor mondom: "ez miniszterelnök lesz". Ez a mi emberünk. Nagyon sok millió embernek adott reményt [...]. (25)
- LXXII. Az idősebb korosztály, aki [...] körülöttem van [...], nem fognak azért átállni egy másik oldalra mert [a Fidesz] most per pillanat nem a legjobb. Attól függetlenül nekik megegyeznek [...] a véleményeik, még a másik oldallal nem. És... Azért tartanak ki emellett mert... Mert ez a jó. Ez a jobb opció. (14)
- LXXIII. Csak azért, mert nagyon félek a másik oldaltól. [...] [G]yomrom kifordul, ha bármelyikre gondolok. (4)
- LXXIV. Én különben [már] szavaztam a Fideszre. Tehát én ahhoz a részre tartozok, aminek szerintem a társadalmunk nagy része, hogy mi már szavaztunk ugye a MSZP-re, az SZDSZ-re, az MDF-re, a Fidesz-re. (7)
- LXXV. ...az egyszerű, a nép szavazót rá [...]. (20)
- LXXVI. Most az Orbán kormányba azt tisztelem, hogy ezt a szegény magyar népet, ami mindig zsarnokság alatt élt, mindig kiszolgáltatott volt... a Nyugatnak. Aztán a Keletnek. [...] [M]eghúzta a határt. [...] Ugye csak megmondja [...] a magyarságnak az akaratát, a nép akaratát, tulajdonképpen. (16)
- LXXVII. ...a legszörnyűbb az, hogy a legszegényebb emberek támogatják ezt a kormányt. (26)
- LXXVIII. ...azt csinálja, amit mond és amiben kvázi hisz, ha még rossz akkor is sokszor. (12)
- LXXIX. ...azt látom, hogy [...] az ember, aki harminc évvel azt mondta, hogy a keleti világ menjen vissza oda ahol van, pontosan „oroszok haza”, [...] éppen hogy megnyerte a választást [...] egy keleti nyitással indította. (21)
- LXXX. ...nagyon nagyon erőszakos. Hogy van az, hogy mi tíz éve háborúba állunk? Valakivel mindig háború olyunk. (1)
- LXXXI. Olsó munkaerőt biztosítunk a piacon [...]. Azt azért nem látom jól mert azt látom, hogy privatizálnak ész nélkül, illetve, ha nem is ész nélkül, persze ésszel csinálják. De, amit csinálnak az egy új tőkefelhalmozás. Amit ők nem is titkolnak már. És ezen kívül [...] szépen [...] kivették a pénzt az egészségügyből, az oktatásból [...]. (10)
- LXXXII. ...látom, hogy változás kell és most, hogy az ellenzék összefogott... [...] Csak így megy, hogy összefognak [...]. És most jött az a remény el, hogy talán így lehet változás. (22)
- LXXXIII. Én a baloldalba is vannak, akiket szeretek és hiteles emberek voltak, de vannak, akiket nem, és nem is szeretném látni. [...] Gyurcsány és a többiek. (15)
- LXXXIV. ...ez olyan 30 évre be van betonozva. [...] Minden olyan szimbólum és az anyagiak ott vannak a Fidesznél. Tehát... Egyrészt övük az Isten, övük a haza, övük a nemzet. [...]

Most, hogy ha a másik árokból nézzük akkor én nem vagyok magyar. Arról van szó, hogy mint mondtam, azok az emberek akik most hatalmon vannak kisajátították ezeket a fogalmakat. (10)

- LXXXV. ...én úgy látom, hogy az emberek fejébe, gondolkodásába, olyan iszonyatos torzításokat hoztak létre az utóbbi X évben, hogy ha itt egyik napról a másikra bekövetkezne változás, akkor is ezt az emberek fejéből eltüntetni, nemzedékváltások kellenének. (13)
- LXXXVI. Ugyanakkor politikai szempontból meg hála Istennek, hogy vannak. Mert hát mi, mi addig leszünk jók, addig leszünk kétharmados többségben amíg ezek vannak [...] és megszólalnak, mert a bőrükből nem tudnak kibújni és ugyanúgy gyalázzák a saját hazájukat [...]. (25)
- LXXXVII. ...nem vagyok teljesen megelégedve, de nem látok olyan alternatív lehetőséget, ami mondjuk jobb lenne ennél, ami most van és ez szerintem nagyon szomorú is. [...] [N]agyon hiányzik szerintem egy olyan... Mondhatni ellenzék, aki tényleg mondjuk fiatal, felkészült és megbízható és tényleg tud egy olyan valós alternatívát [...]. (12)
- LXXXVIII. ...a nemzettel [...] mindig gondja volt. (19)
- LXXXIX. ...a baloldali gondolkodás [...] inkább a nyugati világhoz kötődik, mint a mostanihoz. (21)
- XC. Jobboldali identitás is, nemzetiség, ugyan úgy, mint amikor... Ki [...] vesz vele egy kokárdát, vagy egy nemzeti színű szalagot ki teszi ki a házára vagy ki nem teszi ki. Ahol nálunk ez egy megbélyegzés [...]. (17)
- XCI. Valahol [...] az idegen gyűlölet, [...] és a magyarságnak a vallása [...], mindig a jobboldalon jelentkezik. (8)
- XCII. A rendszerváltás után voltak azok a privatizációk, amelyek mindent lehet rá mondani csak azt nem, hogy törvényesek és korrektek voltak. (28)
- XCIII. ...meddig van hogy szabad[ak vagyunk], meddig tart, nem tudjuk a határokat. (19)
- XCIV. Ha valaki liberális az nyitót a világra, nyitót a dolgokra... [...] az új dolgokra [...]. (7)
- XCV. ...a liberalizmus nem túl jó nevelési szempontból. Mert... Ne csináljon egy gyerek azt, amit akar [...]. Jó az, ha néha le van az ember szabályozva. (22)
- XCVI. Ez olyan, mint a reklámba [...], évek óta [...] ezt nyomják, hogy „valósítsd meg magad!”, „csak neked”, „csak” ... [...] „Szarj le mindenkit”. „Lépj át minden, minden határt”. (20)
- XCVII. Az igazi régi ősi Magyarország értékeit, azokat felmutatni, azokat megőrizni azokat, tovább vinni, a családon, generációkon keresztül [...]. (25)
- XCVIII. ...a konzervatív az azt jelenti, hogy nem csalnám meg a férjemet... Tehát hűséges típus vagyok ilyen téren. Nekem a konzervatívság az, hogy amit régen megtanultam és én azt gondolom, hogy az jó volt, és az is most is jó nekem. (5)
- XCIX. ...egy konzervatív felfogásban mindig megkérdőjeleződik az új. (11)
- C. Hogy mekkora örökség az, hogy valaki magyar, magyarul beszél. Az a nyelv. Az a tudás. (10)
- CI. A nemzet... Itt is az adott ország lakossága, de akik... [...] Most azt, hogy mondjam? Kulturálisan? Vagy valahogy egységet képeznek. Tehát... Akár mondjuk, ha nálunk van mondjuk kisebbségben, akár mondjuk ugye a kínaiak vagy a törökök rengetegen vannak, attól még nekik... Ők nemzetileg ugye török vagy kínai. (12)
- CII. ...viszonyulás, ragaszkodást, ami a gyökerekből, [...] a származásból, az adott ország népcsoportnak a ... történelméből fakadt. (17)
- CIII. ...ami nagyon fontos annak a közösségnek, a közös lelki alkat. Közös lelki alkat, ez... [...] Hát ugye közös lelki alkat, közös lakhely, területhez való nem...nem szükséges, de egy erősítő. De a lelki alkat a közös területen kívül, tehát mondjuk a határon kívüli magyarok is a nemzet része. (19)

- CIV. Az én szememben egyfajta identitással is rendelkezik. Tehát egy nemzet öntudattal is rendelkezik, hogy „én vagyok a magyar nép”, a Magyar Nemzet [...]. Hogy annak vagyok a tagja. Annak vagyok a tagja. (13)
- CV. ...van egy belső olyan érzés, amit a születésedtől kezdve [...], de hát valamilyen szinten, tehát nemcsak, hogy valamilyen szinten, nagyon nagy arányban propagandai eszközökkel is fenntartanak egy nemzetállamot. (11)
- CVI. [A]bban benne van a népünk is... Minden egyes kis pontjával együtt, a kultúrával, a népzenevel, az irodalmunkkal... [...] A nemzet szóval minden egyes verejtékünk meg vérünk, amit ezért az országért az elődjaink hullattak [...]. (14)
- CVII. Mondjuk közös érdekű és közös identitású emberek. Amiket összeköt egy... [M]indentől, tehát mondjuk rassztól is vallástól függetlenül, egy közös dolog. (9)
- CVIII. ...a nemzet az [...] egy országot alapító nép. Tehát nép sok van. Akinek nincs hazája olyan is van sok. Viszont a nemzet az már egy területet elfoglalt a nép. (20)
- CIX. ...nekem a haza az [...] már Martfűt jelent. Tehát ezt ugye kétféleképpen is lehet értelmezni, mert lehet úgy, hogy "haza", hogy "Magyarország" [...]. De én nekem a haza az mindig Martfű, illetve nem is feltétlenül Martfű, inkább azt mondom, hogy Martfű, de itt, a környék... Tehát hogy ez a megye [...], Szolnok megye. (24)
- CX. Ahol élsz. Ahol laksz, ahol dolgozol, ahol családot alapítasz. (16)
- CXI. Egy tartozást valamihez, egy jó érzést, hogy tartozunk valamihez. (17)
- CXII. ...az amiért érdemes küzdeni. (21)
- CXIII. ...ahol élek, azért teszek. Az az én hazám. (13)
- CXIV. A haza [...] elveszítette itt az értékét, ilyen [...] körülmények között, amikor a hazudozás folyik. Gyakorlatilag elveszítette az értékét. Nincsen hazám. [...] Valamikor volt. Valamikor... Az egy más dolog volt, amikor lelkesedté, amikor örültél hogy oda tartozol. Most... Most azt látjuk, hogy szétlopják az országot. Hazudoznak [...] és az emberek egyik nagy része ezt így átveszi... Megosztottak az emberek... (8)
- CXV. Tömeget jelent, vezethető, nem gondolkodót [...]. (19)
- CXVI. ...amikor kicsi voltam [...] apukámnak volt 2 barátja, és ők '56 környékén mentek ki Svédországba. [...] Akkor találkoztam 4-5 éves koromban így először úgy külföldivel, hogy... [...] És ez nagyon furcsa is volt, hogy magyar, de közben ugye kintről és akkor más a... Más ruháik vannak, meg más autójuk, meg más rendszám, és akkor itt kezdtem el pozicionálni magam szerintem először [...]. (12)
- CXVII. Én már 10-en éves korom elejére gondolnám ezt, hogy így, amikor így kialakult bennem, hogy én hol is élek, meg miként élek. Amikor úgy már kezdi felfogni az ember, hogy milyen élete lesz. S akkor látjuk azt [...] mondjuk a nyugatibb országokból, legfőképpen, amit ugye látunk az Egyesült Államok [...], a filmeket és hasonlókat. Úgyhogy elgondolkodtam, hogy: „miért nem ilyen az élet?” [...] [É]s úgy elgondolkodtam, hogy: "akkor ez Magyarország, és akkor úgy milyenek a többi országok?" (21)
- CXVIII. Külföldön először középiskolás koromban jártam. [...] Egy családhoz nyáron kikerülhettem. [...] [K]észített föl a [...] tanárnőm, hogy volt egy füzetünk és abban le volt írva nagyon nagy vonalakban az ország története, néhány kulturális információ. Tehát fontos volt, hogy ott hirdessük a kilétünket. Talán ott volt először ilyen nagy jelentősége, hogy én... Én magyar vagyok. (4)
- CXIX. ...az volt a térképen írva, hogy hazánk „domborzata vagy vizei”. Víz és domborzati térképe. Hazánk. (19)
- CXX. Óvodás voltam, és a Nagy Októberi szocialista forradalom alkalmából [...] magyar nemzeti zászlót festettünk. Ez az első emlékem a magyarságról. (6)

- CXXI. ...ha ülök a tévé előtt és egy olimpiai bajnok fennáll az első dobogó, [...] megszólal a magyar himnusz. Hát olyankor nagyon jó. Tényleg olyan jó magyarságért... Hogy abból a tízmillió emberből ott vagyunk az első ötben [...]. Ez egy akkora dolog. (3)
- CXXII. Mindegyik népnek [...] megvannak a saját hagyományai és amikor [az iskolába] ezekről tanul[unk], [...] magyar dolgokról, akkor azért mindig is az ember érzi, hogy itthon van. És akkor hiába gondolja azt, hogy jobb lenne Amerikában, jobb lenne Japánba, akkor azért tudja, hogy [...] itthon van az itthon... (24)
- CXXIII. Ősöm, jelennem, jövőm. Hogy megőrzöm, bennem van... Az ősök története, élek a jelenben, és... És valamit hagyok örökül. (19)
- CXXIV. ...az a baj, hogy a világ is megváltozott, [...] lehet, hogy ezek a gyerek[ek] már sokkal kozmopolitábbak lesznek, mint mi voltunk, jobban kinyílik nekik a világ. De szerintem sokkal érdektelenebbek is, de nem csak a Magyarország iránt, hanem úgy egyébként minden iránt. De hát hagyományőrzéssel [...] és szerintem a gyerekkortól... Tehát Erdélyben azért megy ez a történet, mert [...] hiába van ott is internet, hiába van ott is mobiltelefon, születésüktől kezdve ebbe nőnek föl, hogy mennek a templomba minden hétvégén, mennek [...] nép táncolni anyáikkal szépen felöltözve minden hétvégén, a faluban van egy lagzi akkor az egész falu ott van. (3)
- CXXV. Egyrészt kis ország, szerintem ugye mi sokat voltunk úgymond a vasfüggöny mögött, tehát nem utazhattunk. [...] [E]z egy nagyon [...] kis zárt ország, saját nyelvvvel ugye amit más nem tud vagy nem igazán tud megtanulni. (3)
- CXXVI. Egy jobb sorsra érdemes kis közösség. (28)
- CXXVII. ...Magyarország ez végül is mindenkinek azt gondolom átvitt értelemben a saját kis szülőhelye, ahol él, a kisvároskája. [...] Meg ez a mi hazánk, ugye. Itt ring a bölcsőnk meg a temető. [...] Azt gondolom, hogy Magyarországtól soha aki magyarnak született itt élt, az nem tud elszakadni. Tehát az csak jó érzés, meg ragaszkodás, meg egy borzasztó nagy érzelmi plusszot jelent. (27)
- CXXVIII. Hát a magyar nyelv ez jutott először eszembe. Ettől talán, ha szabad illet mondani, különlegesek is vagyunk. Nincs párja erről, mostanában is sokat hallottam beszélni, hogy az a gondolkodásunkat is meghatározza, nyelvünk. (4)
- CXXIX. [A]zért különleges nemzet a magyar, hiszen a világban, amit használunk, ami körülvesz bennünket [...] ... Ott a legtöbb dolog azért hozzánk köthető. Gondolok itt a golyóstollra, a villanykörtére, a telefon használatára. Tehát ha Magyarországot kell jellemezni akkor elsősorban úgy a büszkeség tölt el, hogy azért sok mindent letettek a magyarok az asztalra... (23)
- CXXX. Szeretnénk nyugatiak lenni, szerintem, de nagyon nehéz kiszakadni még mindig a Kelettől, vagy a Keletből. (14)
- CXXXI. Ha mindenenek ellenére az alkotások nagyságát, a kulturális életet nézzük, az embereknek egyébként az óhaját, [...] akkor inkább európai lehetne. (8)
- CXXXII. Beléptünk a klubba, EU tagok vagyunk, [...] [é]s én bízik benne, hogy most már itt maradunk, nyugaton. És nem megyünk vissza keletre. (7)
- CXXXIII. Hát az egy komország. Nem én találtam ki hanem Ady Endre egyébként, és a Kelet és Nyugat között hánykolódik [a] szerencsétlen [ország] állandóan. Mi szeretnénk Nyugathoz tartozni, de nem tartozunk már igazán [hozzá], s a szomszédjaink jó része pedig ma Kelethez tartozik. [...] Például, hogy ha már a vallást tekinted, akkor Romániában már görögkatolikusok vannak. Szerbiában meg már ott vannak, az ortodoxok mellett, ott vannak a muzulmánok is. Hogy ha így tekintjük akkor Magyarország az teljesen ilyen szempontból [...] a határon lévő ország. (10)

- CXXXIV. Közép európai ! Földrajzilag és politikailag minden előnyével és főleg hátrányával [...]. (2)
- CXXXV. ...ott vagyunk a kettőnek az ütköző zónájába, de szóval mind a kettőből azt kell átvenni, ami jó. És a másikat meg inkább hagyni. (26)
- CXXXVI. Két dologra gondolok. Először [...] a klasszikus [Magyarországra], mostani határokra gondolok és látom a kis csirke alakú országot előttem. [...] Ha meg egy kicsit tovább gondolom, akkor nyilván gondolok a határon túli részekre is, azért... Meg ha kimegyek akkor azért érzek valamit, de nyilván érzem, hogy azért már egy másik ország [...]. (12)
- CXXXVII. Nincsenek túl nagy földrengések meg nincsenek olyan természeti katasztrófák, amit máshol csak úgy néz az ember, hogy [mondja:] "úristen de jó, hogy nem lakok ott!" Meg jó a föld és na... Szóval ez egy szép hely itt, meg jó hely. (22)
- CXXXVIII. ...itt a Kárpát medencében, itt van a helyük [a magyaroknak]. Hát ezt találtuk meg akkor amikor vándoroltunk. [...] Védve vagyunk mindenfelől. (16)
- CXXXIX. ...minden, amit hozhatok az ősoktól [...]. (15)
- CXL. ...mindenképpen ismerni kellene [...], honnan jöttünk, mit csináltunk. (11)
- CXLI. ...leelőször is, azt jelenti magyarnak lenni. (22)
- CXLII. ...a nyelvi közösség... Maga ez a történelmünk. Tehát hogy egy dolgon röhögünk. (7)
- CXLIII. ...azt a fajta kifinomult káromkodási módszert [...] [az] lehetetlen szerintem más nyelveken... [...] [E]rre büszke igazán egy magyar, hogy így káromkodni senki nem tud más. (10)
- CXLIV. Volt egy nagyon érdekes beszélgetésem [...] [e]gy [horvát származású] sráccal. De még rácsodált nagymamája az magyar volt. [...] [D]e ő már nem tudott magyarul. S kénytelen voltunk angolul megbeszélni [...]. És... Nagyon érdekes volt mert... [...] A gondolkodásmód... megvolt benne. Az a sajátos magyar gondolkodásmód. (1)
- CXLV. ...nem tudnak megbékélni önmagukkal. (28)
- CXLVI. [É]n mindig azt szoktam mondani, hogy a nemzetet mindig teljesen meghatározza a Himnusz. Gondol csak egy Brazil himnusra, hogy majdnem táncra perdülsz, s olyanok is a brazilok... A magyarok meg sírnak. Tényleg így van, és tényleg olyan a Himnuszunk, hogy el lehet rajta sírni magunkat teljes mértékben [...]. (3)
- CXLVII. ...nagyon okosak és ügyesek vagyunk. (15)
- CXLVIII. Cibáltak minket egész történelmünk során, de mégis itt vagyunk [...]. (14)
- CXLIX. ... [a magyarság] annyira szét van, szétszóródtunk a világba. (28)
- CL. ...[É]n nekem az a magyarság, aki[k] itt van[nak]. Ebben a magyar hazában és itt él. Ez a magyar ember. (18)
- CLI. ...a Magyarországi zsidók azok is magyarok, a Ukránok ugyan úgy, minden nemzetiség aki itt él az magyar. Magyar állampolgár, magyar. (7)
- CLII. ...felsorolnám [...] ezeket a dolgokat... Szeretni a Túró Rudit, vagy együtt szurkolni egy olimpikonnak. (9)
- CLIII. ...ezt az élet formát amiről itt végig beszélünk, én ezt viszem, ezt a gasztrót szeretem... [...] [V]oltam egy pár országba, de önszintén [...] mondom [...] nem sók minden jött be nekem, kajába. (20)
- CLIV. ...én nekem nem kell megfogalmaznom. Mondom azt, hogy "magyar vagyok", mert én magyar vagyok, mert én úgy érzem, hogy magyar vagyok, és [...] legszívesebben azt mond[o]m volna hogy "ilyen hülye kérdést"! (13)
- CLV. Ha külföldön vagyok, például Svédországban voltunk, és ott 56-ról emlékeztek pont meg, akkor az is egy jó érzés volt, hogy "na ez valahogy az enyém, valahogy a része vagyok ennek az egésznek". (12)

- CLVI. Egy szétszakított nép tagja lenni és összetartozni mégis. Hát ez szerintem nagyon meghatározó, hogy nekünk... kötelességünk is [...] [h]ogy a Trianon ellenére tartsuk össze ezt a nemzetet, és úgy kell összetartoznunk, hogy nem egy országon élünk. (4)
- CLVII. ...én nálam az a magyar, aki azt mondja. (24)
- CLVIII. ...ezt az országot, ezt a nemzetet fejleszti, a tehetségével. Vagy a tudásával, vagy a szorgalmával. (6)
- CLIX. ...[a]z itt lévő közösségi szabályokat, amik ehhez a közösséghez tartozóvá teszik. (10)
- CLX. ...a tatár dúlás környékén lehet, hogy a magyarságnak három negyed részén megsemmisült. És már előtte is keveredve volt. És utána jött a Török. Utána jött a... Mit tudom én, az osztrák meg ilyen olyan betelepítések a... A szerbek, a német... [...] Hol beszélünk magyarokról? Magyarságról? Hát én tudom, hogy én bennem magyar vér nem sok csörgedezik. De magyar vagyok, annak vallom magamat, annak érzem magamat. És tenni akartam és még máig is tenni akarok a magyarságért, a magyarokért. (13)
- CLXI. ...a magyar nemzet is nagyon sok színű. [...] Volt egy barátom, ő mindent megértet, hogy én mit gondolok erről. Ő mindig úgy mutatkozott be, hogy: "jó napot kívánok, én K. P. vagyok. Az apám sváb, az anyám tót, a nagymamám lengyel volt, a [...] dédnagyapám cigány... Egyszóval, én szintisza magyar vagyok!" (1)
- CLXII. Száz százalék nem, nem hiszem. Mert nincsenek meg azok a gyökerei... Neki nem fog '48 annyit jelenteni, mint nekünk. [...] Még azon se, hogy ha mit tudom én, bekapcsolódik a mindennapi életbe. Neki nem úgy dobban meg a szíve egy Petőfi hallatán. [...] Vagy nem fog elszomorodni a Muhi csata eredményén. [...] Én azért úgy gondolom, hogy... A felületeiben igen, [...] [d]e a gyökerei akkor se lesznek meg. (28)
- CLXIII. ...lehet a nemzetnek a része. Független attól, hogy ő esetleg felnőttként érkezett ide. Vagy nagykamasként, amikor már van egy értékrendje. De az itteni értékrendet el tudja fogadni. El tudja fogadni az itteni szabályokat, szokásokat. Nincs olyan hiányérzete, vagy csak minimális. (1)
- CLXIV. ...a magyar vér nem válik vízzé mondják... [...] [D]e a vér... a vér. Hogy most melyik vért örököli tulajdonképpen. Ez szerintem meghatározhatja... az egyéniségét is. (16)
- CLXV. ...nagyon sokat jelent a nevelésünk. Amit ugye nem csak a szüleink, hanem utána átvesz a társadalom. (26)
- CLXVI. ...az, aki beintegrálódik és normális az... soha semmilyen körülmények között nem mondanám azt, hogy ő nem [magyar]. (11)
- CLXVII. A magyarságon belül ugyanúgy egy másik náció, mint a svábok [...]. Na most ezek a cigányok, ezek aztán egy részük a fene tudja mióta itt él. (13)
- CLXVIII. Nincsenek [magyarok] mert a túlnyomó részük, tisztelet a kivételnek, bebizonyította az elmúlt évtizedek alatt, hogy ugyanúgy viselkednek, mint mondjuk egy [...] illegális bevándorló. Nem akar alkalmazkodni, külön negyedekben laknak... [...] Leszarja a magyar törvényeket, nem visel maszkot, ha mondják, hogy viseld a maszkot. (25)
- CLXIX. ...az ünnepeken kívül meg a szabadnapokon kívül nem is hajlandóak másfajta kultúrához, hagyományhoz csatlakozni, és őket ezért nem is tartom teljes magyarnak. Tehát attól, hogy magyar állampolgár... De nem. Nem. (3)
- CLXX. Azok cigányok. És nem is kellene erőltetni ezt a dolgot magyarok legyenek. Magyarország területén élő cigányok. Ennyi. Hagyjuk meg nekik azt az identitást [...]. (28)
- CLXXI. Már csak azért is mert azok a magyarok, akik kint élnek nem maguk választották azt, hogy kint élnek és attól, hogy ők kint élnek még ugyanúgy magyarok, mint akik bent [...]. (24)

- CLXXII. ...kell, hogy ott legyen magyar mert ők a zászlósok ezeken a területeken. És attól függetlenül, hogy mennyi atrocitásnak vannak kitéve, ők ott kell, hogy magyarok legyenek. (14)
- CLXXIII. ...jöttek sírva a nők olyan boldogan, hogy most már ez nekik sikerült, és hogy nekik ez fontos, és olyan fura... És olyan jó érzéssel fura, hogy ők ki tudják mondani, hogy magyarok is tulajdonképpen. (12)
- CLXXIV. ...aki magyar annak szavazati joga van. (25)
- CLXXV. ...hogy ha én rajtam múlna, én azt mondanám, hogy az szavazzon, aki elszenvedi ennek a következményeit, hogy utána azt a kormányt is végig keljenek itt élni. (10)
- CLXXVI. ...az határozza meg a nemzetünket. Tehát hogyha az [...] nem történik meg, akkor ki tudja hól vagyunk, ki tudja, hogy mi kik vagyunk, meg ki tudja, hogy megszülettünk volna-e? (6)
- CLXXVII. Hirtelen egy állam alakult ki, és az állam egy bizonyos területi integritásban egyesült, kialakult az akkor legkorszerűbb rendszer, a feudális rendszer. (8)
- CLXXVIII. ...valamilyen szinten [1956-ba], több 100 év [1848] után, akkor ált össze ismét egy nemzeté a magyar. (20)
- CLXXIX. Mindig bántott, hogy megküzdöttünk a törökökkel, nem engedték rá Európára, és soha nem becsültek ezért minket. Ez is egy szívfájdalmam. (15)
- CLXXX. ...a magyar történelem során [...] voltak olyan sorsfordító események, amelyeknél megvolt a lehetőség arra [...] hogy ne úgy legyen ahogy lett, és akkor mi lett volna? (13)
- CLXXXI. ...az első az, hogy megmaradt az ország, a második az, hogy újjá épült az ország [...]. (20)
- CLXXXII. ...azt, hogy megszálltak az oroszok bennünket... [...] Mi magyarok is háborúztunk a területeiért, annak idején. [...] De ők nem mi velünk hadakoztak. Mi kényszerből álltunk szembe velük. És nagy veszteség érte a magyarságot abban az időben. Sok sok magyar ember odaveszett. Nem is volt téli ruhája. (16)
- CLXXXIII. ...én mindig azt gondolom, hogy megint szar oldalra álltunk, vagy rossz... Vagy ha nem is álltunk, hogy kényszerítettek, mert ugye nem mi döntöttük el mondjuk így. De ott sem nagyon mertünk... Vagy nem ott, mert nyilván volt azért egy pár olyan történelmi esemény, ahol ki mertünk állni magunkért. [...] [De] [a]mikor mondjuk Németország mellett beléptünk... Hogy nem álltunk ki magunkért és nem tudtunk azt mondani, hogy nem akarunk mondjuk erre az oldalra állni... (9)
- CLXXXIV. ...amikor törzs életet élt a magyar, nevezzük annak, és amikor volt egy közös cél, és együtt tudott működni, egymással, egy közös célért. Az szerintem egy tök jó dolog volt. (1)
- CLXXXV. De a magyar a magyarral nem tud megegyezni. Akkor amikor már ez a kis szűk csoport ki kellett, hogy a győzelem kedvéért, széjjelebb kellett, hogy húzza a dolgokat, amikor már be kell vonni másokat is, hát akkor már... [...] Akkor már jövők én, hogy mi vagyunk a magyarok, ti csak a beosztottak... Szóval... És azokkal, akikkel addig jól megvolt, akik... Már le kel söpörni. (28)
- CLXXXVI. ...én azt gondolom, hogy azok a harcok, amik a magyar szabadságért folytak zajlottak azok mind fontosak voltak. Voltak itt nagyon sok behatólók [...]. (25)
- CLXXXVII. ...nyilván nem lehet összehasonlítani, most '48 beszélünk, de ott is a szabadságért küzdenek. Mi is azért küzdünk. Mert hát valahol mindenkor ezért küzd. (23)
- CLXXXVIII. ...nem csak a szabadság az ami amire vágytak ők, hanem egyáltalán megmutatni azt hogy minket nem lehet csak úgy a földbe tiporni. Meg hogy "jól van, [ez a] kis pöttöm ország, [...] [k]it érdekel? Mert nincsenek befolyása semmire". Ez nem így működik. (14)

- CLXXXIX. Sokszor voltunk gyengék. Kihasználtak minket. Sokszor voltunk erősek, mi használtunk ki másokat. (2)
- CXC. Sokat olvastam erről a Trianonnal kapcsolatosan, hogy igazából... Sem Trianont nem beszéltük ki, sem a Rákosi rendszert nem beszéltük ki, ott a besúgórendszertől kezdve stb. '56-ot nem beszéltük ki. És hogy ez adja azt, hogy magyar a magyarnak az ellensége. (28)
- CXCI. ...a magyarság a mai napig nem tudja földolgozni. (8)
- CXCII. ...[az] területvesztést. Mindenféleképpen azt az érzést, hogy mi kevesebbek lettünk, ellett szakítva a területnek egy része. (11)
- CXCIII. Trianon, amibe az a szörnyű, hogy... Itt van az, hogy Ausztria, és a vesztes Ausztria is kapott Magyarországból. A vesztes Ausztria, akik velünk együtt volt vesztes. (13)
- CXCIV. ...nem ismerte fel azt, hogy [...] [a]zók a területek már régen is egy vegyes lakosságú területek voltak. (7)
- CXCV. Nekem azért fáj mert, itt is azt fejezzük ki, hogy „marjunk még bele, hogy emlékezzél rá, és arra a rosszra emlékezzél”, és ez annyira jellemző a magyarokra hogy... És ezért szerintem nem úgy haladunk ahogy kéne, [...] nem a lehetőségeket fogjuk meg, és nem a pozitív oldalát, hogy mit tudunk belőle kihozni [...]. (6)
- CXCVI. ... igazán egy nagyon jó szemlélet csak nem megvalósítható, sajnós. (22)
- CXCVII. ...én abban a rendszerben nem lennék képes működni. Tehát biztos, hogy én lennék az akit [...] először lőnének fejbe, egy ilyen... Túl nagy a szám. (14)
- CXCVIII. ...nem volt nyelvoktatás. Az nem volt, nem kellett. Minek? Úgy se megyünk sehová. (7)
- CXCIX. ...arra emlékszem, hogy pl. március tizenötödikét nem ünnepeltük. [...] Nem, nyilván erre vigyáztak, hogy ne legyen nagy a nemzeti öntudat [...]. (4)
- CC. ... jó volt a világ fiatal szempontból, mert rengeteg buli hely volt [...]. [O]lcsó volt az élet, fiatalok mehettek, nem kellettkegyen hozzá, hogy jól érezd magad [...]. Mostanában villan be, hogy mennyivel lassabb és nyugodtabb volt az élet. Minden területen. Mindennek meg volt a maga ideje, dolgoztak sokat az emberek, akkor is. De még is más, még is teljesen más volt. [...] A busz járatoktól kezdve a... Igazából fele ennyi idegbeteg volt, fele? Negyede. Mindenki tudta a helyét, tudta a dolgát [...]. (20)
- CCI. Tudtuk, hogy mire számítsunk, szíves szívvvel lélekkel mentünk szombaton ingyen dolgozni iskolába, és a kommunista műszakra mentek az emberek... És jól érezték magukat mert együtt voltak, énekeltek, főztek egy bográcst. Nem is merült fel bennünk a kérdés az, hogy pénzt, mert tudta, hogy ezzel az országot építik és jobb lesz az embereknek. (18)
- CCII. ...már azt nyilván éreztük [...] hogy valami változik. Hogy valami történni fog. (4)
- CCIII. ...nagyon felszabadító volt. Jó érzés volt, nem, de az, hogy „ma még így van, holnap már nem így lesz, már minden szabad...”. Hanem lehetett érezni azt, hogy nyílnak a lehetőségek. (1)
- CCIV. [A]kkor kezdett el igazán az ember ezzel foglalkozni. Ugye és '89-ben amikor megtörtént ez az egész akkor nagyon sokat hallgattuk a híreket, nagyon sokat érdeklődtünk, benne voltunk a politikai életbe. A sok politikai pártot megismerni... Hogy aztán kire szavazzál, kire teszed a voksodat, melyikkel szimpatizálsz. (22)
- CCV. Aztán nem így lett. Először egy ilyen nagy euforikus állapot, és utána a nagy pofára esés, mert sok mindenről nem beszéltek... Hogy ez azért nem teljesen úgy fog alakulni, történni ahogy mi itt gondoltuk [...]. (6)
- CCVI. Fél év után én rájöttem, hogy... [...] Nem tudom, fölhasználtak minket, vagy az erőnket odaadtuk, amit nem sajnálok azóta sem. És nem úgy kezd megvalósulni a dolog ahogy mi gondoltuk. (2)

- CCVII. [N]agyon fontos volt, de nagyon sokár jött ki a fekete doboz sorozata, hogy nem is igazán tudtuk, hogy mi történik. És emiatt nem láttuk át. És nem is tudtuk rendszerbe rakni sem. A saját fejünkbe sem, mert nem láttunk bele. (28)
- CCVIII. ...az a szabadság szerintem, amit gondoltak az emberek, hogy... Hát az egyáltalán nem jött be. Ez biztos. Hát persze van, akinek bejött. (27)
- CCIX. ...mindenki reménykedett, hogy nyugat fele nyitunk, új szelek fújnak [...]. (27)
- CCX. ...a megbecsülés az hiányzik nekem a... Az emberek megbecsülése. Az egészségügyben és az oktatásban is nyilván, de minden más területen szerintem. [...] A megszorítások ott jöttek, ahol nem kellett volna. (22)
- CCXI. [O]lyan érdekes volt, hogy azt hittük az addigi életünkbe, tudod a Kádár rendszerbe [...], hogy úgy minden... Meg volt tudod 5 éves terv, és akkor azt teljesítették, és akkor jöttünk rá [...], akkor döbbsentem rá, hogy ez... Ma így van holnap tejesen más lesz. És ez valahogy úgy kihúzta a lábunk alól a talajt is, és honnan-tol kezdve megtanultunk ésszel élni. Hiába mondták akkor, hogy 10 év múlva, *happy* lesz nekünk meg minden, semmi nem változott. (6)
- CCXII. Amiben viszont megváltozott szerintem az emberi kapcsolatokban. [...] Tehát mindenkiről szinte mindent tudtunk, megálltunk az úton, beszélni. Ma nem igen, tehát ezt úgy érzem, hogy mintha egy kicsit visszaszorult volna ez a... Ez az emberek közti beszélgetés vagy bizalom. (18)
- CCXIII. ...mindig harcolni kell valaki ellen [...]. (2)
- CCXIV. Biztos. Szerintem nagyon sokan nem szeretik a magyarokat. (14)
- CCXV. Mozgatnak minket, mint bábokat. (4)
- CCXVI. ...nyilván azokon a területeken, ahol... Akár ugye Trianon miatt is van [ellenség], az garantáltan nem feltétlen szimpatizálnak velünk. (11)
- CCXVII. ...a zsidókérdés, tehát... [...] Van egy olyan réteg, van egy olyan vezető csoport, akik felvásárolnak mindent, mindenhol ők vannak, mindent ők irányítanak [...]. (11)
- CCXVIII. ...lehet tanulni a különböző kultúrákból [...]. (17)
- CCXIX. ...nem lesz már magyar nép, nem lesz magyarságunk. Itt már Magyarország nem lesz, Magyarország már egy idegen nemzet lesz. (18)
- CCXX. ...nem érzem magam ilyen nagy európainak [...]. (9)
- CCXXI. ...kollegák között beszéltek, hogy "na majd az orrára koppintanak, adott miniszterelnöknek" [...]. Hogy majd az EU rendet csinál. (28)
- CCXXII. ...az intézmény, az intézmény rendszert az majd kifogja termelni a megfelelő embereket. (7)
- CCXXIII. ...ahogy egyre inkább Európai unióssá válik az összes környező ország, én magam is tapasztalom, hogy más a megítélése a magyarul megszólalónak. (8)
- CCXXIV. ...mennyi európai uniós támogatást kapunk, ami a gazdaságunk fellendítését segíti elő [...]. (24)
- CCXXV. ...meg kel védeni az érdekeinket. Mert nem csak nekik vannak, ezt fel kel fogni. Egy üzlet akkor jó, ha mind a két félnek jó. (20)
- CCXXVI. Én hiszek abban, hogy egy kicsit Európa is összefűződik és nem fog elmenni abból az irányból, amiben most tart, [...] és maradjon megint fent ezek a... Nemzetek Európája. [M]ost már kicsit ilyen európai federáció felé mozdulunk, én remélem, hogy Magyarország ebben aktív szerepet fog venni [...]. (21)
- CCXXVII. Mindig voltak meg mindig lesznek nyilván konfliktusok, de jó lenne, ha azért legalább oda eljutnánk, hogy legalább a magyar ne legyen a magyarnak farkasa. (23)

- CCXXVIII. ...bizonyos területeken [...] megkéne egyezni egy fajta ki-számíthatóságot, állandóságot kéne létrehozni. [...] Egy olyan alapnak lenni kel, amit senki nem rugdos. (17)
- CCXXIX. ...a politikus nem ért semmihez csak politizál, az szerintem nem vezet hosszú távon jóra. Akkor üljön mellette [egy szakember]: egy politikus, egy szakember, egy politikus, egy szakember... (11)
- CCXXX. ...egy emberközpontúbb és társadalomközpontúbb politikát [...]. (21)
- CCXXXI. Az emberekkel foglalkozni. Hogy hogy élnek az emberek. Eljutni a kis falvakba azokhoz a szegényekhez és meg... Hát szóval észre venni azt, hogy milyen szörnyű különbségek vannak, óriási különbségek vannak. (26)
- CCXXXII. Mert a munkavállaló akármerről nézzük mindig kiszolgáltatottabb, mint a foglalkoztató. (20)
- CCXXXIII. Újra építeni a gazdaságot. Az összes... mindent visszaszerezni. Mindent. Mindent. Hogy az embereknek munkájuk legyen. Tehát [...] mindent, amit kiprivatizáltak [...], a könnyűiparunk, mindent, mindent. Tehát ami nekünk erőségünk volt, azokat valahogy vissza. (6)
- CCXXXIV. ...olyan ország is lehetnénk, akik nem... [...] [M]ondjuk a magyar munkásember ez mindig egy nagyobb országnak az összeszerelője [...] tehát idehozza a Német az autókat, vagy a... Hogy nem tudom hány ország itt csináltat dolgokat. Hanem hogy mondjuk mi alapítunk, mi találunk ki új dolgokat és nyilván ez által sikeresek lehetnénk. (9)
- CCXXXV. Hát eleve, ha itt születik akkor már magyar állampolgár. Hát, ha Brazíliából jött és a gyerekei itt születnek, [...] a gyerekei már magyarok mert ugye az állampolgárság az adót. [...] A brazíliai... Ha ő nem is, de az utódai asszimilálódhatnak. [...] Tehát hogy ki milyen gyorsan, milyen hamar... asszimilálódik és... És most megint a Törökbálinti sváb barátainkat, mondom, hogy... Ők magyarországi svábok, magyaroknak [mondják]... Ugyanakkor azt mondják, hogy sváb származásúak. Beszélnek a svábot, beszélnek a német nyelvet és maguk között használják is. (13)
- CCXXXVI. Nincs ilyen, nincs. Társadalom van, azon belül vannak csoportok, én, aki azt mondja, hogy „nép”, hát az... Nekem tudod mi jut eszembe? A Hitler. [...] Tehát az, hogy itt elérzékenyülünk rajta, hogy „pffúúú, apáink, anyáink, nemzet!”, meg mit tudom én... Tehát hogy én azért, mert a magyar nemzet tagja vagyok... mi van? Ember [vagyok], hát 21-edik századba élek. Most átmegek dolgozni Németországba, én attól magyar vagyok, az oké, de Németországba élek, a német törvényeket tartom be. [...] Tehát ez a nép, nemzet, ez valahol én szerintem már annyira nem... Hogy mondjam? Tehát nem annyira hívó szó. (7)
- CCXXXVII. Nem tartozunk sehová úgy mond. Ugyan úgy, mint a nyelvünkbe. (20)
- CCXXXVIII. ...én azt gondolom, hogy ellensége ennek a hazának egy van. A mai ellenzék, a baloldal. Sokkal nagyobb ellensége ez annak a hazának, mint bármelyik német, francia vagy brit kormány. (25)
- CCXXXIX. ...hogy jól érzem magam ebben az országban. Hát ez lenne a legfontosabb. Hirtelen akartam mondani az erdélyi írót, aki mondta, hogy "ez a dolgunk, hogy jól érezzük magunkat a világban [...]. (26)
- CCXL. ...a hazaszeretet [...] engem is azzal tölt el, hogy a múlt, a ragaszkodás, ehhez a földhöz. [...] Tehát ez egy olyan mély kötelék és ragaszkodás számomra, hogy ez olyan nagy melegséggel, jó érzéssel tölti el az embert, hogy "igen, én magyar vagyok, itt a hazám". (27)
- CCXLI. ...hogy most [valaki] francia akar lenni és imádja a franciákat, meg a francia történelmet, a francia ízeket, mindegy miről beszélünk, tehát ami jellegzetesen rálehet mondani, hogy

francia, ugyan úgy, mint jellegzetesen magyar, és ő ezt magáévá akarja tenni, akkor mért is ne? (20)

- CCXLII. ...még jobbat nem találtak ki. (8)
- CCXLIII. ...mindenkinek megvan a maga helye. Hogy nem feltétlen vagyunk osztály nélküliek, most, ha mondhatom így, hanem igenis lennie kell egy ilyen hierarchiai beosztásnak is. [...] Mármint, hogy a munkában például. [...] Egy orvos meg egy kőműves között kell hogy legyen egy minimális különbség. (14)
- CCXLIV. ...a Horthy rendszer tulajdonképpen annyit jelentett, hogy ugye Magyarország kilencven százaléka földbirtokos kéz alatt volt. [...] Ez a rendszer jut eszembe. Ez a kiszolgáltatottság [...] benne voltam, benne. A szüleim benne éltek. (16)
- CCXLV. Nem az a Magyar, aki annak született, ilyen meg olyan pedigré-vel tudja igazolni a család fáját, [...] hanem a választásaiban, döntéseiben minősül az, hogy ki vállal sors közönséget ezzel a nemzettel és ki az aki nem vállal.
- CCXLVI. ...az ember[t] [...] valamennyire csak érdekli a mindennapjaink mert vannak gyerekeim, unokáim. Nem mindegy, hogy hogyan élnek, mit örökölnek tulajdonképpen. (16)
- CCXLVII. Nekem meggyőződésem, hogy itt a '45 után, itt kezdődött a bomlás, hogy szétverték a családokat. [...] [M]indenkit elküldtek dolgozni, a nő is dolgozott, nagyon büszke volt rá, [...] mindenre jutott idő csak a gyerekekre nem. A mi generációnk meg még talán az utánam egy kicsit jobb helyzetben volt mert még voltak nagymamák. [...] [H]a én beteg voltam, jött a nagymama, és anyám elmehetett dolgozni. (19)
- CCXLVIII. [Ha] a sportokat is nézzük... Ugye volt kézilabda Martfűn, én is kézilabdáztam, volt atlétika Martfűn [...] és akkor ezek köré szerveződtek a közösségek. Akkor ugye maga a gyárnak a léte, [ahol] hogy voltak brigádok. Ezek a brigádok, ezek a nagyjából egy helyen dolgozó embereket tömörítették, és akkor ők saját programokat találtak ki és lehetett... Közösen főztek. És akkor mi mentünk gyerekek ugye a szüleinkkel ezekre a programokra. Kirándultunk rengeteget, és ezek a közösségek ugye a rendszerváltozás is magával hozta, hogy ezek megszűntek. (3)
- CCXLIX. ... [a szocializmus] létezésének a lelki tartalma is így is mondhatnám, hogy... Mint ahogy a mesekönyvbe, majd egy vérből valók vagyunk, tehát szinte azt érezted, hogy te ide tartozol. És ő mintha a testvérem lenne. (27)
- CCL. ...lakótelepi részen lakunk, és itt ugye a kerteket nem lehet lezárni, mert hát ez közterület. Itt a lakás a tiéd ameddig ugye éppen 1 méter körülbelül és kész. Itt most, akik ide jöttek az elmúlt időszakban lakni, [...] olyan magas kerítések, meg sövényeket, meg kapukat, meg ami csak létezik épít[enek], mint egy várat. Mindenkitől elzárni, nem mutatni... (27)
- CCLI. The fear of unemployment was often directly linked with the disintegration of the old socialist communities at the workplace. In life-history interviews workers reported having participated in an intensive community life in socialist collectives (such as brigades) that they recalled with a sense of loss. Workers explained the devaluation of interpersonal relations at the workplace through increasing individualization and the fierce competition for jobs in the new system [...].
- CCLII. Régen a szocialista rendszerbe, ha dolgoztál volt egy lakásod vagy házad, volt egy kocsid, el tudtál egy évbe egyszer menni nyaralni, ha nem dolgoztál lecsuktak. Ennyi. Most mi van? Most az van, hogy minél több, minél jobban mutassam, minél márkás dolgot vegyek meg, minél, minél, minél, és akkor, nem számít, hogy mennyi hitelem van, [...] csak az hogy külsőleg látszódjak, vagy hogy befogadjon egy réteg. (6)
- CCLIII. ...maga az elgondolás nem rossz, hogy nyilván, aki évtizedek[ig] [...] volt [munkanélküli,] az valamilyen szinten a közösségbe vissza tudjon [...]. (3)

- CCLIV. Those forty-five years [of Communist Party rule] (sic) were killing the soul, not with the oppression but with this compromise : shut your mouth, don't care about anything, withdraw, steal, cheat, lie ! Everything is shared and belongs to everyone so just take it home if you can, grab it! Don't poke your nose into anything, don't care about public matters, we'll take care of it for you ... It's deep down in everyone, even me.
- CCLV. ...a társadalom jelentős részében meglévő közösségigényre válaszol, nemcsak abban az értelemben, hogy képzelt közösségeket teremt, hanem abban is, hogy közösségi cselekvéseket legitimál, sőt indukál is [...].
- CCLVI. ...a világ piaci árakat nem lehet megállítani a határon [...].
- CCLVII. ...a sovereign state-capitalist regime with a fast-growing economy and moderate welfare performance.

RÉFÉRENCES

- Abell, J. et Myers, G. (2008). Analyzing Research Interviews. Dans Wodak, R. et Krzyzanowski, M. (dir.), *Qualitative Discourse Analysis in the Social Sciences* (p. 145-161). Houndmills, Basingstoke, Hampshire, New York : Palgrave Macmillan.
- Ablonczy, B. (2012). L'extrême droite en Hongrie. Racines, culture, espace. *Hérodote*(1), 38.
- Ádám, Z. et Bozóki, A. (2016). State and Faith: Right-wing Populism and Nationalized Religion in Hungary. *Intersections, East European Journal of Society and Politics*, 2(1), 98-122.
- Anderson, B. (2002). *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte.
- Avanza, M. (2008). 2 : Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas « ses indigènes » ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe. Dans Bensa, A. (dir.), *Les politiques de l'enquête* (p. 41-58). Paris : La Découverte.
- Balibar, É. (1997). Racisme et nationalisme. Dans Balibar, É. et Wallerstein, I. M. (dir.), *Race, nation, classe : les identités ambiguës* (p. 54-92). Paris : La Découverte.
- Balogh, P. (2015). Returning to Eurasia from the Heart of Europe ? Geographical and metanarratives in Hungary and beyond. Dans Törnquist-Plewa, B., Bernsand, N. et Narvselius, E. (dir.), *Beyond Transition ? Memory and Identity Narratives in Eastern and Central Europe* (p. 191-208). Lund : Centre of European Studies at Lund University.
- Barta, E. (2011). 'It Can't Make Me Happy that Audi is Prospering': Working-Class Nationalism in Hungary after 1989. Dans Halmai, G. et Kalb, D. (dir.), *Headlines of Nation, Subtexts of Class* (p. 92-112). New York : Berghahn Books.
- Batory, A. (2002). Attitudes to Europe : Ideology, Strategy and the Issue of European Union Membership in Hungarian Party Politics. *Party Politics*, 8(5), 525-539.

- Batory, A. (2010). Kin-state identity in the European context: citizenship, nationalism and constitutionalism in Hungary. *Nations and Nationalism*, 16(1), 31-48.
- Bauquet, N. (2006). Identité nationale et identité européenne dans la Hongrie du tournant du siècle : de la symbiose au divorce. Dans Nagy, P., Lionnet, M. et Sahin-Tóthm, P. (dir.), *Identités hongroises, identités européennes du Moyen Âge à nos jours* (p. 157-172). Mont-Saint-Aignan : Publications des Universités de Rouen et du Havre.
- Beaud, S. et Noiriel, G. (2021). *Race et sciences sociales : Essai sur les usages publics d'une catégorie*. Marseille : Agone.
- Bertaux, D. (2010). *Le récit de vie*. (3e éd.). Paris : Armand Colin.
- Bibó, I. (1993). *Misère des petits États d'Europe de l'Est*. Paris : Albin Michel.
- Billig, M. (1995). *Banal nationalism*. Londres : Sage.
- Bohle, D. et Husz, D. (2005). Whouse Europe is it ? Interest Group Action in Accession Negotiations: The Cases of Competition Policy and Labor Migration. *Politique européenne*(15), 85-112.
- Bonikowski, B., Halikiopoulou, D., Kaufmann, E. et Rooduijn, M. (2019). Populism and nationalism in a comparative perspective : a scholarly exchange. *Nations and Nationalism*, 25(1), 58-81.
- Boumaza, M. et Campana, A. (2007). Enquêter en milieu « difficile » : introduction. *Revue française de science politique*, 57(1), 5-25.
- Bourdieu, P. (1997). *Méditations pascaliennes*. Paris : Seuil.
- Bozoki, A. (2016). Mainstreaming the Far Right. Cultural Politics in Hungary. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 47(4), 87-116. *Cairn.info*. Récupéré de <https://http://www.cairn.info/revue-revue-d-etudes-comparatives-est-ouest1-2016-4-page-87.htm>

- Bozóki, A. (2008). Consolidation or Second Revolution? The Emergence of the New Right in Hungary. *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 24(2), 191-231.
- Brubaker, R. (1996). *Nationalism Reframed : Nationhood and the National Question in the New Europe*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- Brubaker, R. (1999). The Manichean Myth: Rethinking the Distinction Between 'Civic' and 'Ethnic' Nationalism. Dans Kriesi, H. (dir.), *Nation and national identity : the European experience in perspective* (p. 55-71). Zürich : Verlag Rüegger.
- Brubaker, R. (2002). Ethnicity without groups. *European Journal of Sociology*, 43(2), 163-189.
- Brubaker, R. (2017). Why populism? *Theory and Society*, 46(5), 357-385.
- Bustikova, L. (2014). Revenge of the Radical Right. *Comparative Political Studies*, 47(12), 1738-1765.
- Bustikova, L. (2017). The Radical Right in Eastern Europe. Dans Rydgren, J. (dir.), *The Oxford Handbook of the Radical Right*. New York : Oxford University Press.
- « C'est notre pays ». Viktor Orbán stigmatise la minorité rom. (2020). Dans *Le Courrier d'Europe centrale*. Récupéré le 8 juillet 2021 de <https://courrierdeuropecentrale.fr/cest-notre-pays-viktor-orban-stigmatise-la-minorite-rom/>
- Caillaud, S. (2009). Utiliser la narration pour saisir les représentations sociales. [En ligne]. *Trajectoires*(3). Récupéré de <http://journals.openedition.org/trajectoires/286>
- Carassik, D. (1996). Etude de cas : analyse d'un discours de chômeur en situation d'entretien (entretien avec Michel Sapin). *Mots*(46), 108-118.
- Cassirer, E. (1972). *La philosophie des formes symboliques 1. Le langage*. Paris : Les Éditions de Minuit.

- Castoriadis, C. (1975). *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Éditions du Seuil.
- Chouliaraki, L. et Fairclough, N. (1999). *Discourse in Late Modernity : Rethinking Critical Discourse Analysis*. Edinburgh : Edinburgh University Press.
- Crehan, K. (2011). Gramsci's concept of common sense: a useful concept for anthropologists? *Journal of Modern Italian Studies*, 16(2), 273-287.
- Csepeli, G., Örkény, A., Székelyi, M. et Poór, J. (2004). Nemzeti identitás Magyarországon az ezredfordulón. Dans Kolosi, T., Tóth, I. G. et Vukovich, G. (dir.), *Társadalmi riport 2004* (p. 471-483). Budapest : TÁRKI.
- Dakowska, D. (2014). *Le pouvoir des fondations. Des acteurs de la politique étrangère allemande*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Dakowska, D. (2017). L'Europe centrale à l'heure du repli souverainiste. *Études : revue de culture contemporaine*(5), 19-29.
- Dakowska, D. et Hubé, N. (2011). Perceptions of Europe. A Comparative Sociology of European Attitudes. Dans Gaxie, D., Hubé, N. et Rowell, J. (dir.), *For or Against the EU? Ambivalent Attitudes and Varied Arguments Towards Europe* (p. 85-100) : ECPR Press.
- De Cleen, B. (2017). Populism and Nationalism. Dans Kaltwasser, C. R., Taggart, P., Espejo, P. O. et Ostiguy, P. (dir.), *Populism in Eastern and Central Europe* (p. 342-362). New York : Oxford University Press.
- Debono, E. (2019). *Le Racisme dans le prétoire. Antisémitisme, racisme et xénophobie devant la justice*. Paris : Presses universitaires de France.
- Dechezelles, S. et Neumayer, L. (2010). Introduction: Is Populism a Side-Effect of European Integration? Radical Parties and the Europeanization of Political Competition. *Perspectives on European Politics and Society*, 11(3), 229-236.

Dembińska, M. (2018). Faut-il avoir peur du nationalisme ? Dans *La politique en questions, volume 2* (p. 71-80). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Egedy, G. (2009). Political Conservatism in Post-Communist Hungary. *Problems of Post-Communism*, 56(3), 42-53.

Egry, G. (2020). Beyond Electioneering : Minority Hungarians and the Vision of National Unification. Dans Kovács, J. M. et Trencsényi, B. (dir.), *Brave New Hungary : Mapping the "System of National Cooperation"* (p. 73-94). Londres : Lexington Books.

Énoncé de politique des trois conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains (EPTC2). (2018). de <https://ethics.gc.ca/fra/documents/tcps2-2018-fr-interactive-final.pdf>

Enyedi, Z. (2015). Plebeians, citoyens and aristocrats or where is the bottom of bottom-up? The case of Hungary. Dans Kriesi, H. et Pappas, T. S. (dir.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession* (p. 229-244). Colchester : ECPR Press.

Enyedi, Z. (2016). Paternalist populism and illiberal elitism in Central Europe. *Journal of Political Ideologies*, 21(1), 9-25.

Ersoy, A., Górný, M. et Kechriotis, V. (dir.). (2010a). *Discourses of Collective Identity in Central and Southeast Europe (1770-1945) : Texts and Commentaries. Volume Three/1: Modernism : The Creation of Nation-States*. Budapest : Central European University Press.

Ersoy, A., Górný, M. et Kechriotis, V. (dir.). (2010b). *Discourses of Collective Identity in Central and Southeast Europe (1770-1945) : Texts and Commentaries. Volume Three/2 : Modernism : Representations of National Culture*. Budapest : Central European University Press.

Fairclough, N. (2001). Critical discourse analysis as a method in social scientific research. Dans Wodak, R. et Meyer, M. (dir.), *Methods of critical discourse analysis* (p. 121-138). Londres : Sage.

Fairclough, N. (2005). Critical discourse analysis. *Marges linguistiques*, 9, 76-94.

Feischmidt, M. (2014). Nemzetdiskurzusok a mindennapokban és a nacionalizmus populáris kultúrája. Dans Feischmidt, M., Glózer, R., Ilyés, Z., Kasznár, V. et Zakariás, I. (dir.), *Nemzet a mindennapokban : Az újnacionalizmus populáris kultúrája* (p. 7-48). Budapest : L'Harmattan.

Fekete, L. (2016). Hungary: power, punishment and the 'Christian-national idea'. *Race and Class*, 57(4), 39-53. /z-wcorg/.

Feloszlatja magát a 4K!, és ezt javasolja a többi ellenzéki pártnak is. (2016). Récupéré le 18 juillet 2022 de <http://negyedikkoztarsasag.hu/blog/2016/10/09/viszlat>

Ferwagner, P.Á. (2015) *La Hongrie et la Grande Guerre. Mémoires conflictuelles et politiques de commémoration, 1914-2014*. Récupéré le 11 octobre 2018 de http://www.univ-paris1.fr/fileadmin/IGPS/Ferwagner_-_Hongrie.pdf

Fidesz. (2002) *1998 : A Fidesz - Magyar Polgári Párt választási programja (48 pont) (rövidített változat)*. Récupéré le 18 juin 2021 de https://gondola.hu/cikkek/6328-1998__A_Fidesz_-_Magyar_Polgari_Part_valasztasi_programja.html

Foucault, M. (1996). *L'Archéologie du savoir*. Paris : Gallimard.

Fowler, B. (2007). Concentrated orange: Fidesz and the remaking of the Hungarian centre-right, 1994-2002. *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 20(3), 80-114.

Freitag, M. (2018). *Formes de la société vol. 2. Nation, ville, architecture*. Montréal : Liber.

Gaxie, D., Hubé, N., Lassalle, M.d. et Rowell, J. (dir.). (2010). *L'Europe des Européens : Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*. Paris : Economica.

Gaxie, D. et Rowell, J. (2010). Chapitre 3 : La méthodologie d'une enquête qualitative comparative. Dans Gaxie, D., Hubé, N., Lassalle, M. d. et Rowell, J. (dir.), *L'Europe des Européens : Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe* (p. 48-66). Paris : Economica.

Gellner, E. (1989). *Nations et nationalisme*. Paris : Payot.

Giroux, D. (2013). Anarchie et méthode. Une approche généalogique des idées politiques chez Marx et Nietzsche. Dans Giroux, D. et Karmis, D. (dir.), *Ceci n'est pas une idée politique. Réflexions sur les approches à l'étude des idées politiques* (p. 331-349). Québec : Presses de l'Université Laval.

Godelier, M. (2010). *Au fondement des sociétés humaines : ce que nous apprend l'anthropologie*. Paris : Flammarion.

Gradwohl, P. (2007a). Des luttes fratricides à la gloire de l'injustice subie : grande guerre et petites guerres dans la mémoire Hongroise du premier conflit mondial. *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 228(4), 71-80.

Gradwohl, P. (2007b). L'opposition de droite contre les réformes. *Le Courrier des pays de l'Est*, 1062(4), 40-52. *Cairn.info*. Récupéré de <https://http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-4-page-40.htm>

Gramsci, A. (1975). *Gramsci dans le texte*. Ricci, F. et Bramand, J. (Ed.). Paris ; Chicoutimi : Éditions sociales ; Les classiques des sciences sociales. http://classiques.uqac.ca/classiques/gramsci_antonio/dans_le_texte/dans_le_texte.html

Gramsci, A. (1983a). *Antonio Gramsci : Textes*. Chicoutimi : Les classiques des science sociales.

Gramsci, A. (1983b). Concept de «national-populaire» (cahier 21, § 5). Dans *Antonio Gramsci : Textes* (p. 201-203). Chicoutimi : Les classiques des science sociales.

Gramsci, A. (1995). *Cahiers de prison - Tome 1, vol. 1 à 5*. Paris : Éditions Gallimard.

Gueorguieva, P. (2017). Populismes et populistes en Europe centrale et orientale. *Hermès, La Revue*, 77(1), 117-125.

Gyurgyák, J. (2007). *Ezzé lett magyar hazátok. A magyar nemzeteszmé és a nacionalizmus története*. Budapest : Osiris.

Hall, S. (1982). The rediscovery of 'ideology': return of the repressed in media studies. Dans Bennett, T., Curran, J., Gurevitch, M. et Wollacott, J. (dir.), *Culture, Society and the Media* (p. 52-86). Londres : Routledge.

Hall, S. (2013a). Introduction. Dans Hall, S., Evans, J. et Nixon, S. (dir.), *Representation* (p. xvii-xxvi). Milton Keynes : Open University.

Hall, S. (2013b). The Work of Representation. Dans Hall, S., Evans, J. et Nixon, S. (dir.), *Representation* (p. 1-59). Milton Keynes : Open University.

Halmai, G. (2011). (Dis)possessed by the Spectre of Socialism: Nationalist Mobilization in 'Transitional' Hungary. Dans Halmai, G. et Kalb, D. (dir.), *Headlines of Nation, Subtexts of Class* (p. 113-141). New York : Berghahn Books.

Halmai, G. (2020). The Role of Religion in the Illiberal Hungarian Constitutional System. Dans Kovács, J. M. et Trencsényi, B. (dir.), *Brave New Hungary : Mapping the "System of National Cooperation"* (p. 95-110). Londres : Lexington Books.

Hanák, P. (dir.). (1991). *Mille ans d'histoire hongroise*. Budapest : Corvina.

Hermet, G. (1996). *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*. Paris : Éditions du Seuil.

Hobsbawm, E.J. (1992). *Nations et nationalisme depuis 1780: programme, mythe, réalité*. Paris : Gallimard.

Hofer, T. (1991). Construction of the «folk cultural heritage» in Hungary and rival versions of national identity. *Ethnologia Europaea*, 21(2), 145-170.

Holubec, S. (2015). The Radical Left of the New EU: Between Communist Nostalgia and Postmodern Radicalism. *Socialism and Democracy*, 29(3), 126-134.

- Hongrie : Le Fidesz et l'opposition rallient leurs troupes à trois semaines des élections. (2022, 15 mars). *Le Courrier d'Europe centrale*. Récupéré de <https://courrierdeuropecentrale.fr/hongrie-le-fidesz-et-lopposition-rallient-leurs-troupes-a-trois-semaines-des-elections/>
- Hongrie : Orbán prolonge le gel des prix du carburant. (2022, 16 juin). *Le Courrier d'Europe centrale*. Récupéré de <https://courrierdeuropecentrale.fr/hongrie-orban-prolonge-le-gel-des-prix-du-carburant/>
- Horel, C. (2006). Le rôle des lieux de mémoire dans la construction de la mémoire collective en Hongrie. Dans Nagy, P., Lionnet, M. et Sahin-Tóthm, P. (dir.), *Identités hongroises, identités européennes du Moyen Âge à nos jours* (p. 199-207). Mont-Saint-Aignan : Publications des Universités de Rouen et du Havre.
- Horel, C. (2021). *Histoire de la nation hongroise : Des premiers Magyars à Viktor Orbán*. Paris : Tallandier.
- Inglehart, R. (1970). Cognitive Mobilization and European Identity. *Comparative Politics*, 3(1), 45-70.
- Jacquemain, M. (2000). Le capitalisme opportuniste : contexte économique et social de la résurgence de l'extrême-droite. Dans Beaufays, J. et Delnoy, P. (dir.), *Pour la démocratie: contre l'extrémisme liberticide* (p. 49-66). Liège : Éditions de l'Ulg.
- Jäger, S. (2001). Discourse and knowledge: Theoretical and methodological aspects of a critical discourse and dispositive analysis. Dans Wodak, R. et Meyer, M. (dir.), *Methods of Critical Discourse Analysis* (p. 32-62). Londres : Sage.
- Jakab, A. et Sonnevend, P. (2012). Une continuité imparfaite : la nouvelle Constitution hongroise. *Jus Politicum*, 8, Récupéré de http://juspoliticum.com/uploads/pdf/Hongrie_-_PDF-3.pdf
- Jørgensen, M. et Phillips, L. (2002). *Discourse Analysis as Theory and Method*. London, Thousand Oaks, New Delhi : SAGE Publications.

Kalmár, I. (2011) *Martfű - Városismertető*. Récupéré le 29 novembre 2019 2019 de <http://www.martfu.hu>

Kaltwasser, C.R., Taggart, P., Espejo, P.O. et Ostiguy, P. (2017). Populism : An Overview of the Concept and the State of Art. Dans Kaltwasser, C. R., Taggart, P., Espejo, P. O. et Ostiguy, P. (dir.), *The Oxford Handbook of Populism* (p. 1-24). Oxford : Oxford University Press.

Karady, V. (2000). Ethnicité et religion dans l'histoire sociale contemporaine de la Hongrie. Dans Szende, T. (dir.), *La Hongrie au XXe siècle : regards sur une civilisation* (p. 49-83). Paris, Montréal : L'Harmattan.

Kaufmann, J.-C. (1996). *L'entretien compréhensif*. Paris : Nathan.

Kende, P. (2000). La révolution de 1956 en rétrospective. Dans Szende, T. (dir.), *La Hongrie au XXe siècle : regards sur une civilisation* (p. 31-47). Paris, Montréal : L'Harmattan.

Köllő, J. (2020). Toward a “Work-Based Society”? Dans Kovács, J. M. et Trencsényi, B. (dir.), *Brave New Hungary : Mapping the “System of National Cooperation”* (p. 139-158). Londres : Lexington Books.

Kontler, L. (2002). *A history of Hungary : millennium in Central Europe*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire : Palgrave Macmillan.

Korkut, U. (2012). *Liberalization Challenges in Hungary: Elitism, Progressivism, and Populism*. New York : Palgrave Macmillan.

Kovács, A. (2013). The Post-Communist Extreme Right : The Jobbik Party in Hungary. Dans Wodak, R., Khosravini, M. et Mral, B. (dir.), *Right-Wing Populism in Europe : Politics and Discourse* (p. 223-234). London : Bloomsbury Academic.

Kovács, J.M. (2020). The Right Hand Thinks : On the Sources of György Matolcsy's Economic Vision. Dans Kovács, J. M. et Trencsényi, B. (dir.), *Brave New Hungary : Mapping the “System of National Cooperation”* (p. 111-135). Londres : Lexington Books.

- Kovács, J.M. et Trencsényi, B. (2020a). Conclusion : Hungary Brave and New ? Dissecting a Realistic Dystopia. Dans Kovács, J. M. et Trencsényi, B. (dir.), *Brave New Hungary : Mapping the "System of National Cooperation"* (p. 379-432). Londres : Lexington Books.
- Kovács, J.M. et Trencsényi, B. (2020b). Conclusion : Hungary Brave and New ? Dissecting a Realistic Dystopia. Dans Kovács, J. M. et Trencsényi, B. (dir.), *Brave New Hungary : Mapping the "System of National Cooperation"* (p. 379-432). Londres : Lexington Books.
- Kovács, M. (2015). *Magyars and Political Discourses in the New Millennium: Changing Meanings in Hungary at the Start of the Twenty-First Century*. London : Lexington Books.
- Kovács, M. (2017). *Magyarország közigazgatási helynévkönyve - Gazetteer of Hungary*. Budapest : Központi Statisztikai Hivatal - Hungarian Central Statistical Office.
- Krakovsky, R. (2019). *Le populisme en Europe centrale et orientale. Un avertissement pour le monde ?* Paris : Fayard.
- Kriesi, H. et Pappas, T.S. (2015a). *European Populism in the Shadow of the Great Recession*. Colchester : ECPR Press.
- Kriesi, H. et Pappas, T.S. (2015b). Populism in Europe During Crisis : An Introduction. Dans Kriesi, H. et Pappas, T. S. (dir.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession* (p. 1-19). Colchester : ECPR Press.
- Laclau, E. (1990). *New Reflections on the Revolution of Our Time*. London, New York : Verso.
- Laclau, E. (2000). *La guerre des identités : grammaire de l'émancipation*. Paris : La Découverte.
- Laclau, E. (2007). *Emancipation(s)*. Londres : Verso.
- Laclau, E. (2008). *La raison populiste*. Paris : Seuil.

Laclau, E. et Mouffe, C. (1990). Post-Marxism without Apologies. Dans Laclau, E. (dir.), *New Reflections on the Revolution of Our Time* (p. 97-132). Londres, New York : Verso.

Laclau, E. et Mouffe, C. (2001). *Hegemony and Socialist Strategy : Towards a Radical Democratic Politics*. Londres, New York : Verso.

Laclau, E. et Mouffe, C. (2009). *Hégémonie et stratégie socialiste : vers une politique démocratique radicale*. Besançon : Les Solitaires intempestifs.

Laffitte, T. (2021, 10 décembre). Une rencontre avec Péter Márki-Zay dans son fief de Vásárhely. *Le Courrier d'Europe centrale*. Récupéré de <https://courrierdeuropecentrale.fr/une-rencontre-avec-peter-marki-zay-dans-son-fief-de-vasarhely/>

Laffitte, T. (2022, 10 mai). Avec Mi Hazánk, l'extrême droite hongroise est de retour au parlement. *Le Courrier d'Europe centrale*. Récupéré de <https://courrierdeuropecentrale.fr/avec-mi-hazank-lextreme-droite-hongroise-est-de-retour-au-parlement/>

Lecomte, J.-P. (2005). *Sociologie politique*. Paris : Gualino éditeur.

Lendvai, P. (2012). *Hungary: between democracy and authoritarianism*. New York : Columbia University Press.

Leotard, C. (2019, 24 mai). Hongrie: siphonnée par Orbán, l'extrême droite du Jobbik vit son crépuscule. *Mediapart*. Récupéré de <https://http://www.mediapart.fr/journal/international/240519/hongrie-siphonnee-par-orban-l-extreme-droite-du-jobbik-vit-son-crepuscule>

Lepeltier-Kutasi, L. (2018) *Viktor Orbán veut rapprocher la Hongrie de l'Asie centrale*. Récupéré le 8 juillet 2021 de <https://novastan.org/fr/kirghizstan/viktor-orban-veut-rapprocher-la-hongrie-de-lasie-centrale/>

Loi fondamentale de la Hongrie. (2019). Récupéré le 26 mars 2021 de https://njt.hu/translated/doc/LoifondamentaledelaHongrie_20191213_FIN.pdf

Lordon, F. (2016). *Les affects de la politique*. Paris : Seuil.

Löwy, M. (2014). Dix thèses sur l'extrême droite en Europe. *Lignes*(3), 163.

Macher, A. (2011). La Hongrie entre tutelle soviétique et intérêt national au cours des années 1960. *Relations internationales*(148), 81-94.

Magyarország Alaptörvénye. (2011). Récupéré le 8 juillet 2021 de https://http://www.keh.hu/magyarorszag_alaptorvenye/1515-Magyarorszag_Alaptorvenye&pnr=1

Maingueneau, D. (1984). *Genèses du discours*. Bruxelles : P. Mardaga.

Maingueneau, D. (1991). *L'Analyse du discours : introduction aux lectures de l'archive*. Paris : Hachette.

Maingueneau, D. (2005). L'analyse du discours et ses frontières. *Marges linguistiques*, 9, 64-75.

Maingueneau, D. (2014). *Discours et analyse du discours: une introduction*. Paris : Armand Colin.

Márki-Zay, P. (2022) *Élő beszámoló a hét eseményeiről*. Récupéré le 18 juillet 2022 de <https://http://www.facebook.com/watch/live/?ref=external&v=635864827420211>

Marx, K. (1948) *Misère de la philosophie*. Dans *Les Classiques des sciences sociales*. Récupéré le 9 mars 2016 de http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/misere_philo/Marx_Misere_philo.pdf

Marx, K. (1969). *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris, Chicoutimi : Les Éditions sociales, Les classiques des sciences sociales. http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine_louis_bonaparte.pdf

Melegh, A. (2020). The Fear of Population Replacement. Dans Kovács, J. M. et Trencsényi, B. (dir.), *Brave New Hungary : Mapping the "System of National Cooperation"* (p. 159-183). Londres : Lexington Books.

Mészáros, J. (2022, 22 mars). Márki-Zay: Ugyanazt csinálnám miniszterelnökként, mint Orbán Viktor, csak én nem hazudoznék róla. *!!444!!* Récupéré de <https://444.hu/2022/03/22/marki-zay-ugyanazt-csinalnam-miniszterelnokkent-mint-orban-viktor-csak-en-nem-hazudoznek-rola>

Mihályi, P. (2020). Votes, Ideology, and Self-Enrichment : The Campaign of Renationalization after 2010. Dans Kovács, J. M. et Trencsényi, B. (dir.), *Brave New Hungary : Mapping the "System of National Cooperation"* (p. 185-210). Londres : Lexington Books.

Molnár, M. (1996). *Histoire de la Hongrie*. Paris : Hatier.

Mouffe, C. (2005). *On the political*. Londres : Routledge.

Mouffe, C. (2018a). *For a Left Populism*. London, New York : Verso.

Mouffe, C. (2018b). *Le Paradoxe démocratique*. Paris : Beaux-Arts de Paris éditions.

Mudde, C. (2017). Populism : An Ideational Approach. Dans Kaltwasser, C. R., Taggart, P., Espejo, P. O. et Ostiguy, P. (dir.), *The Oxford Handbook of Populism* (p. 27-47). Oxford : Oxford University Press.

Musto, M. (2017). The Post-1989 Radical Left in Europe: Results and Prospects. *Socialism and Democracy*, 31(2), 1-32.

Nagy, P. et Sahin-Tóth, P. (2006). Conclusion. Dans Nagy, P., Lionnet, M. et Sahin-Tóth, P. (dir.), *Identités hongroises, identités européennes du Moyen Âge à nos jours* (p. 209-219). Mont-Saint-Aignan : Publications des Universités de Rouen et du Havre.

Nemzeti választási iroda. (2022). Récupéré le 18 juillet 2022 de <http://www.valasztas.hu>

- Neumayer, L. (2005). Les opinions publiques en Europe centrale : Sur l'Union européenne, avant et après l'adhésion. *Le Courrier des pays de l'Est*, 1048(2), 74-87.
- Neyrat, F. (2014). Une hégémonie d'extrême droite : étude sur le syndrome identitaire français. *Lignes*, 3(45), 19-31.
- Nossik, S. (2011). Les récits de vie comme corpus sociolinguistique : une approche discursive et interactionnelle. *Corpus*(11), 119-135. Récupéré de <http://journals.openedition.org/corpus/2045>
- Orbán, V. (1987). *Társadalmi önszerveződés és mozgalom a politikai rendszerben (A lengyel példa)*. Université Loránd Eötvös, Budapest. <https://2010-2015.miniszterelnok.hu/attachment/0017/szakdolgozat.pdf>.
- Orbán Viktor Nagy Imre újratemetésén - Viktor Orbán's Speech at the Reburial of Imre Nagy.* (1989). Récupéré le 7 juillet 2021 de <https://www.youtube.com/watch?v=g91-OTiXVkw>
- Örkény, A. (2004). A magyar nemzettudat változása az elmúlt évtizedben. Dans Fedinec, C. (dir.), *Nemzet a társadalomban* (p. 7-27). Budapest : Teleki László Alapítvány.
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. (Quatrième éd.). Malakoff : Armand Colin.
- Palonen, E. (2009). Political Polarisation and Populism in Contemporary Hungary. *Parliamentary Affairs*, 62(2), 318-334.
- Palonen, E. (2011). Rupture and continuity : Fidesz and the Hungarian revolutionary tradition. *Cahiers de l'Institut d'histoire de la Révolution française*, 5. Récupéré de <http://lrf.revues.org/353>
- Palonen, E. (2012). Transition to Crisis in Hungary : Whistle-Blowing on the Naked Emperor. *Politics & Policy*, 40(5), 930-957.

Palonen, E. (2018). Performing the nation: the Janus-faced populist foundations of illiberalism in Hungary. *Journal of Contemporary European Studies*, 26(3), 308-321. Récupéré de <https://doi.org/10.1080/14782804.2018.1498776>

Partizán. (2021). *Karácsony visszalép Márki-Zay javára | Exkluzív páros interjú*. Budapest : Youtube. Récupéré de <https://http://www.youtube.com/watch?v=gGgLG86lu98>.

Partizán. (2022). *Egekben az árak, káoszban a világgazdaság, van-e kiút?* Budapest : Youtube. Récupéré de <https://http://www.youtube.com/watch?v=7H6lzCa-e58>.

Péter, L. (2003). The Holy Crown of Hungary, Visible and Invisible. *The Slavonic and East European Review*, 81(3), 421-510.

Pirro, A.L. (2015). *The Populist Radical Right in Central and Eastern Europe*. Londres : Routledge.

Poinssot, A. (2019). *Dans la tête de Viktor Orbán*. Paris : Solin/Actes Sud.

Polanyi, K. (2011). *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard.

Prigent, M.A. (2000). Parcours historique : le XXe siècle hongrois. Dans Szende, T. (dir.), *La Hongrie au XXe siècle : regards sur une civilisation* (p. 7-30). Paris, Montréal : L'Harmattan.

Pytlas, B. (2015). *Radical Right Parties in Central and Eastern Europe*. Londres : Routledge.

Racz, B. (2003). The Left in Hungary and the 2002 Parliamentary Elections. *Europe-Asia Studies*, 55(5), 747-769.

Revel, J. (1996). *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*. Paris : Gallimard, Le Seuil.

Robin, R. (1986). Récit de vie, discours social et parole vraie. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*(10), 103-109.

Rupnik, J. (2017a). La crise du libéralisme en Europe centrale. *Commentaire*, 160(4), 797-806.

Rupnik, J. (2017b). Poussées nationales-populistes en Europe du Centre-Est. *Après-demain*, 43(3), 26-28.

Schiffer, A. et Kövér, L. (2015). *Schiffer - Kövér vita: Hogyan tovább, Magyarország ?* Youtube : Ökopolisz Alapítvány. Récupéré de <https://http://www.youtube.com/watch?v=BxnIBu-49H4&t=3107s>.

Schmitt, C. (1988). *Théologie politique*. Paris : Gallimard.

Smith, A.D. (2009). *Ethno-symbolism and Nationalism : A cultural approach*. New York : Routledge.

Snir, I. (2016). "Not Just One Common Sense": Gramsci's Common Sense and Laclau and Mouffe's Radical Democratic Politics. *Constellations*, 23(2), 269-280.

St-Louis, J.-C. (2018). *Parler de "la diversité" au Québec : une étude généalogique des discussions récentes sur le pluralisme et la citoyenneté*. Université du Québec à Montréal, Montréal. Thèse.

Stanley, B. (2017). Populism in Eastern and Central Europe. Dans Kaltwasser, C. R., Taggart, P., Espejo, P. O. et Ostiguy, P. (dir.), *The Oxford Handbook of Populism* (p. 140-160). New York : Oxford University Press.

Stein, K.C. (2017). *Viktor Orbán's National Hungarian Identity Construct : Securitization of the 2015/2016 European Migrant Crisis as Existential Threat?* Charles University, Prague.

Sutherland, C. (2005). Nation-building through discourse theory. *Nations and Nationalism*, 11(2), 185-202.

- Szabó, I. (2005). Rendszerváltás és nemzeti tematika. *Politikatudományi szemle*, 2, 89-110.
- Szabó, I. (2007). A nemzet fogalmi konstrukciója a Fidesz diskurzusaiban 1998 és 2006 között. *Politikatudományi Szemle*, XVI(3), 129-159.
- Szende, T. (dir.). (2000). *La Hongrie au XXe siècle : regards sur une civilisation*. Paris, Montréal : L'Harmattan.
- Szikra, D. (2020). Ideology or Pragmatism? Interpreting Social Policy Change under the “System of National Cooperation”. Dans Kovács, J. M. et Trencsényi, B. (dir.), *Brave New Hungary : Mapping the “System of National Cooperation”* (p. 225-241). Londres : Lexington Books.
- Szombati, K. (2018). *The Revolt of the Provinces : Anti-Gypsyism and Right-Wing Politics in Hungary*. New York, Oxford : Berghahn Books.
- Szombati, K. (2019). En Hongrie face à Orbán, les enjeux du pacte entre l’opposition démocratique et le Jobbik. *Le Courrier d'Europe centrale*. Récupéré de <https://courrierdeuropecentrale.fr/en-hongrie-face-a-orban-les-enjeux-du-pacte-entre-lopposition-democratique-et-le-jobbik/>
- Torring, J. (1999). *New Theories of Discourse : Laclau, Mouffe and Žižek*. Oxford, Malden : Blackwell Publishers.
- Törnquist-Plewa, B. (2000). Contrasting Ethnic Nationalisms : Eastern Central Europe. Dans Barbour, S. et Carmichael, C. (dir.), *Language and Nationalism in Europe* (p. 183-220). Oxford ; New York : Oxford University Press.
- Tóth, C. et Török, G. (2015). *Négy választás Magyarországon : A magyar politika az elmúlt 12 évben (2002-2014)*. Budapest : Osiris.
- Trencsényi, B. (2011). *A nép lelke : Nemzetkarakterológiai viták Kelet-Európában*. Budapest : Argumentum kiadó, Bibó István szellemi műhely.

- Trencsényi, B.z. et Kopeček, M. (dir.). (2006). *Discourses of Collective Identity in Central and Southeast Europe (1770-1945) : Texts and Commentaries. Volume One : Late Enlightenment : Emergence of the Modern 'National Idea'*. Budapest : Central European University Press.
- Trencsényi, B.z. et Kopeček, M. (dir.). (2007). *Discourses of Collective Identity in Central and Southeast Europe (1770-1945) : Texts and Commentaries. Volume Two : National Romanticism - The Formation of National Movements*. Budapest : Central European University Press.
- Trencsényi, B.z., Turda, M. et Mishkova, D. (dir.). (2014). *Discourses of Collective Identity in Central and Southeast Europe (1770-1945) : Texts and Commentaries. Volume Four : Anti-modernism : Radical Revisions of Collective Identity*. New York : Central European University Press.
- Uitz, R. (2020). Reinventing Hungary with Revolutionary Fervor : The Declaration of National Cooperation as a Readers' Guide to the Fundamental Law of 2011. Dans Kovács, J. M. et Trencsényi, B. (dir.), *Brave New Hungary : Mapping the "System of National Cooperation"* (p. 9-28). Londres : Lexington Books.
- Váli, F.A. (1961). *Rift and revolt in Hungary; nationalism versus communism*. Cambridge : Harvard University Press.
- Varga, M. (2014). Hungary's "anti-capitalist" far-right: Jobbik and the Hungarian Guard. *Nationalities Papers*, 42(5), 791-807.
- Walzer, M. (2004). What Does It Mean to Be an «American»? *Social Research*, 71(3), 633-654.
- Weber, F. et Beaud, S. (2010). *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte.
- Weyland, K. (2017). Populism : A Political-Strategic Approach. Dans Kaltwasser, C. R., Taggart, P., Espejo, P. O. et Ostiguy, P. (dir.), *The Oxford Handbook of Populism* (p. 48-72). Oxford : Oxford University Press.

Wilkin, P. (2018). The Rise of 'Illiberal' Democracy: The Orbánization of Hungarian Political Culture. [Article]. *Journal of World-Systems Research*, 24(1), 5-42.

Wimmer, A. (2002). *Nationalist exclusion and ethnic conflict : shadows of modernity*. Cambridge : Cambridge University Press.

Wodak, R. (2001a). The discourse-historical approach. Dans Wodak, R. et Meyer, M. (dir.), *Methods of Critical Discourse Analysis* (p. 63-94). Londres : Sage.

Wodak, R. (2001b). What CDA is about - a summary of its history, important concepts and its developments. Dans Wodak, R. et Meyer, M. (dir.), *Methods of Critical Discourse Analysis* (p. 1-13). Londres : Sage.

Wodak, R., de Cillia, R., Reisigl, M. et Liebhart, K. (2009). *The Discursive Construction of National Identity (2nd ed)*. Edinburgh : Edinburgh University Press.

Zempleni, A. (1996). Les manques de la nation. Sur quelques propriétés de la « patrie » et de la « nation » en Hongrie contemporaine. Dans Fabre, D. (dir.), *L'Europe entre cultures et nations* (p. 121-155). Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Ziblatt, D.F. (1998). The Adaptation of Ex-Communist Parties to Post-Communist East Central Europe : a Comparative Study of the East German and Hungarian Ex-Communist Parties. *Communist and Post-Communist Studies*, 31(2), 119-137.

